

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX –TRAVAIL– PATRIE

RÉGION DE L'EST

DÉPARTEMENT DU HAUT NYONG

COMMUNE D'ATOK



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE –WORK – FATHERLAND

EAST REGION

UPPER NYONG DIVISION

ATOK COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) D'ATOK



Réalisé avec l'appui technique et financier du PNDP
Et l'accompagnement de l'OAL LUDEPRENA

DECEMBRE 2021



VALIDATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT D'ATOK

Le présent Plan Communal de Développement a été adopté par le Conseil Municipal élargi aux Sectoriels par **Délibération N° 00005/DM/C/SG/ATOK/2021** en sa session du **13 au 14 Décembre 2021** et validé par les administrations compétentes ci-après :

Atok, le

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ATOK

Abong-Mbang, le

VISA DU DELEGUE DEPARTEMENTAL MINEPAT/HAUT-NYONG

Abong-Mbang, le

VISA DU PREFET DU HAUT-NYONG

SOMMAIRE

VALIDATION DU PCD D'ATOK	1
SOMMAIRE	2
RESUME EXECUTIF	6
FICHE SIGNALETIQUE DE LA COMMUNE D'ATOK	8
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	9
LISTE DES TABLEAUX	12
LISTE DES PHOTOS	16
LISTE DES CARTES	17
LISTE DES FIGURES	18
LISTE DES ANNEXES	19
1- INTRODUCTION	20
1.1. Contexte et justification	21
1.2. Objectifs	22
1.3. Structure du document	22
2- MÉTHODOLOGIE	23
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	24
2.1.1. La préparation pédagogique	24
2.1.2. Préparation administrative	24
2.1.3. La préparation dans les quartiers et villages de la Commune	25
2.2. Collecte des informations et traitement	25
2.2.1. Collecte des informations dans le cadre du DIC	25
2.2.2. Collecte des informations dans le cadre du DEUC	27
2.2.3. Collecte des informations dans le cadre DPNV	29
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	31
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	34
2.4.1. Préparation de l'atelier de planification	35
2.4.2. L'atelier de Planification	35
2.4.3. Mobilisation des ressources	35
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif	35
3- PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	37
3.1. Localisation de la Commune	38
3.2. Description du milieu biophysique	40
3.2.1. Relief	40
3.2.2. Climat	40
3.2.3. Hydrographie	40
3.2.4. Pédologie	41
3.2.5. Végétation et flore	41

3.3. Milieu humain -----	43
3.3.1 Données démographiques de la Commune d'Atok-----	44
3.3.2. Historique-----	47
3.3.3. Religion -----	47
3.3.4. Milieu social -----	47
3.3.5. Habitat-----	47
3.3.6. Zonage de l'espace urbain -----	48
3.3.7. Système foncier -----	48
3.4. Milieu socio-économique -----	48
3.4.1. Le secteur primaire-----	48
3.4.2. Le secteur secondaire -----	50
3.4.3. Le secteur tertiaire-----	50
4- RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF -----	51
4.1. Synthèse du DIC -----	52
4.1.1. Gestion des ressources humaines -----	52
4.1.2. Gestion des ressources financières -----	53
4.1.3. Gestion du patrimoine -----	56
4.1.4. Gestion des Relations -----	57
4.1.5. Synthèse des forces et faiblesses de l'institution communale -----	59
4.1.6. Pistes d'actions prioritaires -----	61
4.2. Principaux services de l'espace communal-----	65
4.3. Situation de référence-----	66
4.3.1. Situation de référence des infrastructures du secteur de l'Education de base-----	66
4.3.2. Situation de référence du secteur de l'Enseignement secondaire -----	69
4.3.3. Situation de référence du secteur Santé-----	73
4.3.4. Situation de référence des infrastructures hydrauliques -----	75
4.3.5. Situation de référence des infrastructures sociales-----	78
4.3.6. Situation de référence des infrastructures routières-----	78
4.3.7. Situation de références des infrastructures marchandes -----	81
4.3.8. Situation de référence des infrastructures énergétiques. -----	82
4.3. Principales potentialités de la Commune-----	84
4.4. Synthèse des données collectées sur la petite enfance -----	87
4.4.1. Population de la petite enfance-----	87
4.4.2. Synthèse de la situation de la petite enfance. -----	88
4.5. Synthèse des données sur les populations autochtones (Pygmées)-----	94
4.6. Economie locale-----	96
4.7. Synthèse des données sur les changements climatiques-----	98

4.8. Principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur	99
4.9. Synthèse du profil genre de la Commune	132
4.10. Synthèse des données sur les Personnes Socialement Vulnérables	134
4.11. Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal	137
4.11. Principaux éléments en rapport avec la résilience	138
4.12. Cadre logique par secteur	141
4.12.1. Cadre logique du secteur ADMINISTRATION TERRITORIALE	141
4.12.2. Cadre logique du secteur AFFAIRES SOCIALES	143
4.12.3. Cadre logique du secteur AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	146
4.12.4. Cadre logique du secteur ARTS ET CULTURE	151
4.12.5. Cadre logique du secteur COMMERCE	153
4.12.6. Cadre logique du secteur COMMUNICATION	155
4.12.7. Cadre logique du secteur DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE	157
4.12.8. Cadre logique du secteur DOMAINES, CADASTRES ET AFFAIRES FONCIÈRES	159
4.12.9. Cadre logique du secteur EAU	160
4.12.10. Cadre logique du secteur ÉNERGIE	162
4.12.11. Cadre logique du secteur ÉDUCATION DE BASE	163
4.12.13. Cadre logique du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	170
4.12.14. Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	171
4.12.15. Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	172
4.12.16. Cadre logique du secteur ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	174
4.12.17. Cadre logique du secteur FORETS ET FAUNE	177
4.12.18. Cadre logique du secteur HABITAT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN	179
4.12.19. Cadre logique du secteur INSTITUTION COMMUNALE	181
4.12.20. Cadre logique du secteur JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE	185
4.12.21. Cadre logique du secteur MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	187
4.12.22. Cadre logique du secteur PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	188
4.12.23. Cadre logique du secteur POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION	190
4.12.24. Cadre logique du secteur PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	192
4.12.25. Cadre logique du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	194
4.12.26. Cadre logique du secteur SANTÉ PUBLIQUE	195
4.12.27. Cadre logique du secteur SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE	199
4.12.28. Cadre logique du secteur TOURISME ET LOISIRS	201
4.12.30. Cadre logique du secteur TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE	205
4.12.31. Cadre logique du secteur TRAVAUX PUBLICS	207

4.12.32. Cadre logique du secteur VIH/SIDA -----	209
4.13. Coût estimatif du PCD-----	211
5- PLANIFICATION -----	212
5.1. Vision et objectifs du PCD -----	213
5.2. Éléments de cadrage-----	214
5.2.1. Tableau consolidé des projets prioritaires -----	214
5.2.2. Cadrage budgétaire -----	243
5.2.3. Ranking des villages -----	247
5.2.4. Validation des données de base par secteur -----	249
5.2.5. Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base-----	252
5.2.6. Ressources mobilisables et échéances -----	257
5.3. Planification stratégique -----	258
5.3.1. Élaboration des programmes opérationnels-----	258
5.4. Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD -----	296
5.5. Planification opérationnelle -----	301
5.5.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) -----	301
5.5.2. Cadre sommaire de gestion de l'environnement -----	305
5.5.3. Plan d'investissement annuel (PIA) -----	305
5.5.4. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables -----	320
5.5.5. Coût estimatif du PIA -----	323
5.5.6. Plan de Passation des marchés du PIA -----	324
6- MECANISME DE SUIVI-ÉVALUATION -----	328
6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD -----	329
6.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation-----	329
6.1.2. Attributions des membres du comité de suivi-évaluation-----	329
6.1.3. Noms et attributs des membres du CCSE du PCD-----	330
6.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA-----	331
6.3 Dispositifs, outils et fréquences du reporting -----	332
6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD -----	334
6.4.1. Mécanisme de préparation du PIA -----	334
6.4.2 Mécanisme de révision du PCD-----	334
7- PLAN DE COMMUNICATION -----	335
7.1 Stratégie et esquisse de plan de communication -----	336
CONCLUSION -----	339
BIBLIOGRAPHIE-----	342
ANNEXES -----	344

RESUME EXECUTIF

L'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) ne seront effectives que si les appareils en charge de l'exécution sont dotés d'arguments solides collectés auprès des populations respectives. C'est ainsi que la présente action s'inscrit en droite ligne dans la logique du développement régional et local, impulsé par l'État du Cameroun. Cette lourde tâche de mise en œuvre incombe au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à travers le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Le processus de planification a débuté le 22 septembre 2018 avec l'atelier de lancement officiel des activités dans la Case de l'Action sociale d'Atok. L'objectif visé par l'actualisation du PCD (Plan Communal de Développement) d'Atok était de doter la Commune sur la base de la SND30 et des diagnostics participatifs conduits au niveau de l'institution communale (DIC), de l'espace urbain communal (DEUC) et des villages (DPNV), d'un outil de planification stratégique.

La méthodologie d'intervention utilisée dans cette activité s'est organisée autour de sept phases successives à savoir : la préparation du processus de planification, les diagnostics participatifs, la planification, la mobilisation des ressources, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation, à la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif, passant par la collecte des données, la consolidation de celles spécifiques aux différents diagnostics et la facilitation de l'atelier de planification.

Conduit par l'OAL (Organisme d'Appui Local) LUDEPRENA (Lutte pour la Préservation de l'Environnement et de la Nature), les résultats des diagnostics participatifs (DIC, DEUC, DPNV, Consolidation des données) menés dans vingt-six (25) chefferies (02 chefferies dans l'espace urbain et 23 dans l'espace rural) sur vingt-huit (28) secteurs (ayant abouti à trente-deux (32) cadres logiques) révèlent que la Commune d'Atok dispose de grandes potentialités et de fortes ressources naturelles. Seulement, elle reste insuffisamment équipée en infrastructures socio-économiques. Les problèmes que rencontre la Commune sont les suivants :

- L'accès difficile à la propriété foncière ;
- L'accès difficile à une formation professionnelle de qualité et à un emploi décent ;
- La difficulté à développer les industries d'exploitation des ressources minières ;
- La difficulté à pratiquer l'activité de transport avec aisance ;
- La difficulté d'accès aux résultats de la recherche ;
- La difficulté d'accès aux services sociaux de base (éducation, santé etc.) ;
- La difficulté de création, protection et de gestion durable des ressources forestières et fauniques ;
- La difficulté de modernisation de l'agriculture, de développement de la compétitivité des filières agricoles et d'élevages ;
- La faible capacité d'intervention technique et financière de la Commune en tant qu'Institution ;
- La faible insertion socio professionnelle des jeunes ;

- La faible prise en compte des aspects socio-environnementaux ;
- La précarité de l'habitat ;
- Le développement difficile des activités sportives, touristiques, culturelles et commerciales.
- Le développement difficile des petites et moyennes entreprises (PME) et l'artisanat ;
- Le faible accès à la communication, à l'information et au réseau de télécommunication ;
- Le faible épanouissement de la femme, de la famille et des personnes vulnérables
- Le mauvais état des infrastructures routières ;

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes, de formuler des objectifs de développement à terme et de déterminer les actions que la Commune pourrait mener pour les résoudre. L'atelier de planification et de programmation a abouti d'une part à une vision de développement où à l'horizon 2030, **la Commune d'Atok se veut « une cité agroéconomique durable et prospère »**. D'autre part, il a abouti à un Plan Communal de Développement qui compte plus de **400 projets** pour l'ensemble des secteurs de développement concernés pour un coût estimatif global de **85 318 910 000 FCFA**. Une planification quinquennale a été élaborée allant de la période 2022 à 2026. Trois (03) programmes dominent celle-ci au rang desquels « l'amélioration de l'offre des services sociaux de base », « la promotion du développement économique et protection de l'environnement » et « la Promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse » dont les montants respectifs sont de **260 800 000 FCFA**, **493 000 000 FCFA** et de **60 000 000 FCFA**.

Un Plan Triennal d'Investissement (PTI) comptant **29 projets** pour un coût global de **638 700 000 FCFA** a été élaboré. En outre, un Programme d'Investissement Annuel (PIA) a été élaboré d'une part de l'ordre de **370 700 000 FCFA**.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale ainsi qu'un plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et un plan de passation des marchés ont été produits.

Au terme du processus de planification, un dispositif de suivi-évaluation chargé de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD a été mis en place après large concertation ainsi qu'un plan de communication.

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE D'ATOK

Date de création :	Décret N°95/082 du 24 avril 1995 portant création des communes rurales et le décret N°2010/1998 du 16 Juin 1998 créant l'arrondissement de Bebind.
Superficie :	560 km².
Population :	Environ 17 000 habitants. (Selon estimation RGPH 2005)
Ethnies :	Principalement constitués des Maka Bebind. D'autres ethnies y vivent : Gbaya, Kako et Maka Boanz et les peuples Baka.
Nombre de villages :	25 villages de 3 ^e degré avec 02 campements bakas (Souombou et Zoguella)
Activités économiques :	Le secteur primaire est caractérisé par la pratique de l'agriculture et l'élevage, la pêche et le développement de l'aquaculture. Quant au secteur tertiaire, il est marqué par le commerce, les activités de transferts d'argent par téléphone.
Infrastructures sociales :	06 écoles maternelles publiques, 19 écoles primaires publiques, 01 école bilingue publique, 06 CPC ; 01 lycée, 02 CES, 01 CETIC ; 01 CMA, 02 CSI ; 01 case de l'action sociale ; 01 CMPJ, plus de 25 forages, plus de 32 puits et 10 sources aménagées.
Conseiller Municipal :	25 conseillers municipaux soit 07 femmes et 18 hommes
Personnel communal :	17 (dont 01 Agent de l'état et 16 personnels communaux permanents)
Patrimoine communal :	Matériel roulant : Pick-up, moto ; Matériels d'équipement : groupe électrogène, kit informatique, ordinateurs, tondeuse à gazon ; Mobilier : fauteuils, chaises bureaux, tables et armoires ; Immobilier : maison de la radio, toilette, hôtel de ville, case de l'Action sociale, marchés.
Réseau de relation :	FEICOM, BIP, PNDP, PACA, FAIRMED.
Principales forces :	<ul style="list-style-type: none"> - Contractualisation progressive du personnel communal ; - Recyclage de certains personnels notamment les cadres ; - Répartition des tâches des Conseillers et créant d'une permanence gérée par chaque membre de l'exécutif ; - Plan Communal de Développement mis en œuvre bien que la programmation soit déjà épuisée ; - Construction d'un nouvel hôtel de ville ; - Bonne relation avec la tutelle, les sectoriels locaux, la société civile, les autorités religieuses, les projets et programmes.
Principales faiblesses :	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit en personnel qualifié ; - Faible exploitation du personnel en place ; - Retard de paiement des salaires ; - Faible maîtrise du rôle des Conseillers municipaux ; - Inexistence d'une commission technique intégrant le développement local ; - Faible couverture de l'assiette fiscale ; - Fichier du contribuable à faible rendement ; - Faible collecte des ressources financières propres ; - Inexistence d'un système de maintenance, d'entretien et de contrôle du patrimoine ; - Faible fonctionnement de la radio communautaire.
Opportunités :	<ul style="list-style-type: none"> - Nette avancée sur le plan scolaire, sanitaire et routière ; - Passage de la Nationale n°10 ; - Construction en cours du parking de camion à Mbama ; - Présence d'une mutuelle de santé en collaboration avec le FAIRMED ; - Grand regard de l'État et des programmes/projets de développement en faveur de la Région de l'Est et de l'arrondissement d'Atok ; - Existence de grandes forêts ; - Proximité avec le fleuve Nyong ; - Expansion de l'aquaculture ; - Terres agricoles disponibles ; - Présence du Palais du Roi des Maka Bebind étant un atout touristique ; - Écosystème favorable ; - Existence d'une radio communautaire ; - Forte tolérance religieuse et ethnique.
Obstacles :	<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile au courant électrique ; - Inexistence d'un marché fonctionnel ; - Forte consommation de l'alcool local ; - Difficulté d'accès au logement ; - Difficulté d'accès à l'eau potable.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

°C :	Degré Celsius
ACMS:	Association Camerounaise pour le Marketing Social
ARV :	Anti Rétro Viraux
AS :	Aides-Soignants
BEPC :	Brevet d'Étude du Premier Cycle
BIP :	Budget d'Investissement Public
BTS :	Brevet de Technicien Supérieur
BUCREP :	Bureau Central de Recensement de la Population
CAC :	Centimes Additionnels Communaux
CAF :	Confédération Africaine de Football
CAMWATER :	Cameroon Water
CAP :	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CC :	Comité de Concertation
CCD :	Cadre Communal de Développement
CCF :	Cadre Communal Financier
CCSE :	Comité Communal de Suivi Évaluation
CDE :	Camerounaises Des Eaux
CDL :	Coopérative Pour le Développement Local
CDQ :	Comité de Développement de Quartier
CEDEF :	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'gard des Femmes
CEPE :	Certificat d'Étude Primaire Élémentaire
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire
CMA :	Centre Médical d'Arrondissement
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COFIL :	Comité de Pilotage
COSA :	Comité de santé
CPFF :	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CRTV :	Cameroon Radio Television
CSI :	Centre de Santé Intégré
CVUC :	Communes et Villes Unies du Cameroun
DAJEC :	Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
DD :	Délégation Départementale
DDAC :	Délégation Départementale des Arts et Culture
DDAFC :	Délégation Départementale des Affaires Foncières et du Cadastre
DDSEP :	Délégation Départementale des Sports et de l'Éducation Physique
DDTRANSPORT :	Délégation Départementale des Transports

DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV :	Diagnostic Participatif Niveau Villages
DR :	Délégation Régionale
DUTS :	Diplôme Universitaire de Technicien Supérieur
ECAM :	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EFA :	Exploitations Familiales Agricoles
EMAPUR :	Équipes Mobiles d'Animation Populaires Urbaines et Rurales
ENEO :	Energy of Cameroon
Epse :	Épouse
FCFA :	Francs de la Communauté Financières d'Afrique
FEICOM :	Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
FOSA :	Formations Sanitaires
GADD :	Grille d'Analyse du Développement Durable
GPS :	Global Positioning System
GSP :	Groupe Socio-Professionnel
HTA :	Hypertension artérielle
IAEB :	Inspection d'Arrondissement de l'Éducation de Base
IB :	Infirmier Breveté
IDE :	Infirmier Diplômé d'État
INS :	Institut National de la Statistique
IRESKO :	Institut pour la Recherche, le Développement Socio-Économique et la Communication
Km :	Kilomètre
LUDEPRENA :	Lutte pour le Développement et le Protection de l'Environnement et de la Nature
m³ :	Mètre Cube
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS :	Ministère des Affaires Sociales
MINAT :	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM :	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE :	Ministère du Commerce
MINDCAF :	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB :	Ministère de l'Éducation de Base
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP :	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT :	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

MINEPIA :	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC :	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP :	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI :	Ministère des Finances
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU :	Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MINJEC :	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINMIDT :	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA :	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat
MINPOSTEL :	Ministère des Postes et Télécommunication
MINPROFF :	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI :	Ministère de la Recherche Scientifique
MINSANTE :	Ministère de la Santé Publique
MINSEP :	Ministère des Sports et de l'Éducation Physique
MINTRANSPORTS :	Ministère des Transports
MINTOUL :	Ministère du Tourisme et Loisirs
MINTP :	Ministère des Travaux publics
MODECM :	Mode d'Emploi Clé en Mains
OAL :	Organisme d'Appui Local
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONJC :	Observatoire Nationale de Jeunesse du Cameroun
OSC :	Organisme de la Société Civile
PCD :	Plan Communal de Développement
PMH :	Pompe à motricité humaine
PNDP :	Programme National de Développement Participatif
Pro-ADP :	Progiciel d'Aide au Développement Participatif
PUGDT :	Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
PV :	Procès-Verbal
RDPC :	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SDE :	Services Déconcentrés de l'État
SEPO :	Succès Echechs Potentialités Obstacles
SIDA :	Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise
SND30 :	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TDR :	Termes de Référence
UNESCO :	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF :	United Nations International Children's Emergency
VIH :	Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Etapes de réalisation du DPNV dans les villages.....	30
Tableau 2 : Formule de calcul des services sociaux de base	32
Tableau 3 : Liste des villages et leur localisation par rapport au centre urbain	38
Tableau 4 : Quelques cours d'eau de la Commune.....	40
Tableau 5 : Liste des essences forestières exploités dans la Commune d'Atok	41
Tableau 6 : Principaux Produits Forestiers Non Ligneux rencontrés dans la commune.....	42
Tableau 7 : Faune sauvage terrestre.....	43
Tableau 8 : Répartition de la population de la Commune d'Atok.	44
Tableau 9 : Répartition de la population urbaine et rurale d'Atok.....	44
Tableau 10 : Synthèse de l'état du personnel communal	52
Tableau 11 : Budgets annuels sur les cinq années.	53
Tableau 12 : État des recettes des Comptes Administratifs sur cinq (05) exercices.	53
Tableau 13 : Recettes par habitant de la Commune d'Atok.....	55
Tableau 14 : État des dépenses des Comptes Administratifs sur cinq (05) exercices.	55
Tableau 15 : Dépenses par habitants de la commune d'Atok.....	56
Tableau 16 : Patrimoine communal de la Commune d'Atok.	56
Tableau 17 : Synthèse des relations entretenues dans la commune d'Atok.	57
Tableau 18 : Forces et faiblesses de l'institution communale	59
Tableau 19 : Axes de renforcement	61
Tableau 20 : Principaux services de la commune d'Atok.....	65
Tableau 21 : Situation de référence des infrastructures de la commune d'Atok.....	66
Tableau 22 : Situation de référence des infrastructures du secteur de l'Education de base.	66
Tableau 23 : Effectifs des élèves dans les différentes écoles de la commune d'Atok (2019).....	67
Tableau 24 : Encadrement et équipement des établissements de la commune.	68
Tableau 25 : Etat des bâtiments dans les établissements scolaires	68
Tableau 26 : Type de matériaux des bâtiments de l'éducation de base.....	69
Tableau 27 : Situation des aménagements dans les établissements de base de la commune.	69
Tableau 28 : Situation de références des infrastructures du secteur de l'Enseignement secondaire.	70
Tableau 29 : Effectifs des élèves dans les établissements secondaires (2019).....	70
Tableau 30 : Encadrement et équipement des établissements d'enseignement secondaire de la Commune d'Atok.	70
Tableau 31 : Type de matériaux des bâtiments des établissements d'enseignement secondaire de la Commune (2019).....	70
Tableau 32 : Etat général des bâtiments en dur des établissements d'enseignement secondaire de la Commune.	71

Tableau 33 : Situation de l'aménagement des établissements d'enseignement secondaire de la Commune.....	71
Tableau 34 : Situation de référence des formations sanitaires dans la Commune d'Atok.....	73
Tableau 35 : Situation du personnel sanitaire dans la commune.....	73
Tableau 36 : Situation des bâtiments des formations sanitaires de la commune.....	73
Tableau 37 : Situation des équipements sanitaires dans les formations sanitaires de la commune.....	73
Tableau 38 : Situation des points d'eau potables de la commune.....	75
Tableau 39 : Situation de la répartition des ouvrages hydrauliques dans chaque localité.....	75
Tableau 40 : Infrastructures sociales dans la commune.....	78
Tableau 41 : Situation de référence des infrastructures routières.....	78
Tableau 42 : Situation de référence des ouvrages de franchissement.....	79
Tableau 43 : Infrastructures marchandes de la commune.....	81
Tableau 44 : Infrastructures énergétiques dans la commune.....	82
Tableau 45 : Matrice diagnostic des ressources naturelles.....	84
Tableau 46 : Population de la petite enfance.....	87
Tableau 47 : Matrice de la petite enfance.....	88
Tableau 48 : Synthèse de la situation des populations pygmées de la commune d'Atok.....	95
Tableau 49 : Économie locale de la Commune d'Atok.....	96
Tableau 50 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux Changement climatiques.....	98
Tableau 51 : Problèmes consolidés du secteur AGRICULTURE.....	100
Tableau 52 : Problèmes consolidés du secteur ADMINISTRATION TERRITORIALE.....	103
Tableau 53 : Problèmes consolidés du secteur AFFAIRES SOCIALES.....	104
Tableau 54 : Problèmes consolidés du secteur ARTS ET CULTURE.....	105
Tableau 55 : Problèmes consolidés du secteur COMMERCE.....	106
Tableau 56 : Problèmes consolidés du secteur COMMUNICATION.....	106
Tableau 57 : Problèmes consolidés du secteur DOMAINES ET AFFAIRES FONCIÈRES.....	107
Tableau 58 : Problèmes consolidés du secteur EAU.....	108
Tableau 59 : Problèmes consolidés du secteur ENERGIE.....	109
Tableau 60 : Problèmes consolidés du secteur EDUCATION DE BASE.....	110
Tableau 61 : Problèmes consolidés du secteur ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES.....	113
Tableau 62 : Problèmes consolidés du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE.....	114
Tableau 63 : Problèmes consolidés du secteur ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.....	115
Tableau 64 : Problèmes consolidés du secteur ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.....	116
Tableau 65 : Problèmes consolidés du secteur ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE.....	117
Tableau 66 : Problèmes consolidés du secteur FORETS ET FAUNE.....	118

Tableau 67 : Problèmes consolidés du secteur HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	119
Tableau 68 : Problèmes consolidés du secteur JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE.....	120
Tableau 69 : Problèmes consolidés du secteur MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	121
Tableau 70 : Problèmes consolidés du secteur PETITES ET MOYENNES ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT.....	122
Tableau 71 : Problèmes consolidés du secteur POSTES ET TELECOMMUNICATION.....	122
Tableau 72 : Problèmes consolidés du secteur PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	123
Tableau 73 : Problèmes consolidés du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION.....	124
Tableau 74 : Problèmes consolidés du secteur SANTE PUBLIQUE.....	125
Tableau 75 : Problèmes consolidés du secteur SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	127
Tableau 76 : Problèmes consolidés du secteur TOURISME ET LOISIRS	128
Tableau 77 : Problèmes consolidés du secteur TRANSPORTS	129
Tableau 78 : Problèmes consolidés du secteur TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE.....	130
Tableau 79 : Problèmes consolidés du secteur TRAVAUX PUBLICS	131
Tableau 80 : Synthèse des populations vulnérables de la commune d'Atok.....	135
Tableau 81 : Matrice de captage des données sur la résilience	138
Tableau 82 : Coût estimatif du PCD.	211
Tableau 83 : Projets prioritaires des espaces urbains de la commune d'Atok	215
Tableau 84 : Projets prioritaires des villages de la commune d'Atok	218
Tableau 85 : Cadrage budgétaire	243
Tableau 86 : Cadrage budgétaire à moyen terme (Calcul de la capacité réaliste de financement de la Commune).....	244
Tableau 87 : Cadrage budgétaire à long terme	246
Tableau 88 : Ranking des villages.....	247
Tableau 89 : Ranking sectoriel.....	248
Tableau 90 : Validation des données de base par secteur	249
Tableau 91 : Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base.....	252
Tableau 92 : Ressources mobilisables	257
Tableau 93 : Elaboration des programmes opérationnels.....	258
Tableau 94 : Action 1 : « Construction de points d'eau potable »	267
Tableau 95 : Action 2 : « Réhabilitation des points d'eau »	268
Tableau 96 : Action 1 « construction de salles de classe ».....	269
Tableau 97 : Action 2 « Construction des infrastructures pour maternelle »	270
Tableau 98 : Action « Construction sdes infrastructures d'enseignements secondaires »	272
Tableau 99 : Action « réhabilitation piste agricole ».....	273
Tableau 100 : Action « Amélioration de l'offre en transport ».....	274

Tableau 101 : Action « Promotion du tourisme »	274
Tableau 102 : Action « Aménagement des sites d'exploitation minière »	275
Tableau 103 : Action « Offre en poste et télécommunication »	275
Tableau 104 : Action 1 « Ouverture des routes »	276
Tableau 105 : Action 2 « Réhabilitation des routes »	277
Tableau 106 : Action « Promotion de la formation professionnelle »	278
Tableau 107 : Action « Promotion de l'habitat »	278
Tableau 108 : Action « Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles »	279
Tableau 109 : Action « Promotion des activités de culture »	279
Tableau 110 : Action « Promotion des activités de jeunesse »	280
Tableau 111 : Action « maturation des projets »	280
Tableau 112 : Action « Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune »	290
Tableau 113 : Action « Communication Communale »	294
Tableau 114 : Action « Mobilisation et sécurisation des recettes propres communale »	294
Tableau 115 : Dimensions de la GADD et performance sur l'atteinte des ODD	296
Tableau 116 : Résultats des performances des dimensions de la GADD	299
Tableau 117 : Réponse de la GADD sur l'atteinte des ODD	300
Tableau 118 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	301
Tableau 119 : Synthèse des types d'évaluation environnemental par microprojets	311
Tableau 120 : Principaux impacts socio-environnementaux et mesures d'atténuation	313
Tableau 121 : Coûts des mesures environnementales et sociales	318
Tableau 124 : Plan d'Investissement Annuel	305
Tableau 125 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	320
Tableau 126 : Coût estimatif du PIA	323
Tableau 127 : Plan de Passation des marchés du PIA	324
Tableau 128 : Composition du comité de suivi-évaluation	330
Tableau 129 : Dispositif, outils et fréquence du reporting.	332
Tableau 130 : Tableau de suivi des actions planifiées	333
Tableau 131 : Plan de communication	337

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Elaboration de la carte participative au village Bidjigue 1 -----31
Photo 2 : Exploitation de la pierre à Akok Maka. -----50
Photo 3 : Ecole maternelle d'Atok. -----67
Photo 4 : Ecole publique bilingue d'Atok -----67
Photo 5 : CES de Bigoens -----71
Photo 6 : Centre Médical d'arrondissement d'Atok -----75
Photo 7 : Puits à PMH à Atok centre -----76
Photo 8 : Case de l'Action sociale d'Atok -----78
Photo 9 : Accès au village Ebodenkou avant la construction du pont sur le bras mort du Nyong. --79

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune d'Atok-----	39
Carte 2 : Répartition de la population par village -----	46
Carte 3 : Carte scolaire de la commune d'Atok.-----	72
Carte 4 : Carte sanitaire de la Commune d'Atok-----	74
Carte 5 : Carte hydraulique de la Commune d'Atok-----	77
Carte 6 : Carte du réseau routier de la commune d'Atok -----	80
Carte 7 : Carte de l'électrification de la Commune d'Atok -----	83
Carte 8 : Ressources naturelles de la Commune d'Atok-----	86
Carte 9 : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres de la commune d'Atok. -----	137

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition entre les recettes prévues et réalisées.	54
Figure 2 : Evolution des dépenses par habitants sur cinq exercices.	56
Figure 5 : Répartition des programmes techniques	263
Figure 6 : Poids des actions du programme d'amélioration de l'offre des services sociaux de base	264
Figure 7 : Répartition du poids des actions du programme promotion du développement Économique	265
Figure 8 : Répartition du poids des actions du programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	266
Figure 9 : Performance des dimensions du développement durable	296

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Rapports consolidés du DIC, DEUC ET DPNV d'Atok -----	345
Annexe 2 : Rapport du DIC -----	346
Annexe 3 : Raport du DEUC -----	347
Annexe 4 : Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COPIL) -----	348
Annexe 5 : Arrêté constatant la composition du Comité de suivi -----	349
Annexe 6 : Délibération municipale approuvant le PCD -----	350
Annexe 7 : Ranking général des villages-----	351
Annexe 8 : Ranking sectoriel des villages-----	352

1- INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la décentralisation en cours au Cameroun, la Commune en tant qu'espace géographique et en tant qu'institution, a été identifiée comme la "**porte d'entrée**" pour les interventions des partenaires de développement au niveau local.

Les étapes successives de développement qui ont structuré les phases de croissance économique au Cameroun, ont abouti à l'adoption au niveau international des Objectifs de Développement Durable (ODD) et au plan national, de la vision de développement consignée dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et la vision de développement à l'horizon 2035. La SND30, en effet, est le cadre de référence de la politique et de l'action Gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement. Il constitue ainsi le vecteur de la recherche de la croissance et de la redistribution de fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes. Et pour ce qui est de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le gouvernement camerounais avec l'appui des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont mis sur pied un important programme décentralisé participatif.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) mis sur pied par le Gouvernement du Cameroun, s'inscrit dans la stratégie intégrée de développement rural et compte développer une synergie fonctionnelle de partenariats entre les communautés à la base, l'État, la société civile, les ONG et les bailleurs de fonds. Il vise ainsi à promouvoir un développement équitable, efficace et durable au sein des populations rurales et des Communes. Ces dispositions de mise en œuvre ont été renforcées par le gouvernement Camerounais à travers les lois n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun et n° 2004/018 du 22 juillet 2004¹ fixant les règles de la décentralisation applicables aux Communes, textes dans lesquelles la Commune est l'unité de base à partir de laquelle se développe la décentralisation. C'est à ce titre que les principaux bénéficiaires du PNDP sont les collectivités territoriales décentralisées.

Dans la stratégie d'intervention de cet important Programme, le partenariat avec les Organismes d'Appui Local (OAL) a toujours été fondamental pour accompagner les Communes à l'élaboration de leur Plan Communal de Développement (PCD). Rendu à sa troisième phase, le PNDP III, en corrigeant les imperfections du passé, s'est engagé dans un processus d'actualisation des Plans Communaux de Développement dont il avait assuré l'accompagnement de l'élaboration et d'actualisation lors de la deuxième phase. Le processus d'actualisation de ces documents de référence passe d'une part par une succession de diagnostics dans l'espace communal, parmi lesquels le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV) et l'élaboration d'un plan communal de développement (PCD) d'autre part.

Le PCD est un outil qui permet à la Commune de concevoir, d'organiser, de planifier, de suivre et d'évaluer les activités de développement. Instrument de prévision et de partenariat agissant, le

¹ Lois abrogées par la loi N°2019/024 du 24 dec 2019 portant le Code Général des collectivités territoriales décentralisées.

processus de planification participative est appelé à induire des changements dans le mode de gestion du développement au sein des structures telles la Commune et en même temps promouvoir de nouveaux rapports entre les différents partenaires du développement au niveau local. C'est le document par excellence de référence pour les Ministères de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) pour mieux orienter les actions du budget d'investissement public de chaque Commune.

1.2. Objectifs

a) - Objectif global

L'objectif global de ce PCD est de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à travers les différents diagnostics participatifs que sont : (DIC, DEUC et DPNV).

b) - Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agit de :

- Réaliser la monographie de la Commune ;
- Mener un diagnostic participatif ;
- Élaborer une planification stratégique ;
- Présenter les ressources mobilisables de la commune ;
- Élaborer des programmes techniques et supports sur 05 ans ;
- Programmer les investissements ;
- Élaborer le cadre sommaire socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT et du PIA ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD et un mécanisme de promotion du PCD.

1.3. Structure du document

La structure du document suivant obéira à cet agencement :

- Résumé : il dresse le contexte, le justificatif, et présente les objectifs du PCD ;
- Introduction ;
- Méthodologie : Elle présente les étapes suivies, les activités menées et les outils utilisés tout au long du processus ;
- Résultats des Diagnostics DIC, DEUC et DPNV ;
- Planification dont les éléments de cadrage (liste des projets prioritaires, ranking des villages et ressources mobilisables) d'une part la planification stratégique et opérationnelle d'autre part ;
- Mécanisme de suivi-évaluation ;
- Plan de communication ;
- Conclusion.

2- MÉTHODOLOGIE

L'actualisation du PCD de la commune d'Atok s'est inspirée de la démarche méthodologique définie par le PNDP dans **Le guide méthodologique de planification régionale et locale** ainsi que la **Check-list du processus de planification**. Suivant ces documents cadres, la mission s'est déroulée en trois (05) étapes principales, à savoir :

- La préparation de l'ensemble du processus ;
- La collecte et le traitement des informations ;
- La consolidation des données (y compris la cartographie) ;
- L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- La mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation participatif.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus d'actualisation avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance dudit processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle s'est faite à trois niveaux : la préparation pédagogique, la préparation administrative et la préparation dans les quartiers et les villages.

2.1.1. La préparation pédagogique

La préparation pédagogique de la mission s'est faite en deux (02) temps :

- **Préparation avec le PNDP** : La préparation pédagogique a débuté par l'atelier régional de formation des OAL sur la démarche de planification locale et communale et l'actualisation des PCD tenue à Abong-Mbang en 2018 pendant dix (10) jours et organisé par le PNDP. Au cours de cette formation qui a intégré les aspects théoriques et pratiques, les participants se sont imprégnés des différentes exigences du PNDP concernant le processus d'accompagnement des communes à l'élaboration des PCD. Après la formation a suivi la validation de l'équipe de planification par le PNDP à la Mairie de la commune d'Atok.
- **La préparation interne** : Il a été essentiellement question de la restitution du contenu de la formation des OAL à l'ensemble de l'équipe d'intervention. L'atelier de restitution a été organisé dans la case communautaire de la Mairie d'Atok afin de permettre aux membres du Comité de Pilotage (CoPil) d'y prendre part et à l'équipe d'intervention de s'imprégner des réalités locales. Par ailleurs la préparation interne a été de mobiliser le matériel de travail nécessaire à la réalisation de la mission (papier kraft, markers, stylos à bille, classeurs, crayons, gommes, règles, blocs note, rame de papier, etc. ...).

2.1.2. Préparation administrative

Elle a consisté en la prise de contact avec l'exécutif municipal ; de l'information et de la sensibilisation des autorités administratives locales et populations :

- **Prise de contact avec l'exécutif municipal** : La prise de contact avec l'exécutif municipal s'est déroulée dans le cadre d'une réunion ayant mobilisé les membres de l'exécutif et du personnel de la commune. A cette occasion, les échanges ont porté sur le cahier des charges de la mission, les objectifs de la mission et la méthodologie d'accompagnement, le calendrier d'intervention, les

documents clés à préparer, les corps de métiers présents dans l'espace urbain de la commune, et les potentielles sources pour le financement du Plan Communal de Développement (PCD).

- **Information et sensibilisation des autorités administratives locales** : Cette étape s'est faite lors de l'atelier de lancement du processus le 22 septembre 2018 qui a vu la présence du personnel communal, des sectoriels communaux ; du PNDP, des conseillers municipaux, des chefs des villages de la commune et de l'autorité administrative. Dans ce cadre, les échanges ont porté sur le contenu de la mission ainsi que les appuis/informations attendus de chaque administration. Ces différents responsables ont été rencontrés individuellement à la suite de rendez-vous préalablement négociés. Les chefs des villages ont été édifiés sur leur rôle de mobilisation des populations.

2.1.3. La préparation dans les quartiers et villages de la Commune

Une fois le calendrier de réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) élaboré, une équipe de sensibilisation/information a été mise en place. Elle a consisté en des rencontres avec les différents chefs traditionnels, les chefs de campements, certains conseillers municipaux, le COPIL et quelques populations de toutes les unités de planification. L'objectif de cette phase était d'informer et de sensibiliser les populations rurales sur les objectifs, la démarche à suivre, les résultats attendus du processus et surtout l'importance de leur participation active.

2.2. Collecte des informations et traitement

Cette phase a permis de procéder à la collecte et à la validation des données par un diagnostic participatif comprenant :

- Un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)
- Un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)
- Un Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV),
- Une consolidation des données des diagnostics

2.2.1. Collecte des informations dans le cadre du DIC

La méthodologie d'élaboration du DIC est divisée en quatre étapes principales :

- La préparation ;
- Le diagnostic participatif ;
- Le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- La validation des résultats et l'identification des axes de renforcement.

2.2.1.1. Préparation du DIC

L'objectif global de cette étape était de s'accorder avec les acteurs de la mairie sur les objectifs et la méthodologie de réalisation du diagnostic, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun.

Une séance introductive avec l'exécutif communal, les présidents de commissions ou certains conseillers, les cadres communaux a permis à l'OAL de discuter et d'échanger sur les objectifs du DIC. Il est clairement apparu que l'insuffisance de sensibilisation aux objectifs du DIC peut constituer un facteur de blocage ou d'échec dans sa réalisation.

Déjà dans cette étape, la commune a joué un rôle crucial parce qu'une importante partie des données sur la commune était produit par l'équipe communale elle même et a été mis à la disposition de l'OAL. Ce travail a été fait sur la base des documents et fiches de collecte que l'OAL a mis à la disposition de la commune. Pour faciliter l'appropriation de la méthodologie par la commune, l'OAL a accompagné les concernés dans le remplissage des fiches.

Au même temps, le prestataire a pris contact avec d'autres personnes ressources (Chef du Service de la Commune, représentants des services étatiques, partenaires de la Commune, etc.) pour élaborer une image générale sur la Commune et mieux préparer le travail de diagnostic participatif. Une première analyse des données collectées (commune et personnes ressources) a permis de mieux orienter l'OAL dans la facilitation des réflexions des membres de l'équipe communale.

2.2.1.2. Diagnostic Participatif

Cette démarche, qui reste flexible et perfectible, a prévu d'associer les différents membres de l'équipe communale et éventuellement d'autres personnes ressources extérieures : populations, partenaires de développement, structures déconcentrées de l'état, etc.

Le diagnostic participatif a consisté à faire une analyse participative de la situation structurelle et organisationnelle de la Commune d'Atok. Cette démarche a associé les différents membres de l'équipe communale (exécutif, conseillers municipaux et personnel) ainsi que d'autre personnes ressources extérieures à la Commune (sectoriels, autorités traditionnelles, acteurs privés, etc.). Les outils utilisés dans le cadre de ce diagnostic sont : l'observation directe, entretien formel, les Interviews Semi Structurés (ISS), et la matrice SEPO (Succès, Echecs, Potentialités et Obstacles). Deux techniques principales ont été utilisées pendant le diagnostic participatif : les entretiens bilatéraux et l'autoanalyse de groupe.

2.2.1.3. Dépouillement, traitement et analyse des données

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif ont été organisées et synthétisées par l'OAL et l'équipe communale. L'implication de la commune dans l'analyse des données a favorisé un transfert des compétences, l'OAL s'est assuré que les personnes désignées par le Maire puisse prendre activement part à cette étape.

L'analyse des données a permis à l'OAL de préparer la séance de restitution. A cet effet, les points qui nécessitent une clarification (informations absentes ou incomplètes, incongrues et non homogènes) ont été identifiés. La vision de la situation de la commune, de ces forces et faiblesses a été élaborée et a permis de préparer des questions aptes à faciliter la discussion entre les participants autour des sujets identifiés comme étant difficiles à aborder pendant la phase de restitution.

2.2.1.4. Validation des résultats et identification des axes de renforcement

La validation des résultats a constitué la première partie de cette séquence. Une fois la situation actuelle de la Commune définie, les participants ont été appelés à identifier les principaux axes de renforcement de l'institution communale et à élaborer un plan de travail qui les traduise en activités.

Les domaines concernés par le DIC étaient :

- Les ressources humaines : exécutif municipal, personnel communal et conseillers municipaux ;
- Les ressources financières à partir des budgets et comptes administratifs des exercices 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 ;
- Le patrimoine communal ;
- La gestion des relations.

2.2.2. Collecte des informations dans le cadre du DEUC

Conduit pendant le mois de Septembre 2018, le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal a consisté à faire l'inventaire à travers une enquête socio-économique et environnementale sommaire de l'espace urbain d'Atok. Ainsi, les Interviews Semi Structurés (ISS) ont été conduit d'une part avec les sectoriels de l'arrondissement et d'autre part, avec les différents corps de métiers (commerçant, moto taximen, couturier(e), Artisans, etc.) et autres acteurs de différents espaces urbains. En outre, des données sur les infrastructures et les ressources existantes dans l'espace urbain ont été collectées par le biais des fiches conçues par le PNDP. Plus spécifiquement, le DEUC s'est déroulé en plusieurs phases à savoir : la phase de préparation, la phase d'exécution du diagnostic, le traitement et l'analyse des données.

2.2.2.1. Phase de préparation du DEUC

Elle s'est déroulée sur les plans pédagogique, administratif et dans l'espace urbain communal.

Préparation pédagogique

Dans le cadre de cette préparation pédagogique, il est a été question :

- D'élaborer le programme de couverture des différents espaces urbains ;
- De mobiliser deux équipes pluridisciplinaires de 04 cadres chacune devant conduire le processus (tableau 1) ;
- De bien choisir la composition des deux équipes d'appui et de se rassurer que celles-ci seront prête à rester sur le terrain durant tout le diagnostic ;
- D'harmoniser les connaissances et passer en revue les objectifs et les étapes du processus par les deux équipes de planificateurs à travers l'organisation d'une session de formation interne ;
- Accorder une attention particulière à l'organisation de l'enquête socio-économique à conduire avec les corps de métiers et les couches socialement vulnérables ;
- De reproduire les fiches de collecte des données de base ;
- D'élaborer le scénario de la phase pratique (Check-list) et le canevas de rédaction du rapport ;
- De préparer le papier Kraft ;
- D'acquérir le petit matériel de terrain (Markers, bics, classeurs, crayons, gommes, tailles crayons, règles, blocs notes, rames de papier, etc.) et la boîte à pharmacie.

Préparation administrative

La préparation sur le plan administratif a porté sur :

- La sensibilisation des autorités et des responsables de la Ville communale ;
- L'identification des principaux corps de métier de la ville communale, et la vérification de leur organisation en association ;
- La délimitation des deux espaces urbains en accord avec le Maire et les représentants mandatés.

Préparation dans l'espace urbain communal d'Atok

La préparation a débuté par une descente de terrain dans le quartier à planifier en vue d'animer une réunion préparatoire avec le Chef traditionnel de 3^{ème} degré, quelques notables, chef de bloc, représentants Hommes, femmes et jeunes etc). Elle consistait à la

- La sensibilisation les populations bénéficiaires sur : le PNDP, le processus de planification villageoise (importance et objectifs), la méthode, le programme et les responsabilités de chaque partie prenante ;
- La définition avec les communautés locales, de toutes les modalités pratiques (restauration, hébergement de l'équipe, etc.) inhérentes au bon déroulement du processus de planification dans l'espace urbain ;
- Une clarification des objectifs et des rôles des acteurs impliqués dans le processus en veillant à ce que la représentation de tous les groupes d'intérêt soit assurée (hommes, femmes, jeunes, baka, etc.) ;
- Le choix du lieu de la réunion ;
- L'identification des facilitateurs endogènes ;
- La discussion sur les modalités de création de la structure de coordination ;
- La discussion sur les us et coutumes de la localité ;
- Le dépôt des fiches de collecte des données de bases ;
- Le rendez-vous pour la rencontre de l'équipe des planificateurs avec toute la communauté villageoise.

2.2.2.2. Phase d'exécution du diagnostic

Le diagnostic a débuté par la prise de rendez-vous avec les différents responsables sectoriels, les forces de l'ordre, les autorités administratives et municipales pour avoir leur avis sur les acteurs, leurs activités et recueillir leurs propositions en vue de la poursuite des discussions entamées lors de la phase Préparatoire. Des entretiens avec ces derniers se sont fait sur la base du guide d'entretien afin de recueillir des informations générales et globales sur tous les secteurs de la commune.

Le diagnostic participatif proprement dit s'est articulé autour de la collecte des données faite au niveau de l'espace urbain. Le travail a consisté à faire l'inventaire à travers une enquête socio-économique et environnementale sommaire des activités, des opportunités, des contraintes de la ville

et des parties prenantes : ISS de groupe avec les Représentants des corps de métiers (moto taximen, commerçant, mécaniciens auto et moto, couturières etc.) et autres acteurs de l'espace urbain.

En outre, des groupes ont été constitués pour mener les enquêtes socio-économiques et environnementales sommaires, des opportunités, des contraintes de la ville auprès des corps de métiers, des personnes ressources (sectoriels et autres), des couches vulnérables.

2.2.2.3. Traitement et analyse des données

Les données ainsi collectées ont fait l'objet d'un dépouillement en interne c'est-à-dire entre les facilitateurs de l'OAL. Par la suite, une triangulation a été faite pour faire ressortir les problèmes/contraintes et les atouts/potentialités dans les 30 secteurs et ceci dans les deux espaces urbains. C'est ainsi qu'une liste non exhaustive des problèmes consolidés par secteur a permis de procéder à une analyse ressortant un problème central par secteur, les différentes causes et les effets (tableau d'analyse). Le travail en assemblée avec les commuanutés a consisté à :

- L'identification des causes et effets : elle s'est faite à partir d'un tableau d'analyse tel que susmentionné ;
- L'identification et la priorisation des projets prioritaires de chaque quartier : Une liste de 15 projets prioritaires a été choisie par chaque groupe socio-professionnel dont 05 projets sociaux, 04 projets économiques, 02 projets jeunesses, 02 projets écologiques, 01 projet culturel et 01 projet sportif, afin de dresser une liste de 15 projets prioritaires du quartier ou de l'espace urbain. Ces projets ont été classés par ordre de priorité à travers la technique de SCORING et la matrice de comparaison par paire ;
- La planification des solutions endogènes de chaque quartier : le principal outil utilisé ici est le tableau de planification des solutions endogènes. Il présente les différents responsables (délégués) de secteur, leurs partenaires de travail, les dates de début et de fin, les moyens nécessaires pour la réalisation d'une activité, les indicateurs ainsi que les sources de vérification ;
- La mise en place des Comités de Développement de Quartiers (CDQ) avec les Délégués de secteur : un CDQ a été installé dans chaque quartier ;
- La réunion de restitution des résultats du DEUC et recueil des projets prioritaires de la ville communale : elle a duré une journée en présence de toutes les parties prenantes.

2.2.3. Collecte des informations dans le cadre DPNV

Comme tout Diagnostic Participatif Niveau Village, celui réalisé dans la commune d'Atok s'est fait en deux phases. Il a été réalisé grâce aux outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) tels que : le profil historique, la carte du village avec unité de paysage, la marche transect, le profil institutionnel, le diagramme de Venn et les Interviews Semi-Structurés (ISS). Le déroulement de ces outils s'est fait suivant la méthodologie appropriée. En effet, les populations ont été organisés en Groupe Socio Professionnel (GSP) c'est-à-dire hommes, femmes et jeunes ; ou en groupe mixte selon l'outil déroulé sous la conduite des facilitateurs afin d'identifier par secteur les

problèmes/contraintes et atouts/potentialités du village. L'enchaînement pratique lors du DPNV est passé par trois grandes étapes.

Tableau 1 : Etapes de réalisation du DPNV dans les villages

N°	Etapes	Outils	Types de groupes
1	Identification des problèmes et potentialités par secteur	Cartes participatives	Groupes socioprofessionnels
		ISS	Groupes Socioprofessionnels
		Transect.	Groupe mixte
		Profils institutionnels et Diagramme de Venn	Groupes socioprofessionnels
		Analyse des problèmes : arbres à problèmes	Groupe mixte
		Tableaux des solutions endogènes et exogènes par secteur	Groupe mixte
2	Identification des quinze (15) projets prioritaires dans les villages	Identification des projets prioritaires du village	Groupes Socioprofessionnels
		Tableau de priorisation des projets prioritaires du village (Union mathématique et matrice de comparaison par paire)	Assemblée villageoise
3	Planification des solutions endogènes	Tableau de planification des solutions endogènes	Groupe mixte
		Tableaux de suivi des actions planifiées par secteur	
4	Mise en place du Comité de Cocertation	Solutions endogènes planifiées	Assemblée villageoise

En assemblée villageoise, chaque groupe était invité à restituer ses problèmes par secteur suivant l'enchaînement pratique des outils. Les problèmes ainsi présentés ont été regroupés afin de dresser, de compléter et de valider la liste des problèmes du village. Une fois la liste non exhaustive des problèmes consolidés par secteur dressée, des arbres à problème présentant le problème central, les causes et les effets ont été élaborés dans les 30 secteurs et restitués en assemblée villageoise.

Afin d'agir sur les causes de chaque problème reformulé, les populations ont, avec l'aide des facilitateurs de l'OAL, identifié par secteur les actions qu'elles voulaient et pouvaient menées. Ainsi, 30 tableaux de solutions endogènes et exogènes et 30 tableaux de planification des solutions endogènes ont été élaborés en groupe mixte et restitué en assemblée villageoise. Certaines solutions exogènes ont été reformulées en projets et le choix est revenu aux populations scindées en Groupes Socioprofessionnels d'en identifier chacun 15 projets prioritaires par chaque groupe socio-professionnel dont 05 projets sociaux, 04 projets économiques, 02 projets jeunesse, 02 projets écologiques, 01 projet culturel et 01 projet sportif. Ces projets ont été classés par ordre de priorité à travers la technique de SCORING (union mathématique) et la matrice de comparaison par paire.

Outre les outils de la MARP, les fiches de collecte ont été utilisées pour recueillir les données sur les infrastructures et ressources existantes dans le village. Les fiches de collecte des données socio-économiques et environnementales, la fiche de catégorisation des richesses, la matrice de la petite enfance et du changement climatique ont également été utilisés pour collecter les données relatives à chaque communauté.



Photo 1 : Elaboration de la carte participative au village Bidjigie 1

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation a consisté en une mise en commun des données du DIC, du DEUC et du DPNV. Grace aux fiches Pro-ADP, une synthèse des données sur les infrastructures et les ressources existantes a été réalisée. Cette synthèse s'est faite à travers :

- **Le fichier Excel** : il présente une synthèse des données sur les infrastructures éducatives, hydrauliques, sanitaires, routières etc. ainsi que les différentes coordonnées géographiques de chaque infrastructure. Les données contenues dans ce fichier ont été collectées à partir des fiches Pro-ADP conçues à cet effet. Les données GPS relevées dans les fiches PRO-ADP lors des diagnostics ont permis à une équipe de cartographes de l'OAL d'élaborer les différentes cartes.
- **Les arbres à problème consolidés** ont permis de réaliser une synthèse des problèmes identifiés à l'échelle communale par secteur.
- **Les cadres logiques** ont été élaborés sur la base de la situation de référence et des besoins par secteur présentant les objectifs sectoriels, les résultats excomptés et les différentes activités définies.
- **Les données GPS** relevées dans les fiches Pro-ADP lors des diagnostics ont permis à une équipe d'expert en cartographie de l'OAL d'élaborer les différentes cartes (cartes thématiques et cartes de planification).
- **Le tableau de calcul des indicateurs de référence** : il présente le taux actuel (T_a) des différentes infrastructures, équipements et aménagements dans la commune.

Le calcul des différents taux de couverture de services sociaux de base s'est fait suivant les formules inscrites dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Formule de calcul des services sociaux de base

Secteurs	Sous-secteurs	Domaines	Formules
Education	Maternelle	Taux de scolarisation	$\frac{\text{Effectif total des enfants à la maternelle (A+H)} \times 100}{\text{Nombre total des enfants de 3 à 5 ans (A+H)}}$ (A = Populations Autochtones, H = Population hôte)
		Taux de couverture en salle de classe	$\frac{\text{Nombre de salles de classe en bon état} \times 100}{\Sigma (\text{Besoins en salles de classe} + \text{Nombre de salles de classe à réhabiliter} + \text{Nombre de salle de classe en bon état})}$
		Taux d'accès à une place assise	$\frac{\text{Nombre de chaises existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de chaises existantes} + \text{Nombre de besoins en chaises})}$
		Taux d'accès à une tablette	$\frac{\text{Nombre de tablettes existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de tablettes existantes} + \text{Besoins en tablettes})}$
		Taux d'encadrement des enfants	$\frac{\text{Nombre d'enseignants qualifiés} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre d'enseignants qualifiés} + \text{Besoins en enseignants})}$
	Primaire	Taux de scolarisation	$\frac{\text{Effectif total des enfants du primaire (A+H)} \times 100}{\text{Nombre total des enfants de 6 à 14 ans (A+H)}}$ (A = Populations Autochtones, H = Population hôtes)
		Taux de couverture en salle de classe	$\frac{\text{Nombre de salles de classe en bon état} \times 100}{\Sigma (\text{Besoins en salles de classe} + \text{Nombre de salles de classe à réhabiliter} + \text{Nombre de salle de classe en bon état})}$
		Taux d'accès à une place assise	$\frac{\text{Nombre de chaises existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de chaises existantes} + \text{Nombre de besoins en chaises})}$
		Taux d'accès à une tablette	$\frac{\text{Nombre de tablettes existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de tablettes existantes} + \text{Besoins en tablettes})}$
		Taux d'encadrement des élèves	$\frac{\text{Nombre d'enseignants qualifiés} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre d'enseignants qualifiés} + \text{Besoins en enseignants})}$
		Taux de déperdition scolaire	$\frac{100\% - \text{Nombre d'enfants en fin de cycle} \times 100}{\text{Nombre d'enfants inscrits en cours d'initiation}}$
		Taux de déperdition scolaire des filles	$\frac{100\% - \text{Nombre de filles en fin de cycle} \times 100}{\text{Nombre de filles en cours d'initiation}}$
	Secondaire	Taux de scolarisation	$\frac{\text{Effectif total des enfants du secondaire (A+H)} \times 100}{\text{Nombre total des enfants de 12 à 19 ans (A+H)}}$ (A = Populations Autochtones, H = Population hôtes)
		Taux de couverture en salle de classe	$\frac{\text{Nombre de salles de classe en bon état} \times 100}{\Sigma (\text{Besoins en salles de classe} + \text{Nombre de salles de classe à réhabiliter} + \text{Nombre de salle de classe en bon état})}$
		Taux d'accès à une place assise	$\frac{\text{Nombre de chaises existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de chaises existantes} + \text{Nombre de besoins en chaises})}$
		Taux d'accès à une tablette	$\frac{\text{Nombre de tablettes existantes} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre de tablettes existantes} + \text{Besoins en tablettes})}$
		Taux d'encadrement des élèves	$\frac{\text{Nombre d'enseignants qualifiés} \times 100}{\Sigma (\text{Nombre d'enseignants qualifiés} + \text{Besoins en enseignants})}$
		Taux de déperdition scolaire	$\frac{100\% - \text{Nombre d'enfants en fin de cycle} \times 100}{\text{Nombre d'enfants inscrits en cours d'initiation}}$
Taux de déperdition scolaire des filles		$\frac{100\% - \text{Nombre de filles en fin de cycle} \times 100}{\text{Nombre de filles en cours d'initiation}}$	
Santé	Taux de couverture en formation sanitaire	$\frac{\text{Nombre de formations sanitaires existantes} \times 100}{\text{Nombre de formations sanitaires prévues dans la carte sanitaire de la commune}}$	
	Taux de couverture en personnel médical par nature	$\frac{\text{Nombre de personnel de santé existant} \times 100}{\text{Nombre de personnel existant} + \text{besoin}}$ <i>Personnel médical par nature, (infirmières, accoucheuses, laborantins,..)</i>	
	Taux de fréquentation des formations médicales	$\frac{\text{Population fréquentant les formations hospi} \times 100}{\text{Population totale}}$	
Eau		Taux d'accès à l'eau potable	$\text{Nombre de points d'eau potable en bon état} \times 100$

Plan Communal de Développement

Secteurs	Sous-secteurs	Domaines	Formules
			Σ (Nombre de PEP en bon état + Nombre de PEP à réhabiliter + Besoins en PEP)
		Taux de couverture COGE fonct	$\frac{\text{Nombre de point d'eau avec comité de gestion fonctionnel} \times 100}{\text{Nombre de pts d'Eau avec COGE} + \text{besoins en COGE}}$
Agriculture	Conservation et transformation	Taux d'accès au magasin de stockage	$\frac{\text{Nombre de magasin de stockage existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès aux Aires de séchage	$\frac{\text{Nombre d'aire de séchage existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès au Bâtiment équipé de moulin à écraser	$\frac{\text{Nombre de bâtiment équipé de moulin à écraser existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
	Aménagement	Taux d'accès aux Piste agricole (Km)	$\frac{\text{Km de piste agricole aménagé existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
	Encadrement	Taux d'accès aux Casés communautaires	$\frac{\text{Nombre de casés communautaires existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Elevage	Production animale	Taux d'accès aux Ecloseries	$\frac{\text{Nombre d'écloserie existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès aux Centre d'alevinage	$\frac{\text{Nombre de centre d'alevinage existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès au Parc vaccinogène	$\frac{\text{Nombre de parc vaccinogène existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès à la tuerie	$\frac{\text{Nombre de tuerie existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès au Bain de tiqueur	$\frac{\text{Nombre de bain de tiqueur existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès au Marché à bétail	$\frac{\text{Nombre de marché à bétail existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès au Ferme communautaire	$\frac{\text{Nombre de ferme communautaire existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès aux champs fourragers	$\frac{\text{Nombre de champs fourragers existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Enseignement supérieur		Taux d'accès aux bourses d'étude	$\frac{\text{Nombre de bourse d'étude existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Recherche scientifique		Taux d'accès aux intrants agricoles	$\frac{\text{Nombre d'appui en intrant agricole} \times 100}{\text{Total appui (reçu + besoin)}}$
Emploi et formation professionnel		Taux d'accès à l'emploi	$\frac{\text{Nombre d'emploi existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
		Taux d'accès aux structures de formation professionnelle	$\frac{\text{Nombre de structure existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
PMEESA		Taux d'encadrement	$\frac{\text{Nombre de PME encadré} \times 100}{\text{Nombre de PME encadré} + \text{PME non encadré}}$
Commerce		Taux d'accès aux infrastructures marchandes	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure marchande existante} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Transport		Taux d'accès aux infrastructures de transport	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure de transport existante} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Travaux publics	Route	Taux d'accès aux infrastructures routières	$\frac{\text{Km de route aménagé} \times 100}{\text{Total Km de route (aménagée + non aménagée)}}$
Jeunesse et éducation civique		Taux d'accès aux structures d'encadrement	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure d'encadrement existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Sport et éducation physique		Taux d'accès aux infrastructures sportives	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure sportive existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Promotion de la femme et de la famille		Taux d'accès aux services d'encadrement de la femme et de la famille	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Affaires sociales		Taux d'accès aux services des affaires sociales	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Travail et sécurité sociale		Taux d'accès aux services du travail et de sécurité sociale	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$

Plan Communal de Développement

Secteurs	Sous-secteurs	Domaines	Formules
Mines, Industries et Développement technologique		Taux d'accès aux services d'encadrement des opérateurs miniers	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Tourisme et loisir		Taux d'accès aux services de tourisme et de loisir	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Domaines et Affaires Foncières		Taux d'accès à la sécurité foncière et domaniale	$\frac{\text{Nombre de titre existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Développement Urbain et Habitat	Habitat	Taux d'accès à l'habitat décent	$\frac{\text{Nombre de ménage ayant accès à un habitat décent} \times 100}{\text{Total ménage}}$
	Aménagement urbain	Taux d'accès aux infrastructures et aménagement urbain	$\frac{\text{Nombre de personne ayant accès aux infrastructures urbaines} \times 100}{\text{Total habitant}}$
Energie		Taux d'accès à l'énergie électrique	$\frac{\text{Nombre de ménage ayant accès à l'électricité} \times 100}{\text{Total ménage}}$
Assainissement		Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement	$\frac{\text{Nombre de ménage ayant accès aux infrastructures d'assainissement} \times 100}{\text{Total ménage}}$
Environnement, Protection de la nature et Développement Durable	Encadrement	Taux d'accès au service de protection de l'environnement et du développement durable	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Communication		Taux de couverture radio et télévision	$\frac{\text{Nombre de ménage ayant accès à la radio et télé} \times 100}{\text{Total ménage}}$
Poste et Télécommunication		Taux d'accès à l'infrastructure de télécommunication	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Arts et Culture		Taux d'accès aux infrastructures de promotion des arts et de la culture	$\frac{\text{Nombre d'infrastructure existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
Administration territoriale Décentralisation, Sécurité et Maintien de l'ordre	Administration	Taux d'accès aux services administratifs	$\frac{\text{Nombre de service existant} \times 100}{\text{Total (existant + besoin)}}$
	Etat civil	Taux d'accès à l'acte de naissance	$\frac{\text{Nombre de personne disposant d'un acte de naissance} \times 100}{\text{Population totale}}$

La restitution des diagnostics s'est faite en deux (02) étapes. La première qui a concerné de DIC et de DEUC a eu lieu le xxxxxxxxxxxxxxxx dans la Case de l'Action d'Atok a vu la participation des membres du COPIL, des sectoriels, des chefs de quartiers et présidents des Comités de quartier sous la supervision de responsable de la formation au PNDP-EST. La seconde quant à elle a concerné la validation des données consolidées des diagnostics participatifs. Elle s'est déroulée le 05 juin 2020 dans le cadre d'un atelier ayant notamment connu la participation des responsables des services sectoriels départementaux.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Il s'est agi de procéder à la préparation de l'atelier de planification, à l'organisation de l'atelier proprement dit, puis la mobilisation des ressources et enfin la mise en place d'un comité de suivi et évaluation.

2.4.1. Préparation de l'atelier de planification

La préparation de l'atelier de planification a été faite par l'OAL LUDEPRENA et le COPIL d'Atok. Il a été question pour l'OAL LUDEPRENA de produire les termes de référence de l'activité d'une part et d'identifier avec l'appui du Maire et les membres du comité de pilotage, les parties prenantes et de ventiler les invitations et cadres logiques aux sectoriels d'autre part. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL LUDEPRENA.

2.4.2. L'atelier de Planification

L'atelier de planification s'est déroulé du 21 au 23 juillet 2021 dans la salle des actes de la Commune d'Atok. Y ont pris part, les responsables des services déconcentrés de l'État du département de la Haut Nyong, les conseillers municipaux, le personnel communal, les membres du comité de pilotage, l'exécutif municipal, le chef de groupement et de villages, les présidents des comités de concertation, les élites internes et externes.

Au cours de l'atelier, le rappel du contexte a été fait tout comme la justification et la méthodologie de mise en œuvre du processus pour situer l'atelier de planification et préciser les objectifs et résultats attendus. Conformément au Document de Stratégie Nationale de Développement (SND30), six (06) groupes de travail² ont été constitués pour la circonstance, avec à leur tête un président, un rapporteur et des membres, dans le but d'enrichir ou de relever les manquements des cadres logiques sous la conduite des sectoriels constituant lesdits groupes.

Au terme de ces travaux de groupe, une restitution par secteur s'est faite en plénière par chaque rapporteur, suivi des échanges et validation des objectifs, résultats attendus et activités à mettre en œuvre dans chaque secteur. Cette validation a permis de consolider un plan stratégique de développement par secteur pour la Commune d'Atok. À terme, l'essentiel des travaux ont marqué par l'identification des ressources mobilisables, l'élaboration du ranking général, élaboration des programmes techniques et supports, l'élaboration des cadrages budgétaires, la formulation de la vision de développement et la planification puis la programmation des actions de développement.

L'atelier de planification ayant été conduit, un atelier du Conseil Municipal Élargi aux Sectoriels (COMES) s'est tenu du 13 au 14 décembre 2021 dans la salle des actes de la Commune d'Atok à l'effet de valider le PCD de la Commune éponyme.

2.4.3. Mobilisation des ressources

Réalisée en plénière, la mobilisation des ressources a permis aux différentes parties prenantes de s'enquérir des ressources disponibles pour l'élaboration du Programme d'Investissement Annuel (PIA) de l'année 2022, de la planification triennale ainsi que celle quinquennale.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif

La mise en place du mécanisme de suivi évaluation des actions de développement s'est appuyée sur un processus participatif au bout duquel un Comité Communal de Suivi Évaluation a été mis en place. Ce mécanisme mis en place prend en compte :

² Il s'agissait des groupes : Rural, Infrastructures, Industries et Services, Gouvernance, Éducation et Social/Santé

- Les stratégies de mise en œuvre du PCD ;
- Les indicateurs de suivi évaluation par rapport au PIA ;
- La grille de suivi-évaluation et les fréquences de suivi ;
- Le plan de communication autour du PCD ;
- Le plan de révision.

3- PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La Commune d'Atok est située à 55 km d'Abong-Mbang, Chef-lieu du Département du Haut Nyong, à 160 km de Bertoua, Chef-lieu de la Région de l'Est et à 160 km de Yaoundé, capitale du Cameroun. Elle a une superficie de 560 km². Elle est traversée par la route Nationale N°10 Yaoundé-Kentzou (frontière avec le République Centrafricaine).

La Commune d'Atok est limitée :

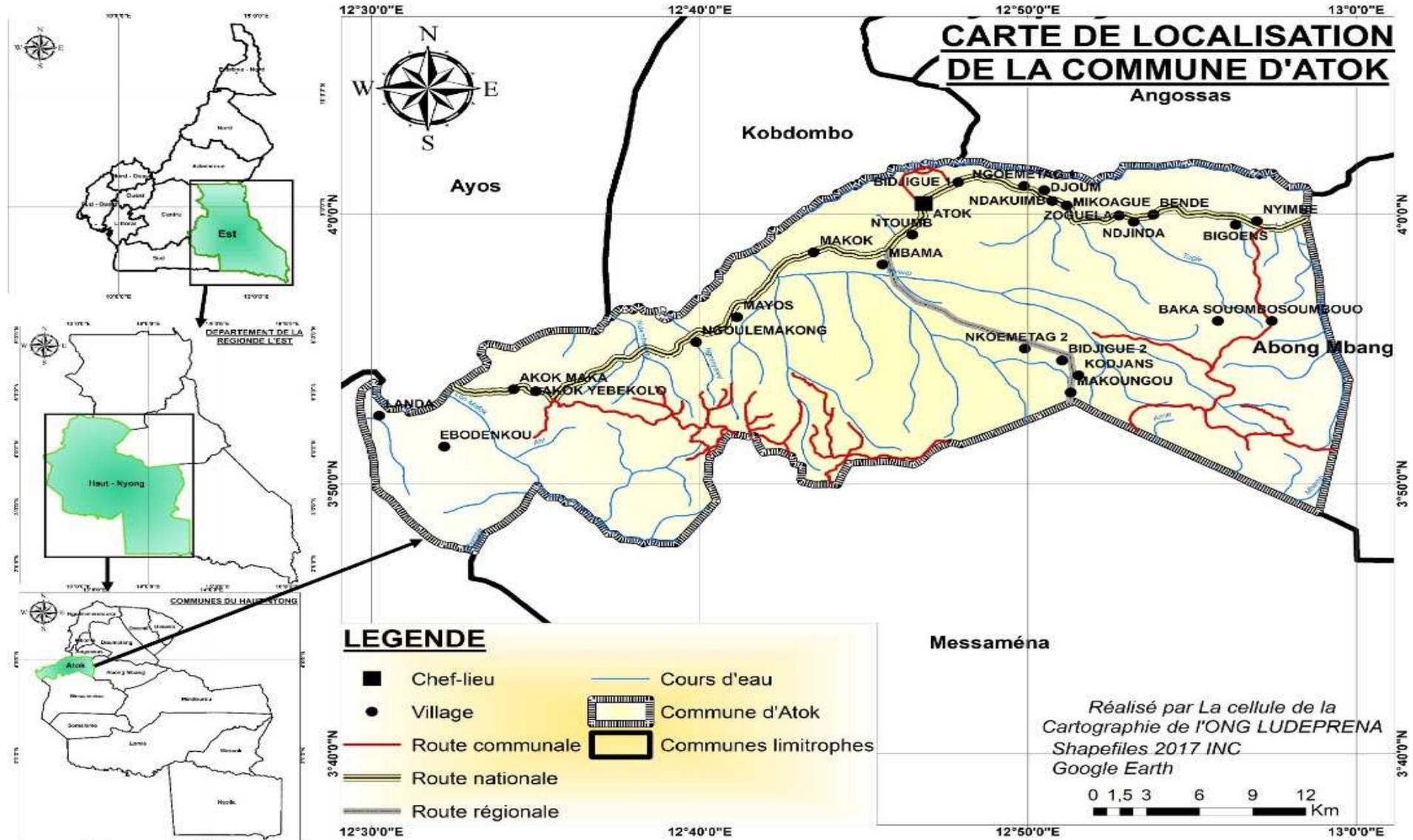
- Au Nord par les Communes d'Angossas, Ayos et Kobdombo ;
- Au Sud par la Commune de Messamena ;
- A l'Est par la Commune d'Abong-Mbang ;
- A l'Ouest par la Commune d'Akonolinga.

La distance des villages par rapport au chef-lieu est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Liste des villages et leur localisation par rapport au centre urbain

N°	Nom du villages	Coordonnées géographiques			Distances par rapport au chef-lieu Atok (km)
		X	Y	Z	
01	Landa	12,50384	3,87552	684	40
02	Ebodenkou	12,53853	3,85771	707	38,4
03	Akok Maka	12,57222	3,89183	684	30,7
04	Akok Yebekolo	12,58347	3,89068	692	29,4
05	Ngoulemakong	12,66036	3,92268	667	18,4
06	Mayos	12,68555	3,9364	682	15,3
07	Makok	12,72451	3,97654	677	8,3
08	Mbama	12,75949	3,96897	675	2,6
09	Ntoub	12,77454	3,98741	682	2,2
10	Bidjigie 1	12,79837	4,02043	688	2,5
11	Ngoemetag 1	12,83560	4,01484	772	6,6
12	Ndjoum	12,84453	4,009	693	7,3
13	Ndakuimb	12,84257	4,00987	693	8,4
14	Mikoague	12,84928	4,00758	771	9,3
15	Zoguella	12,87956	3,99927	663	13
16	Ndjinda	12,88453	3,9985	715	14
17	Bende	12,89699	3,99978	709	15,2
18	Bigoens	12,93924	3,99795	699	20
19	Nyimbe	12,94949	3,99318	695	21,5
20	Souombou	12,95714	3,93403	708	24, 3
21	Ngoemetag 2	12,83179	3,91695	692	16,3
22	Bidjigie 2	12,85061	3,90969	692	17,6
23	Kodjans	12,85600	3,90022	683	19,1
24	Makoungou	12,85509	3,8898	683	20,4

La position de la commune est présentée dans la carte de localisation suivante.



Carte 1 : Localisation de la commune d'Atok

3.2. Description du milieu biophysique

La description du milieu biophysique³ consistera à présenter tour à tour le relief, le climat, l'hydrographie, les sols, la forêt à travers la faune et la flore de la Commune d'Atok.

3.2.1. Relief

La Commune d'Atok présente un relief peu accidenté et varié (présence de plaines, de collines et de vallées) avec des pentes comprises entre 0 et 5% traduisant une faible sensibilité à l'érosion. L'altitude moyenne tourne autour de 720 m.

3.2.2. Climat

La Commune d'Atok est couverte par un climat équatorial chaud et humide de type guinéen à quatre saisons d'inégales durées :

- Une grande saison sèche de Novembre à mi-mars ;
- Une petite saison pluvieuse de mi-mars à mi-juin ;
- Une petite saison sèche de mi-juin à mi-août ;
- Une grande saison pluvieuse de mi-août à fin Octobre.

La moyenne annuelle des précipitations est de 1577 mm et la température moyenne annuelle est de 25°C avec une amplitude moyenne annuelle de 2,5°C. Ce climat favorise annuellement la conduite de 2 campagnes agricoles et un calendrier cultural étalé avec semis et récoltes échelonnés. On peut cependant noter les influences des variations climatiques qui perturbent de plus en plus le calendrier agricole.

3.2.3. Hydrographie

La Commune d'Atok est parcourue par de nombreux cours d'eau. Le principal cours d'eau est le Nyong. Ils existent de nombreuses petites rivières : *Gouffle, Liogue, Adoua, Niaboung, Amechieng, Mpempongue, Mpouwé, Antembang, Dambe, Bedouong, Togue, Amefougue, Mpeladja, Chieng, Ankomianz, Dibatode*. Ce sont des cours d'eau assez poissonneux où on y trouve des nombreuses espèces de poissons parmi lesquelles : le kanga, le silure, le tilapia sauvage, le poisson chat, le poisson vipère, la carpe. Néanmoins, on note un assèchement progressif de ces cours d'eau au fil des années. Ces différents cours d'eau sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Quelques cours d'eau de la Commune

Cours d'eau	Villages	Cours d'eau	Villages
<i>Adoua</i>	Bidjigüe 1	<i>Ngoule</i>	Ndjinda
<i>Niaboung</i>	Bidjigüe 1	<i>Kuine</i>	Ndjinda
<i>Milou Mibingla</i>	Bidjigüe 1	<i>Neamoi</i>	Ndjinda
<i>Miamoh</i>	Bende	<i>Za Mpong</i>	Ndjinda
<i>Amibor</i>	Bende	<i>Hamoune</i>	Ndjinda
<i>Djon</i>	Bende	<i>Liock</i>	Ndjinda
<i>Djigui</i>	Akok Maka	<i>Zouembeu</i>	Ndjinda
<i>Salecougou</i>	Akok Maka	<i>Antembang</i>	Makok

³ Les données biophysiques présentées dans le présent document, tirent leurs sources de l'Atlas National de Développement Physique du Cameroun

Plan Communal de Développement

Cours d'eau	Villages	Cours d'eau	Villages
<i>Di</i>	Akok Maka	<i>Abi</i>	Akok Maka
<i>Abempouh</i>	Akok Maka	<i>Dedang</i>	Akok Maka
<i>Bengue</i>	Akok Maka	<i>Nyong</i>	

Source : OAL LUDEPRENA DPNV 2020

3.2.4 Pédologie

D'après l'Atlas biophysique du Cameroun, la Commune d'Atok a deux principaux types de sols : les *sols ferralitiques* et les *sols hydromorphes*.

D'une manière générale, les sols ferralitiques sont caractérisés par une texture sablo-argileuse de couleur ocre à rouge. Ils sont pauvres en éléments nutritifs, acides, fragiles. Sous le couvert forestier, ces sols sont quelquefois argileux, poreux, très perméables et riches en humus. Ils sont reconnus très fertiles sous ce couvert forestier. Ces sols se prêtent surtout aux cultures pérennes (cacao, fruitiers, palmier) et aux cultures vivrières. Cependant, cette fertilité est assez précaire et s'épuisent rapidement après mise en culture. Ceci explique en partie la pratique traditionnelle de la culture itinérante sur brulis suivie de jachères pour la restauration de la productivité du sol.

Les sols hydromorphes se rencontrent essentiellement dans les zones marécageuses et aux abords de certains cours d'eau. L'exploitation de ces sols est difficile en temps pluvieux à cause de leur engorgement temporaire ou permanent dans certains cas. En saison sèche par contre, l'utilisation de ces sols est moins contraignante avec la baisse de la nappe phréatique. La pratique des cultures maraîchères ou pour des cultures de contre-saison est alors possible.

3.2.5. Végétation et flore

La Commune d'Atok regorge encore d'un énorme potentiel forestier. Ils existent des galeries de forêt notamment : *Mbel, Begnega, Mikouangue Onkoleobouam, Ifouas, Alaguejooudg, etc.* Cependant, il est faiblement exploité. Elle est constituée des forêts denses humides dominées par de grands arbres. Ces formations végétales sont riches en essences commercialisables donc certaines sont : le *sapelli, le moabi, le Doussié rouge, l'ayous, le bibinga rouge, l'iroko*. Il existe aussi des forêts marécageuses situées tout le long du fleuve Nyong. Les espèces recensées dans la commune sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Liste des essences forestières exploités dans la Commune d'Atok

NOM COMMUN	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	UTILISATION	POTENTIEL
Ayous	Gous, Gouze	<i>Triplochyton scleroxylon</i>	Vente et fabrication meubles	Faible
Bilinga	Nkoundgou, Kouhogou	<i>Guibourtia demeusei</i>	Vente et fabrication meubles	Faible
Doussié	Mvanga	<i>Azelia bipindensis</i>	Vente et fabrication meubles	Faible
Ébénier	Mehini	<i>Azelia bipindensis</i>	Vente et consommation	Faible
Eyong	Eyong	<i>Sterculia oblonga</i>	Vente et fabrication meubles	Passable
Fraké	Lond, Londe	<i>Terminalia superba</i>	Vente et fabrication des meubles	Faible
Iroko	Mbang, Mbong	<i>Chlorophora exelsa</i>	Vente et fabrication meubles	Passable

Plan Communal de Développement

NOM COMMUN	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	UTILISATION	POTENTIEL
Kosipo	Chieh	<i>Entandrophragma candolei</i>	Vente et fabrication meubles	Passable
Moabi	Djow, Djobe	<i>Baillonela toxisperma</i>	Vente et consommation	Passable
Movingui	Sal	<i>Distemonanthus Benthamianus</i>	Vente et consommation	Faible
Noisetier	Ewome	<i>Kola acuminata</i>	Vente et consommation	Abondant
Raphia		<i>Raphia farinifera</i>	Vente	Abondant
Sapelli	Asson, Sie	<i>Entandrophragma cylindricum</i>	Vente et fabrication meubles	Passable
Padouck	Mbel	<i>Pterocarpus soyauxii</i>	Vente et fabrication meubles	Faible
Baobab	Djoume	<i>Adansonia digitata</i>	Vente et fabrication meubles	Faible

Le tableau ci-dessous présente les PFNL (Produits Forestiers Non Lignés) retrouvés dans la commune.

Tableau 6 : Principaux Produits Forestiers Non Ligneux rencontrés dans la commune.

NOM COMMUN	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	UTILISATION	POTENTIEL
Ndjansang	Jouele	Ricinodendron heudotolli	Consommation culinaire	Fort, par les femmes
Manguier sauvage	Andok	Irvingia gabonensis	Consommation culinaire	Fort, par les femmes et les hommes
Feuille de jonc		Juncus heterophyllus	Conditionnement des aliments	Fort, par les femmes et les jeunes
Okok	Okok	Gnetum africanum	Consommation culinaire	Elevé, Par les hommes, les femmes et les jeunes
Raphia		Raphia africana	Construction des habitats, fabrication du vin blanc, recherche des hannetons sur ceux tombés	Faible Par les hommes

Ces différents tableaux nous montrent que de plus en plus, certaines essences forestières sont en voie de disparition si un contrôle n'est pas fait d'une manière urgente.

3.2.6. Faune

▪ Faune sauvage terrestre

La commune d'Atok regorge d'une faune sauvage très diversifiée. Les principales espèces que l'on rencontre sont : les céphalopodes, porc-épic, hérisson, etc. Ces espèces sont présentées dans le tableau suivant :

Plan Communal de Développement

Tableau 7 : Faune sauvage terrestre

N°	Nom commun	Nom Local	Nom scientifique	CLASSE	Potentiel
1	Civette	Zonè, Gouaweu	<i>Vivera civetta</i>	B	Rares
2	Écureuil à pattes rouges	Osene	<i>Funisciunus pyrrhopus</i>	C	Abondant
3	Écureuil à raies	Osene	<i>Funisciunus isabella</i>	C	Passable
4	Pangolin à écailles	Oquekam	<i>Manis javanica</i>	A	Rares
5	Pangolin à longue queue	Oquekam, Zoole	<i>Manis javanica</i>	A	Passable
6	Rat de Gambie	Okoukouo	<i>Cricetomys gambianus</i>	C	Abondant
7	Hippopotame	Zomedim	<i>Hippopotamus amphibus</i>	B	Rares
8	Buffle	Niat, Jouame	<i>Bubalus bubalis</i>	B	En voie de disparition
9	Genette servaline	Mvag			Rares
10	Aulacode commun	Okoukouo	<i>Thryonomis swinderianus</i>	C	Abondant
11	Chevreton aquatique	Bang			En voie de disparition
12	Couleuvre	Nseg	<i>Colubridae</i>	B	Abondant
13	Python	Mvom		B	Rares
14	Tortue terrestre	Kalu	<i>Testudinidae</i>	B	Rares
15	Varan du Nil	Nkaia	<i>Varanus niloticus</i>	B	Rares
16	Vipère du Gabon	Akwe	<i>Bitis gabonica</i>	C	Passable
17	Calao	Ngoung	<i>Buceros bicornis</i>	B	Rares
18	Cobra		<i>Naja haje haje</i>	A	Rares
19	Perroquet rouge	Kos	<i>Necropsittacus borbonicus</i>	A	Rares
20	Perroquet vert	Kos	<i>Necropsittacus borbonicus</i>	A	Rares
22	Escargots				Abondants

Source : Diagnostic Participatif Niveau Villages (LUDEPRENA, 2020).

Faune sauvage aquatique

La faune sauvage aquatique se trouve principalement dans le fleuve Nyong. Les principales espèces sont : Kanga, tilapia, poisson etc. Ces espèces sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Quelques espèces sauvages aquatiques.

NOM COMMUN	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	UTILISATION	POTENTIEL
Hétérotis	<i>Kanga</i>	<i>Heterotis niloticus</i>	<i>Commercialisation et consommation</i>	
Poisson chat		<i>Clarias</i>	<i>Commercialisation et consommation</i>	
Poisson vipère	<i>Akpé'é</i>	<i>Cana africanum</i>	<i>Commercialisation et consommation</i>	

Source : Diagnostic Participatif Niveau Villages (LUDEPRENA, 2020).

3.3. Milieu humain

Cette partie sera évoquée à travers la démographie d'une part et l'historique du peuplement de la Commune d'autre part.

Plan Communal de Développement

3.3.1 Données démographiques de la Commune d'Atok

Les chiffres issus du recensement général de la population de 2005 publié en 2010 montrent que la population totale d'Atok est de 9 335 habitants. Les répartitions de la population entre la zone urbaine et rurale de la commune d'Atok en tenant compte du taux d'accroissement de 2015 sont présentées dans les tableaux ci-après.

Tableau 8 : Répartition de la population de la Commune d'Atok.

	URBAIN	RURAL	TOTAL
Homme	1 256	7 294	8 478
Femme	1 343	7 617	8 476
TOTAL	2 599	14 911	16 954

Source : OAL LUDEPRENA basée sur le RGPH 2005 avec taux de croissance de la Région de l'Est de 3,8% pour 2021.

La répartition de la population par village est la suivante.

Tableau 9 : Répartition de la population urbaine et rurale d'Atok.

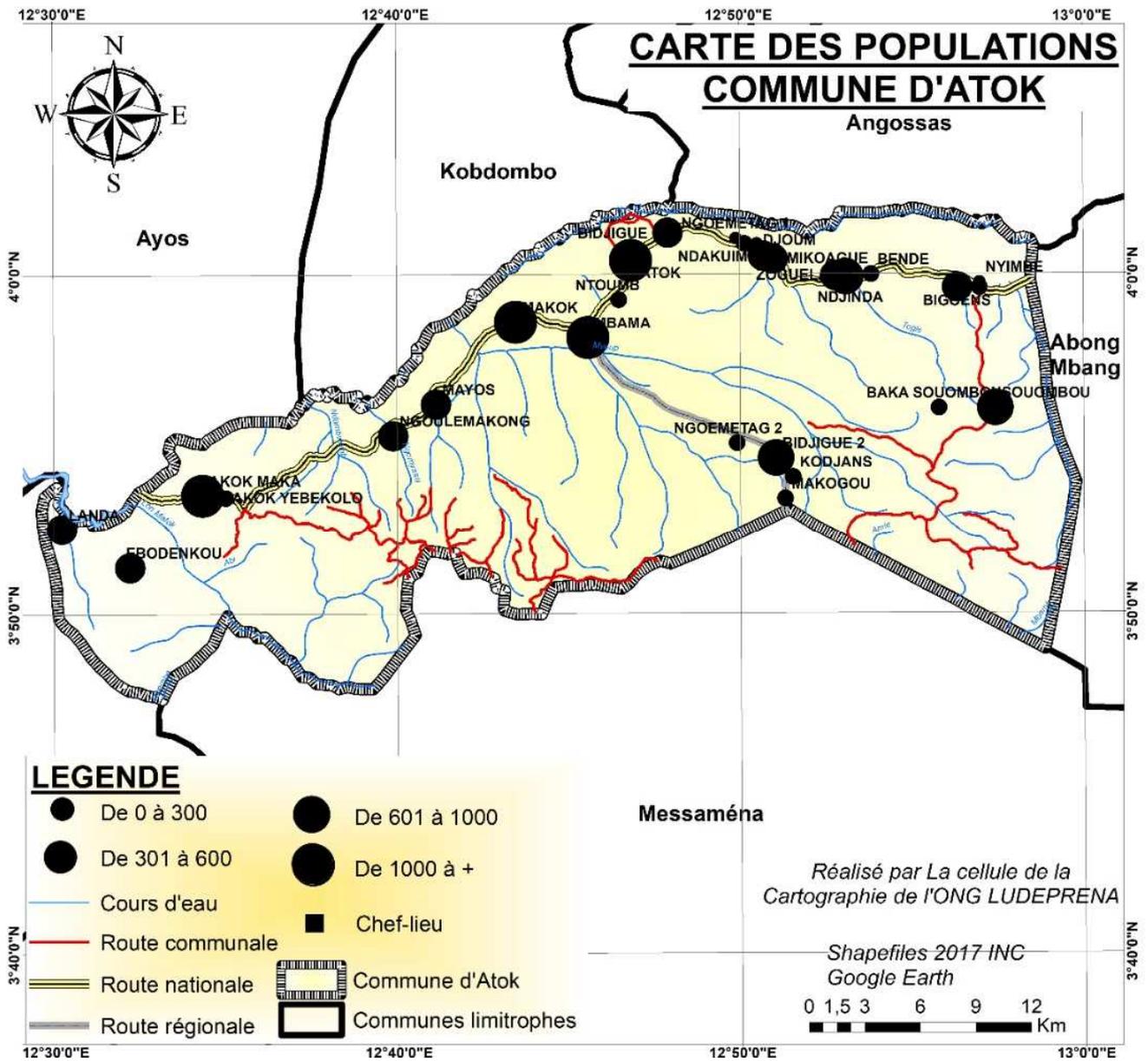
N°	Village/quartier	Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,90%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,40%)	Adolescents (12-19 ans) (18,50)	Population des jeunes (34,70%)
					10,70%	16,90%	6,30%	23,40%	18,50%	34,70%
1	ATOK	538	594	1 132	121	191	71	265	209	393
2	MBAMA	718	749	1 467	157	248	92	343	271	509
	Sous total espace urbain	1 256	1 343	2 599	278	439	164	608	481	902
3	AKOK MAKAKA	548	543	1 091	117	184	69	255	202	379
4	AKOK YEBEKOLO	138	129	267	29	45	17	62	49	93
5	BENDE	76	72	148	16	25	9	35	27	51
6	BIDJIGUE 1	282	289	571	61	96	36	134	106	198
7	BIDJIGUE 2	408	493	901	96	152	57	211	167	313
8	BIGOENS	196	294	490	52	83	31	115	91	170
9	DJOUM	232	218	450	48	76	28	105	83	156
10	EBODENKOU	239	242	481	51	81	30	113	89	167
11	KODJANS	110	141	251	27	42	16	59	46	87
12	LANDA	229	235	464	50	78	29	109	86	161
13	MAKOUNGOU	107	122	229	25	39	14	54	42	79
14	MAKOK	662	597	1 259	135	213	79	295	233	437
15	MAYOS	160	159	319	34	54	20	75	59	111
16	MIKOAGUE	220	273	493	53	83	31	115	91	171
17	NDAKUIMB	76	91	167	18	28	11	39	31	58
18	NDJINDA	370	327	697	75	118	44	163	129	242
19	NGOULEMAKONG	235	255	490	52	83	31	115	91	170
20	NGOEMETAG 1	32	38	70	7	12	4	16	13	24
21	NKOEMETAG 2	48	25	73	8	12	5	17	14	25
22	NTOUMB	70	63	133	14	22	8	31	25	46
23	NYIMBE	119	116	235	25	40	15	55	43	82

Plan Communal de Développement

N°	Village/quartier	Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,90%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,40%)	Adolescents (12-19 ans) (18,50)	Population des jeunes (34,70%)
					10,70%	16,90%	6,30%	23,40%	18,50%	34,70%
24	SOUOMBOU	377	398	775	83	131	49	181	143	269
25	ZOUELA	150	200	350	37	59	22	82	65	121
	Sous total espace rurale	5 084	5 320	10 404	1 113	1 758	655	2 435	1 925	3 610
	TOTAL POPULATION DE LA COMMUNE	6 340	6 663	13 003	1 391	2 198	819	3 043	2 406	4 512

Source : DPNV OAL LUDEPRENA

La population est présentée dans la carte suivante.



Carte 2 : Répartition de la population par village

3.3.2. Historique

La Commune d'Atok a été créée à la suite de l'éclatement du Département du Haut-Nyong. Atok devient une ville par décret présidentiel en 1992 à travers la création du District de Bebind. Elle acquiert le statut de Commune rurale par décret n°95/082 du 24 avril 1995 et à la suite du décret N°2010/1998 du 16 Juin 1998, Atok devient le Chef-lieu de l'Arrondissement de BEBEND.

Les origines d'Atok viennent de l'installation autour d'une marre d'eau où de nombreuses personnes venaient y rechercher de l'eau. L'appellation d'origine est « *Touogue* » en langue Bebind qui signifie « marre d'eau » où on pouvait y trouver tout. Les colons d'alors avaient un interprète bété (non Bebind) qui le transforme à « *Alok* » et la prononciation par ces colons dévient *Atok*.

Le premier chef d'Atok s'appelait Meyeng. Il avait plusieurs femmes (plus de 300 femmes) et éloignait tous les hommes ou alors les castrait pour que ceux-ci ne convoitent pas ses épouses. L'administration coloniale vient implanter des grandes plantations de cacao et café. Ces plantations poussent les populations dans le site actuel, mais aussi à s'y implanter. Elle fut aussi après Ayos, le second site de traitement de la maladie du sommeil par le Docteur Jamot en 1923. Venant pour se faire soigner, certains de ceux et celles qui étaient guéris s'installaient et se lançaient dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche.

3.3.3. Religion

On retrouve toutes les obédiences religieuses dans la commune : les catholiques, les différentes branches des protestants (presbytériens, évangéliques, baptistes), les adventistes, les pentecotistes, les musulmans, les Temoins de Jehovah, etc. Ces différents groupes vivent en parfaite cohésion dans la commune.

3.3.4. Milieu social

Globalement, les natifs de la population d'Atok sont composés essentiellement des *Maka Bebind*. On note que la Chefferie traditionnelle de 1^{re} degré dudit peuple y est installée. Ici, on ne tend pas la main au chef pour le saluer, mais on s'accroupit, la tête et les épaules rabattues, et le chef vous pose la main sur l'épaule pour vous signifier que vous êtes le bienvenu. Ils vivent en harmonie avec d'autres ethnies : *Gbaya, Kako et Maka Boanz* mais aussi les peuples voisins notamment *les yebekolo, les Mvele, les betis*. La position géographique de la commune d'Atok, notamment porte d'entrée de la Région de l'Est, ainsi que les nombreux mouvements des biens et personnes qui s'y opèrent, rendent la population de cette localité assez cosmopolite. C'est la raison pour laquelle l'on rencontre également des populations halogènes qui se sont intégrées au fil des ans : les *bulus et tumus, les bamilékes, les soudano-sahéliens, les sawas*, les populations du nord-ouest et sud-ouest. On note aussi la présence de quelques étrangers : les *centrafricains, les tchadiens, les maliens, les nigériens, les sénégalais, les polonais (prêtre catholique)*.

La Commune d'Atok compte 25 villages avec 02 campements baka.

3.3.5. Habitat

L'urbanisation progressive de la ville montre les constructions de quelques habitats en matériaux définitifs. Cependant, celle-ci est encore très faible. On note dont une forte présence

d'habitats en matériaux provisoires et les constructions anarchiquement installées. Il n'existe pas à ce jour un Plan directeur d'urbanisme ni un Plan d'occupation des sols pour la ville d'Atok. L'Hôtel de ville en construction améliorera à coup sur le caractère ancien et vétuste de l'actuel Hôtel de ville.

La société Pantechniki, en charge des travaux de bitumage de la RN10 Ayos-Bonis s'y est installée et y a laissé de nombreuses installations et logement assez modernes qui sont occupées aujourd'hui par quelques sectoriels locaux et personnels publics travaillant dans l'arrondissement de Bebind.

3.3.6. Zonage de l'espace urbain

La réglementation et le contrôle de l'utilisation du sol dans la commune d'Atok n'est pas assise sur un document de planification urbaine. Ceci fait qu'on note une faible exploitation des espaces et des infrastructures anarchiquement construites.

3.3.7. Système foncier

Le système foncier de la commune d'Atok est garanti par l'état à toutes les personnes physiques et morales possédant des terrains en propriété, le droit d'en jouir et d'en disposer librement. L'accès au titre foncier est faible. Ceci dû au faible intérêt des populations, le coût élevé lié aux procédures d'obtention d'un titre foncier ou d'immatriculation et l'inexistence d'un service du cadastre au niveau local, mais aussi la filouterie de certains propriétaires terriens qui le vendent à plusieurs personnes ou alors en font de la surenchère. D'où l'existence de nombreux problèmes fonciers et la rareté des terres immatriculées.

3.4. Milieu socio-économique

L'analyse des activités économiques de la Commune d'Atok permet de la subdiviser en trois secteurs à savoir le secteur primaire qui comprend : l'agriculture, l'élevage et la pêche ; le secteur secondaire et le secteur tertiaire constitué du service administratif, privé et du commerce.

3.4.1. Le secteur primaire

3.4.1.1. L'agriculture

L'agriculture est pratiquée par plus de 80% de la population active. Les cultures de rente ont été introduites par la société CFSO, notamment la culture du cacao et du café. Bien que cette société soit partie, les populations avoisinantes ont continué la pratique de ces différentes cultures. Les cacaoculteurs organisent des ventes groupées chaque année entre Septembre et Décembre où ils sont appuyés par de nombreux programmes qui accordent des plants gratuits aux agriculteurs. Ce secteur agricole est dominé par les hommes qui le pratiquent à 85%. Le coxage étant une gangrène dans la zone, on n'a pas toujours la bonne information sur le potentiel de production de ces cultures de rente.

Les cultures vivrières les plus rencontrées dans la commune sont : le manioc, la banane plantain, la banane douce, la patate, le piment, le macabo. Ces produits sont cultivés pour la plupart pour l'autoconsommation. Elle est plus pratiquée par les femmes qu'on retrouve à plus de 80% dans ce secteur agricole. Les champs moyens sont d'un demi-hectare par ménage.

Des agropoles se sont créés pour la production, la transformation et la commercialisation du manioc. Elle permet de sortir de la production des besoins alimentaires domestiques, pour aller vers la création d'une plus-value, à travers des produits dérivés comme la farine de manioc, l'amidon, le tapioca, les biscuits, le *wata fougou* et autres. Cependant les difficultés d'accès aux voies de dessertes restent un problème pour ce secteur.

3.4.1.2. L'élevage

L'élevage, bien que traditionnel, occupe également une place de choix dans le quotidien des populations aussi bien rurales que urbaines. Les caprins, les bovins, les porcins, la volaille sont présents partout. L'élevage non conventionnel est lui aussi en train de se développer (apiculture). On note cependant qu'il est faiblement pratiqué tout le long de la route nationale afin d'éviter la divagation des bêtes.

3.4.1.3. L'aquaculture

On note un développement de l'aquaculture, notamment avec les nombreux projets d'élevage en cage sur le fleuve Nyong, mais aussi en bac à béton. On en dénombre près de 30 étangs de barrage disséminés dans la commune d'une superficie totale de 36000 m².

3.4.1.4. Chasse et pêche

La chasse est encore traditionnelle. On peut y retrouver les petits mammifères et rongeurs. Elle est pratiquée par les bantous et baka par des pièges, des fusils.

La pêche, elle aussi, est pratiquée artisanalement à travers les nasses et canne à pêche. Les espèces rencontrées sont le tilapia, le poisson vipère, l'heterotis (kanga).

Elle est pratiquée pour la plupart pour l'autoconsommation. La commercialisation est faite pour la plupart en poisson et viande fumé.

3.4.1.5. L'exploitation forestière

L'exploitation forestière reste encore très faible car on constate une faible présence de forêts. Quelques projets de création des forêts communautaires sont en cours mais butent encore à la répartition de revenus et de sa gestion.

3.4.1.5. L'exploitation minière

L'exploitation minière quant à elle se résume à quelques carrières de sable et de pierre. Celles-ci sont exploitées d'une manière artisanale.



Photo 2 : Exploitation de la pierre à Akok Maka.

3.4.2. Le secteur secondaire

Elle est peu développée dans la commune. Mais de nombreux projets de transformation des produits agricoles sont en cours.

L'artisanat y est faiblement pratiqué.

3.4.3. Le secteur tertiaire

3.4.3.1. Commerce

Les activités commerciales ici portent sur :

- Le commerce de détails, les échoppes et quelques débits de boissons ;
- Les activités de transferts d'argent (MTN Mobile Money et Orange Money) ;
- Les garages de dépannage des véhicules et autres engins.

Ces services contribuent de façon significative au développement économique de la ville à travers notamment la création d'emplois. Toutefois ceux-ci ne sont pas totalement identifiés par la commune en vue d'assurer un bon recouvrement des taxes.

3.4.3.2. Les services administratifs

Atok dispose à ce jour de la grande majorité des services administratifs du niveau de l'Arrondissement. Malheureusement les équipements administratifs de la Commune d'Atok sont repartis sur plusieurs sites et pas assez développés.

3.4.3.3. Le tourisme

Le secteur du tourisme est très faiblement développé. Il existe quelques auberges dans la ville. Le secteur de la restauration reste très faiblement implanté. La Mairie est en cours de construction d'un hôtel qui améliorera à coup sûr le secteur.

4- RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

4.1. Synthèse du DIC

Elle se fera sur les quatre axes que sont :

- Gestion des Ressources humaines ;
- Gestion des Ressources financières ;
- Gestion du Patrimoine ;
- Gestion des Relations.

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Les ressources humaines dans une commune comportent les types suivants :

- Le personnel ;
- L'exécutif communal ;
- Les conseillers municipaux.

4.1.1.1. Le personnel communal

Le personnel de la commune d'Atok est représenté dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Synthèse de l'état du personnel communal

Type	Sexe		TOTAL	Niveau d'étude								Ancienneté (ans)			
	H	F		Sans diplôme	CEP	BEPC	Probatoire	Baccalauréat	DEUG-BTS	Licence	Master et plus	0 à 10	10 à 20	20 à 30	30 et plus
Fonctionnaire de CTD	1	0	1	0	1	1	1	1	1	1	1	0	1	0	0
Contractuel de CTD	5	4	9	0	9	9	8	8	5	3	0	8	1	0	0
Décisionnaire	8	1	9	0	9	4	0	0	0	0	0	8	0	0	1
Total	14	5	19	0	19	14	9	9	6	4	1	16	2	0	1

4.1.1.2. Le Conseil municipal

4.1.1.2.1. Composition du Conseil

Le Conseil municipal d'Atok est composé de **25 conseillers municipaux** dont 07 femmes (28%) et 18 hommes (72%).

Ils font tous partis du même parti politique le RDPC. Il n'y a pas de chefs de village. Les différentes catégories socioprofessionnelles sont : les hommes (femmes) d'affaires, les ruraux, les fonctionnaires, les retraités.

La majorité des Conseillers municipaux n'ont reçu aucune formation supplémentaire dans la maîtrise de la gestion communale ainsi que leurs rôles en tant que Conseiller municipal.

4.1.1.2.2. Organisation et fonctionnement du Conseil municipal

Le Conseil municipal comporte 4 commissions : la Commission des Finances, la Commission des Grands travaux, la Commission de la Coopération décentralisée et la Commission des Affaires

Plan Communal de Développement

sociales. 2 sessions/an sont organisées : une pour l'adoption des budgets et l'autre pour le vote des comptes administratifs.

4.1.1.3. L'exécutif communal

Il est composé d'un maire et de deux adjoints. La répartition des tâches est appliquée suivant les textes qui organisent le fonctionnement de l'exécutif communal.

4.1.2. Gestion des ressources financières

4.1.2.1. Budget annuel sur cinq exercices et son utilisation

Le budget annuel primitif de la commune d'Atok sur cinq (05) exercices (2014, 2015, 2016, 2017 et 2018) est synthétisé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 11 : Budgets annuels sur les cinq années.

		2014	2015	2016	2017	2018
RECETTES						
Prévisions	Recettes de fonctionnement	209 729 000	232 482 000	316 674 000	153 640 748	161 440 748
	Recettes d'investissement	480 589 041	173 138 126	372 975 206	422 570 000	422 570 000
TOTAL		690 318 041	405 620 126	689 649 206	576 210 748	584 010 748

Source : Budgets 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

Du tableau ci-dessus du point de vue des recettes d'investissement, l'année 2016 est celle où les performances financières communales ont connu une hausse significative. Cette hausse s'explique par l'accroissement des subventions d'équipement reçues de l'État et de la dotation générale de décentralisation pour investissement respectivement de 178 278 000 et de 25 000 000 FCFA. Soit une hausse de 916% par rapport à 2015. Quant aux exercices 2017 et 2018, la baisse des recettes d'investissement s'explique par une diminution des subventions reçues de l'État.

4.1.2.2. Structure des comptes administratifs sur cinq exercices

Les comptes administratifs ayant fait l'objet d'analyse sont ceux des exercices 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

4.1.2.2.1. État des recettes

Le tableau ci-après présente la structure des recettes de fonctionnement et d'investissement des comptes administratifs des exercices allant de 2014 à 2018 soit cinq (05) exercices :

Tableau 12 : État des recettes des Comptes Administratifs sur cinq (05) exercices.

ANNÉES		Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement	TOTAL
2014	PRÉVUES	209 729 000	480 589 041	690 318 041
	RÉALISÉES	86 419 550	-	86 419 550
	ÉCART	- 123 309 450	- 480 589 041	
	%	100%	0%	1
2015	PRÉVUES	232 482 000	173 138 126	405 620 126
	RÉALISÉES	104 635 500	20 000 000	124 635 500
	ÉCART	- 127 846 500	- 153 138 126	
	%	83,95%	16,05%	1
2016	PRÉVUES	316 674 000	372 975 206	689 649 206

Plan Communal de Développement

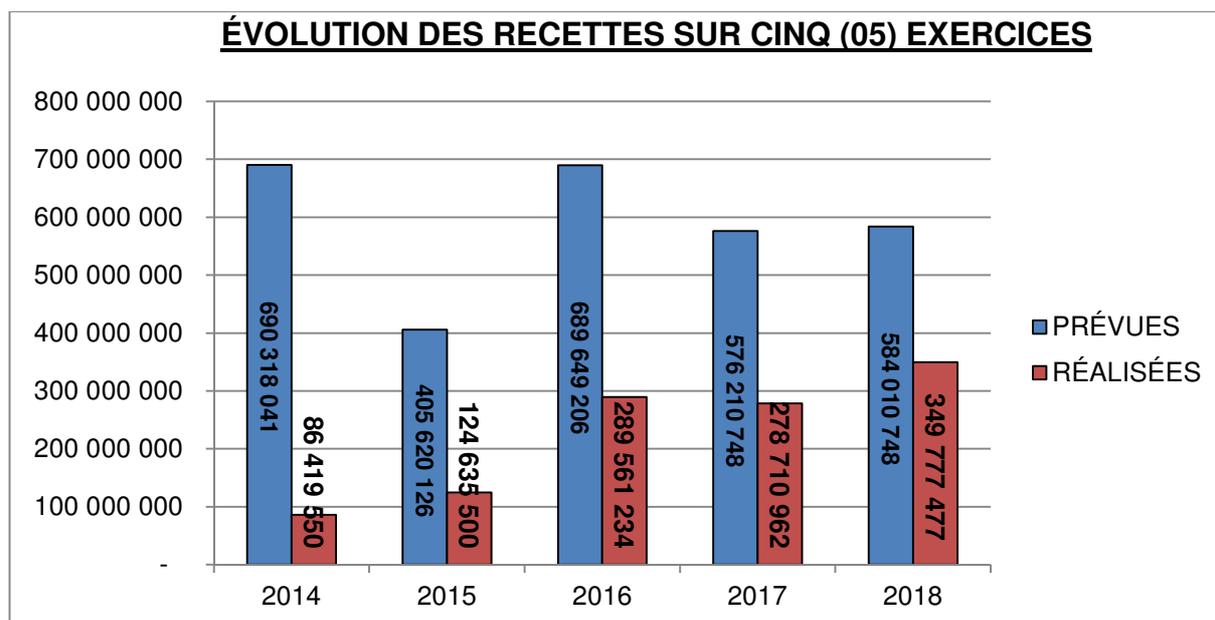
ANNÉES		Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement	TOTAL
	RÉALISÉES	86 283 234	203 278 000	289 561 234
	ÉCART	- 230 390 766	- 169 697 206	
	%	29,80%	70,20%	1
2017	PRÉVUES	153 640 748	422 570 000	576 210 748
	RÉALISÉES	151 130 677	127 580 285	278 710 962
	ÉCART	- 2 510 071	- 294 989 715	
	%	49,48%	21,89%	1
2018	PRÉVUES	161 440 748	422 570 000	584 010 748
	RÉALISÉES	138 299 366	211 478 111	349 777 477
	ÉCART	- 23 141 382	- 211 091 889	
	%	23,68%	28,98%	1

Source : Comptes administratifs 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

En termes d'analyse, fort est de constater une variation en cycle des recettes qui se caractérisent par des augmentations et des baisses d'un exercice budgétaire à un autre. Ceci s'explique par un faible recouvrement des taxes communales et recettes fiscales qui pour ces dernières ont connue une baisse significative en général au cours des trois (03) dernières années.

La figure ci-contre présente la répartition des recettes et dépenses prévues et réalisées.

Figure 1 : Répartition entre les recettes prévues et réalisées.



De cette figure, nous pouvons voir une grande différence entre les recettes prévues et celles qui sont réalisées.

4.1.2.2.2. Recettes par habitant

Avec une population de **près de 17 000** habitants, les recettes par habitants pour de exercices 2014 à 2018 sont présentées dans le tableau suivant :

Plan Communal de Développement

Tableau 13 : Recettes par habitant de la Commune d'Atok

	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
Recettes par habitants	5 084	7 332	17 033	16 395	20 575

Source : Comptes administratifs 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018

Faible au tout début, les recettes par habitants ont doublé voir triplé à partir de 2016.

4.1.2.2.3. Etat des dépenses

Le tableau ci-après présente la structure des dépenses de fonctionnement et d'investissement des comptes administratifs des exercices allant de 2014 à 2018 soit cinq (05) exercices :

Tableau 14 : État des dépenses des Comptes Administratifs sur cinq (05) exercices.

ANNÉES	CARACTÉRISTIQUES	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	TOTAL
2014	PRÉVUES	169 477 776	523 391 265	692 869 041
	RÉALISÉES	74 732 560	8 480 341	83 212 901
	ÉCART	-94 745 216	- 514 910 924	
	%	89,81%	10,19%	100%
2015	PRÉVUES	120 765 865	523 391 265	644 157 130
	RÉALISÉES	69 115 456	33 452 483	102 567 939
	ÉCART	-51 650 409	- 489 938 782	
	%	67,39%	32,61%	100%
2016	PRÉVUES	188 163 841	322 283 365	510 447 206
	RÉALISÉES	67 427 829	115 780 988	183 208 817
	ÉCART	- 120 736 012	- 206 502 377	
	%	36,80%	63,20%	100%
2017	PRÉVUES	223 927 209	358 963 539	582 890 748
	RÉALISÉES	82 785 447	44 794 838	127 580 285
	ÉCART	- 141 141 762	- 314 168 701	
	%	64,89%	35,11%	100%
2018	PRÉVUES	242 163 470	487 693 101	729 856 571
	RÉALISÉES	73 825 223	137 652 888	211 478 111
	ÉCART	- 168 338 247	- 350 040 213	- 518 378 460
	%	34,91%	65,09%	100%

Source : Comptes administratifs 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018

Il ressort de ce tableau en termes d'analyse que trois (03) grands groupes constituent l'essentiel des dépenses de fonctionnement au rang desquels les dépenses liées au personnel en hausse en 2018 soit 22 189 468 FCFA, les dépenses pour l'équipe municipale fortement réduites en 2018 (11 071 666 FCFA) par rapport à 2017 (21 097 025 FCFA) et les dépenses de fonctionnement courant.

4.1.2.2.4. Dépenses par habitants

Les dépenses par habitants sont présentées dans le tableau suivant :

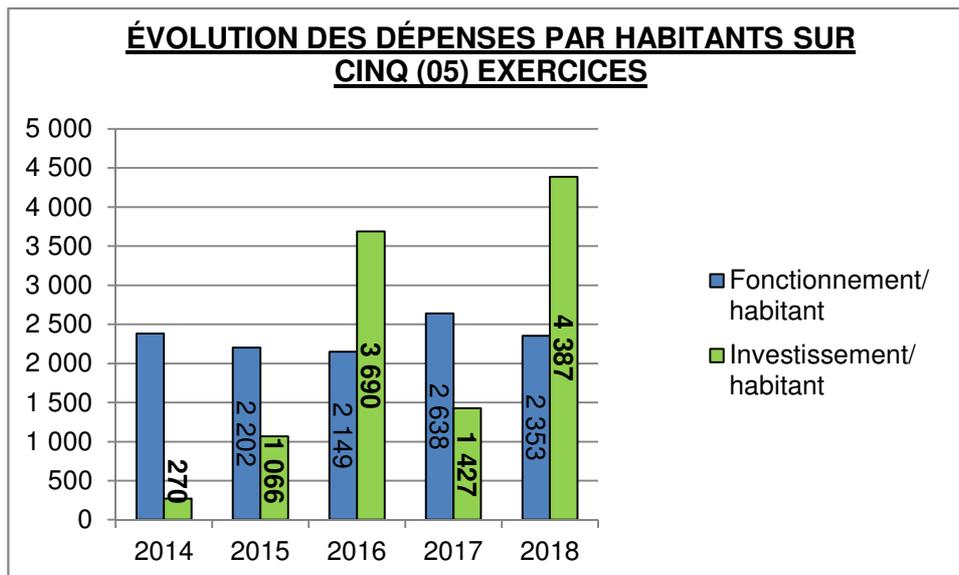
Tableau 15 : Dépenses par habitants de la commune d'Atok.

	2014	2015	2016	2017	2018
Fonctionnement/habitant	4 396	4 066	3 966	4 870	4 343
Investissement/habitant	498	1 968	6 810	2 635	8 097

Source : Comptes administratifs 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018

Ces dépenses par habitants sont présentées dans la figure ci-dessous.

Figure 2 : Evolution des dépenses par habitants sur cinq exercices.



Les dépenses d'investissement par habitants sont plus élevées au dépend des dépenses de fonctionnement. Ce qui montre que l'investissement occupe une place prépondérante.

4.1.3. Gestion du patrimoine

Le patrimoine de la Commune d'Atok est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 16 : Patrimoine communal de la Commune d'Atok.

Biens meubles				
Matériel équipement				
Type de matériel	Quantité	Date d'acquisition	Etat du matériel	Source de financement
GPS GARMIN Etrex 10	01	2013	Bon	
Groupe électrogène	01	2015	Bon	
Groupe électrogène	01	2018	Bon	
Kit informatique Hp	01	2013	Bon	
Kit informatique Hp	01	2013	Bon	
Ordinateur	01	2015	Bon	
Tondeuse à gazon	01	2014	Bon	
Ordinateur	01	2014	Bon	
Matériel roulant				
Type de matériels	Quantité	Date d'acquisition	État du matériel	Source de financement
Moto YAMAHA AG 100	01	2012	Mauvais	
Moto YAMAHA AG 100	01	2014	Bon	

Plan Communal de Développement

Moto YAMAHA AG 100	01	2015	Bon	
Pick-up	01	2018	Bon	
Camion benne	01	1994	En panne	
Mobilier				
Type de mobilier	Quantité	Date d'acquisition	Etat du mobilier	
Fauteuils	4	1995		
Chaises	85	1995	Bon	
Bureaux	12	1995	Bon	
Tables	2	1995	Bon	
Armoires	4	1995	Bon	
Biens immeubles				
Désignation	Quantité	Superficie	Etat d'exploitation	
Maison de la radio	1	67,0943	Oui	
Hôtel de ville	1		Oui	
Toilette	2	24	Oui	
Autres				
Marchés de Mbama				
Parking à camions				

Le patrimoine communal est assez étoffé. Cependant, il faudrait que les infrastructures marchandes puissent être opérationnelles en vue de l'amélioration des ressources financières.

4.1.4. Gestion des Relations

La Commune d'Atok entretient de relations avec de nombreuses entités. Le tableau ci-dessous présente donc ces différentes relations.

Tableau 17 : Synthèse des relations entretenues dans la commune d'Atok.

N°	Parties prenantes	Nature de la relation	Observations
1.	Membre de l'exécutif municipal	Bonne	Répartition des tâches entre le Maire et ses adjoints clairement définie par un arrêté municipal.
2.	Tutelle (Préfecture, Région)	Bonne	Toujours présente aux activités et cérémonie qui nécessite sa présence.
3.	Services Techniques (Sectoriels)	Bonne	Mise en oeuvre des activités de la décentralisation
4.	Autres communes et CVUC (Communes et Villes Unies du Cameroun)	Bonne	Il n'existe pas encore une collaboration formelle entre la Commune et une autre. Néanmoins, elle est membre du CVUC
5.	Chefferies traditionnelles	Bonne	La commune a de bonnes relations avec les autorités traditionnelles. Ils sont souvent conviés aux Conseils municipaux.

Plan Communal de Développement

N°	Parties prenantes	Nature de la relation	Observations
6.	Congrégations religieuses	Bonne	Elle entretient de bonnes relations avec les congrégations religieuses. Elles vivent d'ailleurs en très bonne communions, que ce soit les catholiques, les protestants, les musulmans et autres religions. Ce qui consacre un bon signal de vivre ensemble dans la commune.
7.	Opérateurs économiques	Bonne	Contribution à l'économie de la commune par le biais du paiement des taxes.
8.	Société civile	Passable	La Commune a de bonnes relations avec tous les organismes qui œuvrent pour dans l'accompagnement dans le bien-être des populations, de l'émancipation de la jeune fille et des peuples baka.
9.	Secteur privé	Bonne	Faiblement développé dans la commune, les quelques structures existantes ont de bonnes relations avec la commune qui améliore la communication sur le processus de collecte des impôts.
10.	Projets, programmes et structures de développement	Très bonne	La commune entretient de bonnes relations avec ses différents programmes notamment le FAIRMED , le PACA , le FEICOM , le PNDP , ainsi que d'autres programmes. Ceux-ci l'aident et l'appuient dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

4.1.5. Synthèse des forces et faiblesses de l'institution communale

La synthèse des forces et des faiblesses de l'institution communale se fera sur quatre (04) axes à savoir, la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion du patrimoine communal et la gestion des relations.

Tableau 18 : Forces et faiblesses de l'institution communale

Plan	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources humaines	<u>Exécutif communal</u> - Répartition des tâches effective entre le Maire et ses adjoints ;	Faible motivation des adjoints dans l'exercice de leurs tâches
	<u>Conseil municipal</u> - Conseillers municipaux épousant les composantes territoriales de la commune	- Aucun recyclage organisé dans la maîtrise de la gestion communale ainsi que leurs rôles ; - Faible assistance de la mairie aux personnels éprouvés ; - Faible fonctionnement des commissions techniques du Conseil en intercession ;
	<u>Personnel communal</u> - Augmentation des effectifs du personnel communal ; - Recyclage des cadres communaux par le PNDP, la GIZ, le BUNEC ; - Existence d'un organigramme ;	- Faible formation des personnels non décisionnaires ; - Paiement en retard des salaires des employés - Non-paiement des droits CNPS ainsi que les avantages sociaux ; - Inexistence d'un règlement intérieur et d'un cahier de charges du personnel ; - Faible évaluation et motivation du personnel ; - Inexistence d'un système de planification du personnel ; - Faible mise en œuvre de l'organigramme ; - Faible déploiement du personnel pour le recouvrement ; - Inexistence du matériel informatique en vue d'informatiser les actes de naissance ; - Matériel insuffisant pour l'hygiène publique et le fonctionnement ; - Inexistence du courant électrique ; - Insuffisance du personnel ;
Gestion des ressources financières	Présence de quelques documents comptables	- Faible recouvrement des taxes communales et fiscales ; - Faible assiette fiscale ; - Non déploiement du personnel pour le recouvrement ; - Faible présence des projets économiques dans le précédent PCD ; - Faible communication entre la commune et le secteur privé ; - Marchés non fonctionnels
Gestion du patrimoine	- Acquisition du matériel roulant ; - Construction d'un nouvel hôtel de ville.	- Faible identification du patrimoine foncier appartenant à la commune ;

Plan Communal de Développement

		<ul style="list-style-type: none"> - Faible acquisition du patrimoine foncier ; - Inexistence de lotissements communaux ; - Inexistence d'une salle des archives, conduisant à la destruction des documents par la moisissure et l'humidité ; - Présence de patrimoine vétuste ; - Faible suivi, maintenance et entretien du patrimoine communal ; - Faible valorisation des ressources naturelles et touristiques ; - Inexistence de structures de logement.
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Bonnes relations avec la tutelle, les autorités traditionnelles, les congrégations religieuses, les sectoriels, les projets et programmes ; - Relations fructueuses avec le Haut-Commissaire du Canada pour la scolarisation de la jeune fille et contre le mariage des enfants. - Création d'une radio communautaire en vue de communiquer sur les actions de la commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de conflits sur la tutelle entre le MINAT et le MINDEVEL causant de nombreuses d'incompréhension ; - Inexistence de coopération intercommunale.

Plan Communal de Développement d'Atok

4.1.6. Pistes d'actions prioritaires

Il s'agit de renforcer la capacité institutionnelle de la Commune d'Atok au vu des enjeux actuels de la décentralisation du Cameroun.

Le tableau ci-dessous nous présente les axes de renforcement retenus.

Tableau 19 : Axes de renforcement

CARACTÉRISTIQUES	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Résultats	Axes de renforcement
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Améliorer la gestion et l'efficacité du personnel communal et des conseillers municipaux	Améliorer la qualité de service rendu par le personnel communal	Le personnel communal exécute exactement ses missions et est disponible. Un règlement intérieur est disponible.	Mise sur pied d'un règlement intérieur régissant le fonctionnement interne du personnel communal ainsi que d'un cahier de charge pour le personnel
			Le personnel est régulièrement évalué et bénéficie en fonction des notes des motivations.	Mise en place d'un système d'évaluation du personnel tous les 2 ans comme le prescrit la loi et de motivation respectant le droit du travail avec bulletin de note ;
		Mettre sur pied l'organigramme	La commune possède un personnel offrant tous les services communaux aux populations	Recrutement de ...
				Mise à disposition d'un personnel qualifié, honnête et responsable pour le recouvrement des recettes.
		Améliorer les capacités du personnel et des conseillers municipaux	Le personnel maîtrise le fonctionnement communal, les rôles du personnel communal et de la hiérarchie	Élaboration d'un plan de déploiement du personnel suivant le programme de recouvrement.
				Formation et recyclage du personnel sur la connaissance de l'administration communale, le secrétariat bureautique, en rédaction administrative, en archivage, sur l'utilisation du logiciel SIMBA, sur la tenue des documents comptables, ...
Les Conseillers municipaux maîtrisent le fonctionnement de la mairie, ainsi que leur rôle en tant que Conseillers municipaux	Organisation des séances de recyclage des conseillers municipaux dans la maîtrise de la gestion communale et des textes d'application			
	Acquisition du livre vert pour les Conseillers municipaux			

Plan Communal de Développement

CARACTÉRISTIQUES	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Résultats	Axes de renforcement
		Améliorer les conditions de travail du personnel communal en vue de les rendre compétitif	Le salaire du personnel communal est régulièrement payé.	Paiement régulier des salaires du personnel avec fiche de solde et par virement bancaire
			Le système d'avancement est respecté.	Mise à jour du système d'avancement respectant les normes de l'administration communale
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Améliorer la gestion et l'efficacité du personnel communal et des conseillers municipaux	Améliorer les conditions de travail du personnel communal en vue de les rendre compétitif	Le personnel temporaire est confirmé à travers une décision et intègre le personnel communal décisionnaire	Élaboration définitive de la décision des employés communaux temporaires ayant dépassé la phase d'approbation en fonction des ressources disponibles ;
			Le personnel communal est assuré en cas de retraite	Versement effectif des droits CNPS du personnel
			Le personnel est encadré en cas de maladie, bonheur ou de malheur	Création d'une amicale des employés et inscription à la Mutuelle de santé existante
			Les meilleurs personnels sont encouragés et profitent des avantages dus à leur service	Encouragement du meilleur personnel par les médailles et primes Octroi des avantages de service (cadres, chef de service et responsabilité, prime de responsabilité, prime de logement et non logement) selon les moyens disponibles
		Acquérir le matériel de travail	Les recettes et dépenses sont mieux suivies.	Acquisition des quittanciers et matériels de comptabilité
			Les employés communaux sont reconnaissables que ce soit dans la commune que sur le terrain	Acquisition des cartes professionnelles, badges et tenues du personnel du service d'hygiène
			Les services sont plus efficaces car ayant le matériel nécessaires	Acquisition du matériel de travail dans les bureaux
			Le ramassage des ordures ménagères est plus rapide et efficace, ainsi que le	Mise à la disposition du personnel des moyens de locomotion et de ramassage des ordures

Plan Communal de Développement

CARACTÉRISTIQUES	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Résultats	Axes de renforcement
			recouvrement des taxes sur le terrain	
		Amorcer le développement local	Le développement local prend place dans le développement économique de la commune	Mise sur pied d'une commission en charge du développement local ou ajouter cette attribution à une autre commission
GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES	Assurer économiquement la vie et la croissance de la commune	Accroître les ressources propres de la commune	Les différents contribuables de la commune sont connus, chacun en fonction de sa catégorie	Élaboration d'un fichier du contribuable
			Tous les potentiels contribuables sont identifiés et recensés	Élargissement de l'assiette fiscale
			Le secteur privé est sensibilisé sur les grilles de collecte des taxes suivant la loi, la périodicité de collecte et l'utilisation qui en est faite.	Organisation des séances de communication et d'échanges entre les acteurs du développement économique, le secteur privé et la commune en vue d'une meilleure contribution de ceux-ci
			Un personnel qualifié, honnête et identifié et mis sur le terrain pour la collecte des différentes taxes	Redéploiement du personnel avec des cahiers de charges bien précis
		Accroître les recettes de la commune	Des boutiques et structures commerciales sont construites en vue d'augmenter les ressources financières et propres	Construction et installation des boutiques et kiosques tout le long de la route Construction d'une auberge communale
			Développer l'économie locale	Des niches économiques naturelles et touristiques sont identifiées et mises en valeur.
		Recensement du potentiel naturel existant (sable, gravier et autres et mise en valeur) Recensement du patrimoine touristique existant et mise en valeur		
GESTION DU PATRIMOINE	Améliorer la situation du patrimoine communal	Recenser tout le matériel existant	Tout le patrimoine meuble et immeuble de la commune est identifié et recensé ainsi que les détenteurs.	Recensement de tout le patrimoine foncier et immobilier appartenant à la

Plan Communal de Développement

CARACTÉRISTIQUES	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Résultats	Axes de renforcement
		Accroître le patrimoine communal	Des lotissements communaux sont mis en place.	Élaboration des lotissements communaux
		Suivre, maintenir et entretenir le patrimoine	Le comptable matières est formé dans le suivi, la maintenance et l'entretien du patrimoine communal	Formation du personnel en maintenance et entretien du patrimoine communal
GESTION DES RELATIONS	Accroître la coopération	Améliorer la communication de la commune	La commune a une visibilité sur le mode à travers le web.	Création d'un site internet en vue de mettre en vitrine les activités de la commune
			La radio communautaire fonctionne et informe la population sur les activités de la commune.	Création des conditions favorables de fonctionnement permanente de la radio communautaire (carburant ou énergie électrique) ;
		Créer des jumelages	Des communes sœurs accompagnent des activités et actions de développement	Création d'un jumelage avec des communes en vue de booster l'économie locale.
			Des projets de coopération sont mis en œuvre avec la Commune d'arrondissement de Yaoundé 4 ^e	Finalisation de la coopération avec la Commune d'arrondissement de Yaoundé 4 ^e

4.2. Principaux services de l'espace communal

Les principaux services de l'espace communal mettent en exergue l'ensemble des infrastructures dénombrées dans cet espace par secteur. Le tableau ci-dessous recense tous les différents services de la commune.

Tableau 20 : Principaux services de la commune d'Atok

Secteurs	Description	Localisation	Etats des infrastructures	Observations
Administration territoriale et décentralisation, Maintien de l'ordre	Sous-Préfecture	Atok	Fonctionnel	
	Mairie	Atok	Nouveau bâtiment	
	Brigade de Gendarmerie	Atok	Bon	
	Poste de police	Atok	Location	A construire
Agriculture et développement Rural	DAADER	Atok	Passable	A renover
	Poste agricole	Atok	En cours de construction	
Elevage, Pêche et industries animales	DAEPIA	Atok	Passable	A renover
	Centre zootechnique	Atok	Passable	A moderniser
Forêt et faune	Poste de contrôle forestier et de chasse	Atok	Sans infrastructures	
Education de base	Inspection de l'éducation de base	Atok		
Enseignements secondaires	Lycée	Atok	Bon	
	CETIC	Atok	Bon	
	CES	Bigoens	Passable	
Santé	CMA	Atok	Bon	
Jeunesse	DAJEC	Atok	Sans infrstructure	Logé à la sous-préfecture
	CMPJ	Atok	En cours de construction	
Sport	DASEP	Atok	Sans infracture	Logée à la sous-préfecture
Affaires sociales	Case de l'Action sociale	Atok	Bon	Fait office de centre social

4.3. Situation de référence

Le tableau ci-dessous présente la situation de référence des infrastructures.

Tableau 21 : Situation de référence des infrastructures de la commune d'Atok

TYPE D'INFRASTRUCTURES	URBAIN	RURAL	TOTAL	OBSERVATIONS
CPC	01	05	06	
Ecoles maternelles	02	04	06	
Ecoles primaires	03	14	17	
Ecoles primaires bilingues	01	00	01	
Lycée	01	00	01	
CETIC	01	00	00	
CES	00	02	02	Celui d'Akok Maka n'est pas encore construit.
Formations sanitaires	02	02	04	Une formation privée à Mbama
Infrastructures d'encadrement				
Adduction d'eau	00	00	00	
Forages	04	25	29	
Puits	05	27	32	
Sources aménagées	00	00	00	
Hangar de marché				
Magasin de stockage				
Centrale solaire photovoltaïque				
Antenne de relais				

4.3.1. Situation de référence des infrastructures du secteur de l'Education de base

Les infrastructures du secteur de l'Education de base sont recensées dans le tableau suivant.

Tableau 22 : Situation de référence des infrastructures du secteur de l'Education de base.

Types d'établissement	Urbain		Rural		Total	
	Fonctionnel	Non Fonctionnel	Fonctionnel	Non Fonctionnel	Fonctionnel	Non Fonctionnel
Ecoles maternelles	02	00	04	00	06	00
Ecoles primaires	04	00	14	00	14	00
CPC	01	00	05	00	06	00
Total	07	00	23	00	20	00

Toutes les écoles sont fonctionnelles et sont réparties dans la plupart des villages de la commune.



Photo 3 : Ecole maternelle d'Atok.



Photo 4 : Ecole publique bilingue d'Atok

Les effectifs dans les différentes écoles sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 23 : Effectifs des élèves dans les différentes écoles de la commune d'Atok (2019)

Types d'établissements	Nom de l'établissement	Effectifs élèves		
		Filles	Garçons	Total
Ecoles maternelles	EM Atok	20	30	50
	EM Mbama	125	129	254
	EM Akok Maka			35
	EM Mayos			37
	EM Bigoens			17
	EM Ndjinda			32
Ecoles primaires	EPP Atok G1	175	211	386
	EPP Atok G2	168	179	347
	EPP Atok Bilingue	119	107	226

Plan Communal de Développement

Types d'établissements	Nom de l'établissement	Effectifs élèves		
		Filles	Garçons	Total
	EPP Djemb	127	77	204
	EPP Mbama	122	105	227
	EPP Mbama Carrefour	142	84	226
	EPP Akok Maka	152	175	327
	EPP Bidjigue 2	-	-	-
	EPP Bigoens	121	165	286
	EPP Djoum	99	106	205
	EPP Effoulan	108	135	243
	EPP Landa	126	116	242
	EPP Makoungou	112	144	256
	EPP Makok	133	143	276
	EPP Mayos	106	123	229
	EPP Mikoague	82	86	168
	EPP Ngoulmakong	161	89	250
	EPP Ndjinda	95	87	182
	EPP Souombou	85	67	152
	EPP Zoguella	99	84	183

Nous avons une répartition qui varie suivant la zone et l'accès à la route. Il n'y a pas une grande disparité de la scolarité des filles.

Le tableau ci-dessous présente les équipements et le personnel enseignant dans les écoles de la Commune d'Atok.

Tableau 24 : Encadrement et équipement des établissements de la commune.

Type d'écoles	Effectif élèves	Nombres			Ratio		
		Enseignants	Salles de classe	Tables bancs	Elèves/Enseignant	Elève/Salles de classe	Elèves/place assise
Ecole Maternelle	425	13	30	757	32,7	14,2	0,6
Ecole primaire	4615	65	89	1737	71	51,9	2,7
Total	5040	78	119	2494	45,6	42,4	2,0

Globalement les ratios Enseignants/Elèves sont raisonnables. Mais à améliorer avec la nouvelle donne du Covid-19 qui exige une nouvelle répartition des ratios, il faudra penser à l'anticiper surtout dans les écoles publiques urbaines.

La situation des bâtiments des établissements scolaires dans la Commune est présentée dans le tableau.

Tableau 25 : Etat des bâtiments dans les établissements scolaires

Type d'écoles	Bon		Passable		Mauvais		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Ecole Maternelle	9	31	7	24	13	45	29
Ecole primaire	3	20	3	20	9	60	15
Total	12	27	10	23	22	50	44

Nous notons que la moitié des salles de classe de la commune est en mauvais état.

Les types de matériaux des salles de classe dans la commune sont présentés dans le tableau suivant.

Plan Communal de Développement

Tableau 26 : Type de matériaux des bâtiments de l'éducation de base.

Types d'école	Nom de l'établissement	Nombre de salles de classe				Total
		SEKO/BANKO/POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Ecoles maternelles	EM Atok	0	0	0	2	
	EM Mbama	0	1	0	22	
	EM Akok Maka	0	0	0	2	
	EM Mayos	0	0	0	0	
	EM Bigoens	0	0	0	3	
	EM Ntsinda	0	0	0	0	
Ecoles publiques	EPP Atok G1	0	0	0	6	
	EPP Atok G2	0	0	0	0	
	EPP Atok Bilingue	0	0	0	0	
	EPP Djemb	0	0	0	0	
	EPP Mbama	0	0	0	9	
	EPP Mbama Carrefour	0	0	0	0	
	EPP Akok Maka	0	0	0	6	
	EPP Bidjigue 2	0	0	0	4	
	EPP Bigoens	0	0	0	4	
	EPP Djoum	4	0	0	0	
	EPP Effoulan	1	0	1	0	
	EPP Landa	0	0	0	6	
	EPP Makogou	0	3	0	0	
	EPP Makok	0	0	0	10	
	EPP Mayos	0	0	0	6	
	EPP Mikoague	0	0	0	6	
	EPP Ngoulmakong	0	0	0	6	
	EPP Ntsinda	0	5	0	0	
EPP Souombou	0	0	0	6		
EPP Zoguella	0	0	0	6		

La majorité des salles de classe est en durs et sémi-durs.

La situation des aménagements dans les établissements scolaires de la commune d'Atok est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 27 : Situation des aménagements dans les établissements de base de la commune.

Types d'écoles	Nombre d'établissement fonctionnel	Nombre d'écoles disposant					Total
		D'un point d'eau	De latrines	Des bacs à ordures	D'une clôture	Du reboisement	
CPC	06	00		00	00	00	
Ecole maternelle	06	00	06	00	00	00	
Ecole primaire	14	00	14	00	00	02	

4.3.2. Situation de référence du secteur de l'Enseignement secondaire

La situation de référence du secteur de l'Enseignement secondaire est présentée dans le tableau suivant.

Plan Communal de Développement

Tableau 28 : Situation de références des infrastructures du secteur de l'Enseignement secondaire.

Types d'établissement	Urbain		Rural		Total	
	Fonctionnel	Non Fonctionnel	Fonctionnel	Non Fonctionnel	Fonctionnel	Non Fonctionnel
Lycée	01	00	00	00	01	00
CETIC	01	00	00	00	01	00
CES	00	00	01	01	01	01
Total	02	00	01	01	03	01

L'effectif des élèves dans les établissements secondaires est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 29 : Effectifs des élèves dans les établissements secondaires (2019).

Types d'établissements	Nom de l'établissement	Effectifs élèves		
		Filles	Garçons	Total
Etablissements secondaires	Lycée d'Atok	143	157	300
	CETIC d'Atok	67	20	87
	CES de Bigoens	18	22	40

Le personnel et l'équipement des établissements d'enseignement secondaire sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 30 : Encadrement et équipement des établissements d'enseignement secondaire de la Commune d'Atok.

Type d'écoles	Effectif élèves	Nombres			Ratio		
		Enseignants	Salles de classe	Tables bancs	Elèves/Enseignant	Elève/Salles de classe	Elèves/place assise
CETIC	87	18	2	43	4,8	43,5	2,0
Lycée	300	19	4	174	15,8	75	1,7
Total	5467	120	129	2731	45,6	42,4	2,0

La situation actuelle montre que nous avons de bons ratios concernant les salles de classe et les tables-bancs. Cependant, le personnel enseignant reste encore un problème surtout dans de nombreuses matières où le besoin de fait ressentir.

Le tableau suivant présente le type de matériaux de construction des salles de classe des établissements d'enseignement secondaire de Commune d'Atok.

Tableau 31 : Type de matériaux des bâtiments des établissements d'enseignement secondaire de la Commune (2019).

Types d'école	Nom de l'établissement	Nombre de salles de classe				Total
		SEKO/BANKO/POTO POTO	PLANCHE	SEMI-DUR	DUR	
Etablissements secondaires	CES de Bigoens	0	2	2	2	4
	Lycée d'Atok	0	1	0	3	3
	CETIC d'Atok	0	0	0	2	2

Nous notons un manque de salles de classes dans les différents établissements. Celles qui existent pour la majorité sont en planche et sémi-durs.

L'état des bâtiments de ces classes de classe est présenté dans le tableau suivant.

Plan Communal de Développement

Tableau 32 : Etat général des bâtiments en dur des établissements d'enseignement secondaire de la Commune.

Type d'écoles	Bon		Passable		Mauvais		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
CES	0	00	2	50	2	50	4
CETIC	0	00	2	100	0	00	2
Lycée	1	25	2	50	1	25	4

Globalement, l'état des salles de classe est bon à passable.

La situation de l'aménagement des établissements secondaires est présentée dans le tableau suivant.

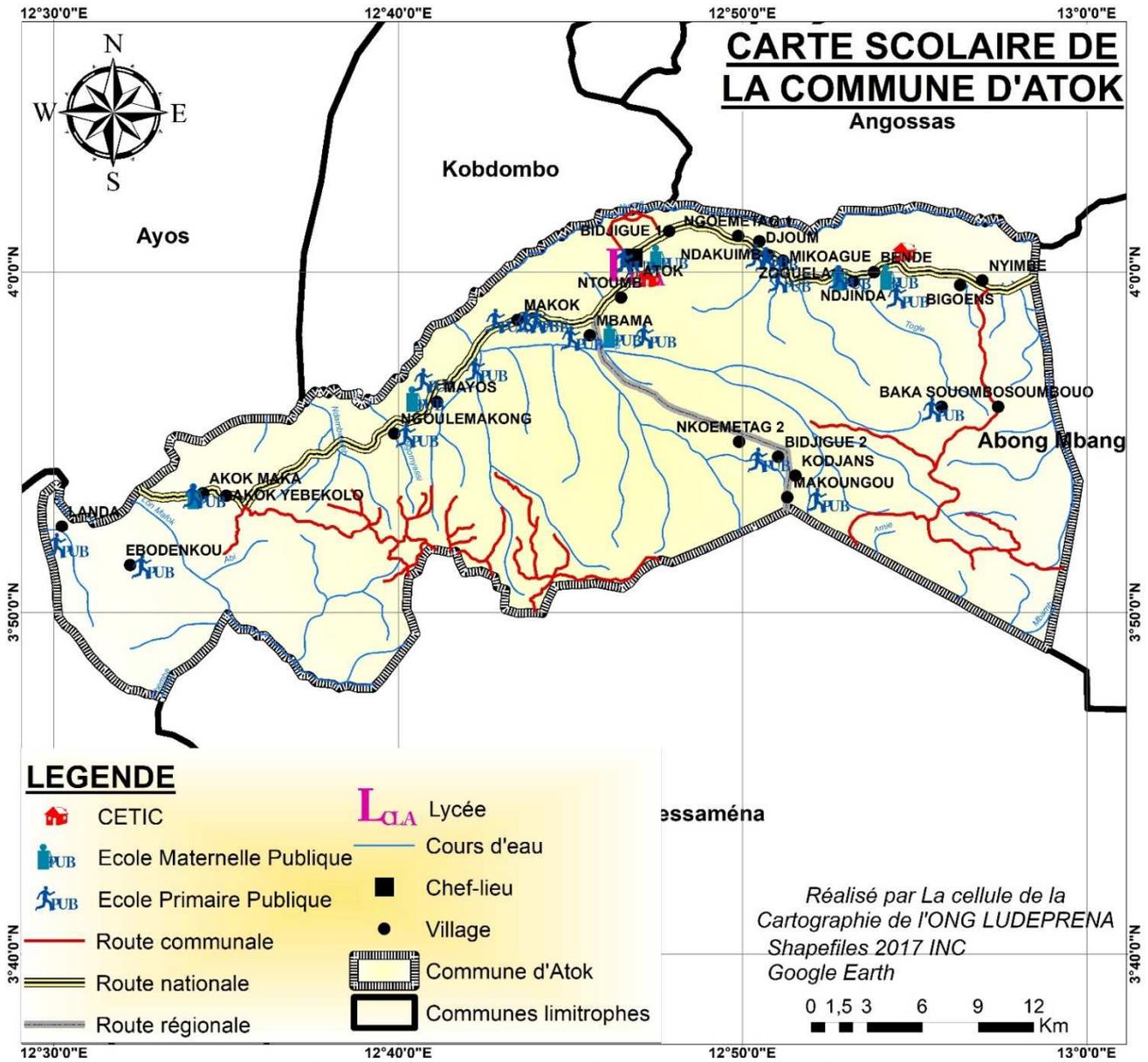
Tableau 33 : Situation de l'aménagement des établissements d'enseignement secondaire de la Commune.

Types d'écoles	Nombre d'établissement fonctionnel	Nombre d'écoles disposant					Total
		D'un point d'eau	De latrines	Des bacs à ordures	D'une clôture	Du reboisement	
CES	01	00	00	00	00	00	01
CETIC	01	00	01	00	00	00	02
Lycée	01	01	01	00	00	00	03



Photo 5 : CES de Bigoens

La carte suivante représente la répartition des établissements scolaires de la commune.



Carte 3 : Carte scolaire de la commune d'Atok.

4.3.3. Situation de référence du secteur Santé

La commune d'Atok est couverte par quatre (donc un privé) formations sanitaires appartenant tous à l'aire de santé d'Abong-Mbang. Le tableau ci-dessous présente ces différentes formations sanitaires.

Tableau 34 : Situation de référence des formations sanitaires dans la Commune d'Atok

Type de formation sanitaire	Urbain	Rural	Total
CMA	01	00	01
CSI	00	02	02
Centre de santé privé	01	00	01
Total	02	02	04

La situation du personnel sanitaire est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 35 : Situation du personnel sanitaire dans la commune

Nom de la structure	Personnel sanitaire						
	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Comis	TOTAL
CMA Atok	01	02	00	01	00	01	05
CSI AKOK-MAKA	00	02	00	01	00	00	03
CSI ZOGUELA	00	01	00	01	00	00	02
TOTAL	01	05	00	03	00	01	10

Nous notons une insuffisance du personnel sanitaire bien que le minimum y soit.

La situation des bâtiments des formations sanitaires de la commune est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 36 : Situation des bâtiments des formations sanitaires de la commune.

FORMATION SANITAIRE	NOMBRE DE BATIMENTS	ETAT DES BATIMENTS		
		BON	PASSABLE	MAUVAIS
CMA Atok	02	02	00	00
CSI Akok Maka	01	00	00	01
CSI Zoguella	01	00	01	00
TOTAL	04	02	01	01

De nouveaux bâtiments ont été construits et réhabilités, d'autres sont en cours.

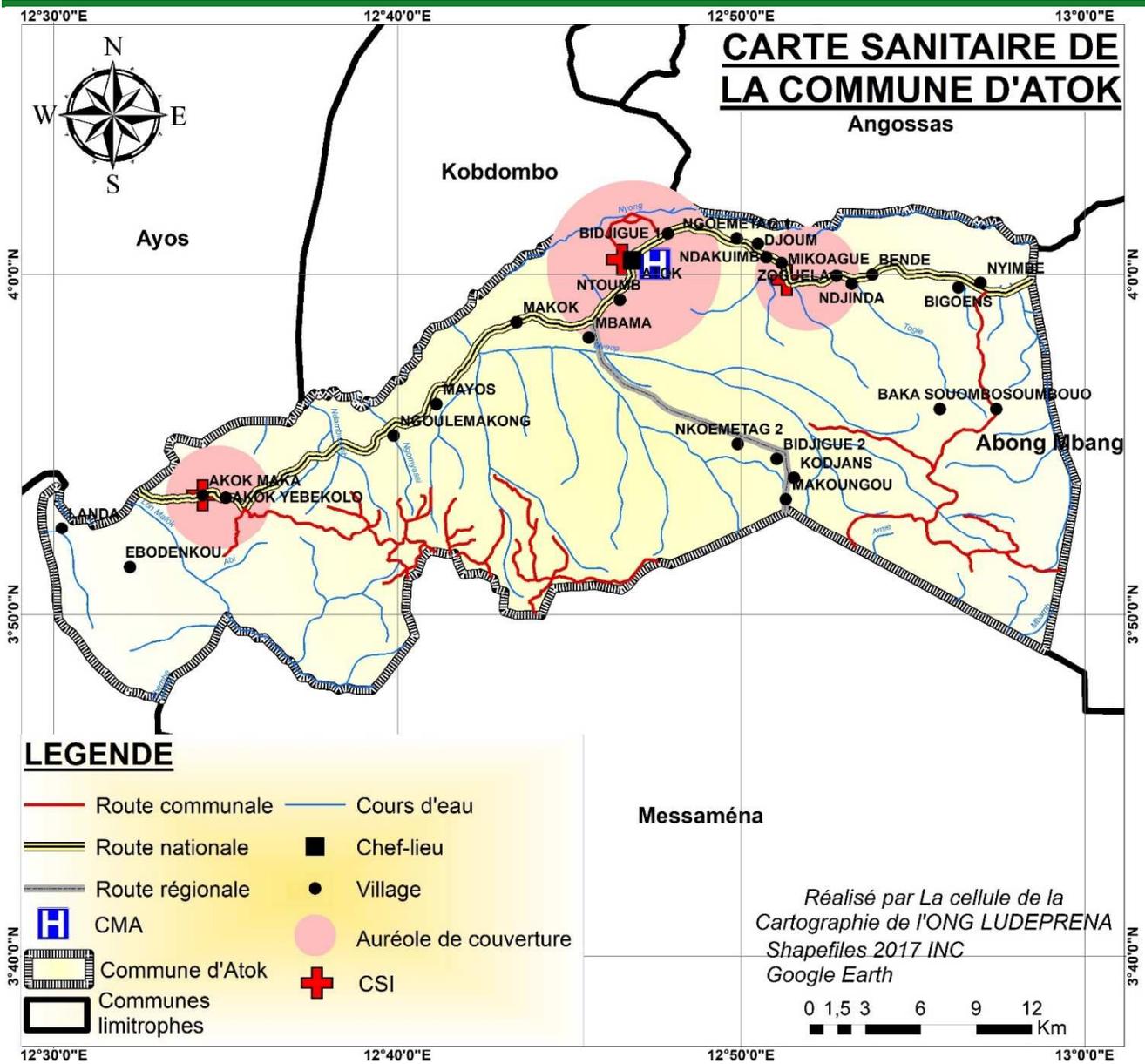
La situation des équipements dans les formations sanitaires est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 37 : Situation des équipements sanitaires dans les formations sanitaires de la commune.

Formation sanitaire	Lit	Laboratoire	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
CMA Atok	4	1	1	1	1
CSI Akok Maka	8	1	1	1	1
CSI Zoguella	5	1	1	1	1
TOTAL	17	3	3	3	3

La répartition des formations sanitaires dans la commune est présentée dans la carte suivante.

Plan Communal de Développement



Carte 4 : Carte sanitaire de la Commune d'Atok



Photo 6 : Centre Médical d'arrondissement d'Atok

4.3.4. Situation de référence des infrastructures hydrauliques

Le tableau suivant présente l'état de fonctionnement des points d'eau potable dans la commune.

Tableau 38 : Situation des points d'eau potables de la commune

Type d'ouvrage	Etat de fonctionnement						Total	
	Bon		Endommagé		A réhabiliter		Urbain	Rural
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
Forages	18	62	2	07	09	31	4	25
Puits	14	44	00	00	18	56	05	27
Source aménagée	00	00	00	00	00	00	00	00
Total	32		02		27		09	52

Nous notons de nombreux points d'eau à réhabiliter dans la commune.

Le tableau suivant présente la répartition des ouvrages hydrauliques dans la commune.

Tableau 39 : Situation de la répartition des ouvrages hydrauliques dans chaque localité

N°	Localisation de l'ouvrage	Population	Points d'eau			Nombre d'ouvrages		
			Forage	Puits moderne	Source aménagée	Non fonctionnels	Fonctionnels	Total
1	Atok	1 132	2	1	0	3	0	3
2	Mbama	1 467	2	3	0	1	4	5
3	Akok Makak	1 091	1	1	0	0	2	2
4	Akok Yebekolo	267	0	1	0	1	0	1
5	Bende	148	0	1	0	1	0	1
6	Bidjigue 1	571	0	2	0	1	1	2
7	Bidjigue 2	901	0	2	0	1	1	2
8	Bigoens	490	1	2	0	1	2	3
9	Djoum	450	5	1	0	4	2	6
10	Ebodenkou	481	2	1	0	0	3	3
11	Kodjans	251	1	2	0	1	2	3
12	Landa	464	0	1	0	1	0	1
13	Makok	1 259	4	1	0	2	3	5
14	Makoungou	229	0	1		1	0	1
15	Mayos	319	1	1	0	0	1	1

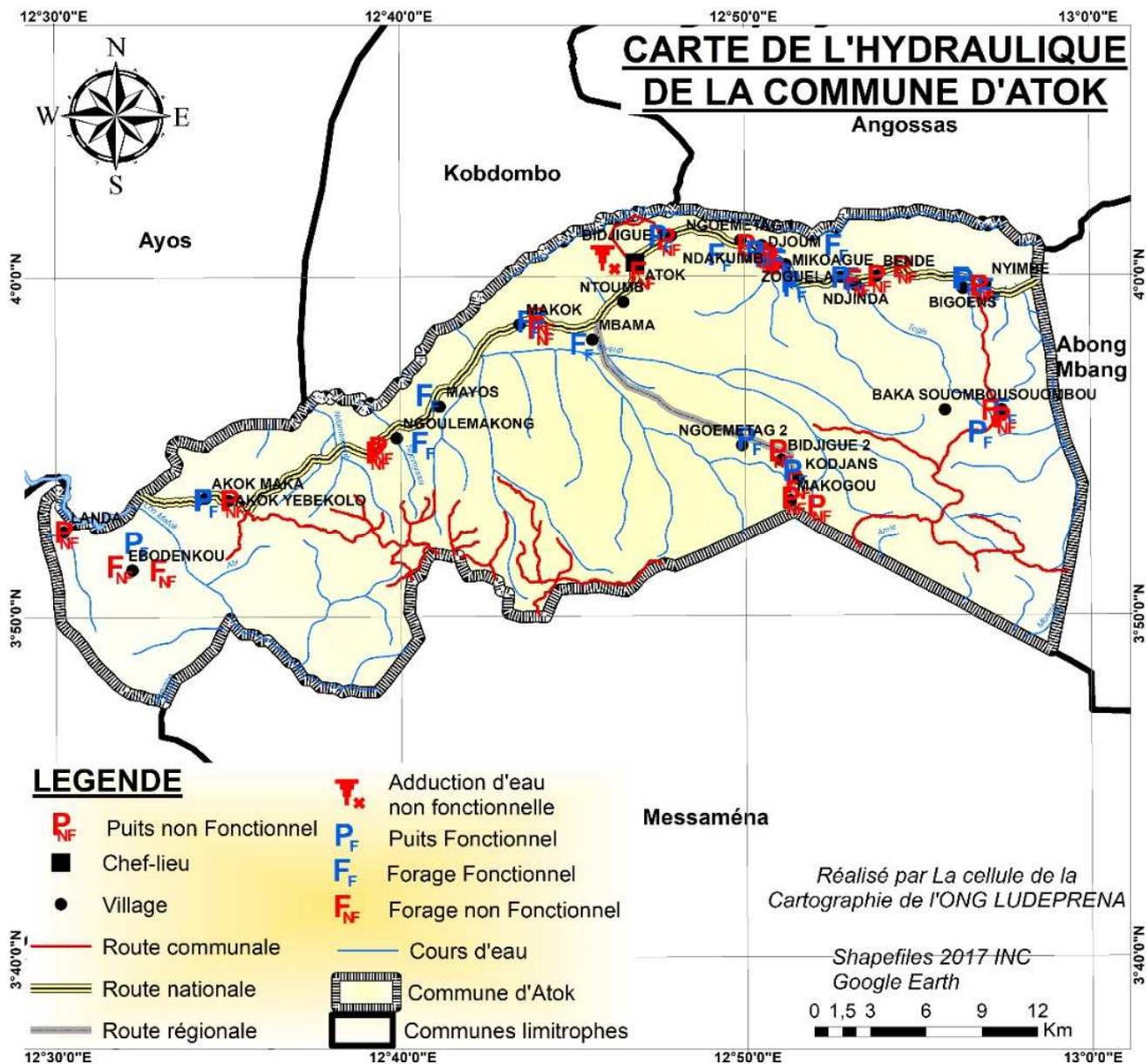
Plan Communal de Développement

N°	Localisation de l'ouvrage	Population	Points d'eau			Nombre d'ouvrages		
			Forage	Puits moderne	Source aménagée	Non fonctionnels	Fonctionnels	Total
16	Mikoague	493	1	0	0	0	1	1
17	Ndakuimb	167	1	2	0	0	3	3
18	Ndjinda	697	2	0	0	1	1	2
19	Ngoemetag 1	70	0	2	0	1	1	2
20	Ngoemetag 2	73	0	1	0	0	1	1
21	Ngoulemakong	490	1	2	0	0	3	3
22	Nyimbe	235	1	1	0	0	2	2
23	Souombou	775	2	3	0	1	4	5
24	Zoguella	350	2	2	0	0	4	4



Photo 7 : Puits à PMH à Atok centre

La répartition des infrastructures hydrauliques est présentée dans la carte suivante.



Carte 5 : Carte hydraulique de la Commune d'Atok

4.3.5. Situation de référence des infrastructures sociales

La situation des infrastructures sociales dans la commune est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 40 : Infrastructures sociales dans la commune

DESCRIPTION	QUANTITÉ	LOCALISATION	ÉTAT	OBSERVATIONS
Foyer	01	Mbama	Passable	/
Foyer	04	Kodjans	Passable	/
Case de l'Action sociale	01	Atok	Passable	Fait office de centre social. Centre faiblement équipé en matériel de bureau et autres
Orphelinat <i>Enfants Espoir</i>	01	Atok	Passable	- Prise en charge des orphelins Baka - L'orphelinat fait face un accès difficile aux moyens financiers. - Elle est en cours de légalisation.



Photo 8 : Case de l'Action sociale d'Atok

4.3.6. Situation de référence des infrastructures routières

Le tableau ci-dessous présente la situation de référence des infrastructures routières.

Tableau 41 : Situation de référence des infrastructures routières

Itinéraire / Axe	Longueur de route (km)	Nombre de village traversés	Type de route
Voirie urbaine	07		En terre
Akok Maka -Nyimbe	58	18	Bitumée
Mbama-Makoungou	18	05	Bitumée
Akok Makak – Ebodenkou - Landa	10	03	En terre avec un pont nouvellement construit sur le bras mort du Nyong
Nyimbe – Souombou	9	02	Terre

La commune dispose donc de 76 km de route bitumée, 19 km en terre et 07 km de voirie urbaine.

La situation de référence des ouvrages de franchissement est présentée dans le tableau suivant.

Plan Communal de Développement

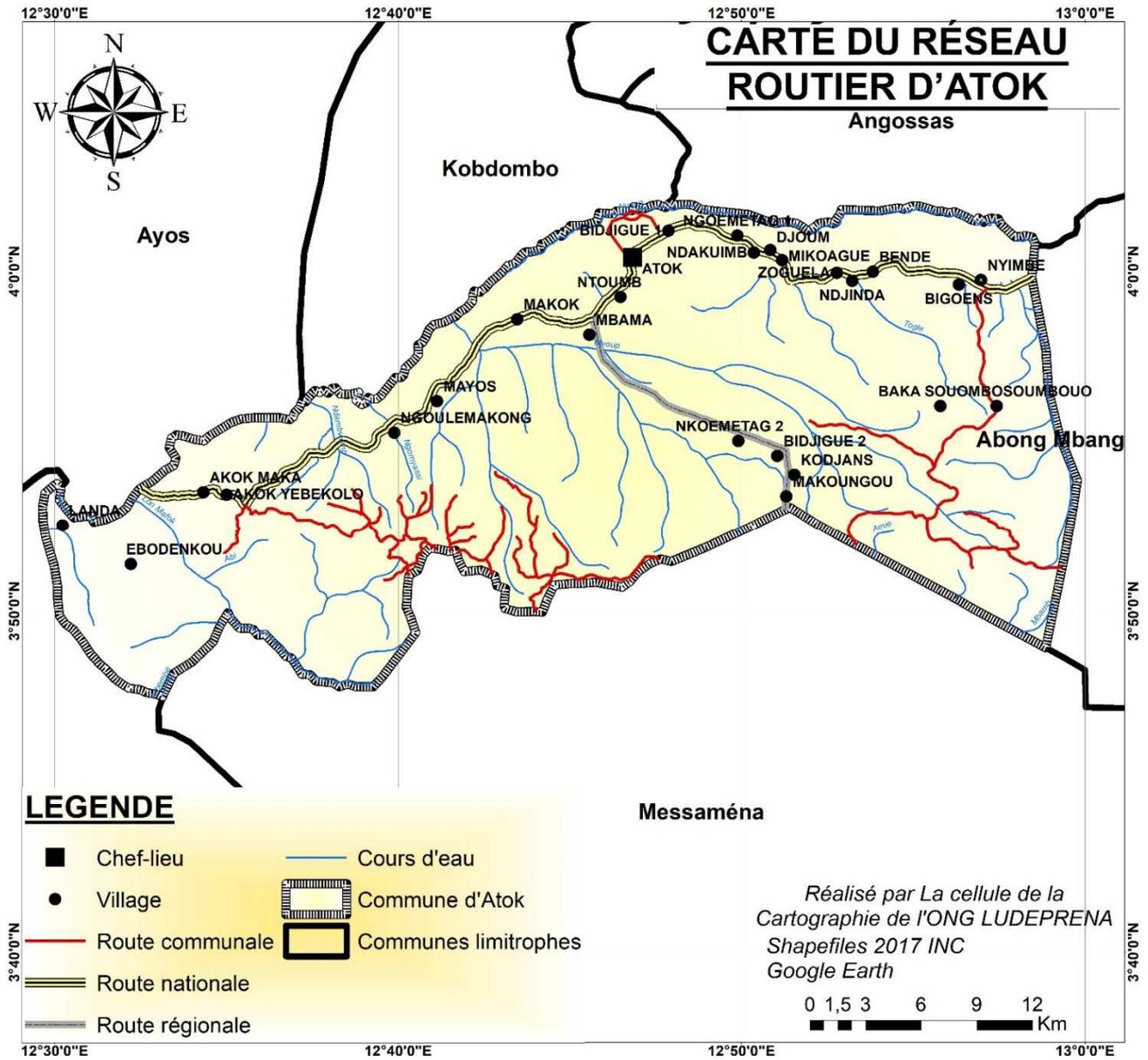
Tableau 42 : Situation de référence des ouvrages de franchissement.

Type d'ouvrage	Nombre d'ouvrages existants	Etat des ouvrages existants					
		Bon		Passable		Dégradé	
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Buses	32	20	62,5	10	31,25	02	06,25
Ponts et Ponceaux	02	01	50	01	50	00	00
Total	34	21		11		02	



Photo 9 : Accès au village Ebodenkou avant la construction du pont sur le bras mort du Nyong.

La répartition des infrastructures routières est présentée dans la carte suivante.



Carte 6 : Carte du réseau routier de la commune d'Atok

4.3.7. Situation de références des infrastructures marchandes

La situation de référence des infrastructures marchandes est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 43 : Infrastructures marchandes de la commune.

Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total	Observations
Marché	02	02	04	Celui de Mbama est construit mais non exploité. De nombreux marchés ne sont pas opérationnels.
Magasin de stockage	01	00	01	
Gare routière	01	00	01	
Aire de séchage	00	01	01	
Parc à camions	01	00	01	
Auberge municipale	01	00	01	En cours de construction

La répartition des infrastructures marchandes est présentée sur la carte suivante.

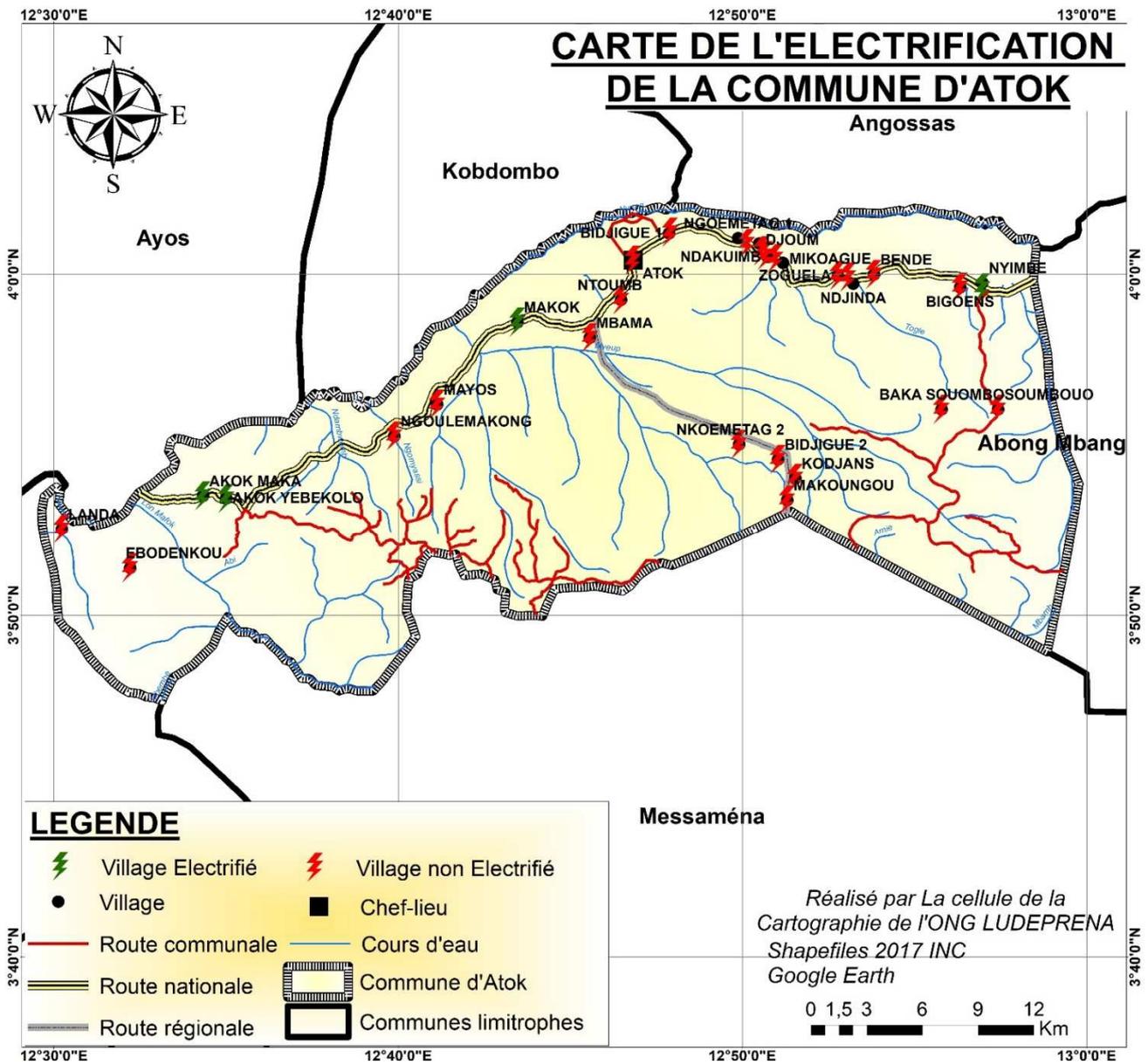
4.3.8. Situation de référence des infrastructures énergétiques.

Le tableau suivant présente les infrastructures énergétiques dans la commune.

Tableau 44 : Infrastructures énergétiques dans la commune.

Types d'énergie	Nombre de villages couverts	Nombre de générateurs/ Centrale photovoltaïque	Nombre de poteaux
Energie électrique (Eneo)	Akok Maka	1	/
Energie solaire	Nyimbe, Souombou, Makok	2	54

La répartition des infrastructures électriques est représentée sur la carte suivante.



Carte 7 : Carte de l'électrification de la Commune d'Atok

Plan Communal de Développement d'Atok

4.3. Principales potentialités de la Commune

Les principales potentialités dont regorgent la Commune sont constitués des forêts, des carrières de sables et de pierre, etc. Celles-ci sont consignées dans le tableau ci-après :

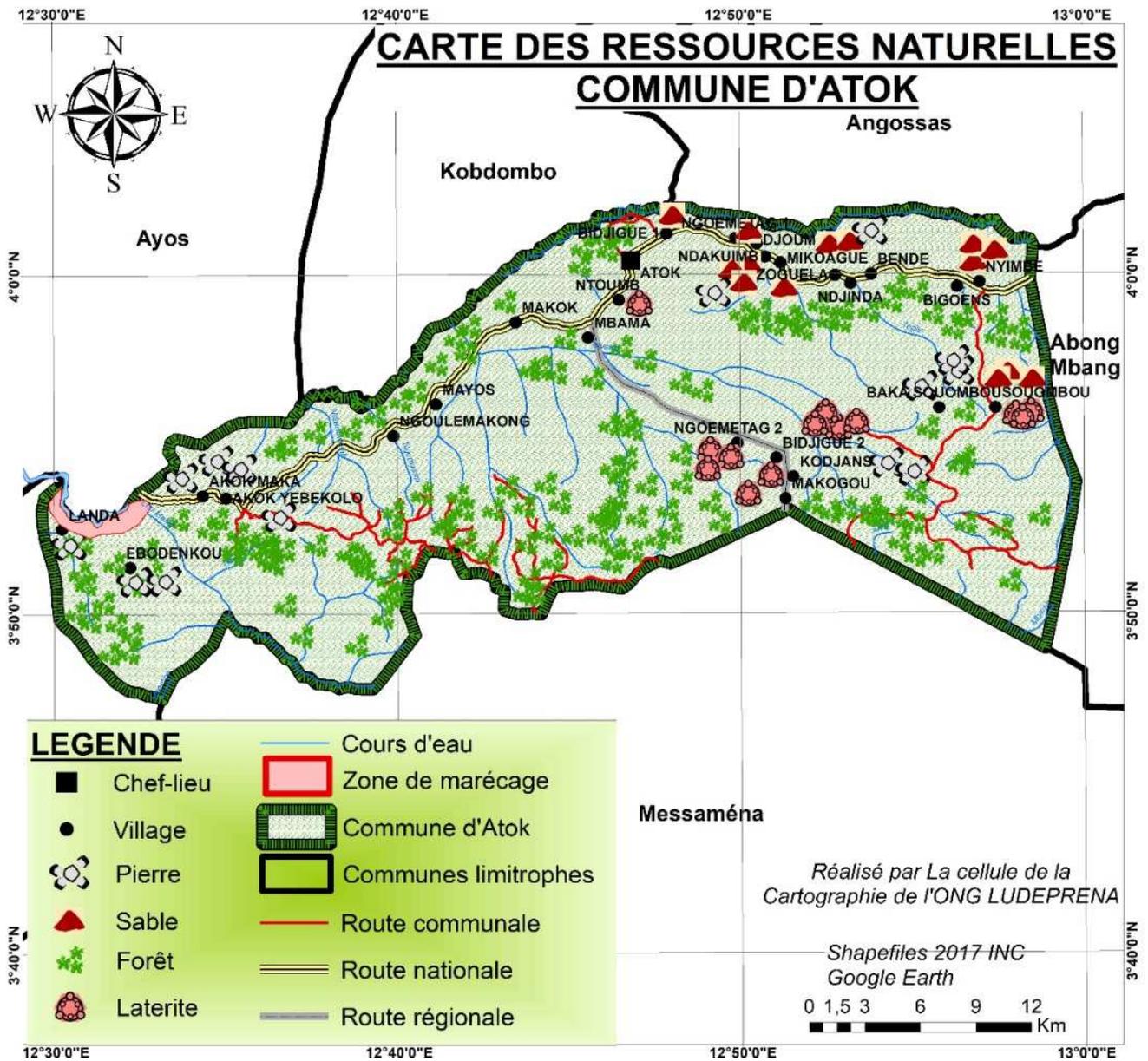
Tableau 45 : Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Mode de gestion	Tendances	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
Cours d'eau	Tous les villages	Présence nombreux cours d'eau	Pêche Riverains et autres pêcheurs	Individuelle	Baisse ou assèchement de certains cours en saison sèche	- Utilisation des produits phytosanitaires - Période de grande crue - Pratique difficile de la pêche	Organisation des pêcheurs traditionnels
Latérite	Ntoumb (02), Bidjigue 2, Kodjans , Nkoemetag2 (01), Sombouo	Présence de nombreux sites	Populations riveraines ou entrepreneurs	Incontrôlée	D'autres produits de carrière de latérite ne sont pas encore exploités	- Utilisation de l'outil rudimentaire pour extraction - Exploitation anarchique des produits de carrière d'une manière occasionnelle - Accès difficile aux zones de produits de carrière de sable	Créer une carrière de latérite
Sable	Djoum , Ngoemetag1 , Ndankuimb (04), Mikoague , Zoguella (03), Nyimbe (03) Sombouo	Présence de grands bancs de sable	- Construction - Entrepreneur - Populations riveraines	Gestion contrôlée et non contrôlée	D'autres produits de carrière sont encore non exploités de façon industrielle	- Exploitation anarchique des produits de carrière d'une manière occasionnelle - Accès difficile aux zones de produits de carrière de sable - Utilisation de l'outil rudimentaire pour extraction	Organisation de l'exploitation des produits de carrière de sable
Pierre	Kodjans , Djoum , Ngoemetag 1, Ndankuimb (01), Sombouo	Existence d'une grande réserve des pierres	- Construction - Entrepreneur	Gestion individuelle	/	- Accès difficile aux produits de carrière de graviers ; - Transformation difficile de la pierre en gravier - Accès difficile aux zones de produits de carrière de pierre	Octroi d'une licence d'exploitation de la pierre
Terres cultivables	Tous les villages	Grands espaces non encore cultivés en zone rurale	Cultures vivrières et de rentes	Gestion individuelle	Légère diminution des terres cultivables	- Mauvaise technique culturales ; - Dévastation des cultures par les bêtes	Délimitation des espaces agropastoraux

Plan Communal de Développement

Ressources naturelles	Localisation	Potentiels	Utilisation / Utilisateurs	Mode de gestion	Tendances	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
						- Accès difficile aux terres cultivables en milieu urbain	
Forêts	Tous les villages	Présence des essences de bois blanc non exploité	Travaux de bâtiment et bois de chauffage Pharmacopée	Gestion incontrôlée	Création d'une forêt communale	Exploitation anarchique	Créer une forêt communale

La carte ci-dessous présente la répartition des ressources naturelles dans la commune.



Carte 8 : Ressources naturelles de la Commune d'Atok

Plan Communal de Développement d'Atok

4.4. Synthèse des données collectées sur la petite enfance

La petite enfance est la tranche d'âge de la population formée des enfants de 0 à 18 ans selon la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant. Dans le cadre de la planification au Cameroun, elle est de 0 à 14 ans, de 0 à 6 ans selon l'UNICEF et de 0 à 8 ans selon l'UNESCO.

4.4.1. Population de la petite enfance

La population de la petite enfance est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 46 : Population de la petite enfance

N°	Village/quartier	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,90%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,30%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,40%)	Adolescents (12-18 ans) (18,50%)	Population des jeunes (34,70%)
1	ATOK	1 132	121	191	71	265	209	393
2	MBAMA	1 467	157	248	92	343	271	509
3	AKOK MAKAKA	1 091	117	184	69	255	202	379
4	AKOK YEBEKOLO	267	29	45	17	62	49	93
5	BENDE	148	16	25	9	35	27	51
6	BIDJIGUE 1	571	61	96	36	134	106	198
7	BIDJIGUE 2	901	96	152	57	211	167	313
8	BIGOENS	490	52	83	31	115	91	170
9	DJOUM	450	48	76	28	105	83	156
10	EBODENKOU	481	51	81	30	113	89	167
11	KODJANS	251	27	42	16	59	46	87
12	LANDA	464	50	78	29	109	86	161
13	MAKOUNGOU	229	25	39	14	54	42	79
14	MAKOK	1 259	135	213	79	295	233	437
15	MAYOS	319	34	54	20	75	59	111
16	MIKOAGUE	493	53	83	31	115	91	171
17	NDAKUIMB	167	18	28	11	39	31	58
18	NDJINDA	697	75	118	44	163	129	242
19	NGOULEMAKONG	490	52	83	31	115	91	170
20	NGOEMETAG 1	70	7	12	4	16	13	24
21	NKOEMETAG 2	73	8	12	5	17	14	25
22	NTOUMB	133	14	22	8	31	25	46
23	NYIMBE	235	25	40	15	55	43	82
24	SOUOMBOU	775	83	131	49	181	143	269
25	ZOGUELA	350	37	59	22	82	65	121
	TOTAL POPULATION DE LA COMMUNE	13 003	1 391	2 198	819	3 043	2 406	4 512

Plan Communal de Développement

Cette tranche de la population est assez présente dans la commune.

4.4.2. Synthèse de la situation de la petite enfance.

Prenant en compte les besoins des enfants de la tranche d'âge susdite, elle a pour objectif de réduire la mortalité infantile, de combattre les maladies, d'assurer l'éducation primaire pour tous et d'assurer un environnement humain durable. Le tableau ci-dessous met en exergue les besoins de la petite enfance selon les besoins afférents :

Tableau 47 : Matrice de la petite enfance

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution	
		Nombre total	Couvert	Écart	Acteurs					Justification des écarts
1	Vaccination (0-11 mois)	696	348	50%	<ul style="list-style-type: none"> - CMA d'Atok - Centres de santé intégrés publics et privés ; - Relais communautaires de santé ; - Agents de vaccination - Parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Refus de certains parents de faire vacciner leur(s) enfant(s) ; - Ignorance de certains parents ; - Déplacement des parents - Retard des vaccins - Inexistence de réfrigérateur dans les CSI ; - Eloignement du centre de santé existant 	Assurer une meilleure couverture vaccinale	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des plans de suivi des politiques nationales afin d'améliorer la couverture vaccinale - Fourniture aux services de santé des équipements - Sensibilisation des parents sur l'importance de la vaccination - Acquisition des réfrigérateurs dans les formations sanitaires ; - Plaidoyer pour l'envoi à temps des vaccins ; - Accentuation des campagnes du PEV 	- MINSANTE - MINAS	<ul style="list-style-type: none"> - OMS - PEV - UNICEF - PLAN - ONG
2	Vaccination (1-5 ans)	2198	659	70%	<ul style="list-style-type: none"> - CMA d'Atok - Centres de santé intégrés 	<ul style="list-style-type: none"> - Refus de certains parents de faire vacciner leur(s) 	Assurer une meilleure	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des plans de suivi des politiques nationales afin 	- MINSANTE - MINAS	<ul style="list-style-type: none"> - OMS - PEV - UNICEF

Plan Communal de Développement

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution	
		Nombre total	Couvert	Écarts	Acteurs					Justification des écarts
					publics et privés - Relais communutaires de santé - Agents de vaccination - Parents	enfant(s) ; - Ignorance de certains parents ; - Déplacement des parents ; - Retard des vaccins ; - Inexistence de réfrigérateur dans les CSI ; - Eloignement du centre de santé existant	couverture vaccinale	d'améliorer la couverture vaccinale ; - Fourniture aux services de santé des équipements ; - Sensibilisation des parents sur l'importance de la vaccination ; - Acquisition d'un réfrigérateur ; - Plaidoyer pour l'envoi à temps des vaccins ; - Accentuation des campagnes du PEV	- PLAN - ONG	
3	Education préscolaire (4-5 ans)	819	492	328	- IAEB - DDMINEDUB - Ecoles publiques - MAIRIE - ELITE - parents	- Forte insuffisance d'écoles maternelles ; - Insuffisance de moyens financiers ; - Négligence des parents ; - Eloignement des écoles maternelles existantes	Faciliter l'accès à l'éducation préscolaire	- Sensibilisation sur l'importance de l'éducation préscolaire ; - Création, construction et équipement d'une école maternelle à Kodjans, Nkoemetag2, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Zoguella ; - Création des CPC ; - Affectation du personnel enseignant	- Parents - MINEDUB - PNDP - CC	- ONG - UNICEF - DD MINEDUB
				40,00%						
4	Education scolaire (6-14 ans)	3 043	2 434	609	- IAEB - DDMINEDUB - Ecoles publiques	- Insuffisance d'écoles primaires ; - Eloignement de certaines écoles	Faciliter l'accès à l'éducation scolaire	- Création, construction et équipement d'une école primaire à Ntoub, Kodjans,	- Parents - DDMINEDUB - PNDP - CC	- ONG - UNICEF - MINEDUB
				20%						

Plan Communal de Développement

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution	
		Nombre total	Couvert	Écarts	Acteurs					Justification des écarts
					<ul style="list-style-type: none"> - MAIRIE - CHEF - ELITE - Parents 	primaires publiques ; - Mauvais état des salles de classe ; - Insuffisance du personnel enseignant ; - Absentéisme des enseignants affectés ; - Négligence des parents		Nkoemetag2, Ndankuimb ; - Construction de 06 blocs de salles (13) de classe à l'école primaire ; - Affectation d'enseignants à l'EP primaire de Zoguella		
5	Enregistrement des de naissances (0-14 ans)	6 632	2 984	3 647 55%	<ul style="list-style-type: none"> - Centre d'état civil secondaire - Officier d'état civil - Mairie - Chef du village - Parents 	- Ignorance des procédures d'établissement d'actes de naissance ; - Conflits familiaux ; - Eloignement du centre d'état civil ; - Négligence de certains parents	Etablir la citoyenneté à tous les enfants et faciliter leur scolarisation	- Elaboration d'un fichier d'enfants sans actes de naissance ; - Sensibilisation des parents sur la nécessité d'établir les actes de naissance à leurs enfants deux (02) mois après leur naissance ; - Recensement des enfants sans acte de naissance pour établissement des jugements supplétifs ; - Création d'un centre secondaire d'état civil à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Mikoague, Zoguella, Campement Baka	<ul style="list-style-type: none"> - MINAS - Mairie - Centre d'état civil secondaire - Officier d'état civil - Chef du village - Parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous préfecture d'Atok - Directeur d'écoles maternelles et primaires

Plan Communal de Développement

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution	
		Nombre total	Couvert	Écarts	Acteurs					Justification des écarts
							(Sombouo), Sombouo ; - Organisation d'une opération d'établissement d'acte de naissance dans tous les villages			
6	Nutrition (0-14 ans)	6 632	3 647	5174 78,03%	- Parents - Chefs de village - CMA d'Atok - Centres de santé intégrés publics et privés	- Ignorance des méthodes de nutrition infantile ; - Insuffisance des moyens financiers ; - Négligence ; - Éloignement des points d'approvisionnement d'aliments nutritifs	Assurer aux enfants une alimentation variée et équilibrée en quantité et en qualité	- Équipement des CSI en stocks suffisants de vitamines et suppléments nutritifs ; - Sensibilisation des parents sur l'importance des aliments nutritifs et de la nutrition infantile	- MINSANTE - MINAS - CSI privés et publics	- OMS - ONG
7	Protection contre le Paludisme (0-14 ans)	6 632	3 714	2 918 44%	- Parents - Chefs de village - CMA d'Atok - Centres de santé intégrés publics et privés	- Négligence des parents ; - Faible assainissement des abords des maisons ; - Non-respect du délai de distribution des moustiquaires ; - Existence des eaux stagnantes	Réduire la charge palustre dans la commune	- Organisation de la campagne de distribution des MILDA dans tous les villages ; - Assainissement des alentours des maisons ; - Utilisation permanente et constante des moustiquaires imprégnées chaque soir ; - Sensibilisation des parents sur l'usage régulier des	- Parents - MINSANTE - CSI	- OMS - Plan international

Plan Communal de Développement

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution	
		Nombre total	Couvert	Écarts	Acteurs					Justification des écarts
							moustiquaires imprégnées			
8	Protection contre le VIH/SIDA (0-14 ans)	6 632		0	<ul style="list-style-type: none"> - Parents - Chefs de village - CSI privés et publics - CMA d'Atok - Centres de santé intégrés publics et privés 	Accès difficile aux statistiques	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la protection des enfants et améliorer la prise en charge totale ou partielle des OEV 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des séances de dépistages et de prise en charge des OEV atteints du VIH/SIDA ; - Sensibiliser les parents sur les règles de prévention du VIH/SIDA ; - Sensibilisation des parents sur les avancées de la prise en charge de Personnes VIH/SIDA par l'Etat du Cameroun 	<ul style="list-style-type: none"> - CMA d'Atok - CSI publics et privés 	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - ONG - MAIRIE
9	Accès à l'Eau, hygiène et assainissement (0-14 ans)	6 632	3 780	43%	<ul style="list-style-type: none"> - Parents - Chefs de village - ONG - MINSANTE 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de points d'eau potable - Faible assainissement des alentours des maisons et routes - Mauvais état des latrines - Utilisation des latrines non conventionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer aux enfants un environnement sain et l'accès aux infrastructures en eau stables 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des populations sur les techniques de potabilisation de l'eau ; - Assainissement des alentours des maisons ; - Construction de 18 forages équipés d'une pompe à motricité humaine ; - Aménagement des latrines ; - Aménagement des 	<ul style="list-style-type: none"> - CMA d'Atok - CSI publics et privés 	<ul style="list-style-type: none"> - MINEE - MINSANTE

Plan Communal de Développement

N°	Besoins	État des lieux				Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables	Partenaires d'exécution
		Nombre total	Couvert	Écarts	Acteurs				
							sources d'eau ; - Réhabilitation des points d'eau en panne (forages et puits)		

De ce tableau, nous notons un taux de vaccination moyenne, due surement aux différents déplacements de population. En ce qui concerne l'éducation, nous notons que de nombreux enfants n'ont pas encore accès aux infrastructures préscolaires car faiblement présentes dans la commune. Les enregistrements des naissances restent encore faibles. La nutrition infantile des enfants reste encore peu équilibrée en qualité et en quantité. L'accès à l'eau potable reste encore un réel problème.

4.5. Synthèse des données sur les populations autochtones (Pygmées)

Les populations autochtones dans la commune d'Atok sont essentiellement des baka. Ils vivent dans les 02 campements (Zoguella et Souombou), mais aussi avec le reste des autres peuples bantous.

Les populations bakas de la commune d'Atok restent vulnérables et soumises à de nombreuses difficultés dans leurs activités. Le tableau suivant présente les difficultés rencontrées par ces populations au quotidien.

Plan Communal de Développement d'Atok

Tableau 48 : Synthèse de la situation des populations pygmées de la commune d'Atok

N°	Composante	Problèmes rencontrés	Besoins et idées de projet
1.	Education	⇒ Insuffisance de moyens pour scolarisation	⇒ Appuis à la scolarisation des jeunes Baka de Souombou et Zoguella ⇒ Assurer l'acquisition des fournitures et manuels scolaires au profit des élèves Pygmées inscrits dans les écoles primaires et secondaires de la commune
2.	Santé	⇒ Insuffisance de point d'eau dans les campements pygmées ⇒ Faible accès aux soins de santé ⇒ Insuffisance de connaissance sur les IST, MST et VIH/SIDA ⇒ Faible pratique de l'hygiène	⇒ Former deux (02) relais de santé communautaire pygmée dans les campements de Souombou et les doter de médicaments de première nécessité ; ⇒ Organiser des campagnes de sensibilisation et de dépistage du VIH/SIDA et de la tuberculose dans les campements Baka ; ⇒ Organiser des campagnes d'hygiène et d'assainissement (au moins 02 campagnes par an) dans les campements Baka ; ⇒ Formation et encadrement des accoucheuses traditionnelles dans les différents campements bakas.
3.	Citoyenneté	⇒ Insuffisance de connaissance sur l'importance de l'enregistrement des naissances ⇒ Insuffisance de connaissance sur l'importance des CNI	⇒ Faciliter l'établissement des pièces officielles aux populations pygmées : Cartes Nationales d'Identité (CNI) et actes de naissance ; ⇒ Assurer annuellement l'organisation d'un (01) atelier de sensibilisation des populations pygmées à la citoyenneté dans les campements ; ⇒ Mettre en place un système efficace d'enregistrement des naissances à travers les accoucheuses traditionnelles dans les campements Baka ; ⇒ Organiser dans la ville d'Atok des festivités socioculturelles à l'occasion de la journée internationale des Peuples Autochtones ; ⇒ Sensibilisation des bantous voisins sur le respect de la personne pygmées en vue de diminuer leur marginalisation.
4.	Sécurisation foncière	⇒ Insécurité foncière des espaces occupés	⇒ Faciliter les échanges entre Pygmées et Bantous pour consolider les acquis des populations pygmées concernant les droits de propriété foncière dans les campements de Baka.
5.	Agriculture Elevage, pêche	⇒ Insuffisance d'encadrement des populations pygmées dans les activités agropastorales	⇒ Suivre et former les populations pygmées de Souombou dans les différentes plantations mises en place ; ⇒ Assurer la constitution d'un corps de moniteurs agricoles pygmées (sélection, formation, suivi-accompagnement) ; ⇒ Vulgariser auprès des pygmées les opportunités de financement agricole et les modalités d'accès ; ⇒ Appuyer la mise en place des exploitations familiales agropastorales pérennes par les peuples pygmées.

Plan Communal de Développement d'Atok

4.6. Economie locale

La synthèse de l'économie locale de la Commune d'Atok est mise en exergue dans le tableau suivant :

Tableau 49 : Économie locale de la Commune d'Atok

Secteurs	Activités	Institutions	Potentialités	Acteurs	Ressources naturelles	Difficultés	Attentes
Agriculture	Pratique de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Délégation Départementale d'Agriculture et du Développement Rural - Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural - Poste Agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un poste agricole ; - Existence de nombreux programmes accompagnant les agriculteurs ; - Bonne écoute des besoins de la Région de l'Est 	Organisations paysannes (GIC, coopérative, fédération, etc.) PCP-ACEFA	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de grandes terres cultivables - Présence de nombreux cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible encadrement des agriculteurs ; - Attaque des plantes par les maladies et animaux des plantes charançons ; - Méconnaissance des techniques modernes d'agriculture ; - Baisse de la production et de la fertilité du sol ; - Agriculture de subsistance ; - Faible encadrement des agriculteurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des postes agricoles ; - Réorganisation de l'activité agricole ; - Réhabilitation des infrastructures agricoles ; - Amélioration des voies d'accès dans les bassins de production ; - Création des agropoles ; - Acquisition des unités de transformation ; - Acquisition des aires de séchages
Élevage	Elevage	-Délégation d'Arrondissement d'Élevage, Pêches et Industries Animales	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un centre zootechnique - Pratique de l'élevage artisanale (porcs, bovins, poulets) à Ntomb, Makogou, Mikoague 	Responsables des services déconcentrés de l'État	<ul style="list-style-type: none"> -Terres cultivables -Cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de l'élevage de subsidence -Faible production animale et halieutique - Perte animalière - Baisse des revenus des ménages - Faible identification des éleveurs par les services d'encadrement - Faible organisation des éleveurs - Inexistence d'un GIC d'éleveurs - Insuffisance des formations octroyées aux éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un abattoir et d'un parc à bétail - Appui financier aux éleveurs

Plan Communal de Développement

Secteurs	Activités	Institutions	Potentialités	Acteurs	Ressources naturelles	Difficultés	Attentes
						- Insuffisance d'appui octroyé aux éleveurs	
	Pêche et aquaculture		<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un centre zootechnique - Pratique de la pêche artisanale à Ntomb, Djoum, Mikoague - Existence de 14 étangs piscicoles non équipés) Nyimbe 				<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un fumoir - Expansion de la création des étangs piscicoles
Industrielle	Secondaire	/	<ul style="list-style-type: none"> -Présence des cours d'eau (Nyong) ; -Présence des terres cultivables ; -Terres fertiles ; -Position géographique de la Commune par rapport à deux (02) grandes métropoles (Yaoundé et Bertoua) 	/	Cours d'eau Nyong	<ul style="list-style-type: none"> - Accès difficile à l'énergie électrique - Baisse niveau d'eau du Nyong 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification de tous les villages - Aménagement des points d'eau potable
Commerce	Tertiaire	/	<ul style="list-style-type: none"> -Populations actives ; -Position géographique de la Commune. 	Transporteurs, Commerçants	/	<ul style="list-style-type: none"> - Faible construction des toilettes dans les commerces (bars, marchés, etc) - Inexistence de points d'eau au marché - Insuffisance de boutiques au marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification de tous les commerçants - Création d'une association des commerçants - Programmation des campagnes de ventes promotionnelles des produits de premières nécessités - Fonctionnement effectif du parc à camion
Mines et Industries	Gestion des carrières		<ul style="list-style-type: none"> - Existence de nombreux sites de carrières - Existence de nombreux cours d'eau - 	Populations	Présence de nombreux sites de pierre - Cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux voies d'accès ; - Faible organisation des exploitants de carrière ; - Faible équipement des exploitants de carrière ; 	

Plan Communal de Développement

Les activités économiques sont peu intenses. La population de l'espace urbain de la Commune pratique essentiellement l'agriculture. Cependant, on note aussi la pratique d'autres activités telles que : le petit Commerce, la chasse, la pêche, l'élevage et l'artisanat et la pisciculture.

4.7. Synthèse des données sur les changements climatiques

Les changements climatiques renvoient aux caractéristiques météorologiques (paramètres moyens, variabilité) en un endroit donné au cours du temps : réchauffement ou refroidissement. À l'échelle communale, il est résumé dans le tableau suivant :

Tableau 50 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux Changement climatiques

SECTEUR	UNITÉ D'EXPOSITION	TENDANCE	EFFETS BIOPHYSIQUES	EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES	NIVEAU DE RISQUE	POTENTIEL LOCAL POUR RESOUDE LE PROBLÈME	SOLUTIONS ENVISAGEABLES	VILLAGES CONCERNÉS
AGRICULTURE	Plaines	-Élévation des températures -Baisse de la pluviométrie	-Baisse de la production agricole -Destruction des plantes par les insectes -Assèchement des plantes	-Baisse des revenus -Baisse du rendement agricole -Éloignement des postes agricoles -Perturbation du calendrier agricole	Faible	-Pratique de l'agriculture -Existence de nombreux agriculteurs -Pratique de la jachère	-Formation et encadrement des agriculteurs -Rotation des cultures -Utilisation d'un outillage moderne -Utilisation des techniques modernes -Dotation des intrants	Tous les villages
ÉLEVAGE	Plaines	-Élévation des températures -Baisse de la pluviométrie	Eau : -Baisse du débit de l'eau Assèchement des cours d'eau	-Décès des bêtes -Baisse de la production -Baisse du rendement -Prolifération des maladies -Baisse de la taille du cheptel	Faible	Faible	-Formation et encadrement des éleveurs -Construction des fermes avicoles et des porcheries -Prise de contact avec un vétérinaire -Vaccination des animaux	Tous les villages
PÊCHE	Plaines	Faible pluviométrie -Élévation des températures	Eau : tarissement, inondations Assèchement des cours d'eau	-Faible revenu production halieutique -Faible production halieutique -Arrêt de la production halieutique -Disparition de certaines espèces halieutiques	Faible	Faible	-Changement des techniques traditionnelles en modernes -Formation des éleveurs -Dotation du matériel de pêche	Djourn, Ngoemetag I, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella
ENVIRONNEMENT	Plaines	-Hausse des températures -Baisse de la pluviométrie	-Déforestation -Coupage abusif des arbres -Existence des feux de brousse	-Disparition des espèces fauniques et forestière	Faible	Faible	-Création des espaces verts : -Création des pépinières forestières	Tous les villages
TRAVAUX PUBLICS	Plaines	-Vents violents de -Augmentation la pluviométrie -Érosion	Sol : érosion, dégradation de la route Végétation : déforestation	-Détérioration de la route -Existence des nids de poule -Existence de bourbiers -Ralentissement de l'économie locale	Faible	Faible	-Reprofilage de la route avec revêtement de la latérite	Tous les villages

Plan Communal de Développement

SECTEUR	UNITÉ D'EXPOSITION	TENDANCE	EFFETS BIOPHYSIQUES	EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES	NIVEAU DE RISQUE	POTENTIEL LOCAL POUR RESOUE LE PROBLÈME	SOLUTIONS ENVISAGEABLES	VILLAGES CONCERNÉS
EDUCATION DE BASE	Plaines	-Vents violents de la pluviométrie	- Destruction des bâtiments - Déchirures des toitures	-Détérioration des salles de classe -Insuffisance des salles de classe	Faible	Existence des salles de classe en bon état	-Réaménagement des salles de classe endommagées -Construction des salles de classe	Makogou, Ntoub, Souombou,
SANTÉ	Plaines	-Élévation des températures -Baisse de la pluviométrie	-Tarisement des cours d'eau	-Perte en vies humaines -Taux de mortalité élevé -Recours à l'auto médication	Faible	-Recours à la pharmacopée	-Construction d'un centre de santé	Kodjans, Djoum, Ndankuimb, Souombou, Nyimbe
							-Approvisionnement du relai communautaire	AKOK-YEBEKOLO
EAU	Plaines	-Élévation des températures -Baisse de la pluviométrie	-Prolifération des maladies hydriques -Consommation des eaux souillées- Abandon des points asséché	-Insuffisance des points d'eau -Éloignement de la nappe phréatique -Envahissement des sources par les eaux de pluies		-Aménagement des sources d'eau existantes	-Sensibilisation des populations sur les techniques de potabilisation de l'eau -canalisation des eaux de pluie -Construction des forages -Sensibilisation de la population sur les risques de consommation des eaux souillées -Aménagement des sources	Tous les villages
							-Réhabilitations des forages endommagés	Nyimbe, Akok-Yebekolo, Mikoague

Nous notons globalement que la Commune subit les effets des changements climatiques. Ceci a donc une incidence certaine sur la détérioration de la qualité de vie au quotidien.

4.8. Principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur

Les tableaux suivants présentent par secteur des données consolidées relatives aux problèmes, causes et effets dans la commune d'Atok.

Plan Communal de Développement

Tableau 51 : Problèmes consolidés du secteur AGRICULTURE

Effets			Problème central	Causes				Atouts		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4			
Baisse de la production	Faible évaluation des productions	Éloignements des bassins de production	Difficulté à pratiquer une agriculture rentable	Difficultés liées à la préproduction	Difficulté d'accès aux terres cultivables	Eloignement des bassins de production	Faible pratique de l'agriculture intensive	- Présence d'un poste agricole		
						Faible équipement du poste agricole	Pratique des techniques culturelles archaïques			
					Faible encadrement des agriculteurs	Insuffisance du personnel pour toute la commune	Abandon des agriculteurs			
						Insuffisance des postes agricoles	Eloignement des structures d'encadrement			
Abandon des plantations	Découragement des agriculteurs	Faible rendement agricole		Difficulté à pratiquer une agriculture rentable	Difficultés liées à la production	Faible formation des organisations paysannes	Faible maîtrise des rôles des délégués agricoles		Faible fonctionnement des organisations paysannes	- Présence d'un poste agricole
						Inexistence d'une maison de planteur	Eloignement des structures d'approvisionnement		Outillage rudimentaire	
						Faible utilisation des produits phytosanitaires	Éloignement des points de ravitaillement des produits phytosanitaires, intrants et semences		Attaque des plantes par les maladies et animaux	
							Inexistence des BVPH			
			Difficulté à pratiquer une agriculture rentable		Difficultés liées à la production	Faible utilisation des semences améliorées	Utilisation des semences traditionnelles	Faible production des plants	- Présence d'un poste agricole	

Plan Communal de Développement

Effets			Problème central	Causes				Atouts
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
Découragement des agriculteurs	Grosse perte de production	Pourriture des produits agricoles			Technique culturale ancestrale inefficace	Destruction des écosystèmes	Pratique de la culture itinérante sur brûlis	
					Faible utilisation des engrais	Perte de la productivité à certains endroits	Faible pratique de la jachère	
					Jeunesse abandonnant de plus en plus l'agriculture	Vieillessement de la main d'oeuvre	Faible extension des plantations	
					Faible appui des agriculteurs	Utilisation d'un matériel agricole rudimentaire	Insuffisance des moyens financiers	
Faible revenu des ménages	Accentuation de la pauvreté	Faible production agricole		Difficultés liées à la postproduction	Difficulté à conserver les produits agricoles	Insuffisances des magasins de stockage	Contamination des récoltes par les fumées des greniers	
					Difficulté à transformer les produits agricoles	Inexistence des unités de transformation	Utilisation des pilons pour écraser les produits agricoles	
Faible revenu agricole					Difficulté à écouler les produits agricoles	Mauvais état des routes	Inexistence de pistes agricoles dans certaines zones	
					Exposition aux intempéries		Difficulté à commercialiser les produits agricoles	Faible entretien des pistes agricoles existantes
Faible marketing agricole			Inexistence d'un marché approprié			Mauvais état des marchés périodiques existants		Faible esprit de groupe

Plan Communal de Développement

Effets			Problème central	Causes				Atouts
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
Viellissement des plantations						Inexistence de vente groupée pour d'autres produits autres que le cacao		
						Inexistence d'un comice agricole	Faible récompense des agriculteurs	

Plan Communal de Développement

Tableau 52 : Problèmes consolidés du secteur ADMINISTRATION TERRITORIALE

Effet 3	Effet 2	Effet 1	Problème central	Cause 1	Cause 2	Cause 3	Atouts
Faible développement du village	Faible culture des populations	Faible déplacement des populations	Difficultés d'accès à la sécurité civile	Faible établissement des actes de naissances	Difficulté à scolariser les enfants	Négligence des parents	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un poste de police ; - Présence d'un poste de gendarmerie ; - Présence d'une sous-préfecture ; - Présence de quelques comités de vigilance
					Eloignement des centres d'état civil	Faible présence des centres d'état civil dans la commune	
					Coût élevé d'établissements des actes de naissances	Non respect du délai de déclarations des naissances	
				Faible établissement des CNI	Inexistence d'un poste d'identification dans la commune		
Faible développement économique	Faible déploiement des populations	Peur de la population		Existence des zones d'insécurité	Faible fonctionnement des comités de vigilance	Faible équipement des comités de vigilance	
					Inexistence de comité de vigilance dans certains villages	Faible organisation des populations	
				Faible identification de certains villages	Faible présence des plaques de signalisation des villages et des chefferies	Faible organisation des comités de développement	

Plan Communal de Développement

Tableau 53 : Problèmes consolidés du secteur AFFAIRES SOCIALES

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible initiative des populations	Inexistence de répertoire des personnes vulnérables	Faible identification des personnes vulnérables	Difficulté à encadrer les personnes vulnérables	Faible appuis	Difficile épanouissement des personnes vulnérables	Marginalisation du peuple baka	
	Inexistence de répertoire d'enfant baka					Faible autonomie	
Faible déploiement des populations	Inexistence d'association des personnes vulnérables						
Méconnaissance des programmes d'encadrement	Inexistence de répertoire des programmes d'encadrement	Faible encadrement psychosocial		Difficile insertion socioprofessionnelle	Délaissement des personnes vulnérables	Précarité de l'existence	
Faible identification des personnes vulnérables	Faible prise en charge des baka par la mairie et les services sociaux						
Faible formation des personnes vulnérables	Faible promotion de l'auto emploi						

Plan Communal de Développement

Tableau 54 : Problèmes consolidés du secteur ARTS ET CULTURE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts	
Faible implication de l'élite	Inexistence de festival culturel local	Faible valorisation des activités culturelles	Faible pratique des activités culturelles	Faible appui pour la réalisation des activités culturelles	Faible attraction culturelle	Difficile mobilisation des capitaux	Manque à gagner	Présence du palais de la chefferie de 1 ^{er} des Maka Beband	
Faibles déploiements des autorités traditionnelles compétents									
Faible organisation des populations	Inexistence d'association culturelles								
Faible transmission culturelle	Méconnaissance de l'importance de la culture	Faible engouement des jeunes			Poussée effrénée du modernisme	Acculturation	Inculturation		
Faible initiation de la palabre culturelle									
Faible médiatisation des activités culturelles baka	Faible appui	Faible encadrement de la culture baka			Perte d'opportunités	Manque à gagner	Faible attraction touristique		Difficile développement de la localité

Plan Communal de Développement

Tableau 55 : Problèmes consolidés du secteur COMMERCE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts	
Faible identification des commerçants		Inexistence d'achats groupés des produits de première nécessité	Difficulté à commercialiser les produits agropastoraux	Dépenses supplémentaires	Faibles revenus	Appauvrissement	Présence d'un marché à Mbama	
Insuffisance des hangars de marché	Insuffisances des marchés							
Inexistence de comptoirs de marché	Insuffisance des comptoirs de marché	Recherche d'enrichissement rapide			Installation des produits à même le sol	Risque de maladies		Diminution de la main d'oeuvre active car malade
Faible entretien routier	Mauvais état de la route	Difficile écoulement des produits agricoles						

Tableau 56 : Problèmes consolidés du secteur COMMUNICATION

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts	
Faible prise en compte des populations	Inexistence d'une antenne de relais	Faible signal radio et télévision	Difficulté d'accès aux informations	Sous information	Perte des opportunités	Sous-développement	Présence d'un radio communautaire	
Acculturation	Disparition des moyens de communication traditionnelles	Faible vulgarisation des moyens de communication			Faible accès à l'information	Difficile ouverture		Enclavement progressif
Inexistence du courant électrique	Coût élevé du carburant	Faible formation de la radio communautaire			Difficulté d'accès aux informations locales			

Plan Communal de Développement

Tableau 57 : Problèmes consolidés du secteur DOMAINES ET AFFAIRES FONCIÈRES

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Enclavement de la localité	Eloignement des structures d'encadrement	Difficulté d'accès aux services du cadastre	Difficulté d'accès aux titres fonciers et aux services du cadastre	Faible immatriculation des terres	Faible délimitation des terres	Risque de déguerpissement sans dédommagement	
Sous information	Ignorance de l'importance						
Faibles revenus	Couts élevés des titres fonciers	Difficile accès aux titres fonciers		Ventes anarchiques des terres	Litiges fonciers		
Manque de sensibilisation	Méconnaissance de l'intérêt du titre fonciers						
Faible aménagement de la commune	Construction anarchique	Inexistence d'un plan cadastral		Désordre urbain	Difficulté d'accéder au infrastructures publiques	Perte de temps inutile dans la recherche des bâtiments publics	
Eloignement des bâtiment administratif	Faible planification des constructions	Inexistence de reserve foncière					

Plan Communal de Développement

Tableau 58 : Problèmes consolidés du secteur EAU

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Inexistence de comité de gestion	Faible assainissement des points d'eau	Insalubrité des sources naturelles	Précarité des conditions d'accès à l'eau potable	Faible accès à l'eau potable	Prolifération des maladies hydriques	Affaiblissement de la population	Baisse de l'épargne locale	Présence de nombreux points d'eau potables
	Faible implication des pouvoirs publics	Faible entretien des points d'eau						
Mauvaise passation des marchés	Mauvaise construction de certains points d'eau	Existence de nombreux points d'eau potable en panne						
	ScanWaetr en panne depuis de nombreuses années							
Mauvais fonctionnement des COGES	Faible entretien des points d'eau potable							
Faible entretien du réseau de l'adduction d'	Absence de ressources humaines qualifiées	Dégradation des adductions d'eau existants (Scan Water)	Consommation des eaux souillées	Parcours de longs trajets	Diminution de la main d'oeuvre	Faible production		
Sous information	Méconnaissance des techniques de potabilisation	Utilisation des eaux de rivière et de pluies pour la consommation						
		Négligence						

Plan Communal de Développement

	Méconnaissance des procédures de potabilisation	Très faible potabilisation de l'eau						
Changements climatiques	Baisse du débit des points d'eau en saison sèche	Rareté des points d'eau en saison sèche						

Tableau 59 : Problèmes consolidés du secteur ENERGIE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible implication des pouvoirs publics	Eloignement des localités électrifiées	Inexistence d'énergie électrique	Difficulté d'accès à une source d'énergie fiables	Difficulté de l'éclairage public	Insécurité	Vulnérabilité des populations	Présence des villages ayant l'énergie solaire Passage de la ligne électrique dans la commune
Non recensement de tous les bénéficiaires de l'énergie solaire	Lenteur des procédures de distribution	Distribution partielle des plaques solaires		Difficile conservation des denrées	Pourrissement des produits	Manque à gagner	
Forte demande de la population	Condensateurs d'énergie faibles	Faible intensité des plaques solaires		Difficile évolution des AGR	Faible développement des activités économiques	Manque à gagner considérable	
Rareté des points d'approvisionnement en hydrocarbures	Coûts élevés du carburant et du pétrole	Coûts élevés de l'accès aux sources d'énergie alternatives					
Faible pouvoir d'achat	Coût élevé du groupe électrogène	Réseau électrique en mauvais état					
	Réseau électrique peu étendu						
	Absence de réseau électrique						

Plan Communal de Développement

Tableau 60 : Problèmes consolidés du secteur EDUCATION DE BASE

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Eloignement des établissements d'encadrement	Inexistence de centre préscolaire	Insuffisance des écoles maternelles	Difficulté d'accès aux services scolaires	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Difficile maîtrise des notions élémentaires	Augmentation du taux d'analphabétisme	Pertes d'opportunités	Présence de nombreuses écoles maternelles et primaires Présence d'une école primaire bilingue
Méconnaissance de l'importance de l'éducation préscolaire	Faible scolarisation des enfants dans l'éducation préscolaire							
Faible déploiement des pouvoirs d'achat	Ecole primaire à cycle complet							
Effectif pléthorique	Difficile suivi des élèves	Insuffisance du personnel enseignements	Mauvaise qualité de service					
Jumelage des salles de classe								
	Retard du paquet minimum	Faible qualité de service						
	Certains élèves à même le sol	Insuffisance de tables-bancs						
Déperdition scolaire	Certains enfants ne continuent pas leur scolarité	Taux élevé de l'APEE						
Inexistence de latrines dans certaines écoles	Faible présence des salles de classe	Insuffisance des salles de classes	Insuffisance des infrastructures					

Plan Communal de Développement

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
	Mauvais état de certaines salles de classe		et aménagement					
		Inexistence de latrines dans certaines écoles						
	Faible sécurisation des documents scolaires	Inexistence de bloc administratifs dans les écoles						
Inexistence de latrines dans certaines écoles	Risque de transe pour chaleur excessive	Inexistence de points d'eau potables dans certaines écoles						
Faible aménagement des écoles	Faible épanouissement des élèves	Mauvais état de l'aire de jeu dans certaines écoles			Déperdition scolaire	Risque de délinquance	Insécurité	
		Faible reboisement dans les écoles						

Plan Communal de Développement

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
	Insécurité des élèves	Inexistence de cloture dans les différentes écoles						
	Envahissement progressif des terrains de certaines écoles							
Faible déploiement des populations et des services compétents		Inexistence de logements d'astreintes			Faible instruction	Difficile insertion socioéconomique du peuple baka	Manque à gagner	

Plan Communal de Développement

Tableau 61 : Problèmes consolidés du secteur ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts
Faible déploiement des pouvoirs publics	Eloignement des structures d'encadrement	Faible pratique de l'élevage par les populations	Faible pratique des techniques modernes d'élevage	Faible production animale et halieutique	Pratique d'un élevage artisanal et d'autoconsommation	Faible opportunités économiques	Baisse de l'épargne		Présence d'un centre zootechnique
Méconnaissance des dangers liés à la divagation des bêtes	Faible construction des enclos	Divagation des bêtes							
Densité de la végétation	Faible recours aux services vétérinaires	Faible suivi sanitaire des bêtes	Faible couverture sanitaire des bêtes		Prolifération des mouches et insectes nuisibles	Résurgence des maladies opportunistes	Affaiblissement des populations	Vulnérabilité des populations	
	Méconnaissance de l'importance de la légalisation	Inexistence d'association paysanne légalisée	Très faible valorisation des activités de pêche		Recrudescence des maladies des bêtes	Mort des bêtes	Perte du bétail	Découragement des éleveurs	
	Faible formation dans la pêche	Faible organisation des pêcheurs							
	Méconnaissance des techniques de création des étangs piscicoles	Faible présence des étangs piscicoles							
	Méconnaissance des programmes d'appuis	Faible appui	Outillage artisanal		Pratique d'une pêche artisanale	Perte d'opportunités économiques	Manque à gagner	Difficile développement de l'activité	
	Dépenses supplémentaires	Insuffisance de moyens financiers							

Plan Communal de Développement

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts
Faible assistance des services techniques	Insuffisance de marché à bétail	Recrudescence des vols	Difficulté à commercialiser les produits d'élevage		Faible revenu	Insécurité alimentaire	Coût élevé des produits d'élevage sur le marché		
Absence d'unité de reproduction des alevins	Divagation des bêtes	Encadrement insuffisant des éleveurs et pisciculteurs			Baisse du cheptel	Baisse de la productivité	Baisse de l'activité économique		

Tableau 62 : Problèmes consolidés du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible implication des autorités compétentes	Inexistence de structures offrant des emplois	Opportunités d'emploi faibles	Difficulté d'accès à un emploi rentable et décent	Difficulté d'accès à un emploi décent et à une formation professionnelle de qualité	Présence des sans emplois		Précarité des conditions de vie	Faible opportunité d'emploi
Faible prise en compte des besoins en formation	Faible formation des populations	Faible qualification des populations						
	Enclavement de la localité	Coûts élevés de l'accès à la formation	Difficulté d'accès à une formation professionnelle		Faible présence des personnes formées		Faible qualification	Chômage
	Faible promotion des centres de formations	Méconnaissance de l'importance						
	Eloignement des SAR/SM voisines	Inexistence d'une SAR/SM dans la commune						

Plan Communal de Développement

Tableau 63 : Problèmes consolidés du secteur ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Inexistence de structure secondaire	Eloignement des établissements supérieurs existants	Inexistence d'un établissement supérieur	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	Abandon des études	Perte de l'élite intellectuelle	
Faible pouvoir d'achat	Insuffisance des moyens financiers	Coût élevé des enseignements supérieurs		Faible appui des élites	Faible octroi des bourses de bourses académiques	
Inexistence de répertoire des étudiants	Faible organisation des populations	Inexistence d'une association des étudiants				

Plan Communal de Développement

Tableau 64 : Problèmes consolidés du secteur ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts	
Eloignement des établissements fréquentés	Insuffisance des établissements secondaires dans la commune	Inexistence de structures d'encadrement secondaire	Difficultés d'accès aux établissements secondaires	Exode scolaire	Dépenses supplémentaires	Baisse de l'épargne locale		Présence d'un lycée, un CETIC, 02 CES (01 non construit)	
Faible implication des pouvoirs publics				Exode rural					
Manque d'initiative des populations									
Inexistence d'achat groupés des fournitures	Inexistence de point d'approvisionnement	Difficulté d'accès aux fournitures scolaires		Mauvais résultats scolaires	Délinquance juvénile	Oisiveté			Arrêt précoce des études
	Faible pouvoir d'achat								
Pénibilité du trajet	Longues distances à parcourir	Difficile suivi des enseignements		Mauvais résultats scolaires	Vagabondage sexuel	Grossesses précoces			
Faible sensibilisation	Faible engouement pour les enseignements secondaires								
	Insuffisance du personnel enseignant	Coût élevé de l'APEE		Effectifs pléthorique	Faible couverture des programmes				
Insuffisance de salles de classe	Faible accès aux matériels didactiques	Mauvais état des infrastructures et aménagement							

Plan Communal de Développement

Tableau 65 : Problèmes consolidés du secteur ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Inexistence d'une fosse à déchets	Gestion anarchique de déchets	Faible assainissement du village	Difficulté à protéger l'environnement et la nature	Pollution de l'environnement	Dégradation de l'environnement	
Faible organisation	Inexistence d'un jour d'assainissement					
Faible organisation du village	Faible conception des latrines	Défécation à l'air libre		Recul du couvert végétal	Fragilisation de l'écosystème	
Faible sensibilisation sur l'importance des enclos	Divagation des bêtes					
Faible dynamisme des autorités	Faible sensibilisation des populations sur le reboisement	Faible pratique des du reboisement				
Immobilisme des populations	Non prise en comptes des aspects socio-environnementaux	Dégradation de l'environnement		Faible rentabilité agricole		

Plan Communal de Développement

Tableau 66 : Problèmes consolidés du secteur FORETS ET FAUNE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Inexistence d'un répertoire	Faible recensement des essences forestières en voie de disparition	Difficile gestion de la forêt	Difficulté à gérer et à préserver la forêt et la faune	Gestion arbitraire des redevances forestières	Faible développement du village	
Faible formation et équipement du comité	Faible protection des espèces fauniques					
Faible implication des autorités compétentes	Faible sensibilisation des populations sur le reboisement	Faible pratique du reboisement		Faible pratique du reboisement	Fragilisation de l'écosystème	
	Méconnaissance du processus					
Exploitation anarchique des ressources	Absence d'une forêt communale	Exploitation abusive des produits forestiers et faunique		Disparition des espèces forestières et fauniques	Non maîtrise des redevances forestières	
Inexistence d'une pépinière forestière	Disparition des essences forestières	Mauvaise gestion des forêts communautaires	Destruction du massif forestier et faunique	Perte de la biodiversité		

Plan Communal de Développement

Tableau 67 : Problèmes consolidés du secteur HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Faible entretien des voies d'accès	Difficulté d'accès à la matière première	Difficile accès aux matériaux définitifs de construction	Difficile accès à un habitat décent	Faible urbanisation et mauvais état de l'habitat	Prédominance des habitats en matériaux provisoires	Dégradation progressive des habitats	
Enclavement de la localité	Inexistence de quincaillerie dans le village						
	Faible implication des pouvoirs d'achat	Inexistence d'un plan d'occupation des sols	Inexistence d'un plan d'urbanisme		Construction anarchique	Conflits fonciers	
Difficulté d'accès aux logements décents	Inexistence d'un cimetière communal	Inexistence d'un service de gestion des ordures			Construction anarchique	Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement	
Faible connaissance sur les procédures d'urbanisme							

Plan Communal de Développement

Tableau 68 : Problèmes consolidés du secteur JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts	
	Faible vulgarisation du processus	Faible promotion de l'auto emploi	Difficulté d'épanouissement des jeunes	Oisiveté	Consommation des stupéfiants		Construction en cours d'un CMPJ	
Inexistence d'un répertoire des besoins en formation	Faible identification des besoins des jeunes en formation	Faible formation des jeunes		Inexistence des jeunes ayant bénéficié des appuis et aides		Découragement des jeunes		Exode rural
	Inexistence de structure de formation							
	Faible identification des programmes d'appui	Faible appui aux jeunes						

Plan Communal de Développement

Tableau 69 : Problèmes consolidés du secteur MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
	Faible formation dans le domaine	Faible encadrement	Difficulté à développer le secteur minier	Faible développement de l'activité	Faibles débouchés	Présence de potentiels sites de carrière de pierres et de sables
Faible gestion des ressources minières	Inexistence de répertoire des potentialités	Faible maîtrise du potentiel minier existant		Faible exploitation	Faible économie	
Potentiel minier sous exploité	Accès difficile aux produits de carrières			Perte des revenus liés au secteur		
	Faible formation des exploitants de carrière	Faible organisation et structuration des acteurs				
	Faible équipement des exploitants de carrière					

Plan Communal de Développement

Tableau 70 : Problèmes consolidés du secteur PETITES ET MOYENNES ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible implication des pouvoirs publics	Manque de formations des artisans	Faible pratique de l'activité artisanale	Faible développement de l'artisanat et des activités génératrices de revenus	Perte progressive du savoir faire	Désintérêt des jeunes	Abandon de l'activité	
Insuffisance des moyens financiers	Inexistence d'une structure d'encadrement						
Faible organisation de la population	Inexistence de répertoire des artisans	Inexistence d'une association des artisans		Manque à gagner	Baisse de l'économie		
Faible valorisation du secteur	Inexistence de foire artisanales	Difficile écoulement des produits					

Tableau 71 : Problèmes consolidés du secteur POSTES ET TELECOMMUNICATION

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Enclavement de la localité	Inexistence d'un télé centre communautaire	Difficile promotion des TIC	Difficulté d'accès aux services des postes et télécommunication	Faible communication	Analphabétisme	
Inexistence d'énergie électrique						
Eloignement des antennes de relais	Insuffisance des signaux téléphoniques	Difficile intercommunication		Faible maîtrise des TIC	Sous information	
Eloignement des lieux d'accès aux correspondances	Ignorance des réformes PTT	Inexistence de service de poste		Faible ouverture au monde extérieur	Difficulté d'accès au réseau international	

Plan Communal de Développement

Tableau 72 : Problèmes consolidés du secteur PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts	
Eloignement des structures d'encadrement	Inexistence d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Faible encadrement de la femme et de la famille	Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	Faible formation	Difficile insertion socioprofessionnelle			
Insouciance des jeunes filles	Recrudescence du phénomène des filles mères			Arrêt des études				Charges supplémentaires dans les familles
Faible mainmise des parents								
Inexistence de sensibilisation sur les mariages et grossesses précoces	Méconnaissance de l'importance de la légalisation des unions	Prédominance des unions libres		Difficile identification légale des associations	Faible appui extérieur			Difficile développement des activités
Faible sensibilisation sur les dangers du défaut de légalisation des unions								
Eloignements des services compétents	Faible légalisation des associations	Existence de nombreuses associations féminines non légalisées		Insécurité des foyers	Vulnérabilité des familles			Désordre social
Méconnaissance des procédures de légalisation								
Faible initiative des populations	Inexistence de mécanisme d'enregistrement des naissances	Faible établissement des actes de naissance		Insécurité civile	Difficile circulation libre			Faible développement de la localité

Plan Communal de Développement

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Eloignement des centres fréquentés	Eloignement des centres d'état civil						

Tableau 73 : Problèmes consolidés du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Méconnaissance de l'importance	Faible identification des plantes médicinales	Faible valorisation des plantes médicinales locales	Difficulté d'accès aux résultats de la recherche	Recours à la médecine moderne	Dépenses supplémentaires	
Coût élevé des produits	Difficulté d'accès aux produits phytosanitaires	Faible utilisation des produits phytosanitaires		Faible productivité	Baisse des revenus	
Inexistence d'une structure d'encadrement	Méconnaissance de l'utilité	Inexistence de champs d'expérimentation		Faible valorisation du secteur de la recherche	Manque à gagner	
Faible vulgarisation des champs d'expérimentation				Indisponibilité des nouvelles technologies agricoles	Faible utilisation des foyers améliorés	
Inexistence des structures et activités de recherche	Manque d'information sur la recherche scientifique	Accès difficile aux semences améliorées				

Plan Communal de Développement

Tableau 74 : Problèmes consolidés du secteur SANTE PUBLIQUE

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts		
Eloignement des centres de santé existant	Faible répartition des centres de santé	Insuffisance des centres de santé	Faible couverture sanitaire	Difficulté d'accès aux soins de santé primaire	Automédication	Risques de surdosage	Vulnérabilité des populations				
Inexistence de répertoire d'accouchement	Faible identification	Précarité des conditions d'accouchement					Accouchement risqués	Risques de complication	Accouchements difficiles	Précarité de l'existence	
Manque de matériel de travail	Outillage artisanal										
Manque de recyclage											
	Insuffisance des médicaments dans les formations sanitaires	Difficulté d'accès au bon médicament									
	Consommation des médicaments ambulants										
Individualisme	Faible capacité de mobilisation des populations	Inexistence de boîte à pharmacie communautaire									
	Insuffisance du personnel soignant	Insuffisance du personnel sanitaire									
Faible initiative	Faible présence des relais communautaires							Couverture vaccinale affaiblie	Risque de maladies opportunes	Vulnérabilité des populations	
Manque de sensibilisation	Réticence	Faible vaccination des baka									
	Méconnaissance de la nécessité des										

Plan Communal de Développement

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Effet 4	Atouts
	vaccinations infantiles								
	Manque de sensibilisation sur l'utilisation des MILDA	Présence des ménages sans moustiques	Couverture approximative des distributions des MILDA		Faible utilisation des moustiquaires	Proximité avec les moustiques	Résurgence du paludisme	Affaiblissement de la main d'œuvre	
		Mauvaise utilisation des MILDA							
	Faible pratique des mesures relatives à l'alimentation infantile	80 % d'enfants n'ont pas accès à une alimentation équilibrée	Insécurité alimentaire		Sous-alimentation infantile	Affaiblissement de la population	Faible croissance des enfants	Difficile développement de la localité	

Plan Communal de Développement

Tableau 75 : Problèmes consolidés du secteur SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Insuffisance d'équipements	Faible pratique du sport	Inexistence de structure d'encadrement		Morbidité	Vieillesse des populations	
Négligence des activités sportives	Inexistence de championnat de vacance	Faible promotion des activités		Perte d'opportunités	Manque à gagner	
	Inexistence d'une association des jeunes	Faible organisation des jeunes				
	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de centre de jeunesse et d'animation - Absence de responsabilité collective - Délaissement - Lutte pour le leadership - Manque de cohésion sociale - Manque de sponsor -Déficit d'infrastructures sportives -Insuffisances du matériel sportif 	Inexistence de structure d'encadrement des jeunes		<p align="center">Difficulté à promouvoir les activités sportives et physiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse d'activités sportives - Distance éloignées des aires de jeux - Exode des sportifs vers les villes voisines - Oisiveté des jeunes - Perte de talents dans la communauté - Risque de vandalisme - Risque élevé d'accident et des maladies cardio-vasculaires -Faible épanouissement physique et sportif -Risque de développement 		

Plan Communal de Développement

Tableau 76 : Problèmes consolidés du secteur TOURISME ET LOISIRS

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible promotion des activités touristiques	Faible sensibilisation sur les activités	Méconnaissance des activités touristiques	Difficulté à valoriser le secteur touristique	Difficulté à pratiquer les activités touristiques de loisir	Faible pratique des activités touristiques	Ignorance des atouts de la pratique du tourisme	Perte économique	Présence du palais du roi des Makak bebend
		Perte d'opportunités				Baisse de revenus		
Inexistence d'un répertoire des potentiels sites touristiques	Faible identification des potentiels sites touristiques	Faible présence des espaces d'hébergement et de loisirs	Difficile épanouissement des populations		Exode rural	Faible attractivité de la commune		
Faible revenus	Insuffisance des moyens financiers						Faible aménagement des potentiels sites de tourisme	

Plan Communal de Développement

Tableau 77 : Problèmes consolidés du secteur TRANSPORTS

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Atouts
Faible entretien de la route	Mauvais état du réseau routier	Difficulté d'accès aux moyens de transports	Difficulté de déplacement des personnes et des biens			Présence d'un parc à camions à Mbama
	Difficulté de faire des déplacements interurbains	Inexistence de gare routière et de zone d'embarquement				
Inexistence de répertoire des transporteurs	Inexistence d'une association des transporteurs	Mauvaise organisation des transporteurs		Accident de circulation	Vulnérabilité des populations	
Faible établissement des CNI	Faible établissement des permis de conduire					
Faible formation sur le code la route	Surcharge	Incivisme				
	Excès de vitesse					

Plan Communal de Développement

Tableau 78 : Problèmes consolidés du secteur TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible organisation de populations	Faible initiative des populations	Faible identification des types d'emplois	Difficulté d'accès à un travail et à une sécurité sociale	Difficile insertion	Manque de prise en charge	Vulnérabilité des familles	Présence d'une mutuelle de santé avec FAIRMED
Faible sensibilisation sur les services de la CNPS	Méconnaissance des services de la CNPS Ignorance des procédures d'affiliation	Faible affiliation aux services de la CNPS					
Manque de sensibilisation sur les contrats de travail	Méconnaissance de l'importance du contrat de travail	Inexistence de contrat de travail					

Plan Communal de Développement

Tableau 79 : Problèmes consolidés du secteur TRAVAUX PUBLICS

Cause 4	Cause 3	Cause 2	Cause 1	Problème central	Effet 1	Effet 2	Effet 3	Atouts
Faible reprofilage	Vétusté des infrastructures	Précarité des infrastructures	Mauvais état des infrastructures routières	Difficultés d'accès à un réseau routier de qualité	Mauvais état de la route	Difficile développement des activités économiques	Enclavement de la localité	
	Ponts et ponceaux en matériaux provisoires							
	Présence de zones critiques sur le tronçon routier							
Manque de matériel d'entretien routier	Faible déploiement des services de la mairie	Faible entretien des abords de la route	Envahissement progressif de la route par les herbes		Lessivage des sols	Difficile circulation des personnels et des biens	Sortie de la Boumba de son lit en saison de pluie	
Inexistence de comité d'entretien routier	Faible implication des populations				Présence de bourbiers			

4.9. Synthèse du profil genre de la Commune

Encadré 1 : Profil genre de la Commune d'Atok

Dans le monde, la pauvreté est inégalement répartie et concerne davantage les femmes que les hommes : ces dernières représentent en effet 70% des pauvres dans le monde. En effet, il est estimé que les femmes effectuent 66% du travail, produisent 50% de la nourriture mais ne perçoivent que 10% des revenus et 1% des titres de propriétés. Ce constat a amené les Nations Unies à adopter en 1979 la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF). Cette convention a par la suite été ratifiée par le Cameroun.

Dans sa composante développement humain, le DSCE accorde à cet effet une place importante à l'équilibre de genre puisque le Gouvernement Camerounais entend poursuivre la lutte pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Dans ce contexte, la prise en compte du genre dans le PCD s'avère indispensable et s'inscrit en droite ligne dans l'atteinte de l'ODD N°5.

Dans la Commune d'Atok, les femmes représentent 49% de la population totale. Les femmes constituent ainsi une force indéniable à prendre en compte dans le processus de développement de la Commune. Aussi, la problématique du genre mérite-t-elle d'être traitée avec intérêt pour faciliter le plein déploiement de cette force potentielle au bénéfice du développement local. L'analyse du profil genre de la Commune d'Atok permet de noter toutes les formes d'inégalités entre les hommes et les femmes. Cette analyse s'articule autour de (i) l'éducation, (ii) la santé, (iii) l'eau et l'assainissement, (iv) le droit et la législation, (v) la participation à la vie politique, et (iv) l'accès aux ressources.

i. Éducation

L'Etat et la Commune font des efforts pour améliorer la scolarisation en général et celle de la jeune fille en particulier dans la Commune d'Atok. L'analyse globale des effectifs d'élèves inscrits dans les établissements scolaires en 2019 montre que 43 % sont des filles tant pour l'éducation de base que pour l'enseignement secondaire. Des mécanismes efficaces devront donc être mis en place afin de soutenir, améliorer et rendre durable l'éducation des filles à travers la sensibilisation continue des populations sur les questions de genre, la lutte préventive contre les grossesses précoces, l'aménagement adéquat des établissements scolaires, la multiplication des établissements scolaires et l'amélioration des établissements existants...

ii. Santé

Comme dans l'ensemble du pays, l'accès des femmes aux soins de santé prénatale et maternelle reste un défi dans la Commune d'Atok. Tous les CSI disposent d'une maternité. La capacité d'accueil (nombre de lits) et les équipements, personnels qualifiés et la logistique restent insuffisants dans l'ensemble des formations sanitaires d'Atok. Cette situation à laquelle on ajoute l'éloignement des formations sanitaires encourage les accouchements à domicile et/ou hors de la Commune. Il est impératif d'améliorer les infrastructures sanitaires en équipement des CSI existants.

iii. VIH/SIDA

Il n'existe pas de données à jour et fiables sur les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans la Commune d'Atok. Au niveau de la région de l'Est, 5,6 % de femmes et 2,9% d'hommes sont séropositifs. Par ailleurs, toujours concernant la région de l'Est, 38,7% des femmes séropositives éligibles sont sous ARV. La lutte préventive contre le VIH/SIDA connaît d'importantes faiblesses : sensibilisation insuffisante des populations, quasi-absence de causeries éducatives, insuffisance de points de vente des préservatifs en zone rurale. Pour un meilleur suivi des personnes vivant avec le VIH et est important de multiplier des campagnes de sensibilisation des jeunes filles.

iv. Eau et Assainissement

Les femmes et les enfants sont les principaux acteurs concernés par la corvée d'eau dans les ménages, soit environ 70% de la population. Toutefois, elles sont faiblement représentées dans les comités de gestion des points d'eau, bien qu'il ait été observé que les points d'eau gérés par les femmes sont bien

entretenus. Dans le sous-secteur assainissement, la prise en compte du genre dans la construction des latrines publiques n'est pas respectée. Néanmoins, dans les écoles, on observe des distinctions entre les toilettes pour garçons et celles pour filles bien que cette distinction ne soit pas toujours faite d'une manière systématique. Il existe également des écoles ne disposant pas de latrines, de même que le taux de ménages disposant de latrines traditionnelles reste élevé. Pour mieux prendre en compte les aspects genres dans ce secteur il est impératif de s'apesantir sur l'amélioration de l'offre en eau potable à travers la construction, l'aménagement et la réhabilitation des points d'eau. Par ailleurs mettre un accent sur les spécificités des femmes dans la construction des toilettes publiques.

v. Droits et Législation

Les principes d'égalité et de non-discrimination entre les personnes sont fortement mis en exergue dans la constitution du 18 janvier 1996. Ceci a été complété par la création d'un Ministère dédié à la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) et dont la mission est de réduire les inégalités qui existent entre les hommes et les femmes. Malgré ce mécanisme institutionnel, plusieurs femmes sont victimes de violences et n'osent pas dénoncer les auteurs de peur de subir des représailles. C'est le cas des femmes de la Commune d'Atok qui subissent des violences et abus divers. Ces victimes de violence intègrent aussi bien les femmes mariées, les femmes libres que les femmes vivant en situation de concubinage (union libre). La réduction des injustices à l'égard des femmes passera par un encadrement à travers la création des associations féminines, l'accompagnement de celles-ci. Pour la jeune fille, il est important de mettre un accent sur l'éducation à travers l'école et les causeries éducatives.

vi. Participation à la vie politique

L'orientation politique nationale voudrait que les femmes soient représentées au moins à 30% dans les institutions publiques. Au niveau de la Commune d'Atok les femmes constituent moins de 18% du personnel, 28% de l'exécutif communal. Néanmoins, des 25 chefs traditionnels, une seulement est une femme. Par ailleurs, les comités de concertation mis en place dans le cadre de la présente mission sont constitués de plus de 30% de femmes. Ces différents résultats montrent la nécessité de mettre en place des programmes afin d'assurer la promotion durable du Genre dans la Commune.

vii. Accès et contrôle des ressources

Les critères et conditions d'accès aux ressources et aux moyens de production constituent un frein pour la participation des femmes au développement dans la Commune d'Atok. Le poids des us et coutumes associés à un accès difficile aux facteurs de production (terres, capital...) facilitent le confinement des femmes aux activités peu/pas rentables (généralement domestiques), ce qui constitue un obstacle au développement de l'économie locale et à l'épanouissement socioéconomique de ces dernières. Des mécanismes devront être mis en place afin de faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production et de les encourager à s'engager dans des activités économiques aux côtés des hommes.

4.10. Synthèse des données sur les Personnes Socialement Vulnérables

Les couches vulnérables dans la Commune d'Atok sont constituées des personnes âgées, des enfants et orphelins vulnérables (composés en majorité des Baka) et des personnes handicapées. Le niveau d'organisation au niveau communal est faible. Quant à l'accès aux infrastructures, fort est de constater que très peu sinon aucune infrastructure ne dispose des rampes d'accès pour personnes en situation de handicap.

Les difficultés rencontrées par les personnes vulnérables sont liées à l'insuffisance de moyens financiers, l'accès difficile à la pension. Nombreux sont ces personnes vulnérables qui n'ont pas de pension et sont faiblement pris en charge par leur famille.

Il existe cependant au sein de la commune d'Atok, un orphelinat qui prend en charge les enfants et orphelins vulnérables baka. En effet, cet orphelinat, bien que ne disposant pas d'assez de moyen financier, matériel et humain, bénéficie d'un modeste appui des Frères Mariens sis à la Commune éponyme. Nous avons aussi une case de l'Action sociale qui s'occupe en priorité des questions en rapport avec les bakas.

La synthèse des effectifs par catégorie et par localité est présentée dans le tableau suivant.

Plan Communal de Développement d'Atok

Tableau 80 : Synthèse des populations vulnérables de la commune d'Atok

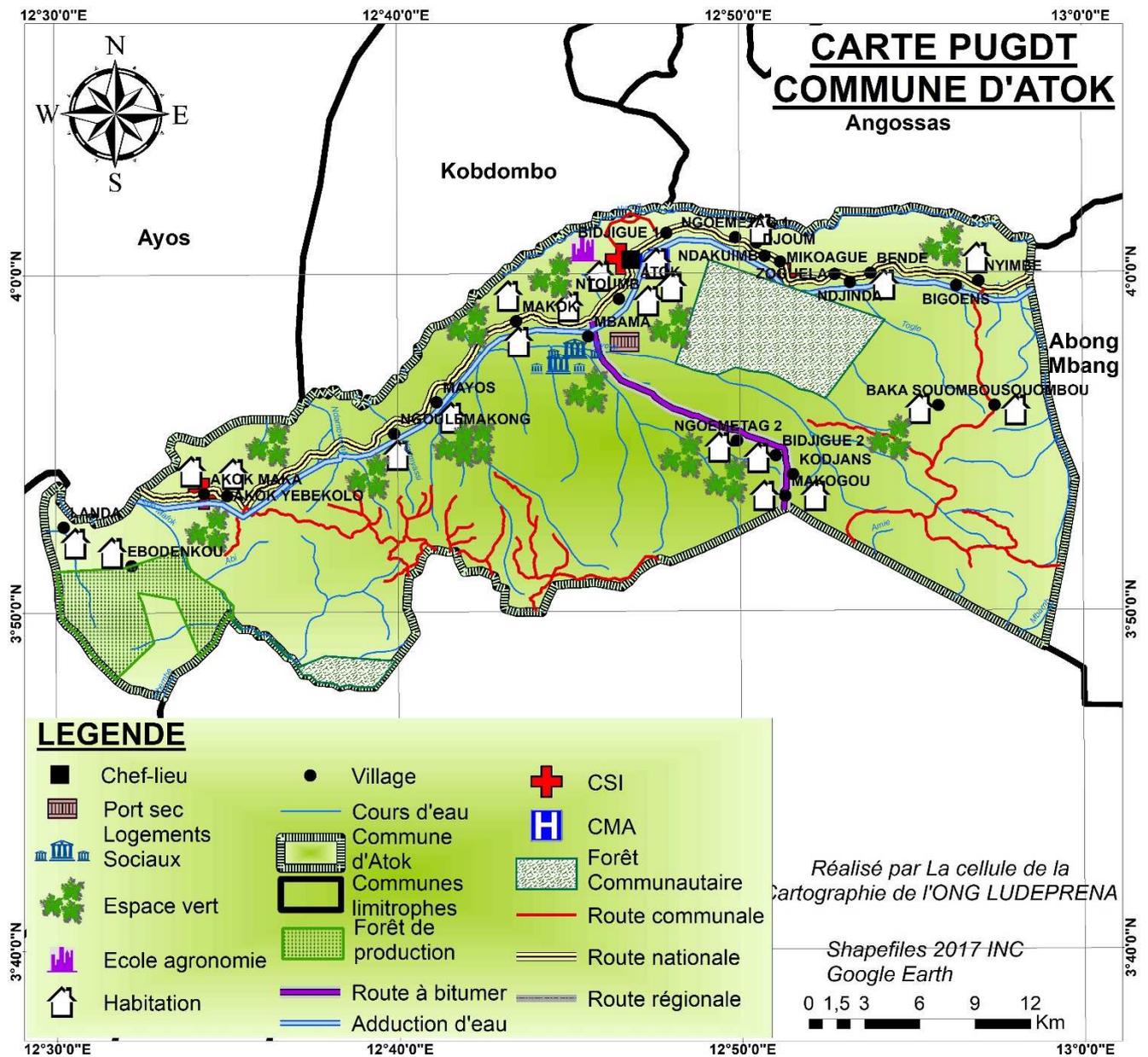
Village	EFFECTIFS COUCHES VULNERABLES											EQUIPEMENT DISPONIBLE					TYPES D'APPUI DONT BENEFICIE LE GROUPE					
	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables	Veuves	Sourds Muets	Enfants de la rue	Pygmées	Bororos	Grands malades	Personnes du 3e age	Personnes vivant avec le VIH/SIDA	Autres	Chaise roulante	Béquilles	Lunettes optiques	Cannettes	Autres	Encadrement psychosocial	Aides et secours	Bourses d'étude	Subventions activités génératrices de revenus	Autres
Mbama	10	0	20	5	2	3	0	0	0	0	13	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Atok	7	2	20	3	5	0	0	0	4	7	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Akok Maka	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Akok Yebekolo	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Baka Souombo	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bende	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bidjigue 1	0	1	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bidjigue 2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bigoens	2	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djoum	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ebodenkou	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kodjans	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Landa	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makoungou	1	1	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makok	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mayos	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mikoague	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ndakuimb	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ndjinda	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ngoulemakong	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Village	EFFECTIFS COUCHES VULNERABLES											EQUIPEMENT DISPONIBLE					TYPES D'APPUI DONT BENEFICIE LE GROUPE					
	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables	Veuves	Sourds Muets	Enfants de la rue	Pygmées	Bororos	Grands malades	Personnes du 3e age	Personnes vivant avec le VIH/SIDA	Autres	Chaise roulante	Béquilles	Lunettes optiques	Cannettes	Autres	Encadrement psychosocial	Aides et secours	Bourses d'étude	Subventions activités génératrices de revenus	Autres
Ngoemetag1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nkoemetag 2	1	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ntomb	2	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nyimbe	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soumbouo	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zoguella	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.11. Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal

La carte ci-dessous présente le PUGDT de la commune d'Atok :



Carte 9 : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres de la commune d'Atok.

4.11. Principaux éléments en rapport avec la résilience

La résilience c'est la capacité d'un individu ou d'un groupe d'individus à faire face aux aléas ou à diverses difficultés rencontrées. Ces difficultés peuvent être de l'ordre des phénomènes naturels, des phénomènes sociaux ou mêmes des phénomènes culturels.

La résilience s'analyse à différents niveaux, et dans le cadre de sa prise en compte dans les PCD nous en observerons trois grands moments à savoir : Le niveau d'absorption, le niveau d'adaptation, le niveau d'anticipation.

Voici la présentation de ces différents niveaux en rapport avec la résilience dans le tableau ci-dessous.

Tableau 81 : Matrice de captage des données sur la résilience

Secteurs	Chocs	Activités d'absorption	Activités d'adaptation	Activités d'anticipation	Solution appliquées	Solutions envisagées
Eau	- Baisse du niveau d'eau des sources naturelles et des puits aménagés -Pollution de l'eau de consommation	- Intoxication alimentaire - Pollution des aliments	Potabilisation de l'eau	Multiplication des puits traditionnels	Multiplication des puits traditionnels et entretien des sources d'eau	Organisation des formations sur les techniques simples de potabilisation de l'eau
Energie	Electrification du village	Faible éclairage du village	Utilisation des lampes tempêtes	Très faible		- Installation de la moyenne tension et d'un transformateur dans les villages non électrifiés - Abonnement des ménages au réseau électrique
Santé	- Augmentation des maladies hydriques - Paludisme - Faible recours à la médecine conventionnelle	- Onchocercose - Amibe - Typhoïde	Recours à la médecine traditionnelle	-Utilisation des moustiquaires imprégnées -Potabilisation de l'eau	-Consommation régulière des plantes médicinales -Utilisation des moustiquaires imprégnées	-Recours à la pharmacopée traditionnelle

Plan Communal de Développement

Secteurs	Chocs	Activités d'absorption	Activités d'adaptation	Activités d'anticipation	Solution appliquées	Solutions envisagées
Agriculture	- Appauvrissement du sol - Pourrissement des cultures dans les sols - faible ouverture des pistes agricoles	- Faible rendement agricole - Manque à gagner - Faible évacuation des récoltes	-Pratique de la jachère -Diminution des surfaces cultivables	-Rotation des cultures -Multiplication de l'exploitation agricole	Utilisation des méthodes de potabilisation des sols	-Déviation des eaux en provenance de Soumbou -Irrigation des sols -Utilisation des pesticides naturels
Environnement	-Feu de brousse -Déforestation -Vent sec et irritant	Perte de plusieurs espaces cultivables	Modification du calendrier agricole	Sensibilisation sur les feux de brousse	Utilisation moyenne du bois	-Reboisement -Surveillance forestière -Limitation de la déforestation
Élevage	- Grippe aviaire - Grippe porcine	-Mort du bétail -Mort des poulets -Consommation des bêtes malades	-Séparation des animaux -Consommation des animaux malades	Vaccination et suivi des animaux	-Mise en quarantaine des animaux malades -Faible taux de traitement des maladies des animaux	-Vaccination des animaux -Suivi régulier par un vétérinaire -Contrôle permanent de la santé des animaux
Pêche et aquaculture	- Hausse des températures - Sècheresse - Baisse de la pluviométrie - Vents violents	Existence des étangs dans les marécages	Faible	Arrêt de la productivité halieutique		Appui matériel aux pêcheurs
Administration territoriale	Faible fréquentation des services administratifs et de sécurité	Faible établissement des actes d'état civil	Etablissement tardif des actes de naissance	Faible		Organisation des audiences foraines pour l'établissement gratuit des actes de naissance pour les enfants

Plan Communal de Développement

Secteurs	Chocs	Activités d'absorption	Activités d'adaptation	Activités d'anticipation	Solution appliquées	Solutions envisagées
Education de base	Eloignements des écoles primaires et maternelles fréquentées	Faible scolarisation de la petite enfance	Inscription des enfants dans les écoles publiques et maternelles publiques	Faible		Création, construction et équipement d'une école maternelle et primaire publique

4.12. Cadre logique par secteur

Un cadre logique ou tableau synoptique de Planification qui présente de façon synthétique : l'objectif global du plan (par secteur), les programmes et les projets à travers leurs objectifs spécifiques, les résultats et les activités de chaque programme ou projet. Pour l'élaboration des présents cadres logiques, nous en dénombrons 32 relativement au secteur concerné ci-après :

4.12.1. Cadre logique du secteur ADMINISTRATION TERRITORIALE

PROBLÈME : Difficultés d'accès à certaines infrastructures sociales de base et à une sécurité garantie dans la Commune				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif supérieur	Améliorer l'accès aux services de l'administration territoriale, de la sécurité et du maintien de l'ordre au niveau national	Appréciation de la qualité de service	ECAM	Enquête préalable
Objectif global	Améliorer l'accès aux services de l'administration territoriale, de la sécurité et du maintien de l'ordre dans l'espace communal	Appréciation de la qualité de vie	ECAM	Enquête préalable
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'établissement des actes de naissances aux enfants	Nombre d'actes de naissance établis Nombre d'actes de naissance des enfants scolarisables.	Rapports, enquêtes de la mairie	-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires
	2. Faciliter la sécurité des biens et des personnes	Le matériel acquis par les comités de vigilance	Rapport et des enquêtes sectoriels	-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires
	3. Organiser les chefferies de 3 ^{ème} degré	La qualité des services rendus par les chefferies	Rapport et des enquêtes sectoriels	-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires
Résultats	1.1. Tous les enfants de la Commune ont des actes de naissance	% des enfants avec des actes de naissances.	Rapport et des enquêtes sectoriels	-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires

Plan Communal de Développement

	1.2. Des centres d'état civil sont créés et construits	Nombre de centre d'état civil créés et construits	Rapports, enquêtes de la mairie			-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires	
	2.1. Les comités de vigilance ont acquis du matériel	Le matériel acquis par les comités de vigilance	Rapport et des enquêtes sectoriels			-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires	
	2.2. Le poste de police est construit et équipé	Poste de police construit et équipé	Plans			Disponibilité des ressources Appui de l'État et des partenaires	
	3.1. Les chefferies de 3 ^{ème} degré sont organisées	La qualité des services rendus par les chefferies	Rapport et des enquêtes sectoriels			-Disponibilité des financements -Appui de l'État et des partenaires	
Activités			Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
			H	M	F		
	1.1.1. Création et construction des centres secondaires d'état civil à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Mikoague, Zoguella, Campement Baka (Sombou), Campement Baka (Sombou), Sombou		X	X	X	200 000 000	
	2.1.1. Acquisition du matériel (menottes, sifflets olympiques, bouteilles de gaz lacrymogène, torches, gilets, casque de protection, rangers, badges, chasubles) pour les comités de vigilance à Bidjigue 2 (10 chasubles, 10 sifflets), Ndankuimb (15 chasubles, 15 sifflets), Kodjans (10 torches, 10 gilets, 10 casques de protection, 20 paires de rangers, 20 badges, 20 chasubles), Makogou (10 chasubles, 10 sifflets, 10 torches), Mikoague (10 torches, 10 gilets, 10 casques de protection), Sombou (10 chasubles, 10 sifflets, 10 torches, 10 paires de bottes et 01 moto)		X	X	X	55 000 000	Facture Proforma
	2.1.2. Formation des chefs de villages et comités de vigilance sur le maintien de l'ordre et la gestion sécuritaire (02 séminaire s/ 5 ans)		X	X	X	10 000 000	
	2.2.1. Construction et équipement d'un poste de police à Atok		X	X	X	25 000 000	Disponibilité des ressources
3.1.1. Organisation de deux (02) séminaires par an de formation des chefs et notables sur la préservation du patrimoine foncier (Toutes les chefferies d'Atok)		X	X	X	5 000 000	Études de faisabilité	
					295 000 000		

4.12.2. Cadre logique du secteur AFFAIRES SOCIALES

PROBLÈME : Faible prise en charge des personnes socialement vulnérables				
Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens/Source de vérification	Suppositions/Hypothèses de réalisation
Niveau	Formulation			
Objectif supérieur	Renforcer le capital humain des personnes socialement vulnérables (PSV) en améliorant leur accès aux services sociaux de base et en veillant à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux	Appréciation de la qualité de vie des PSV	ECAM	Enquêtes préalables
Objectif global	Assurer un meilleur accès aux services sociaux de base aux PSV	Appréciation de la qualité de vie	ECAM	Enquêtes préalables
Objectifs spécifiques	1. Intensifier la mise en place des structures d'accueil, de prise en charge, de soutien, de réhabilitation et de formation des PSV	Nombre de nouvelles structures construites	- Rapport sectoriel - Enquête	-Disponibilité des ressources financières
	2. Soutenir les actions des groupes associatifs oeuvrant en faveur des PSV	Nombre de nouvelles PSV et groupes associatifs accompagnés	- Rapport Centre social	-Disponibilité des ressources financières -PSV recensées
	3. Mettre en place les transferts sociaux	Nombre de ménages pauvres chroniques bénéficiant du programme de transferts sociaux	- Enquête - ECAM - Rapport Centre social	-Disponibilité des parties prenantes
Résultats	1.1. Les structures d'accueil, de prise en charge, de soutien, de réhabilitation et de formation des PSV sont construites et fonctionnelles	Nombre de structures construites	- Rapports centre social	-Disponibilité des terres -Disponibilité du personnel adéquat
	1.2. Les PSV ont facilement accès à toutes les infrastructures sociales de base	Nombre de rampes d'accès construits dans bâtiments publics	- Enquête	
	2.1. Les personnes handicapées sont appareillées	Quantité et qualité de l'appareillage suffisant	- Rapports centre social - Enquêtes INS	-Disponibilité des ressources financières
	2.2. Les PSV sont pris en charge partiellement ou totalement médicalement et financièrement	Nombre de PSV pris en charge médicalement	- Rapports centre social -INS	-PSV recensées et organisées -Disponibilité des ressources

Plan Communal de Développement

	2.3. Les PSV ou groupes associatifs des PSV sont accompagnés dans la création des AGR	Nombre de PSV formées et insérées	- Enquête INS - ECAM	-Disponibilité des parties prenantes			
	2.4. Les PSV sont regroupées en association et maîtrisent les procédures d'encadrement des PSV	Nombre de nouvelles associations de PSV créées et sensibilisées	- Rapports sectoriels - Enquête INS - ECAM	-Disponibilité des parties prenantes			
	3.1. Les transferts sociaux sont apportés aux familles pauvres chroniques	Nombre de familles pauvres chroniques accompagnées	- Rapports sectoriels - ECAM	Disponibilité des fonds pour la protection civile			
Activités			RESSOURCES	COUTS	Conditions préalables		
			H	F	M		
		1.1.1. Réhabilitation du centre social d'Atok	X	X	X	20 000 000	-Disponibilité d'un site -Disponibilité des ressources financières et études techniques
		1.1.2. Construction et Équipement d'une structure d'encadrement des PSV à Atok	X	X	X	40 000 000	
		1.1.3. Recrutement du personnel d'appoint (travailleurs sociaux, secrétaires...) au centre social	X	X	X	/	
		1.2.1. Construction des rampes d'accès dans tous les bâtiments publics (école primaire, CES, lycée...) dans tous les services publics et privés de la Commune d'Atok	X	X	X	/	- Recensement de tous services privés et publics sans rampes
		2.1.1. Élaboration d'un fichier des Personnes Socialement Vulnérables (PSV) (personnes âgées, handicapées, orphelins et enfants vulnérables, personnes déplacées internes et réfugiés, victimes des catastrophes...) au centre social	X	X	X	5 000 000	Forte contribution de la population
	2.1.2. Acquisition du matériel pour personnes vulnérables à, Ngoemetag 2 (05 chaises roulantes, 06 Cannes blanches, 10 béquilles), Ntumb (04 chaises roulantes, 05 Cannes blanches, 05 lunettes de lecture), Kodjans (05 chaises roulantes, 06 Cannes blanches, 06 lunettes de lecture), Makogou (10 béquilles, 10 chaises roulantes), Makok (05 chaises roulantes, 06 Cannes blanches, 10 béquilles), Ndjinda (05 chaises roulantes, 06 Cannes blanches, 10 béquilles), Ndankuimb (01 béquilles, 10 lunettes optiques), Mikoague (03 lunettes optiques), Zoguella (02 chaises roulantes, 02 béquilles, 01 cannettes), Nyimbe (01 lunettes optiques), Sombouo (05 lunettes optiques), Akok Yebekolo (01 béquilles, 06 lunettes optiques)	X	X	X	100 000 000	Bon recensement établi	

Plan Communal de Développement

	2.2.1. Encadrement et appuis financiers et matériels aux PSV par les services sociaux (Toutes les chefferies) au centre social d'Atok	X	X	X	28 000 000	Les CSI appliquent la réglementation
	2.3.1. Formation des PSV en AGR (vannerie, saponification, couture ...)	X	X	X	5 000 000	-Disponibilité des parties prenantes
	2.3.2. Appui en matériel didactique adapté aux enfants ayant besoin des mesures sociales et des éducateurs spécialisés dans les écoles inclusives	X	X	X	2 000 000	
	2.4.1. Accompagnement des personnes handicapées en vue de l'accès à la carte d'invalidité	X	X	X	500 000	Disponibilité des ressources
	2.4.2. Accompagnement dans la création des associations	X	X	X	500 000	
	3.1.1. Distribution des manuels scolaires aux familles en situation de pauvreté chronique	X	X	X	2 000 000	-Disponibilité des parties prenantes
	3.1.2. Recensement et accompagnement des familles en situation de pauvreté chroniques	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des ressources Enquêtes préalables
	TOTAL				208 000 000	

4.12.3. Cadre logique du secteur AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

PROBLÈME : Difficulté à pratiquer une agriculture rentable et durable				
Stratégie sectorielle : Accroître la production agricole en vue de satisfaire les besoins alimentaires et agroalimentaires.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Faciliter l'accès à la pratique d'une agriculture rentable et durable dans la Commune	Taux d'accroissement des revenus des ménages	Rapports DAADER Rapport Organisations paysannes	Conditions climatiques favorables
Objectifs spécifiques	1. Renforcer la mise en œuvre des facteurs de préproduction	- Nombre de semences acquis ou distribués - Nombre de producteurs encadrés - Superficie des terres cultivées	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées
	2. Renforcer la mise en œuvre des facteurs de production	- Nombre et liste des plantations entretenues - Nombre de points de vente des intrants	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées
	3. Renforcer la mise en œuvre des facteurs de post-production	- Nombre de points de transformations - Nombre de points de conservations - Nombre de points de commercialisations	Rapports et enquêtes des sectoriels	Disponibilité des moyens financiers
Résultats	1.1. L'accès aux semences améliorées est facilité	- Nombre et type de semences acquises	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées
	1.2. L'encadrement des producteurs est permanent et renforcé	- Nombre de producteurs formés par an	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées
	1.3. L'accès aux terres cultivables est facilité	- Nombre de kilomètre de dessertes aménagées	-PV de réception -Photos	-Étude technique -Disponibilité des moyens financiers
	2.1. Le ravitaillement des produits phytosanitaires, intrants est possible dans les différents villages	- Quantité et liste des produits phytosanitaires, intrants acquis	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées
	2.2. L'accès au matériel de travail de qualité est facilité	- Nombre et type de matériel de qualité acquis	Rapports et enquêtes des sectoriels	Implication des toutes les parties concernées

Plan Communal de Développement

	3.1. La conservation des produits agricoles est facilitée	- Nombre d'appareil et de structures de conservations acquis et construites	-Rapports et enquêtes des sectoriels -PV de réception -Photos			-Étude technique des moyens financiers -Disponibilité des moyens financiers	
	3.2. La transformation des produits agricoles est facilitée	- Nombre d'appareil acquis - Nombre de structures de transformation et construites	-Rapports et enquêtes des sectoriels -PV de réception -Photos			-Étude technique des moyens financiers -Disponibilité des moyens financiers	
Activités			Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1.	Acquisition des semences améliorées de grande consommation dans tous le villages	X	X	X	50 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires
	1.1.2.	Construction et équipement des centres d'achat du matériel agricole à proximité des postes agricoles	X	X	X	75 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	1.1.3.	Création des champs semenciers à Nkoemetag 2 (1000 plants sur 1ha), Mikoague (maïs), Bende (piment et maïs)	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	1.1.4.	Création et équipement d'une pépinière de plants de cacao-café à haut rendement à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb Mikoague, Zoguella, Campement Baka (Sombouo) (cacao, piments), Nyimbe	X	X	X	7 000 000	Disponibilité foncière Disponibilité du MINADER
	1.2.1.	Organisation de 04 ateliers de formations aux nouvelles techniques agricoles plus productifs et respectant l'environnement pour tous les villages et quartiers	X	X	X	6 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires Implication du sectoriel
	1.2.2.	Acquisition du matériel roulant pour la délégation et les postes agricoles (un 4x4 et 03 motos)	X	X	X	50 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	1.2.3.	Création, construction et équipement de 02 postes agricoles à Bigoens et Akok Maka	X	X	X	60 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
1.2.4.	Rénovation de la délégation d'arrondissement du MINADER	X	X	X	10 000 000	Disponibilité des fonds	

Plan Communal de Développement

	<p>1.3.1. Ouverture de 78 km de pistes agricoles dont à Ntoumb (axe chefferie – Akou sur 5 km), Makougou (axe chefferie - Makoambe sur 5km) Djoum (Axe 1 :Seng-Seng sur 3km, Axe 2 : Djoum-Mombonda sur 5 km et Axe 3 : piste Mabonda sur 5km), Ngoemetag 1 axe (Ngoemetag 1-Ampewa sur 8 km), Ndankuimb (Tsoudou-Mpeng sur 5km), MBAMA (Axe 1 : Efouasse à Mbama carrefour de 5 km ; Axe 2 : Akou à Mbama de 07 km et Axe 3 : Baigue à Mbama de 07 km, Axe 4 : Entrée Stade à Bede-Kang de 7 km de Djemb), ATOK (Axe 1 : EPC à Mpal de 03 km ; Axe 2 : Antenne Orange à Mbouela de 03 km ; Axe 3 : Église catholique à Djouo de 03 km ; Axe 4 : Gendarmerie à Mpal de 04 km ; Axe 5 : Atok à Efouas de 03 km (présence d'un marécage))</p>	X	X	X	624 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Après étude de faisabilité, • Bien définir chaque itinéraire • Élaboration des schémas d'itinéraires, • Étude des sols pour des ouvrages à construire, • Établissement des plans des ouvrages <p>Élaboration des devis estimatifs et quantitatifs</p>
	<p>1.3.2. Reprofilage de 151 km de pistes agricoles à MAKOK (axe 1 : EPC – Antembang de 500 m, axe 2 : Antembang – Ngoulemakong de 15 km, axe 3 : Makok centre – bord du marécage de 2 km, axe Ndjouk – Meba de 7 km, axe 4 : Kouong – Ndili de 17 km), à BIDJIGUE 1 (axe 1 : Mebomedjoum – Aka Odjih avec buse à Djian de 6 km + bretelle à Amdili à Melon de 2 km avec buse à Melon ; axe 2 : Stade à Ngueines de 2 km), à BIGOENS (axe 1 : Bigoens - Pala sur 2 km, axe 2 : Bigoens - Njela sur 2,5 km et axe 3 : Bigoens - Phawé sur 2 km), à AKOK MAKAKA (axe 1 : Akak – Tombo de 05 km ; axe 2 : Ndjongmondo – Akak – Edemde de 08 km ; axe 3 : Ngoung – Ebol Mbang de 10 km), à BENDE (axe 1 : Bende – Mebangue de 2 km ; axe 2 : Bende - Aminboughe de 2 km ; axe 3 : Bende – Nkeng de 2 km ; axe 4 : Bende – Kong de 6 km), à NDJINDA (axe 1 : Ndjinda – Binkoula de 3 km ; axe 2 : Ndjinda – Ngoasse de 3 km), ATOK (axe 1 : Bidjigué – CFSO de 04 km ; axe 2 : CFSO – Mebouom de 04 km ; axe 3 : CFSO – Nboang de 04 km ; axe 4 : Face Meyene à Souobou de 5 km ; axe 5 : Mikoague – Atok de 15 km ; axe 6 : Atok à Mozoagé de 15 km, axe 7 : Face Meyene à Souombou de 5 km)</p>	X	X	X	906 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Après étude de faisabilité, • Bien définir chaque itinéraire • Élaboration des schémas d'itinéraires, • Étude des sols pour des ouvrages à construire, • Établissement des plans des ouvrages <p>Élaboration des devis estimatifs et quantitatifs</p>
	<p>2.1.1. Acquisition des produits phytosanitaires (fongicides, herbicides, pesticides, insecticides) tous les villages</p>	X	X	X	28 000 000	<p>-Disponibilité foncière -Implication des autorités</p>
	<p>2.1.2. Acquisition des intrants agricoles (<i>NPK, urée, kieserite (graines), mocape pour bananier, produits phytosanitaires (fongicides, herbicides, pesticides, insecticides)</i>) aux organisations paysannes de la commune pour amélioration du rendement agricole</p>	X	X	X	28 000 000	<p>Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires</p>

Plan Communal de Développement

	2.2.1. Acquisition de 01 tracteur communal pour accroître la production auprès des organisations des producteurs et des EFA	X	X	X	100 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	2.2.2. Acquisition du matériel agricole à Campement Baka (Sombouo et Zoguella) (02 tronçonneuses, 04 brouettes, 02 pousses, 50 paires de bottes, 80 machettes, 80 dabas, 80 plantoirs, 80 houes, arrosoirs, pulvérisateurs) Sombouo (machettes, limes, tronçonneuses, brouettes, bottes, gants, pulvérisateurs), Bidjigüe 1 (4 tronçonneuses, 50 machettes, 100 paires de bottes, 25 pulvérisateurs, 25 brouettes, 04 motopompes, 10 pousse-pousses, 50 limes, 20 arrosoirs, 03 tricycles), à Makok (01 tronçonneuse)	X	X	X	50 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires
	2.2.3. Construction d'une ferme agricole communale de multiplication du matériel agricole et de semences de grande consommation à Ntoumb (superficie 120 m ²), Bidjigüe 2 (superficie 120m ² , Makogou (superficie 120 m ²)	X	X	X	75 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Études techniques
	2.2.4. Création d'un champ expérimental du riz Nerica dans la commune	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des terres Disponibilité des fonds
	3.1.1. Construction de 20 magasins de stockage des produits vivriers et de rente dont à Ntoumb (25 m ³), Bidjigüe 2 (25 m ³), Kodjans (25 m ³), Makogou (25 m ³), Nkoemetag 2 (25 m ³), Djoum , Ngoemetag 1 , Mikoague , Ndankuimb , Mikoague , Zoguella , Nyimbe , Sombouo , Makok (50 m ³), Bidjigüe 1 (50 m ³), Bigoens (50 m ³), Bende (50 m ³), Ndjinda (50 m ³), Atok (100 m ³), Mbama (100 m ³),	X	X	X	500 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Études techniques
	3.1.2. Construction de 14 aires de séchage à Ntoumb (10 compartiments avec clôture d'une hauteur de 1,5m), Bidjigüe 2 (10 compartiments avec clôture d'une hauteur de 1,5m), Kodjans (10 compartiments avec clôture d'une hauteur de 1,5m), Makogou (10 compartiments avec clôture d'une hauteur de 1,5m), Kodjans (10 compartiments avec clôture d'une hauteur de 1,5m), Nkoemetag2 , Ngoemetag 1 , Ndankuimb , Zoguella , Sombouo	X	X	X	28 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Études techniques
	3.1.3. Acquisition de 05 séchoirs autobus de 12 m ³ dont à 01 Makok et 04 à Bidjigüe	X	X	X	2 500 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires
	3.2.1. Acquisition du matériel de transport (tricycles, pousses brouettes) aux GIC à Djoum , Ngoemetag 1 , Campement Baka (Sombouo) (02 tricycles), Nyimbe (02 tricycles), Sombouo (02)	X	X	X	100 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires

Plan Communal de Développement

	3.2.2. Construction de 04 unités de transformation de maïs et manioc dont 01 à Makok, 01 à Bidjigue 1, 01 à Akok Maka et 01 à Ndjinda	X	X	X	400 000 000	Disponibilité des moyens financiers et foncière Appui de l'État et des partenaires
	3.2.3. Acquisition de 25 bâches de 16 m ³ chacune aux agriculteurs à Akok Maka	X	X	X	2 000 000	Appui de l'État et des partenaires
	3.2.4. Acquisition d'une égreneuse de maïs à Bidjigue 1	X	X	X	1 500 000	Appui de l'État et des partenaires
	TOTAL				3 109 000 000	

4.12.4. Cadre logique du secteur ARTS ET CULTURE

Problème : Difficulté à promouvoir la culture locale							
Stratégie sectorielle : Conserver l'art et la culture Camerounais et renforcer l'appareil de production des biens et services culturels		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Faciliter la promotion, la valorisation et la conservation du patrimoine culturel communal	Niveaux/taux d'accroissement des éléments culturels exploités	Rapport DD MINAC			Forte implication de la population	
Objectifs spécifiques	1. Créer des structures de formations et de promotion des arts et la culture	Nombre de structures construites	Rapports d'activité du DDAC, MAIRIE			-Implication des populations -Disponibilité des financements	
	2. Inventorier et valoriser le patrimoine culturel existant	- Inventaire du patrimoine culturel local élaboré ; Nombre de festival organisé - Nombre de jeunes initiés - Nombre de matériel traditionnel, acquis	Rapports d'activité du DDAC, MAIRIE			-Implication des populations -Disponibilité des financements	
	3. Structurer les métiers artistiques et les corporations (musique, art plastique, photographie, etc.)	Liste des artistes de tout ordre élaborée	Rapport DDAC				
Résultats	1.1. Des foyers culturels, des bibliothèques culturelles, des musées et la maison de la culture sont construits	Nombre d'infrastructures culturelles construites et renovées	- PV de réception des travaux - Photo			-Implication des populations -Disponibilités financements	
	1.2. Les sites culturels sont renovés	Nombre d'infrastructures culturelles renovées	PV de réception des travaux			Disponibilité des ressources financières	
	2.1. Le patrimoine culturel est inventorié	Document du patrimoine culturel élaboré					
	2.2. Des festivals et des journées culturelles sont organisés	Nombre de festival organisé	Rapports d'activité du DDAC, Photo des festivals			-Implication des populations -Disponibilité des financements	
	3.1. Les artistes locaux sont regroupés en association et sont accompagnés	Liste des associations existantes	Rapport du DDAC			Implication des acteurs	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		COÛTS
	1.1.1. Construction d'un foyer culturel à Ntumb, Bidjigue 2, Kodjans, Makougou, Ngoemetag 2, Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague,		X	X	X	380 000 000	Études de faisabilité

Plan Communal de Développement

Zoguella, Campement Baka (Sombouo), Nyimbe, Sombouo, Makok, Bidjigue 1, Bigoens, Akok Maka, Bende, Ndjinda					
1.1.2. Construction et aménagement d'une maison de la culture à Nkoemetag 2	X	X	X	10 000 000	Études de faisabilité
1.1.3. Acquisition du matériel à Ntoumb (60 chaises, tam-tam, tambours), Bidjigue 2 (50 chaises) Kodjans (50 chaises), Makogou (50 chaises), Ndankuimb (instruments de musique, tam-tam... etc), Mikoague, Nyimbe, Bidjigue 1	X	X	X	6 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
1.2.1. Renovation du palais des Maka Be bend	X	X	X	25 000 000	Disponibilité des fonds Implication des élites
2.1.1. Elaboration d'un inventaire du patrimoine culturel matériel et immatériel de la commune	X	X	X	10 000 000	Disponibilité des fonds Implication des populations
2.2.1. Appui à l'organisation d'un festival culturel à Atok	X	X	X	5 000 000	Site d'organisation desdits festivals
3.1.1. Accompagnement dans la structuration des artistes de la commune (tous les villages)	X	X	X	5 000 000	-Implication des autorités
TOTAL				441 000 000	

4.12.5. Cadre logique du secteur COMMERCE

Problème : Difficulté à exercer les activités commerciales				
Stratégie sectorielle : Assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Promouvoir la commercialisation des produits locaux	- Nombres d'infrastructures marchandes construites - Liste de produits locaux mis sur le marché	Rapports MINCOMMERCE Rapports communaux	DR Forte implication des acteurs Disponibilité financière
Objectifs spécifiques	1. Accroître les infrastructures de marchandes	Nombre d'infrastructures marchandes accrues	PV de réception des infrastructures construits Photos	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
	2. Améliorer les conditions socio environnementales au sein des infrastructures marchandes	Nombre d'infrastructures socio-environnementales construites	Rapports et enquête dans le secteur	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
	3. Améliorer l'activité commerciale auprès des acteurs des marchés	Nombre de commerçants et consommateurs sensibilisés	Rapports et enquête dans le secteur	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
Résultats	1.1. Des hangars de marché sont construits	Nombre de hangars construits	PV de réception des marchés construits	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
	1.2. Des marchés périodiques sont créés et construits	Nombre de marchés périodiques créés et construits	PV de réception des marchés construits	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
	2.1. Des infrastructures socio-environnementales sont construites	Nombre de blocs latrines construite	PV de réception des marchés construits	Disponibilité des financements Montage des études faisabilité
	3.1. Les acteurs (commerçants et consommateurs) sont sensibilisés sur les	-Nombre de commerçants sensibilisés	Rapport dans le secteur	Disponibilité des financements

Plan Communal de Développement

	dangers sur les textes régissant l'activité commerciale	-Fiches des commerçants et consommateurs sensibilisés				Montage des études faisabilité	
Activités				Ressources	Coûts (FCFA)	Conditions préalables	
				H	F		M
	1.1.1. Modernisation du marché de Mbama avec construction de nouvelles boutiques (08)		X	X	X	50 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	1.1.2. Construction d'une quincaillerie communale à Atok		X	X	X	25 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	1.1.3. Construction et équipement d'une chambre froide à Djoum		X	X	X	50 000 000	Études de faisabilité
	1.2.1. Création et construction des marchés périodiques avec comptoirs à Bidjigue 2 (25 comptoirs), Makougou (25 comptoirs), Ngoemetag 2 (25 comptoirs), Djoum, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Sombouo		X	X	X	400 000 000	S'assurer des distances d'au moins 10km entre deux marchés périodiques
	2.1.1. Électrification du marché construit à Djoum, Ngoemetag 1		X	X	X	30 000 000	Études, Disponibilité des fonds
	2.1.2. Construction d'un forage au marché de Nyimbe		X	X	X	8 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
	3.1.1. Sensibilisation des commerçants ambulants sur les risques des accidents de la route à Atok		X	X	X	1 000 000	Disponibilité des fonds
	3.1.2. Elaboration d'un partenariat avec les commerçants locaux avec la MIRAP pour la vente des produits de première nécessité		X	X	X	1 000 000	Disponibilité des fonds Implication des acteurs
	TOTAL					565 000 000	

4.12.6. Cadre logique du secteur COMMUNICATION

PROBLÈME : Difficulté d'accès à l'information et aux nouvelles techniques de l'information							
Stratégie sectorielle : Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Faciliter l'accès à l'information	Nombre d'infrastructures construits Nombre de médias créés	Rapport communaux			Disponibilité des financements	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès aux infrastructures et services de communication nationaux	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activités Mairie Rapport d'activité DDMINCOM			Disponibilité des financements Montage des études faisabilité	
	2. Améliorer l'accès à l'information d'actualité	Nombre de médias construits	Rapport d'activités Mairie Rapport d'activité DDMINCOM			Disponibilité des financements Montage des études faisabilité	
Résultats	1.1. Les zones d'ombres et de silence sont éradiquées	Nombre de village capant le signal TV et radio Nombre de kiosques construit	Rapport d'activités Mairie Rapport d'activité DDMINCOM			Disponibilité des financements Montage des études faisabilité	
	2.1. La radio communautaire est fonctionnelle	01 radio communautaire équipée	Rapport d'activités Mairie Rapport d'activité DDMINCOM			Disponibilité des financements Montage des études faisabilité	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1.	Plaidoyer pour la construction de 01 antenne de relais TV/Radio (CRTV) à Atok	X	X	X	10 000 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
	1.1.2	Acquisition de mégaphone pour le griot à Bidjigue 2 (01), Kodjans (02), Makogou (03), Makok (01)	X	X	X	2 100 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
	1.1.3.	Acquisition d'un groupe électrogène de 10 KVA pour la radio communautaire d'Atok	X	X	X	3 000 000	Disponibilité des fonds
1.1.4.	Construction d'un pylône de 40 m pour la radio communautaire d'Atok	X	X	X	10 000 000	Étude technique et disponibilité des fonds	

Plan Communal de Développement

	2.1.1. Équipement de la radio communautaire communale d'Atok	X	X	X	50 000 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
	2.1.3. Acquisition des outils de communication traditionnelles Ngoemetag 2	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des fonds
					80 100 000	

4.12.7. Cadre logique du secteur DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE

PROBLÈME : Faible essor des activités économiques dans la Commune																
Niveaux	Formulations	INDICATEUR OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLE	SOURCE DE VÉRIFICATION		SUPPOSITIONS / HYPOTHÈSE DE RÉALISATION											
Objectif global	Renforcer les activités économiques	Taux de croissance de la commune	Rapport ECAM		Implications des autorités Disponibilité financières											
Objectifs spécifiques	1. Renforcer le développement des activités agropastorales	- Augmentation de la production agricole - Augmentation de la production halieutique - Nombre de plantations construites	-Rapports du MINADER et du MINEPIA du Haut-Nyong -Rapports du comité de suivi du PCD		Implication des autorités communales et administratives											
	2. Améliorer l'état des dessertes de grandes envergures	Nombre de kilomètre de route bitumée	-PV de réception, Photos -Rapports du CCSE du PCD		Implication des autorités -Disponibilité des moyens financiers											
	3. Faciliter la pratique des activités génératrices de revenu dans l'espace urbain et rural	Nombre de marchés réhabilités et opérationnels	-Rapports des services déconcentrés du MINADER et du MINEPIA du Haut-Nyong -Rapports du comité de suivi du PCD		-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'État et des partenaires											
Résultats	1.1. La pratique de l'activité agricole est facilitée et intensifiée	Nombre de champs créés Superficie des champs créés Statistique de la production annuelle	-Rapports du MINADER et du MINEPIA du Haut-Nyong -Rapports du comité de suivi du PCD		-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'État et des partenaires											
	1.2. Le matériel agricole pour la pratique d'une agriculture mécanique est acquis	Nombre d'engins agricole acquis	-Rapports du MINADER et du MINEPIA du Haut-Nyong -Rapports du comité de suivi du PCD		-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'État et des partenaires											
	2.1. Les projets routiers sont fortement pris en compte dans le budget d'investissement	Nombre de kilomètres de dessertes bitumées	-PV de réception, Photos -Rapports du CCSE du PCD		-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'État et des partenaires											
	3.1. Les projets porteurs de croissance sont implantés dans l'espace urbain et/ou rural	Nombre d'infrastructures porteuses de croissance construites	-PV de réception, Photos -Rapports du CCSE du PCD		-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'État et des partenaires											
Activités			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Ressources</th> <th rowspan="2">Coûts (FCFA)</th> </tr> <tr> <th>H</th> <th>F</th> <th>M</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Ressources			Coûts (FCFA)	H	F	M					CONDITIONS PRÉALABLES
Ressources			Coûts (FCFA)													
H	F	M														

Plan Communal de Développement

1.1.1. Création d'un champ d'ananas de 10 Ha à Makougou	X	X	X	50 000 000	Études de faisabilité
1.2.1. Acquisition de 20 tracteurs, 20 déchaumeuses, 10 motoculteurs, de 05 butteuses, 05 décompacteuses	X	X	X	1 000 000 000	Disponibilité des fonds
2.1.1. Aménagement de toute la voirie	X	X	X	5 600 000 000	Disponibilité des fonds
3.1.1. Aménagement d'un site touristique à Atok CFSO	X	X	X	500 000 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
3.1.2. Construction d'un port sec à Mbama	X	X	X	50 035 323 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
TOTAL				57 185 323 000	

4.12.8. Cadre logique du secteur DOMAINES, CADASTRES ET AFFAIRES FONCIÈRES

PROBLÈME : Difficultés d'accès à un titre de propriété immobilière							
Stratégie sectorielle : Élaborer une stratégie nationale de gestion du patrimoine foncier national avec un regard spécifique sur le patrimoine administré ou géré par l'État		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Préserver les domaines et les réserves foncières	Nombre de titres de propriété réalisés	Rapport d'activité DDDCAF du Haut-Nyong, Rapport Mairie			Disponibilité des sources de financement	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la gestion licite de la terre	Nombre de bornage effectué Superficie des terres sécurisées	Rapport d'activité du DDDCAF du Haut-Nyong, Rapport Mairie			Disponibilité des sources de financement	
	2. Faciliter l'accès à l'information et les procédures sécuritaires	Nombre de sensibilisation sur les procédures sécuritaires	Rapport d'activité du DDDCAF du Haut-Nyong, Rapport Mairie			Disponibilité des sources de financement	
Résultats	1.1. Les terres sont sécurisées	Nombre de bornage effectué Nombre de titres fonciers obtenu	Rapport d'activité du DDDCAF du Haut-Nyong, Rapport Mairie			Disponibilité des sources de financement	
	2.1. Les populations sont sensibilisées sur la sécurisation des terres	Nombre de sensibilisation	Rapport d'activité du DDDCAF du Haut-Nyong, Rapport Mairie			Disponibilité des sources de financement	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Facilitation de l'obtention des titres fonciers (tous les villages et quartiers)		X	X	X	100 000 000	Sensibilisation
	1.1.2. Création et mise en acquisition de nouveaux lotissements		X	X	X	4 000 000	Implication des autorités administratives, municipales et traditionnelles
	2.1.1. Sensibilisation des populations sur l'importance et l'avantage de l'établissement du titre foncier, la vente illégale de terrain, l'immatriculation des terres (tous les villages et quartiers)		X	X	X	5 000 000	Forte implication des populations et des autorités
TOTAL			109 000 000				

4.12.9. Cadre logique du secteur EAU

PROBLÈME : Difficulté d'accès à l'eau potable																	
Stratégie sectorielle : Faciliter l'accès à l'eau potable pour tous		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification		Suppositions / Hypothèse de réalisation												
Niveaux	Formulations																
Objectif global	Faciliter l'accès à une eau potable de qualité	Taux d'accès moyen à une eau potable de qualité	Rapport Mairie Rapport DD MINEE		Disponibilité des moyens financiers Maturatio des projets												
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre de l'accès en infrastructures en eau potable	Nombre de points d'eau potables construits	PV de réception des forages et puits construits Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
	2. Améliorer la qualité de l'eau	Nombre de personnes sensibilisées dans la potabilisation et la conservation de l'eau	Rapports des ateliers Photo		-Disponibilité des moyens financiers Implication des populations												
	3. Assurer la pérennisation des ouvrages hydrauliques	Nombre de blocs latrines construits	PV de réception, Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
Résultats	1.1. Des forages et des puits sont construits et aménagés	Nombre de forages construits Nombre de puits construits	PV de réception, Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
	1.2. Des adductions d'eau sont construites	Nombre d'adduction d'eau construite	PV de réception, Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
	1.3. Les sources naturelles sont aménagées																
	1.4. Des points d'eau sont réhabilités	Nombre de points d'eau réhabilités	PV de réception, Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
	2.1. Les populations maîtrisent les techniques et potabilisation et de conservation de l'eau potable	Nombre de personnes sensibilisées	Rapports des ateliers		Disponibilité des fonds												
	3.1. Le mécanisme de gestion des ouvrages hydrauliques est mis en place	Nombre de séances de sensibilisations	PV de présence, Photo		-Maturation des projets -Disponibilité des moyens financiers												
Activités			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Ressources</th> <th rowspan="2">Coûts (FCFA)</th> <th rowspan="2">Conditions préalables</th> </tr> <tr> <th>H</th> <th>F</th> <th>M</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables	H	F	M					
Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables													
H	F	M															

Plan Communal de Développement

1.1.1. Construction de 22 forages équipés d'une pompe à motricité humaine dont 02 à Ntoub, 02 à Bidjigue 2 (01 dans le village, 01 EP), 02 à Kodjans, 01 à Nkoemetag 2, 01 à Djoum, 01 à Ngoemetag 1, 01 à Ndankuimb (01 à Tsoulou), 02 à Mikoague, 01 au Campement Baka (Sombouo), 01 à Nyimbe 02 à Sombouo, 02 à Makok (Ndjouk, EP de Makok), 01 à Akok Maka chefferie, 01 à Bende Chefferie, de 02 forages à Ndjinda	X	X	X	176 000 000	Études techniques préalables et disponibilité des fonds
1.1.2. Construction de 03 puits dont 02 à Bidjigue 1 (zone Ngabitole et zone Ntang Marc) et 01 Ndankuimb	X	X	X	12 000 000	-Étude de faisabilité -Implication des autorités
1.2.1. Construction d'une adduction d'eau (Akok Maka – Nyimbe)	X	X	X	200 000 000	-Disponibilité foncière -Implication des autorités
1.2.2. Réhabilitation du réseau SCAN WATER à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb	X	X	X	10 000 000	Réhabilitation par le MINEE
1.3.1. Aménagement de sources d'eau dont 01 à Bidjigue 2 (Chouchoutame), Makogou, 01 à Djoum (Agnefa), 01 à Mikoague, 01 à Zoguella, 02 à Campement Baka (Sombouo) (Abekmind et Ndjodjouong), Nyimbe	X	X	X	5 000 000	Études techniques préalables et disponibilité des fonds
1.4.1. Réhabilitation de 22 points d'eau en panne dont 03 forages en panne à Makok (centre, chefferie, Ngong), des 03 forages à Bigoens, de 03 forages à Akok Maka, de 03 à Ndjinda, 01 à Ntoub, Makogou, Nkoemetag2 Djoum (02), Ndankuimb (03), Mikoague (01), Nyimbe (01)	X	X	X	17 000 000	Études techniques préalables et disponibilité des fonds
2.1.1. Formation des populations sur les techniques de potabilisation et de conservation de l'eau	X	X	X	2 500 000	Disponibilité des fonds
3.1.1. Formation des comités de gestion dans la maintenance et le suivi des ouvrages hydrauliques dans tous les villages	X	X	X	2 500 000	/
TOTAL				430 000 000	

4.12.10. Cadre logique du secteur ÉNERGIE

PROBLÈME : Difficulté d'accès à l'énergie électrique							
Stratégie sectorielle : Porter à l'horizon 2020 les capacités de production énergétique à 3000 MW		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Améliorer l'accès à l'énergie électrique	Taux de ménage ayant accès à l'énergie électrique	Rapport Mairie Rapport MINEE			Disponibilité des financements Etudes	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la couverture du réseau électrique dans la Commune	Nombre de villages électrifiés	PV de réception Nombre de branchements Nombre de transformateurs			-Études de faisabilités -Disponibilité des financements	
	2. Maintenir les installations électriques endommagées	Nombre de kilomètre Nombre et liste des villages électrifiés	PV de réception Nombre de transformateurs			-Études de faisabilités -Disponibilité des financements	
Résultats	1.1. Toutes les forces vives sont impliquées pour l'accès à l'électricité dans certaines localités	Nombre de villages électrifiés	PV de réception Nombre de transformateurs			-Études de faisabilités -Disponibilité des financements	
	2.1. Les installations électriques sont entretenues	Nombre de kilomètre Nombre et liste des villages électrifiés	PV de réception Nombre de transformateurs			-Études de faisabilités -Disponibilité des financements	
Activités			Ressources			CONDITIONS PRÉALABLES	
			H	F	M		COÛTS (FCFA)
	1.1.1. Extension du réseau électrique MT triphasée dans toute la commune		X	X	X	675 500 000	Construction effective de la station de Mampam
	1.1.2. Construction de 06 minicentrales solaires dans la commune		X	X	X	1 200 000 000	Études techniques
	1.1.3. Installation de l'éclairage publique solaire à Ntomb (10 lampadaires), Bidjigou 2 (15), Kodjans (10), Makogou (20)		X	X	X	82 500 000	Études techniques
	2.1.1. Réhabilitation de 09 km du réseau électrique à Akok Maka		X	X	X	81 000 000	Dès finalisation de la station de Mampam
	2.1.2. Installation de 01 transformateur à Akok Maka		X	X	X	5 000 000	Études techniques
	2.1.3. Acquisition de 02 groupes électrogènes dont 01 à Djoum et 01 à Ngoemetag 1		X	X	X	5 000 000	Études techniques
	2.1.4. Acquisition des lampes solaires à Campement Baka (Sombouo) (60)		X	X	X	90 000 000	Études techniques
TOTAL			2 139 000 000				

4.12.11. Cadre logique du secteur ÉDUCATION DE BASE

Problème : Accès difficile à l'éducation de base de qualité				
Stratégie sectorielle : Garantir l'accès à l'éducation préscolaire et scolaire à tous les enfants en âge scolaire		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	Taux de scolarisation	Rapport d'activité IAEB d'Atok	Disponibilités des financements Montages des études de faisabilité
Objectifs spécifiques	1. Accroître la capacité d'accueil de la Commune dans l'éducation préscolaire	-Nombre d'écoles maternelles créées et construites -Nombre de salles de classe construite	- Rapport d'activité IAEB d'Atok	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements
	2. Accroître la capacité d'accueil de la Commune dans l'éducation scolaire	Nombre de forages construits Nombre de latrines construites Nombre d'aire de jeux construite Nombre d'écoles maternelles et primaires électrifiés	- Rapport d'activité IAEB d'Atok	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements
	3. Réduire la disparité en termes d'infrastructures scolaires et de personnel enseignant	- Nombre d'enseignants affectés -Nombre de logement pour enseignants construit	- Rapport d'activité IAEB d'Atok - Note d'affectation	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements
Résultats	1.1. De nouvelles écoles maternelles sont créées, construites et équipées	Nombre d'écoles maternelles construites	- Rapport d'activité IAEB - PV de réception, - Photo	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements
	1.2. Des salles de classes sont construites et équipées dans les écoles maternelles existantes	Nombre de salles de classe construite	- Rapport d'activité IAEB d'Atok - PV de réception, - Photo	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements
	2.1. De nouvelles écoles primaires sont créées et construites	Nombre d'écoles primaires créées et construites	Rapport d'activité IAEB PV travaux	Disponibilité des financements
	2.2. De nouvelles salles de classes sont construites et équipées	Nombre de nouvelles salles de classe construites et équipées	Rapport IAEB PV travaux	Disponibilité des financements
	2.3. Des salles de classes sont réhabilitées	Nombre de salles de classe réhabilitées	Rapport IAEB PV travaux	Disponibilité des financements

Plan Communal de Développement

	3.1. Les écoles disposent de logement d'astreinte adéquats	Nombre de logement pour enseignants construit Nombre de blocs administratifs construits	- Rapport d'activité IAEB d'Atok - PV de réception, - Photo	- Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements			
	3.2. Les salles de classes sont équipées de tables bancs, blocs administrati et matériel informatique	Nombre de tables bancs acquis Nombre d'armoires et bureaux acquis, Nombre de matériels informatique acquis	- Rapport d'activité IAEB - PV de réception, - Photo	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements			
	3.3. Les écoles de la Commune disposent des latrines, point d'eau, aire de jeux, espace vert et bacs à ordure	Nombre de forages construits Nombre de latrines construites Nombre d'aire de jeux construite Nombre d'écoles maternelles et primaires électrifiés	- Rapport d'activité IAEB - PV de réception, - Photo	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements			
	3.4. Les écoles disposent d'enseignants qualifiés et en nombre suffisant	Nombre d'enseignants affectés	- Rapport d'activité IAEB - PV de réception, - Photo	-Montage des études faisabilités -Disponibilités des financements			
Activités			Ressources	Coûts (FCFA)	Conditions préalables		
			H	F	M		
	1.1.1. Création, construction et équipement de 11 écoles maternelles à Kodjans, Bigoens, Atok Bilingue, Mikoague, Ngoemetag 1, Zoguella, Makok, Akok Maka, Bende, Mayos et Ebodenkou		X	X	X	220 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
	1.1.2. Accompagnement dans la création des centres préscolaires communautaires (CPC) à Ndankuimb, Mikoague, Campement Baka (Sombouo)		X	X	X	80 000 000	Disponibilité des financements
	1.2.1. Construction et équipement d'un bloc maternel de 02 salles de classe pour l'EM de Bigoens		X	X	X	30 000 000	
	2.1.1. Création, construction et équipement de 06 écoles primaires à Kodjans, Ngoemetag 2, Ndankuimb, Bidjigue 1, Bende, Ebodenkou		X	X	X	690 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
2.2.2. Construction de 07 blocs de salles (18) de classe aux écoles primaires de Makougou (01 bloc de 03 salles de classes), Djoum (02 blocs de 03 salles de classes), Campement Baka (Sombouo) (02 blocs de 04 salles de classes), Makok (01 bloc de 02 salles de classe), Bidjigue 1 (01 bloc de 02 salles de classe), Bigoens (01 bloc de 02 salles de classe), Ndjinda (01 bloc de 02 salles de classe)		X	X	X	162 000 000	Devis. Disponibilité des fonds	

Plan Communal de Développement

2.3.1. Réhabilitation de salles de classe des écoles publiques à Zoguella (02), 03 salles de classe défectueuses à l'EP de Makok, de 02 salles de classe en mauvais état à l'EP de Bigoens, de 04 salles de classe à l'EP d'Akok Maka	X	X	X	11 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.1.1. Construction des logements d'astreintes pour enseignants à Makougou, Djoum, Mikoague, Zoguella, Akok Maka, Ndjinda, Atok G1 et G2	X	X	X	280 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.2.1. Construction d'une bibliothèque à Djoum, Mikoague, Zoguella, Ndjinda	X	X	X	100 000 000	Disponibilité des financements
3.2.2. Construction d'une clôture dans 07 écoles publiques primaires : Bidjigue 2, Makougou, Zoguella, Campement Baka (Sombouo), Makok, Bigoens, Mbama Mpande	X	X	X	140 000 000	Disponibilité des financements
3.2.3. Sécurisation de l'école par l'aménagement des dos d'âne devant l'école Zoguella	X	X	X	2 000 000	Disponibilité des financements
3.2.4. Construction d'un bloc administratif à l'école primaire (EP) de Bidjigue 2, Makougou, Djoum, Makok, Bigoens, Ndjinda, Mbama, Atok	X	X	X	80 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.2.5. Acquisition des table-bancs, EP de Djoum (50), EP de Ngoemetag 1, EP de Mikoague (30), Zoguella (25), EP de Makok (20), EP de Bigoens (120), EP d'Akok Maka (250), EP de Ndjinda (100), Mbama 1 et 2 (100), Atok (50)	X	X	X	13 410 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.2.6. Équipement de 35 petites chaises et 6 petites tables pour l'EM de Bigoens	X	X	X	700 000	
3.2.7. Acquisition du matériel didactique (paquet minimum) dans toutes les écoles maternelles et primaires	X	X	X	50 000 000	Disponibilité des financements
3.2.8. Équipement des salles de classe en bureau/armoire pour enseignant à l'EP de Makougou, Atok, Atok Bilingue	X	X	X	15 000 000	Disponibilité des financements
3.3.9. Acquisition des fournitures scolaires par dotation au Campement Baka (Sombouo)				5 000 000	
3.3.1. Acquisition de bacs à ordures à l'EP de Makougou, Bidjigue 2, Atok Bilingue	X	X	X	3 000 000	Disponibilité des financements
3.3.2. Construction d'un forage à l'école publique (EP) de Bidjigue 2, Kodjans, Makougou, Djoum, Mikoague, Zoguella, Ndjinda, Atok G1 et G2	X	X	X	64 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.3.3. Électrification de l'école primaire de Zoguella	X	X	X	10 000 000	Disponibilité des financements

Plan Communal de Développement

3.3.4. Construction de blocs de 03 latrines à l'EP de Bidjigue 2, Makougou, Campement Baka Sombouo, EP d'Akok Maka, EM Ndjinda, EP de Ndjinda, Mbama carrefour	X	X	X	35 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.3.5. Construction d'une aire de jeux multisports à l'EP de Djoum, Mikoague, Zoguella, Ndjinda, Atok G1 et G2, Mbama carrefour, Bigoens	X	X	X	175 000 000	Devis. Disponibilité des fonds
3.3.6. Acquisition du matériel informatique à l'EPP de Djoum, Mikoague, Zoguella, Ndjinda, Atok G1 et G2, Atok Bilingue	X	X	X	60 000 000	Disponibilité des financements
3.3.7. Acquisition d'une boîte à pharmacie à l'EP de Djoum, Mikoague, Atok G1 et G2	X	X	X	3 000 000	Disponibilité des financements
3.4.1. Recrutement du personnel enseignant qualifiés à l'EP de Makougou, Bidjigue 2, Djoum (04 enseignants), Mikoague, Zoguella, Campement Baka (Sombouo) (4 enseignants), 04 à l'EP de Makok, 02 à l'EP d'Akok Maka, de 05 à l'EP de Ndjinda, 01 à L'EM de Ndjinda	X	X	X	-	Décision d'affectation
TOTAL				2 229 110 000	

4.12.12. Cadre logique du secteur ÉLEVAGE, PÊCHE ET INDUSTRIE ANIMALE

PROBLÈME : Faible production animale et halieutique				
Stratégie sectorielle : Accroître la productivité, la production et la compétitivité des produits animales et halieutiques		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Renforcer la promotion de pratiques modernes conventionnelles et non conventionnelles d'élevage et de pêche	Niveau/taux d'accroissement des rendements et des superficies	Fichier des producteurs	Disponibilité des financements Implications des populations Montage des études de faisabilité
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la maîtrise des activités de préproduction en élevage et pêche	-Nombre de fermes construites -Nombre d'étangs construits -Nombre de porcheries construites	Fichier des producteurs	-Implication des paysans et des services compétents -Montage des études de faisabilités -Disponibilité des financements
	2. Faciliter la maîtrise des activités de production en élevage et pêche	-Nombre de personnes formées par an (02 personnes par village) -Nombre d'associations formées	Rapports et enquêtes dans le secteur Fichier des producteurs	-Implication des paysans et des services compétents
	3. Faciliter la maîtrise des activités de postproduction en élevage et pêche	Nombre d'infrastructures de conservation et de transformation construits	Fichier des producteurs	-Implication des paysans et des services compétents
Résultats	1.1. Les espaces pastoraux et piscicoles sont construits	Nombre d'étangs construits Nombre de fermes construites Nombre de porcheries construites	Photos, PV de réception des travaux	-Montage des études de faisabilités -Disponibilité des financements
	1.2. Les intrants et matériels d'élevage sont disponibles	Nombre de races de porcs acquises Nombre (kilos) d'alevins acquis	-Récépissé de légalisation -Règlement intérieur	Forte implication des éleveurs
	1.3. Les structures d'encadrement sont construites et opérationnelles	Nombre de structures d'encadrement construites	Liste du matériel Liste des bénéficiaires	-Montage des études de faisabilités -Disponibilité des financements

Plan Communal de Développement

	2.1. Les producteurs bénéficient d'une formation sur les techniques modernes d'élevage et de pêche	Nombre de personnes formées par an (02 personnes par village)	Photos, PV Rapports sectoriels			-Implication des paysans et des services compétents	
	2.2. Les associations des éleveurs sont mises en place, redynamisées, opérationnelles et suivies	Nombre d'associations formées	Photos, PV Rapports sectoriels			-Implication des paysans et des services compétents	
	3.1. Des infrastructures de conservation et de transformation et de commercialisation sont construites	Nombre d'infrastructures de conservation et de transformation construits	Photos, PV Rapports sectoriels			-Implication des paysans et des services compétents	
			Ressources			Coûts (FCFA)	
			H	F	M	Conditions préalables	
Activités	1.1.1. Construction de 10 fermes porcines communales à Djoum (100 têtes) Ngoemetag 1 (100 têtes), Mikoague (100 têtes), Zoguella (100 têtes), Campement Baka (Sombouo) (25 têtes) Nyimbe (100 têtes), Sombouo (150 têtes), Akok Yebekolo, Makok, Bidjigue 1, Mbama (25têtes), Atok (10 têtes)		X	X	X	150 000 000	- Études de faisabilités -Disponibilité des financements
	1.1.2. Construction de 18 fermes avicoles communales à Bidjigue 2 (120 m²), Kodjans (120m²), Makougou, Ngoemetag 2 (1000 têtes), Djoum (1000 têtes), Ngoemetag 1 (1000 têtes), Mikoague (1000 têtes), Zoguella (1000 têtes), Campement Baka (Sombouo) (200 poulets), Nyimbe (1000 têtes), Sombouo (1000 têtes), Makok (500 têtes), Bigoens (500 têtes), Akok Maka (1500 têtes), Bende (3000 têtes), Ndjinda (2000 têtes), Akok Yebekolo (500 têtes), Mbama (1000 têtes), Atok		X	X	X	270 000 000	-Disponibilité des financements -Implication du sectoriel
	1.1.3. Construction de 11 étangs piscicoles à Bidjigue 2 (01), Kodjans (01), Djoum (01), Ngoemetag 1 (01), Campement Baka (Sombouo) (02), Nyimbe (01), Sombouo (04), Makok, Akok Yebekolo		X	X	X	110 000 000	-Disponibilité des sites et des finances -Implication du sectoriel
	1.2.1. Acquisition des espèces alevins productifs et adaptés à l'environnement local, ainsi que les intrants pour la pisciculture à Bidjigue 2, Kodjans, Makok, Akok Yebekolo, Djoum, Ngoemetag 1, Campement baka de Souombou, Nyimbe, Souombou		X	X	X	10 000 000	Disponibilité des financements
	1.2.2. Acquisition du matériel de pêche à Bidjigue 1 (cannes à pêche, pirogues à moteur, filets...etc), Ntoumb, Ngoemetag 2, Ngoemetag 1 (pirogues, filets, ...etc), Mikoague, Zoguella, Campement Baka (Sombouo), Nyimbe, Sombouo, Makok, Bidjigue 1 (filets, hameçons, fil), Bigoens, Akok Yebekolo, Mayos (hameçons, filets de pêche, bobine de fil blanc n°8, n°9 et n°10)		X	X	X	100 000 000	Disponibilité des financements

Plan Communal de Développement

1.2.3. Acquisition des races animales productifs à Djourn, Ngoemetag 1, Mikoague, Zoguella, Campement Baka (Sombouo) Nyimbe, Sombouo, Akok Yebekolo	X	X	X	40 000 000	
1.2.4. Acquisition des intrants en élevage de qualité à Ntoumb, Makougou, Ngoemetag 1, Djourn, Zoguella, Campement Baka (Sombouo), Sombouo, Akok Yebekolo	X	X	X	4 000 000	Disponibilité des financements
1.3.1. Réhabilitation et équipement du poste zootechnique à Atok	X	X	X	40 000 000	Implication des populations et disponibilités des formateurs techniques
1.3.2. Création et construction d'un parc vaccinogène à Atok	X	X	X	2 000 000	Disponibilité des ressources
2.1.1. Organisation des séminaires de formation sur les techniques d'élevage, de pêche (pêche au chalut, Pêche à la nasse, pêche à la traine, pêche à la palangre) et en apiculture pour tous les villages par les services techniques de l'élevage, des pêches et de l'industrie animale : tous les villages et quartiers	X	X	X	5 000 000	-Implication du sectoriel -Disponibilité des financements (02 représentants par village)
2.1.2. Formation des éleveurs dans la fabrication de la provende à Atok	X	X	X	3 000 000	-
2.1.3. Organisation des campagnes de vaccination des bêtes contre la peste et la rage dans tous les villages et quartiers	X	X	X	6 000 000	-Implication des populations et disponibilités des formateurs techniques -Implication du sectoriel
2.2.1. Redynamisation des organisations paysannes dans la Commune	X	X	X	1 000 000	Implication des acteurs
3.1.1. Construction de fumoir à Bende, Akok Maka, Mayos, Atok CFSO, Ebodenkou, Landa	X	X	X	10 000 000	- Études de faisabilités -Disponibilité des financements
3.1.2. Construction des 10 aires de sechage de 10 m ² dans tous les villages	X	X	X	12 500 000	
TOTAL				763 500 000	

4.12.13. Cadre logique du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLÈME : Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle							
Stratégie sectorielle : Promouvoir un système éducatif à l'issue duquel tout jeune diplômé ou non ayant reçu une formation est sociologiquement intégré, bilingue, compétent dans un domaine capital pour le développement du pays et conscient de ce qu'il doit faire pour y contribuer		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Promouvoir l'accès à un emploi décent à tous	Taux d'informalité	ECAM			Implication des bailleurs de fonds et chefs d'entreprise	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès à une formation professionnelle de qualité	Nombre de centre de formation construit Nombre de bâtiments rénovés	-PV de réception des travaux -Photo			Disponibilité des finances et Appui de l'État et des partenaires	
	2. Améliorer les conditions sociales en milieu professionnel	-Nombre de forage construits -Nombre de kilomètre installé	-PV de réception des travaux -Photo			Disponibilité des finances et Appui de l'État et des partenaires	
	3. Promouvoir l'emploi des jeunes	Nombre d'emploi créé	-Rapport d'activité -Fichier de contribuables			Politique de création d'emploi mis en œuvre	
Résultats	1.1. Des centres de formation professionnelle sont construits, réhabilités et équipés au complet	Nombre de centre de formation construit	-PV de réception des travaux -Photo			Disponibilité des finances et Appui de l'État et des partenaires	
	2.1. L'emploi des jeunes est promu	Nombre d'emploi créé	-Rapport d'activité -Fichier de contribuables			Politique de création d'emploi mis en œuvre	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Construction et équipement (latrines, point d'eau, laboratoires, ateliers, aire de jeu, cantine scolaire) d'un centre de formation professionnelle (filières adaptées au besoin de développement) à Atok		X	X	X	100 000 000	
	1.1.2. Création, construction et équipement d'une école de formation agropastorale à Atok, Bidjigue 2, Kodjans, Makogou, Ngoemetag 2, Ntoumb, Bidjigue 1, Akok Yebekolo		X	X	X	400 000 000	-Études de faisabilité -Disponibilité des moyens financiers
1.1.3. Création et construction d'une SAR/SM à Bigoens, Mbama carrefour		X	X	X	200 000 000	-Études de faisabilité -Disponibilité des moyens financiers	

Plan Communal de Développement

	2.1.1. Installation des unités AGR (restaurant fixe, restaurant mobile, salon de coiffure, laverie auto, vidangerie, pressing, latrines publiques...) et MODEM	X	X	X	50 000 000	-
	2.1.2. Rapprochement des services du FNE auprès de la commune	X	X	X	1 000 000	
	TOTAL				751 000 000	

4.12.14. Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Problème : Inaccessibilité grandissante à l'enseignement supérieur							
Stratégie sectorielle : Faciliter un meilleur accès aux infrastructures et enseignements supérieur		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Faciliter l'accès des jeunes d'Atok à l'Enseignement Supérieur	Taux d'accroissement des étudiants	Rapport d'enquête			Implication des élites et autorités	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Taux croissant des étudiants de la Commune	-Rapport d'enquête			Implication des autorités et élites Disponibilité des fonds	
	2. Renforcer l'accompagnement des étudiants	Nombre d'étudiants accompagnés	Rapport d'enquête			Implication des autorités et élites	
Résultats	1.1. Des établissements d'enseignement supérieur sont créés, ouverts et construits	Nombre d'établissements créés et construits	-Rapport d'enquête -PV de réception -Photos			Décision de création du MINESUP Étude de faisabilité	
	2.1. Les autorités prennent en charge l'encadrement des étudiants ressortissants de la Commune	Nombre de bourses octroyées Nombre de stages de vacances organisés	-Rapports -Récipiendaires			Implication des autorités et élites Disponibilité des fonds	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Création et construction d'un Institut supérieur à Atok		X	X	X	500 000 000	Étude de faisabilité Décision du MINESUP
	2.1.1. Organisation des stages communaux de vacances		X	X	X	12 500 000	Disponibilité des fonds
	2.1.2. Octroi des bourses aux bacheliers pendant les 5 prochaines années dans tous les villages de la commune		X	X	X	50 000 000	Disponibilité des fonds
	TOTAL				562 500 000		

4.12.15. Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLÈME : Difficulté d'accès aux enseignements secondaires				
Stratégie sectorielle : Promouvoir des enseignements secondaires de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement d'une économie appelée à s'industrialiser davantage		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Améliorer les conditions d'accès à un enseignement secondaire de qualité	Nombre d'infrastructures, d'équipement et d'aménagement construits		
Objectifs spécifiques	1. Accroître la capacité d'accueil de la Commune dans les établissements d'enseignements secondaires	-Nombre d'établissement secondaires créés et construits -Nombre de salles de classe construite	-PV de réception -Photo	Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune
	2. Équiper et aménager les établissements d'enseignements secondaires de la Commune	Nombre de forages construits Nombre de latrines construites Nombre d'aire de jeux construite Nombre d'écoles maternelles et primaires électrifiés	-PV de réception -Photo	Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune
	3. Faciliter l'accès aux manuels scolaires et didactiques	Nombre de bibliothèques construites	PV de réception	
Résultats	1.1. Des nouveaux établissements secondaires sont créés et construits	Nombre d'établissements secondaires construits	-PV de réception -Photo	Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune
	1.2. Des salles de classes sont construites dans les établissements secondaires existants	Nombre de salles de classe construite	-PV de réception -Photo	Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune
	1.3. Le cadre de vie des enseignants est amélioré	Nombre de logement d'astreintes et de blocs administratifs construits	-PV de réception -Photo	Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune

Plan Communal de Développement

	2.1. Les salles de sont équipées de tables bancs, bureau d'enseignant et matériel informatique	Nombre de tables bancs acquis Nombre d'armoires et bureaux acquis	-PV de réception -Photo			Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune	
	2.2. Les établissements secondaires disposent des latrine, point d'eau, aire de jeux, espace vert et bacs à ordure	Nombre de forages construits Nombre de latrines construites Nombre d'aire de jeux construite	-PV de réception -Photo			Disponibilité des crédits et de l'apport de la contrepartie de la Commune	
Activités			Ressources			COUTS	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1.	Création et construction des CES dans 04 villages à Makougou, Nyimbe, Sombouo, Akok Maka	X	X	X	402 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	1.1.2.	Création et construction des CETIC à Ngoemetag 1, Mikoague, Zoguella, Makok, Akok Maka, Bende	X	X	X	780 000 000	
	1.2.1.	Construction de 03 blocs de 06 salles de classe à CES de Bigoens (01 bloc de 02 salles),	X	X	X	54 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	1.2.2.	Construction et équipement du CES d'Akok Maka	X	X	X	100 500 000	
	1.2.3.	Construction d'un bloc administratif au CES de Bigoens	X	X	X	18 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	1.3.1.	Construction des logements d'astreintes à Atok, Bigoens, Akok Maka	X	X	X	120 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	2.1.1.	Acquisition de 100 tables bancs au CES de Bigoens	X	X	X	3 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	2.2.1.	Construction d'un bloc de six (06) latrines au CES de Bigoens	X	X	X	6 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	2.2.2.	Construction de forages au CES de Bigoens	X	X	X	8 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	2.2.3.	Construction d'une aire de jeu multisport au lycée d'Atok, Bigoens	X	X	X	60 000 000	Devis et disponibilité des fonds
	2.2.4.	Construction d'une bibliothèque au lycée d'Atok, CETIC d'Atok, CES de Bigoens	X	X	X	90 000 000	/
	2.2.5.	Construction et équipement d'un centre d'informatique au lycée d'Atok, CETIC d'Atok, CES de Bigoens et Akok Maka	X	X	X	100 000 000	/
TOTAL					1 741 500 000		

4.12.16. Cadre logique du secteur ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Problème du secteur : Faible prise en compte des aspects socio environnementaux dans la Commune																
Stratégie sectorielle : Organiser et encourager des initiatives des particuliers, des partenaires, de la société civile, en faveur d'un développement durable et rationnel de l'environnement.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification		Suppositions / Hypothèse de réalisation											
Niveaux	Formulations															
Objectif global	Assurer une gestion durable des ressources naturelle, améliorer le cadre de vie des populations et protéger l'environnement	Taux de destruction de l'environnement	Rapport DD MINEPDED		Implication des populations Disponibilité des ressources Application des lois sur l'environnement											
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les actions en matière de gestion durable des ressources naturelles	-Nombre de campagnes de sensibilisation	TDR des campagnes de sensibilisation, Liste de présence		-Implication des populations et des responsables en charge											
	2. Prendre les mesures adéquates d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques		Rapport DD MINEPDED		Implication des populations Appui du MINEPDED											
Résultats	1.1. Les pratiques culturelles sont plus responsables de l'environnement	Nombre de campagnes de sensibilisation	TDR des campagnes de sensibilisation, Liste de présence		-Implication des populations et des responsables en charge											
	1.2. La jacinthe d'eau diminue de plus en plus au large du bras mort du fleuve Nyong	Taux de diminution de la jacinthe d'eau	Rapport MINEPDED		Disponibilité des fonds Accompagnement du MINEPDED											
	1.3. Des espaces verts sont créés	Nombres d'espaces verts créés	Liste des espaces verts créés Photos de reboisement		-Implication des populations et des responsables en charge											
	1.4. Des clubs d'environnement sont créés dans les établissements scolaires	Nombre de club créé	Liste des membres des clubs Rapport d'activités		-Implication des responsables en charge											
	1.5. La gestion des ordures ménagères est améliorée	Nombre de bacs et de fosse construits	Rapport DD MINEPDED													
	2.1. Les reboisements sont effectifs	Nombre d'hectares d'arbres plantés	Rapport DD MINEPDED		Disponibilité des plants											
	2.2. Sensibilisation et formation sur la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés	Nombre de foyers construits Nombre de personnes formées	Rapport DD MINEPDED		Disponibilité des fonds Appui du MINEPDED											
Activités			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Ressources</th> <th rowspan="2">Coûts (FCFA)</th> </tr> <tr> <th>H</th> <th>F</th> <th>M</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Ressources			Coûts (FCFA)	H	F	M					Conditions préalables
Ressources			Coûts (FCFA)													
H	F	M														

Plan Communal de Développement

1.1.1. Organisation de 08 séminaires de sensibilisation au niveau communal sur la préservation de l'environnement et de la nature, la pollution, l'impact des changements climatiques, la gestion et la récupération des déchets ménagers biodégradables et non biodégradables (tous les villages et quartiers), la restauration de sols, l'utilisation rationnelle des engrais et pesticides, l'abstention des pratiques agricoles sur brûlis	X	X	X	5 000 000	Implication du DD MINEPDED
1.2.1. Elimination progressive de la jacinthe d'eau sur le bras mort du fleuve Nyong	X	X	X	25 000 000	Etudes de faisabilité
1.3.1. Aménagement des espaces verts d'une superficie de 100 m ² à Bidjigue 2, Kodjans, Makougou, Djoum, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo, Ndjinda, Akok Yebekolo, Akok Maka, Bidjigue 1, Ngoemetag 1	X	X	X	6 377 000	Études de faisabilité
1.4.1. Création d'un club des amis de la nature dans tous les établissements d'éducation de base et d'enseignement secondaire	X	X	X	5 000 000	Implication des sectoriels concernés
1.5.1. Construction d'une fosse à décharge (compost) des ordures ménagères Bidjigue 2, Makogou, Ngoemetag 2, Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo, Akok Maka	X	X	X	55 000 000	Études de faisabilité
1.5.2. Construction d'une unité de compostage communautaire à Bigoens	X	X	X	20 000 000	Études de faisabilité
1.5.3. Construction d'une unité de fabrique du charbon écologique à Bigoens	X	X	X	20 000 000	Études de faisabilité
1.5.4. Acquisition des essences à croissance rapide et durable Bidjigue 2 (3000 pieds de Moabi, Iroko, Ayous), Ntoub, Kodjans (2500 Moabi), Makogou (3000 moabi), Nkoemetag2 (moabi, bubinga)	X	X	X	5 000 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
1.5.5. Acquisition des bacs à ordures à Ntoub (10), Bidjigue 2 (10), Kodjans (07), Makogou (10), Nkoemetag2 (10), Djoum (10), Zoguella (10), Nyimbe (10), Sombouo (10), Bidjigue 1	X	X	X	38 500 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds
2.1.1. Acquisition des essences à croissance rapide et durable pour reboisement Bidjigue 2 (3000 pieds de Moabi, Iroko, Ayous), Ntoub, Kodjans (2500 Moabi), Makogou (3000 moabi), Nkoemetag 2 (moabi, bubinga)	X	X	X	5 000 000	Études de faisabilité Disponibilité des fonds

Plan Communal de Développement

2.1.2. Mise en place et entretien des essences forestières à croissance rapide et durable acquises pour le reboisement (8500 plants)	X	X	X	15 000 000	Disponibilité des fonds
2.2.1. Formation de populations sur la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des ressources financières
TOTAL				204 877 500	

4.12.17. Cadre logique du secteur FORETS ET FAUNE

PROBLÈME : Disparition des forêts et du patrimoine faunique							
Stratégie sectorielle : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant de les exploiter de manière durable et gérer durablement les forêts.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques	Niveaux/taux de réduction des espaces forestières	Rapport MINFOF			Implication des populations et des élites	
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir la gestion durable des ressources forestières	Nombre de campagne de sensibilisation organisée Nombre de campagnes de reboisement + cartes thématiques	Rapport Chef PCFC/ Compagnie/Brigade de gendarmerie Rapport d'activités du DDFOF			-Implication des parties prenantes -Disponibilité des finances	
	2. Promouvoir la gestion durable des especes fauniques	01 réserve créée 01 poste de contrôle créé	Rapport Compagnie/Brigade de gendarmerie Rapport d'activités du DDFOF			-Implication des parties prenantes -Disponibilité des finances	
Résultats	1.1. Des séminaires de formation sur la protection de la forêt sont organisés	Nombre de campagne de sensibilisation organisée Nombre de campagnes de reboisement	Rapport d'activités du DDFOF TDR			-Implication des populations et des responsables en charge	
	1.2. Les forêts communales et communautaires sont créées	Nombre de forêts communales et communautaires créées	Rapport DDFOF				
	1.3. Des pépinières sont créées	Nombre de pépinières créées	Rapport Compagnie/Brigade de gendarmerie Rapport d'activités du DDFOF			-Implication des populations et des responsables en charge	
	2.1. Les espèces fauniques existantes sont protégées	Dénombrement des espèces fauniques existantes	Enquêtes				
Activités			Ressources			COÛTS (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1. Sensibilisation des populations sur la protection de la forêt, la préservation des espèces fauniques et forestières en voie de disparition, sur l'utilisation rationnelle des produits forestiers non ligneux, sur les risques de la fabrication		X	X	X	6 000 000	-Disponibilité des formateurs -Qualité des formateurs et des techniciens

Plan Communal de Développement

du charbon et de la coupe anarchique du bois, l'impact des feux de brousse (tous les villages et quartiers)					
1.1.2. Organisation des séminaires de sensibilisation sur les méfaits de la déforestation et la chasse abusive (tous les villages)	X	X	X	6 000 000	
1.1.3. Création d'une forêt communautaire à Djourn, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Nyimbe	X	X	X	200 000 000	Disponibilité des ressources Accompagnement et suivi de l'administration
1.1.4. Mise en place d'une pépinière d'essences forestières de référence dans 04 villages à Makok, Bigoens, Bidjigue 1, Bende,	X	X	X	50 000 000	Disponibilité d'espace
2.1.1. Sensibilisation de la population sur la préservation des espèces et écosystème animal existant dans la commune et contre le braconnage	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des fonds
TOTAL				267 000 000	

4.12.18. Cadre logique du secteur HABITAT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Problème : Difficulté de gestion et de maîtrise de l'occupation de l'espace urbain						
Stratégie sectorielle : Créer un espace économique national intégré par la maîtrise du développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations					
Objectif global	Améliorer l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans la Commune d'Atok	Enquêtes sur la qualité de l'habitat Documents sur l'occupation des sols	Enquête ECAM Rapport DD HDU POS disponibles			Forte implication de la commune Disponibilité des financements
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir la construction des infrastructures urbaines durables	Nombre d'infrastructures construites	Archives Mairie PV de réception des travaux			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	2. Élaborer un plan de délimitation du périmètre urbain	Nombre de plan de délimitation élaboré	Archive Mairie			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	3. Améliorer la mobilité humaine dans la ville	Nombre de km de voirie urbaine construite	Rapport DD HDU			- Étude de faisabilité - Disponibilité des financements
Résultats	1.1. Des infrastructures à caractère socio-économique sont construites	Nombre de logements construits	Archives Mairie PV de réception des travaux			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	1.2. Les méthodes de construction durable sont vulgarisées	Nombre de personnes ayant bénéficié de ces méthodes	Liste des bénéficiaires			-Forte implication de la Commune et autres autorités
	2.1. Un plan d'occupation des sols et d'urbanisation est établi	Nombre de plan des sols et d'urbanisation établi	Archives Mairie PV de réception			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
Activités			Ressources			Conditions préalables
			H	F	M	
	1.1.1. Construction de logements sociaux (24) à Atok (10 Ha), pour les Baka Campement Baka (Sombouo)		X	X	X	204 000 000
1.1.2. Acquisition de 05 presses à brique à Makougou		X	X	X	5 000 000	

Plan Communal de Développement

	1.1.3. Bitumage de 5 km de voirie urbaine dans la ville d'Atok	X	X	X	1 000 000 000	Disponibilité des ressources Identification des voies
	1.2.1. Sensibilisation des populations sur les méfaits des constructions à proximité de la route, sur l'assainissement urbain ainsi que dans les zones à risques	X	X	X	5 000 000	
	2.1.1. Élaboration d'un plan sommaire d'urbanisme à Atok	X	X	X	70 000 000	Délimitation des espaces
	TOTAL				1 284 000 000	

4.12.19. Cadre logique du secteur INSTITUTION COMMUNALE

Problème : Dysfonctionnement des services communaux				
Stratégie sectorielle : Réduire les écarts entre les riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Renforcer la capacité institutionnelle de la Commune d'Atok	Taux d'amélioration de la capacité technique et financière de la commune	Rapports des services techniques Rapport du comité de suivi du PCD	Implication de l'exécutif communal et du personnel
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la gestion et l'efficacité du personnel communal et des conseillers municipaux	- Nombre de réunions mensuelles tenues - 100 % des conseillers et personnel outillés	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	- Disponibilité des financements - Implication de la Commune dans le domaine de la formation et du recyclage
	2. Assurer économiquement la vie et la croissance de la commune	Augmentation considérable des ressources financières de la Commune	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	- Disponibilité des financements - Implication de la Commune
	3. Améliorer durablement le patrimoine communal	-01 plan d'amortissement disponible - Liste du patrimoine	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	- Disponibilité des financements - Implication de la Commune
	4. Améliorer la Gestion des relations	Nombre de partenaires Nombre de sites web créé et actualisé	Fichiers de contribuable Comptes de Budget et administratif	- Disponibilité des financements - Implication de la Commune
Résultats	1.1. Le personnel communal exécute exactement ses missions et est disponible.	- 04 réunions sont organisées par mois - Nombre de personne recrutement par service - Règlement intérieur disponible	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	1.2. Le personnel est régulièrement évalué et bénéficie des motivations en fonction des notes.	Nombre de formation reçue Nombre de personnes formées	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	1.3. Les capacités du personnel communal sont améliorées pour un meilleur rendement	Nombre de formation reçue Nombre de personnes formées	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Implication de l'exécutif et du SG

Plan Communal de Développement

	1.4. Le cadre de travail est amélioré et motivant	Liste du matériel Évaluation du rendement	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Implication de l'exécutif et du SG
	1.5. Les Conseillers municipaux maîtrisent le fonctionnement de la mairie, ainsi que leur rôle en tant que Conseillers municipaux	100 % des conseillers sont mieux outillés sur leurs missions	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	2.1. Les ressources financières de la commune sont augmentées	Nombre de partenaires Fichier du contribuable fourni	Liste des partenaires Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	2.2. Les recouvrements s'effectuent dans la commune en toute sécurité	Montant effectivement recouvré	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	3.1. Le patrimoine communal est durablement amélioré	- Nombre de matériel roulant acquis - Nombre d'armoires acquises - Nombre de bâtiments communaux construits	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	3.2. Le patrimoine est suivi et entretenu	Nombre de matériel acquis	Archives Mairie Rapport d'activité Mairie	
	4.1. Les listes des partenaires de développement et de coopération sont augmentées	Taux d'augmentation observée des ressources financières de la Commune	Fichiers de contribuable Comptes de Budget et administratif	Disponibilité des financements Implication de la Commune
	4.2. La commune a une meilleure visibilité	Site web opérationnel		
	Activités		Coûts (FCFA)	Conditions préalables
Activités	1.1.1. Élaboration et adoption d'un règlement intérieur du personnel régissant le fonctionnement interne du personnel communal ainsi que d'un cahier de charge pour le personnel		500 000	Participation de tous les conseillers
	1.1.2. Élaboration d'un statut pour le personnel communal avec définition d'un cahier de charge.		500 000	Participation de tous les conseillers
	1.1.3. Actualisation d'un organigramme de la commune		500 000	Participation de tous les conseillers
	1.1.4. Redéploiement du personnel suivant les compétences		500 000	Participation de tous les conseillers

Plan Communal de Développement

1.2.1. Mise en place d'un système d'évaluation du personnel tous les 2 ans comme le prescrit la loi et de motivation respectant le droit du travail avec bulletin de note	500 000	Participation de tous les conseillers
1.3.1. Renforcement des capacités du personnel communal en secrétariat bureautique avancée, en comptabilité matières, rédaction administrative, en archivage, sur l'utilisation du logiciel SIMBA, sur la tenue des documents administratifs	10 000 000	Disponibilité des finances
1.3.2. Renforcement des capacités du personnel sur la gestion du patrimoine communal	2 000 000	Disponibilité des fonds
1.3.2. Redéploiement du personnel communal qualifié, honnête et responsable à la Recette municipale	/	Disponibilité des experts
1.3.3. Recrutement du personnel communal au service de l'État civil (02) dont un archiviste	/	Décision municipale
1.3.4. Élaboration définitive de la décision des employés communaux temporaires ayant déposé la phase d'approbation		Décision municipale
1.3.5. Recrutement du personnel communal au service du développement et de l'économie (01 cadre)	/	Décision municipale
1.3.6. Versement effectif des droits CNPS du personnel et paie mensuelle des salaires		
1.4.1. Acquisition du matériel de travail et des tenues d'identification	2 000 000	
1.4.2. Acquisition du matériel de locomotion et de ramassage des ordures	8 000 000	
1.5.1. Organisation des séances de recyclage des Conseillers municipaux sur la maîtrise de la gestion communale ainsi que les nouveaux textes de décentralisation	500 000	
1.5.2. Distribution du livre vert à tous les conseillers	500 000	
1.5.3. Mise sur pied d'une commission en charge du développement	/	
2.1.1. Élaboration d'un fichier du contribuable	100 000	Appui réel au service de recouvrement
2.1.2. Organisation des séances de communication et d'échanges entre les acteurs du développement économique, le secteur privé et la commune en vue d'une meilleure contribution des taxes communales	100 000	//
2.1.3. Organisation semestrielle des campagnes de sensibilisation de paiement des impôts et taxes à l'endroit des contribuables	1 000 000	/
2.1.4. Acquisition de 02 motos pour le recouvrement	3 000 000	/
2.1.5. Réhabilitation de l'ancien hôtel de ville	100 000 000	Études de faisabilité
2.1.6. Construction des boutiques commerciales tout le long de la route (Atok-Mbama)	10 000 000	Études de faisabilité

Plan Communal de Développement

2.1.7. Extension et équipement (matériel, énergie solaire) de l'auberge municipale	50 000 000	Études de faisabilité
2.1.8. Élaboration des lotissements communaux		Études de faisabilité
2.2.1. Renforcement des capacités du personnel communal sur l'utilisation de SIMBA	1 000 000	
2.2.2. Mise en réseau du logiciel SIMBA entre les services du secrétariat général, de la recette municipale, des affaires financières et du cabinet du maire	2 500 000	
3.1.1. Élaboration du fichier actualisé du patrimoine communal	100 000	
3.2.1. Formation du personnel en maintenance et entretien du patrimoine communal	500 000	
4.1.1. Initiation d'une coopération active auprès des partenaires de développement	500 000	
4.1.2. Initiation des coopérations intercommunales	1 000 000	
4.1.3. Finalisation avec la coopération avec Yaoundé 4 ^e	200 000	
4.2.1. Création d'une cellule de communication	/	Décision municipale
4.2.2. Élaboration d'un fichier d'OSC au sein de la commune	/	Implication des services communaux
4.1.3. Construction d'un site web	2 000 000	Moyens financiers disponibles
TOTAL	197 500 000	

4.12.20. Cadre logique du secteur JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE

PROBLÈME : Faible développement des activités des jeunes						
Stratégie sectorielle : Organiser, former et faciliter l'insertion socio-économique des jeunes		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations					
Objectif global	Promouvoir l'émancipation de la jeunesse					
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en infrastructures d'encadrement extrascolaire de la jeunesse	Nombre de centre construits Nombre et liste du matériel acquis	Photos/PV de réception Rapport technique DDJEC			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie
	2. Favoriser l'insertion sociale et la promotion économique des jeunes	Nombre et liste des jeunes formés Nombre de stages organisés Nombre de bénéficiaires des stages	Rapport technique DAJEC			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie
Résultats	1.1. Des centres multifonctionnels de promotion des jeunes sont construits	Nombre de centre construits	Photos/PV de réception Rapport technique DDJEC			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	1.2. Les jeunes sont formés et installés en emploi décent	Nombre et liste du matériel acquis	Rapport technique DDJEC et DAJEC			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	2.1. La formation des jeunes dans les CMPJ est effective	Nombre et liste des jeunes bénéficiaires des formations	Rapport technique des chefs d'arrondissement et départemental CMPJ			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
	2.2. L'accès aux stages pour les jeunes est facilité	Nombre de stages organisés Nombre de bénéficiaires des stages	Rapport technique DDJEC et DAJEC Liste des appelés			-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements
Activités			Ressources			Conditions préalables
			H	F	M	
	1.1.1. Aménagement des dispositifs récréalogènes sur les cours des foyers de jeunes à construire à Bende, Akok Yebekolo, Akok Maka, Djoum, Ngoemetag 1, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo		X	X	X	180 000 000
1.1.2. Equipement du CMPJ d'Atok		X	X	X	30 000 000	-Disponibilité du site, études techniques et des financements

Plan Communal de Développement

1.1.3. Construction d'un centre multi média à Atok (dans l'enceinte du CMPJ)	X	X	X	50 000 000	
1.1.5. Création de 01 centre de loisirs pour jeunes à Makok	X	X	X	50 000 000	
1.1.8. Installation des unités AGR (restaurant fixe, restaurant mobile, salon de coiffure, laverie auto, vidangerie, pressing, latrines publiques...) et MODCEM (Mode d'Emploi Clé en Mains) à Atok	X	X	X	150 000 000	Disponibilité et lobbying du guichet pour l'emploi jeune
2.1.1. Campagne de sensibilisation sur : - Les guichets d'insertion des jeunes ; - Les opportunités locales d'insertion des projets gouvernementaux ou non gouvernementaux l'importance et l'apport des programmes d'appui aux jeunes (pour tous les villages et quartiers) - Comportement civique dans le cadre de la lutte contre les pandémies, drogues, guerres... - Le guichet d'insertion ; - L'enroulement à la carte biométrique ; - L'inscription à ONJC	X	X	X	10 000 000	-Appui aux équipes mobiles de sensibilisation
2.1.2. Organisation des ateliers communaux d'information des jeunes du bureau communal du conseil national de la jeunesse d'Atok (pour tous les villages)	X	X	X	5 000 000	-Nombre d'ateliers annuels -Disponibilité des ressources
2.1.3. Organisation de 04 campagnes locales d'éducation civique et d'intégration nationale	X	X	X	2 000 000	-Nombre d'ateliers annuels
2.1.4. Recensement et appui aux organisations et associations de jeunesse	X	X	X	1 500 000	Nombre de jeunes recensés
2.1.5. Renforcement de l'activité volontariat et montage des projets	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité des ressources
2.1.6. Encadrement des associations des jeunes par les structures chargées de la jeunesse (tous les villages)	X	X	X	5 000 000	
2.1.7. Mise en place des conseil municipaux des jeunes et suivi-encadrements de ces conseils	X	X	X	5 000 000	
2.1.8. Organisation d'un séminaire de formation par an d'une semaine au profit des chefs traditionnels et des comités de vigilance sur le maintien de la paix, la gestion des conflits et des éléments de rédaction administrative à Atok	X	X	X	5 000 000	
2.1.9. Signature de convention de partenariat avec la diaspora	X	X	X	1 000 000	
TOTAL				495 500 000	

4.12.21. Cadre logique du secteur MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLÈME : Difficulté d'exploitation des produits de carrière							
Stratégie sectorielle : Favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nécessaires au développement économique et social du pays		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Promouvoir et développer durablement les activités minières, industrielles et orientées vers la recherche sur les produits agricoles	Taux de ressources minières exploitées	Enquêtes Rapport DD MINMIDT			Implications des autorités communales et préfectorales	
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir l'exploitation artisanale des produits de carrière	Nombre de carrières créées	Rapport d'activités DR/MINMIDT			-Implication des autorités communales et préfectorales	
	2. Faciliter l'accès et l'exploitation des produits de carrière	Nombre d'artisans encadrés Nombre et liste du matériel d'exploitation acquis	Rapport d'activités DR/MINMIDT			-Étude de faisabilité des financements	
Résultats	1.1. Des carrières d'exploitations des ressources minières et industrielles sont créées	Nombre de carrières créées	Rapport d'activités DR/MINMIDT			-Création d'une structure dédiée au sein de la Commune	
	2.1. Les pistes menant aux produits de carrière sont reprofilées	Nombre de kilomètres de pistes reprofilées	Rapport d'activités DR/MINMIDT			-Étude de faisabilité des financements	
Activités			Ressources			COÛTS (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1. Création d'une carrière artisanale semi-mécanisée d'exploitation de sable et de pierre à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo, Bigoens, Akok Maka		X	X	X	40 000 000	-Rapport des visites et délimitation du site -Permis de reconnaissance -Ouverture de dossier
	1.1.2. Recensement et élaboration des cartes pour le personnel minier dans les différentes carrières		X	X	X	500 000	Recensemnt du personnel Disponibilité des fonds
	1.1.2. Acquisition du matériel d'exploitation des produits de carrière (pelles, brouettes, bottes, seaux, gants) à Bidjigue 2, Ntoub, Kodjans, Akok Maka		X	X	X	3 000 000	Disponibilité des financements
2.1.1. Ouverture de 17 km de pistes d'accès aux sites de carrière de sable et de pierre à Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella Nyimbe, Sombouo		X	X	X	60 000 000	Calage des quantités par les techniciens de la DDMINTP Permis de reconnaissance	

Plan Communal de Développement

	TOTAL		103 500 000	
--	--------------	--	--------------------	--

4.12.22. Cadre logique du secteur PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Problème : Difficultés de développement des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat				
Stratégie sectorielle :		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Faciliter le développement du secteur des PME, de l'artisanat et de l'économie sociale	Taux d'accroissement des PME Taux d'accroissement du nombre d'artisan et des organisations sociale	Rapport DD MINPMEESA Enquêtes	Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population
Objectifs spécifiques	1. Organiser des ateliers de sensibilisation et encadrement des artisans et formalisation à la CNPS	-Nombre d'ateliers organisés -Nombre et liste des artisans encadrés	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population -Disponibilité des moyens financiers
	2. Créer et construire des structures entrepreneuriales et commerciales	-01 maison de vente des produits artisanaux construits -01 complexe commercial construit	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population -Disponibilité des moyens financiers
	3. Créer des start-ups d'entreprise de transformation dans l'agroalimentaire	Nombre de start-up créé	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	Implication des services techniques et autorités
Résultats	1.1. Des ateliers de sensibilisation sur la PME sont organisés et OES - artisanat	Nombre d'ateliers organisés	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population -Disponibilité des moyens financiers
	2.1. Un centre de formation et de renforcement en entrepreneuriat est créé	Nombre de centre de formation entrepreneuriale créé	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population -Disponibilité des moyens financiers
	2.2. Une galerie de vente artisanale et un complexe commercial sont construits	-01 maison de vente des produits artisanaux construits	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population

Plan Communal de Développement

		-01 complexe commercial construit		-Disponibilité des moyens financiers			
	3.1. Une pépinière d'entreprise est créée	Nombre d'entreprises créées	-Rapport D/MINPMEESA -rapport d'activité du Maire	-Plate-forme de concertation entre l'état, les CTD le secteur privé et la population -Disponibilité des moyens financiers			
Activités			Ressources	Coûts (FCFA)	Conditions préalables		
			H	F	M		
	1.1.1.	Organisation de deux sessions de formation et renforcement des capacités sur le montage de projets en faveur des coopératives à Atok (Tous les villages et quartiers) GIC - Associations	X	X	X	2 000 000	Implication des services techniques et autorités
	1.1.2.	Organisation d'un salon de l'artisanat à Atok (sélection intercommunale)	X	X	X	5 000 000	Implication des services techniques et autorités
	1.1.3.	Création et construction d'un centre artisanal dans l'espace urbain à Mbama	X	X	X	100 000 000	Implication des services techniques et autorités et disponibilité des fonds
	2.1.1.	Création et construction d'un centre de formation des jeunes aux petits métiers à Atok	X	X	X	50 000 000	Implication des services techniques et autorités
	2.2.1.	Création et construction d'une structure de formation et d'encadrement des artisans sur les métiers artisanaux et la fabrication des pavés à Atok	X	X	X	20 000 000	-Études techniques -Disponibilité du site et des fonds
	2.2.2.	Construction d'un Centre d'exposition-vente du meuble artisanal et de transfert des technologies locales à Atok	X	X	X	50 000 000	Implication des services techniques et autorités et disponibilité des fonds
	2.2.3.	Acquisition de scies, marteaux, poinçons et haches pour les artisans (01 chyniol, 01 ponceuse électronique, 01 baladeuse) pour tous les villages et quartiers	X	X	X	50 000 000	Implication des services techniques et autorités et disponibilité des fonds
	3.1.1.	Création d'un fichier communal des artisans par village et quartier (PME-OES)	X	X	X	5 000 000	-Études techniques -Disponibilité du site et des fonds
	3.1.2.	Création d'un fichier et réseautage des PME, OES artisanat par village et quartier	X	X	X	100 000	Disponibilité du site et des fonds
TOTAL					282 100 000		

4.12.23. Cadre logique du secteur POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION

Problème : Insuffisance d'accès aux médias et autres canaux modernes de communication				
Logique d'intervention : Porter la télé densité fixe à 45% et la télé densité mobile à 65% ; Doter 40 000 villages de moyens de télécommunications modernes et Faire passer le débit de transfert des données à 3800 Mb/s en 2020		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Faciliter l'accès aux services et aux réseaux de télécommunication	Niveau/taux d'accès au réseaux électriques	Enquêtes Rapport DD MINPTT	Implication des prestataires de téléphonie mobile
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la couverture communale en services de télécommunication modernes	Nombre de village couvert par le réseau télécom	- Photo - PV de réception	-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie Implication de la mairie et du MINPOSTEL
	2. Faciliter l'accès aux infrastructures de télécommunication	Nombre de bureau construit -Nombre de télécentre construit -Nombre de centre de formation informatique construit	- Photo - PV de réception	-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie Implication de la mairie et du MINPOSTEL
Résultats	1.1. Le réseau de télécommunication est étendu durablement sur l'ensemble de l'espace communal	Nombre de village couvert par le réseau télécom	- Photo - PV de réception	-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie Implication de la mairie et du MINPOSTEL
	2.1. Un bureau annexe des postes est construit	Nombre de bureau construit	- Photo - PV de réception	-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie Implication de la mairie et du MINPOSTEL
	2.2. Un télécentre communautaire et un centre de formation informatique sont construits	-Nombre de télécentre construit -Nombre de centre de formation informatique construit	- Photo - PV de réception	-Étude de faisabilité -Disponibilité des financements et apport de la contrepartie Implication de la mairie et du MINPOSTEL
Activités			Ressources	Conditions préalables

Plan Communal de Développement

		H	F	M	Coûts (FCFA)	
1.1.1.	Plaidoyer pour la construction d'une antenne de relais MTN, Orange, NEXTTEL et CAMTEL à Bidjigue 2, Kodjans, Makogou, Nkoemetag2 (Orange), Mikoague, Zoguella, Sombouo , Akok Maka, Bende, Ndjinda,	X	X	X	200 000 000	Devis et disponibilité des fonds et plaidoyer
2.1.1.	Création d'un bureau de poste (transfert argent et courrier) à Atok	X	X	X	20 000 000	Études techniques et disponibilité des fonds
2.2.1.	Création et construction d'un télécentre communautaire à Mbama, Makok, Atok, Akok Maka, Ndjinda, Bidjigue 1	X	X	X	300 000 000	Études techniques et disponibilité des fonds
TOTAL					520 000 000	

4.12.24. Cadre logique du secteur PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLÈME : insuffisance d'encadrement de la femme et de la famille							
Stratégie sectorielle : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Accélérer l'implication des femmes dans le processus du développement local	Taux d'implication des femmes dans le développement local	Rapports DD MINPROFF Enquête			Implication des femmes et des hommes Implication politique	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités des femmes, filles et membres des familles dans les CPFF	Nombre de CPFF construits	- Photo - PV de réception			-Disponibilité des financements et apport de la contrepartie	
	2. Promouvoir la légalisation des unions libres et l'accès de la famille aux actes d'état civil	Nombre de mariage organisé Nombre de centre d'état civil créé	-Rapport d'activités du Haut-Nyong, Mairie			Disponibilité des sources de financement	
	3. Renforcer l'encadrement professionnel et social des filles/femmes dans la Commune	Nombre de campagnes organisées	-Rapport d'activités DD/MINPROFF			Disponibilité des sources de financement	
	4. Intensifier les mesures de lutte contre les violences basées sur le genre						
Résultats	1.1. Un centre de promotion de la femme et de la famille est construit	Nombre de centre de promotion de la femme construite	- Photo - PV de réception			-Disponibilité des financements et apport de la contrepartie	
	2.1. Des mariages collectifs sont organisés	Nombre de mariage organisé	-Rapport d'activités DD/MINPROFF du Haut-Nyong, Mairie			Disponibilité des sources de financement	
	2.2. Des centres d'état civil sont créés	Nombre de centre d'état civil créés	-Rapport d'activités DD/MINPROFF du Haut-Nyong, Mairie			Disponibilité des sources de financement	
	3.1. Des campagnes de sensibilisation sur le mariage civil, l'encadrement de la femme rural sont organisées	Nombre de campagnes organisées	-Rapport d'activités DD/MINPROFF du Haut-Nyong			Disponibilité des sources de financement	
	4.1. Les violences basées sur le genre ont disparu de la commune						
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Création, construction et équipement d'un CPFF d'Atok		X	X	X	100 000 000	Études techniques

Plan Communal de Développement

1.1.2. Acquisition du matériel de formation au CPFF : machine à coudre, ordinateurs, matériels de cuisine	X	X	X	75 000 000	Études techniques et disponibilité du site
2.1.1. Organisation des mariages collectifs (02 par an) à Atok	X	X	X	5 000 000	-Disponibilité d'un moyen de locomotion -Disponibilité du matériel didactique
3.1.1. Organisation des causeries éducatives avec les parents sur leur devoir d'enregistrement de leurs enfants dans les différents villages de la Commune	X	X	X	5 000 000	-Disponibilité d'un moyen de locomotion et du matériel didactique
3.1.2. Organisation des séminaires des femmes et familles en AGR et planning familial	X	X	X	2 000 000	Implication des populations, des chefs traditionnels et Mairie
3.1.3. Organisation des causeries éducatives par groupement sur le mariage précoce, les grossesses précoces et indésirables pour tous les villages	X	X	X	3 000 000	Implication des populations, des chefs traditionnels et Mairie
3.1.4. Organisation des ateliers de formations diverses en AGR pour tous les villages.	X	X	X	5 000 000	Implication des populations, des chefs traditionnels et Mairie
3.1.5. Renforcement des capacités du personnel des centres secondaires d'état civil sur la loi organisant l'état civil	X	X	X	5 000 000	
4.1.1. Organisation des ateliers de sensibilisation sur les mesures de lutte contre les violences basées sur le genre	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des ressources
TOTAL				205 000 000	

4.12.25. Cadre logique du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Problème : Faible niveau d'utilisation des résultats des recherches scientifiques							
Stratégie sectorielle : Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Promouvoir la recherche scientifique au niveau local	Taux de pénétration des résultats de la recherche	Enquêtes			Forte implication de la commune	
Objectifs spécifiques	1. Créer un centre de promotion de la recherche scientifique	Nombre de centres de recherche scientifique créé Nombre de foyers construits	Rapport d'activités délégation régionale MINRESI			-Appui des partenaires et de l'État -Étude de faisabilité	
	2. Organiser des ateliers d'encadrement, de vulgarisation et de sensibilisation	Nombre d'ateliers de vulgarisation organisés	Rapport d'activités délégation régionale MINRESI			-Appui des partenaires et de l'État	
Résultats	1.1 Des centres d'appui à la recherche scientifique sont construits	Nombre de centres de recherche scientifique créé	Rapport d'activités délégation régionale MINRESI			-Appui des partenaires et de l'État	
	2.1. Les résultats de la recherche sont valorisés et les populations bénéficient d'un encadrement		Rapport d'activités délégation régionale MINRESI			-Appui des partenaires et de l'État	
Activités			Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1.	Création et construction d'une structure annexe de l'IRAD à Atok	X	X	X	8 000 000	Études techniques et disponibilité des fonds
	1.1.2.	Construction d'un laboratoire d'analyse à Atok	X	X	X	10 000 000	Études techniques et disponibilité des fonds
	1.1.3.	Appui des agriculteurs avec les semences améliorées adaptées à la zone agroécologique	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	2.1.1.	Valorisation de la pharmacopée traditionnelle	X	X	X	2 000 000	Implication des structures techniques et Communales
	2.1.2.	Vulgarisation des produits de la recherche (tous les villages)	X	X	X	20 000 000	Implication des structures techniques et autorités de la Commune
	2.1.3.	Sensibilisation des populations de tous les villages sur l'importance de la recherche scientifique et de l'innovation	X	X	X	1 000 000	Implication des structures techniques et autorités de la Commune
	2.1.4.	Organisation d'une journée porte ouverte à Atok sur les résultats de la recherche et de l'innovation (pour tous les villages)	X	X	X	20 000 000	Implication des structures techniques et autorités de la Commune
TOTAL					71 000 000		

4.12.26. Cadre logique du secteur SANTÉ PUBLIQUE

PROBLÈME : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité				
Stratégie sectorielle : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien être de tous à tout âge		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Garantir à toutes les couches de la population un accès équitable et universel aux services et soins de santé de base et aux soins spécialisés prioritaires de qualité	Taux d'accroissement de la fréquentation des établissements sanitaires Taux de réduction de la mortalité maternelle et infantile	Rapport Chef CMA Rapport du MINSANTE Rapports communaux	Volonté politique des financements Disponibilité des terres
Objectifs spécifiques	1. Accentuer la promotion de la santé et la nutrition	Taux de mortalité	Chef CMA Enquêtes	Mise en place d'un plan sanitaire
	2. Renforcer du système de santé	Nombre de centre de santé créés et construits Effectif du personnel de santé dans les FOSA	-Photos -PV de réception Décision d'affectation ou de recrutement	-Études de faisabilité -Disponibilité des moyens financiers
	3. Accentuer la prévention de la maladie	Taux de prévalence de certaines maladies	Rapport MINSANTE	Appuis sectoriels Disponibilité des fonds
	4. Accentuer la prise en charge des cas	Nombre de campagnes organisées Nombre et liste d'OEV pris en charge	Rapport, statistique chef district de santé d'Atok /MINSANTÉ	-Appui de l'état, des partenaires et sectoriels
Résultats	1.1. Le cadre de vie des populations est amélioré car elles respectent les bonnes règles d'hygiène et de salubrité	Nombre de campagnes organisées	Rapport, statistique chef district de santé d'Atok /MINSANTÉ	-Appui de l'état, des partenaires et sectoriels
	1.2. L'accès des populations à un régime alimentaire sain et équilibré est amélioré	Taux de prévalence des maladies de malnutrition	Rapport Chef CMA	Implication des populations
	2.1. L'accessibilité géographique aux soins de santé est améliorée	Nombre de centre de santé créés et construits	-Photos -PV de réception	-Études de faisabilité -Disponibilité des moyens financiers
	2.2. Le personnel de santé est disponible en quantité suffisante, qualifié et motivé	Nombre et liste du personnel soignant affectés	Note d'affectation	Disponibilité du personnel formé et qualifié
	2.3. Les structures sanitaires bénéficient des ressources matérielles nécessaires	Nombre et liste du matériel sanitaire acquis	PV d'approvisionnement Décision d'affectation du MIN SANTE Rapport Médecin chef	-Disponibilité des moyens financiers -Appui de l'état et sectoriels

Plan Communal de Développement

	3.1. La prévalence de certaines maladies est diminuée de 30%	Baisse du taux de prévalence	Rapport Chef CMA				
	3.2. Une lutte sans relache est mise en œuvre contre l'addiction des jeunes aux substances nocives à la santé et l'utilisation des produits cosmétiques dangereux		Rapport ECAM Rapport MINSANTE Rapport Centre social				
	4.1. Les plateaux techniques des FOSA sont améliorés	Nombre de FOSA ayant amélioré leur plateau technique	Rapport Chef CMA				
	4.2. Les problèmes de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent sont globalement pris en charge dans les FOSA						
Activités			Ressources			COÛTS (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
		1.1.1. Sensibilisation des populations sur les bonnes règles d'hygiène et de salubrité en construisant des toilettes aménagées	X	X	X	5 000 000	Disponibilités des fonds
		1.1.2. Organisation des 04 ateliers de sensibilisation des jeunes et adolescents sur la santé sexuelle et reproductive	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des fonds
		1.2.1. Organisation des ateliers de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle adapté à la zone	X	X	X	10 000 000	- Disponibilités des financements - Implication des autorités
		1.2.2. Mise en place d'un plan local de lutte contre la malnutrition des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans	X	X	X	20 000 000	Disponibilité des financements Implication des populations et des FOSA
		2.1.1. Création, construction et équipement de 03 nouveaux CSI dans la commune : à Makougou, Sombouo et Landa	X	X	X	225 000 000	-Disponibilité du site -Adhésion des populations -Disponibilités des financements
		2.1.2. Renforcement des capacités en médicaments dans les pharmacies existantes dans les CSI (CMA Atok, CSI Zoguella, CSI Akok Makak)	X	X	X	10 000 000	- Études techniques - Fonds et sites disponibles
		2.1.3. Réhabilitation et équipement du CSI de Zoguella,	X	X	X	30 000 000	- Fonds disponibles
		2.1.4. Approvisionnement de la case de santé de Campement Baka (Sombouo) (matériel et personnel de santé)	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	2.1.5. Construction d'une barrière au CMA d'Atok	X	X	X	20 000 000		

Plan Communal de Développement

2.1.6. Acquisition du matériel roulant au CMA d'Atok (un pick-up et Moto), CSI de Zoguella (un pick-up et Moto), CSI Akok Maka (Moto + Pick up) pour stratégie avancée	X	X	X	88 800 000	Disponibilités des financements
2.1.7. Construction de bloc de latrines au CSI de Zoguella, CMA d'Atok, CSI d'Akok Maka	X	X	X	15 000 000	-Disponibilités des financements et de la contrepartie
2.2.1. Affectation du personnel médical au CSI de Zoguella (01 IDE et 01 AS) et à Akok Maka	X	X	X	/	-Prise immédiate de service
2.2.2. Formation des relais communautaires (tous les villages)	X	X	X	12 500 000	- Disponibilités des financements - Implication des autorités
2.3.1. Elaboration d'une stratégie permanente de soutien du COSA aux FOSA de la commune pour éviter la rupture des stocks de médicaments	X	X	X	5 000 000	Implication des COSA Disponibilité des fonds
3.1.1. Sensibilisation des populations sur la prévention des maladies transmissibles (VIH/SIDA, paludisme, tuberculose, etc.) et non transmissibles (diabète, Hypertension Artérielle et maladies cardio – vasculaires)	X	X	X	10 000 000	-Disponibilités des moyens financiers et matériels -Détermination du nombre de campagne annuelle
3.1.2. Organisation des campagnes de dépistage de ces différentes maladies (VIH/SIDA, tuberculose, paludisme, diabète, HTA, hépatite, etc.)	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des fonds Disponibilité du matériel médical
3.1.3. Accentuation du PEV avec implication des chefs traditionnelles et des communautés à la base	X	X	X	10 000 000	Disponibilité des fonds Concertation avec les chefs et des Comités de développement
3.2.1. Organisation des ateliers de sensibilisation sur les méfaits des substances nocives et psychoactives et l'utilisation des produits cosmétiques dangereux dans les écoles, les centres d'animation et autres sites de rencontre des jeunes et adolescents	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des fonds
3.2.2. Formation de 05 pairs éducateurs auprès des jeunes en vue de la diminution de la consommation des différents produits psychoactives.	X	X	X	2 500 000	Disponibilité des fonds Existence d'une stratégie de lutte
4.1.1. Amélioration du kit plateau technique des CSI	X	X	X	120 000 000	Disponibilité des fonds
4.1.2. Construction d'un dispositif de gestion des déchets sanitaires dans les FOSA pour la gestion des déchets d'activités	X	X	X	30 000 000	Disponibilité des ressources
4.1.3. Acquisition de 100 appareils de piégeage extérieur contre les moustiques pour tout l'espace communal d'Atok	X	X	X	20 000 000	Disponibilités des financements

Plan Communal de Développement

	4.1.4. Organisation de la campagne de distribution des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action dans tous les villages et quartiers (formations des acteurs)	X	X	X	25 000 000	-Disponibilités des moyens financiers et matériels -Détermination du nombre de campagne annuelle
	4.1.5. Appui aux distributeurs communautaires dans les maladies tropicales négligées	X	X	X	5 000 000	
	4.2.1. Equipement de toutes les maternités en équipement adéquats pour obstétrique	X	X	X	60 000 000	
	TOTAL				743 800 000	

4.12.27. Cadre logique du secteur SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE

PROBLÈME : Difficulté liée à la pratique des activités sportives							
Stratégie sectorielle : Développer les infrastructures sportives pour le sport d'élite et celui de la masse.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Faciliter et encourager le développement des activités sportives et de loisirs	Nombre d'infrastructures opérationnelles	Rapports communaux			Volonté politique	
Objectifs spécifiques	1. Construire et réhabiliter les infrastructures de sport	Nombre d'aire de jeux construits	PV de réception du centre multi SPORT			Disponibilité des financements	
	2. Faciliter l'obtention du matériel de sports	Nombre et liste du matériel sportif acquis	Rapport d'activités DDSEP			Disponibilité des financements	
	3. Promouvoir le sport pour tous	Nombre de tournois organisés et appuyés	Rapport d'activités DDSEP			Disponibilité des financements	
Résultats	1.1. Des aires de jeux sont construites	Nombre d'aire de jeux construits	PV de réception du centre multi SPORT			Disponibilité des financements	
	2.1. Le matériel sportif est acquis	Nombre et liste du matériel sportif acquis	Rapport d'activités DDSEP			Disponibilité des financements	
	3.1. Les activités sportives dans l'espace communal sont encadrées par les experts	Nombre d'associations sportives créées	-Récépissé de déclaration d'association -Statut et règlement intérieur disponible			Implication des populations et des responsables en charges du secteur	
	3.2. Les tournois de football bénéficient d'un appui matériel et financier effectif	Nombre de tournois organisés et appuyés	Rapport d'activités DDSEP			Disponibilité des financements	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		COÛTS (FCFA)
	1.1.1. Construction de 11 aires de jeu (<i>football, handball</i>) à Ntomb, Bidjigue 2, Makogou, Ngoemetag 2, Djoum, Ngoemetag 1, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo		X	X	X	110 000 000	-Déterminer le site -Sécuriser le site -Études de faisabilité
	1.1.2. Aménagement de l'aire de jeu existant Makok, Bigoens, Akok Maka, Bende, Ndjinda, Mbama (Djemb, Mpandé)		X	X	X	35 000 000	Disponibilités des financements
	1.1.3. Construction d'un centre multisport à Atok		X	X	X	100 000 000	Disponibilités des financements
2.1.1. Acquisition du matériel sportif (<i>maillot, filets, ballons</i>) dans 07 villages et quartiers dont à Djoum, Ndankuimb, Mikoague, Zoguella, Nyimbe, Sombouo , Makok (02 filets, 40 chasubles, 01 trousse de secours)		X	X	X	45 000 000	-Se constituer en association sportive -Acquérir un agrément	

Plan Communal de Développement

						- Détermination exacte du nombre
	3.1.1. Organisation des activités sportives à Atok	X	X	X	3 000 000	-Se conformer aux textes en vigueur
	3.1.2. Organisation d'un championnat de vacances de football et handball et camps sportifs au niveau communal (tous les villages et quartiers)	X	X	X	15 000 000	Rédaction d'un cadre de référence
	TOTAL				308 000 000	

4.12.28. Cadre logique du secteur TOURISME ET LOISIRS

PROBLÈME : Difficulté à rentabiliser le tourisme						
Stratégie sectorielle : Développer le tourisme Camerounais pour en faire une destination touristique		Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens/Source de vérification			Suppositions/Hypothèses de réalisation
Niveaux	Formulations					
Objectif global	Développer et promouvoir le tourisme interne de la Commune	Nombre de nouvelles structures touristiques dans la commune	Rapport communaux			Volonté politique Disponibilité des moyens financiers
Objectifs spécifiques	1. Inventorier et mettre en valeur les potentiels sites touristiques existants	Inventaire des sites touristiques élaborés	-Rapports sectoriels			Accompagnement du sectoriel
	2. Construire et équiper les structures d'accueil et de loisirs	Nombre de nouvelles structures touristiques construites	-Rapports sectoriels			-Disponibilité des terres -Disponibilités des moyens financiers
	3. Valorisation des potentiels sites touristiques	Plan d'aménagement des sites touristiques disponibles	-Rapports sectoriels			-Agrément et autorisations
Résultats	1.1. Une liste exhaustive des sites touristiques et des infrastructures de loisirs de la Commune est élaborée et disponible	Carte des sites touristiques de la Commune élaborée Nombre moniteurs formés	-Fichiers sectoriels			Accompagnement sectoriel
	2.1. Des structures de tourisme et de loisirs sont aménagées et équipées	Nombre de structures de loisirs construites	-Rapports sectoriel -INS			-Disponibilité des terres
	3.1. Les sites touristiques sont facilement accessibles et valorisés	Nombre total de km de voies d'accès aménagées	-Rapport sectoriel -Enquête			-Disponibilité des ressources
Activités			Ressources		Coûts	Conditions préalables
			H	F	M	
	1.1.1. Élaboration d'une carte et d'un fichier de sites touristiques de la Commune		X	X	X	2 000 000
1.1.2. Formation des guides touristiques communaux à Atok en partenariat avec l'Organisation Nationale des Guides		X	X	X	1 000 000	-Disponibilité des ressources

Plan Communal de Développement

					-Mise en œuvre d'un planning d'exécution
1.1.3. Organisation des ateliers visant la valorisation du patrimoine touristique et culturelle à Atok	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des ressources nécessaires
2.1.1. Construction des campements touristiques à Sombouo, Atok	X	X	X	500 000 000	Étude de faisabilité et Choix du site
2.1.2. Formations des moniteurs de loisirs	X	X	X	3 500 000	Disponibilité des ressources nécessaires
2.1.3. Formation et encadrement des Baka à la préservation de leur patrimoine touristique Campement Baka (Sombouo)	X	X	X	5 000 000	Implication des autorités
2.1.3. Construction d'une cité municipale à Atok	X	X	X	100 000 000	Études techniques
3.1.1. Aménagement des potentiels sites touristiques à Campement Baka (Sombouo) , marécage Antembang en zone touristique (Makok), des grands rochers d'Akok Maka, Atok (CFSO), Mbama (Mpande, Djemb)	X	X	X	180 000 000	-Disponibilité des ressources -Titre d'exploitation/ agrément
3.1.2. Aménagement des voies d'accès aux rochers d'Akok Maka, Nyong (Bende)	X	X	X	10 000 000	Étude technique
3.1.3. Aménagement des monuments à Atok	X	X	X	5 000 000	-Disponibilité des ressources -Études des techniques
TOTAL				811 500 000	

4.12.29. Cadre logique du secteur TRANSPORTS

Problème : Difficulté d'accès aux moyens de transport							
Stratégie sectorielle : Améliorer le potentiel du pays en matière de logistique		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Faciliter les conditions de déplacement des biens et des personnes	Nombre d'infrastructures de transports construits Nombre de permis établis	Rapport DDTRANSPORTS			Forte implication de la commune Disponibilité des financements	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en infrastructures routières dans la Commune	Nombre de gares routières construites Nombre de parking construit	Photos, PV de réception, Rapport d'activité DDTRANSPORT Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
	2. Faciliter l'accès aux moyens de transport	Nombre de kilomètre de routes aménagées	Photos, PV de réception, Rapport d'activité DDTRANSPORT Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
	3. Organiser des formations civiques et techniques pour les transporteurs routiers	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité DDTRANSPORT, Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
Résultats	1.1. Une gare routière est construite	Nombre de gares routières construites	Photos, PV de réception, Rapport d'activité DDTRANSPORT, Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
	1.2. Une garderie est construite	Nombre de garderie construite	Photos, PV de réception, Rapport d'activité DDTRANSPORT, Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
	2.1. Une formation civique et technique des transporteurs routiers est organisée	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité DDTRANSPORT, Mairie			-Études de faisabilité -Disponibilité des financements	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1.	Construction effective de la gare routière à Mbama	X	X	X	75 000 000	- Création, étude de faisabilité, - Disponibilité des fonds
	1.1.2.	Construction d'une aire de stationnement des véhicules à Bidjigue 2, Makogou, Ngoemetag 2, Nyimbe , Makok, Bidjigue 1, Bigoens,	X	X	X	140 000 000	
	1.2.1.	Construction de 01 aire de repos à Mbama	X	X	X	90 000 000	
2.1.1.	Formation civique et technique des motos-taximen (tous les villages et quartiers)	X	X	X	7 500 000	Regroupement des acteurs, recrutement d'un formateur	

Plan Communal de Développement

2.1.2. Sensibilisation et encadrement des transporteurs sur la sécurité routière, les dangers de la surcharge et les procédures d'obtention d'un permis de conduire	X	X	X	2 000 000	- Disponibilité des fonds - Définition des thèmes
2.1.3. Installation des panneaux de signalisation dans le périmètre urbain	X	X	X	3 000 000	- Disponibilité des fonds - Implication des sectoriels concernés
2.1.4. Réhabilitation des panneaux de signalisation dans toute la Commune	X	X	X	2 500 000	- Disponibilité des fonds - Implication des sectoriels concernés
TOTAL				320 000 000	

4.12.30. Cadre logique du secteur TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Problème : Difficulté d'accès à une sécurité sociale							
Stratégie sectorielle : Réorganiser structurellement les organismes de sécurité sociale existants d'une part et à élargir le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale au plus grand nombre.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Promouvoir le travail décent et la sécurité sociale pour tous	Taux de couverture de la sécurité sociale	Enquêtes Rapport DD TSS			Volonté politique	
Objectifs spécifiques	1. Étendre la sécurité sociale à tous	Nombre de mutuelle créée Nombre et liste des retraités bénéficiaires	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
	2. Rapprocher les structures de la CNPS des populations	01 service de la CNPS rapproché des travailleurs	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
	3. Organiser des séminaires sur les normes en matière de travail et sur les risques professionnels	Nombre de séminaires de formation organisés	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
Résultats	1.1. Une mutuelle de santé est créée	Nombre de mutuelle créée	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
	2.1. Les services de la CNPS sont rapprochés des travailleurs	01 service de la CNPS rapproché des travailleurs	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
	3.1. Des séminaires de formation sur les normes en matière de travail et sur les risques professionnels sont organisés	Nombre de séminaires de formation organisés	Rapport et Enquête dans le secteur			Disponibilité des financements	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Création d'une mutuelle de santé à Atok		X	X	X	50 000 000	Sensibilisation des populations
	2.1.1. Rapprochement des services de la CNPS à Atok (pour tous les villages)		X	X	X	1 000 000	
3.1.1. Organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'assurance volontaire à la CNPS, l'importance de la couverture		X	X	X	5 000 000	-Sensibilisation des travailleurs	

Plan Communal de Développement

	sociale, les règles de sécurité dans le travail (01 campagne par trimestre dont 04 par an)					-Détermination du nombre de campagnes annuelles
	TOTAL				56 000 000	

4.12.31. Cadre logique du secteur TRAVAUX PUBLICS

PROBLÈME : Dégradation du réseau routier et des ouvrages d'art							
Stratégie sectorielle : Améliorer l'offre en infrastructures routières, en mettant d'abord l'accent sur la réhabilitation et l'entretien du réseau existant, puis son extension et son aménagement.		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification			Suppositions / Hypothèse de réalisation	
Niveaux	Formulations						
Objectif global	Renforcer la qualité et la quantité des ouvrages et infrastructures publics	Nombre de kilomètres de routes réhabilitées et créées	Rapports communaux Rapports DD MINTP			Disponibilités des financements Volontés politiques	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter déplacement des biens et des personnes	Nombre de kilomètre de route reprofilées	PV de réception des travaux			-Appuis de divers partenaires pour assurer l'entretien routier -Étude de faisabilité	
	2. Assurer la pérennité des infrastructures routiers de la Commune	Nombres d'ouvrage d'art construit et sécurisé	PV de réception des travaux			-Appuis de divers partenaires pour assurer l'entretien routier -Étude de faisabilité	
Résultats	1.1. Les autorités administratives et communales sont impliquées dans l'amélioration des dessertes	Nombre de kilomètre de route reprofilées	PV de réception des travaux			-Appuis de divers partenaires pour assurer l'entretien routier -Étude de faisabilité	
	2.1. Des ouvrages d'art sont construits et sécurisés	Nombres d'ouvrage d'art construit et sécurisé	PV de réception des travaux			-Appuis de divers partenaires pour assurer l'entretien routier -Étude de faisabilité	
Activités			Ressources			Conditions préalables	
			H	F	M		Coûts (FCFA)
	1.1.1. Bitumage de 20 km de route à MBAMA (Mbama- Kodjans, -Messamena sur 20 km)		X	X	X		4 000 000 000
1.1.2. Reprofilage de 163 km de route avec revêtement de latérite dont à BIDJIGUE 2 (Bidjigue 2 - Biuyieme sur 5 km), KODJANS (<u>axe 1</u> : Kodjans-Tou (4km), <u>axe 2</u> : Kodjans-Mefeufeu sur 5km), MAKOGOU (<u>axe 1</u> : chefferie-Makombe- Makogou sur 5 km et <u>axe 2</u> : Tindke- Makogou 5km), MIKOAGUE (Mikoague sur 5 km), SOMBOUO (<u>Axe 1</u> : Nyimbé-Sombouo sur 9km et <u>Axe 2</u> : Nyimbe-Doume sur 7 km)), AKOK YEBEKOLO (<u>axe 1</u> : Akok Yebekolo -		X	X	X	652 000 000	• Après étude de faisabilité, • Bien définir chaque itinéraire • Élaboration des schémas d'itinéraires,	

	<p>Edjaboum sur 5 km et Axe 2 : Akok Yebekolo - Mekououb sur 7 km), AKOK MAK (Akak – Tombo de 5 km), BENDE (Bende - Mebankeg de 2 km), BIGOENS (Chefferie – Mpola de 2 km), EBODENKOU (Axe 1 : Akok Maka – Ebodenkou de 5 km avec pont sur le Nyong et Axe 2 : Ebodenkou – Mfendé de 2 km), MAKOK (Ndjoua – Meba de 5 km), NDANKUIMB (Tsouolou-Mpeng sur 7 km), NGOEMETAG 1 (Ngoemetag 1 -AMPEWA sur 10 km), NTOUMB (Ntoub - Akou sur 7km), NYIMBE (Axe 1 : Nyimbe- Bagochue sur 7 km et Axe 2 : Nyimbe-Bagozamb sur 08 km), ZOGUELA (Zogueula sur 10 km), Atok (Axe 1 : CFSO – Atok – Bidjigue de 08 km ; axe 2 : Entrée Mairie à Mikoagué de 22 km, Makok (axe 1 : EPC – Antembang de 50 m ; axe 2 : Mebomedjoum – Aka Odih avec buse à Ndjandedem + bretelle de Ampili – Melon de 2km avec buse à Melon, axe 3 : Mband – Kenian de 2 km), Bidjigue 1 (Stade – Ngeins de 2 km)</p>					<ul style="list-style-type: none"> • Étude des sols pour des ouvrages à construire, • Établissement des plans des ouvrages • Élaboration des devis estimatifs et quantitatifs
	<p>1.1.3. Ouverture de 63 km de route à ATOK (Axe 1 : Djo à Mbo Elafam de 4 km, axe 2 : Djo à Mbo Elafam de 4 km, Axe 3 : EPC – Ndjou de 3 km) MBAMA (axe 1 : Akou – Mbama carrefour de 7 km, axe 2 : Effouas – Mbama carrefour de 5 km et axe 3 : Entrée stade – Bede Kang de 7 km axe 4 : Djo à Mbo Elafam de 4 km), DJOUM (axe 1 : Seng-seng sur 03 km et axe 2 : Mabonda sur 05 km), NGOEMETAG 1 (axe (Ngoemetag 1-ampewa sur 08 km), NDANKUIMB (Toueulou-Mpeing sur 05 km), MAKOK (EPC – Atebang de 07 km Forêt avec digue sur Atebang), Zogueula, Campement Baka (Sombouo), NGOULEMAKONG (Ngoulemakong sur 7 km), Bidjigue 1 (Nlong à Akwat de 4 km + bretelle à Ngong avec buse d'un km et sortie sur la piste agricole Mikoague - Atok)</p>	X	X	X	657 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Après étude de faisabilité, • Bien définir chaque itinéraire • Élaboration des schémas d'itinéraires, • Étude des sols pour des ouvrages à construire, • Établissement des plans des ouvrages Élaboration des devis estimatifs et quantitatifs après étude de faisabilité
	<p>1.1.4. Reprise des travaux de reprofilage de l'axe Ngoemetag 2- Bidjigue 2-Kodjans (10 km), Makogou (Kodjans-Ntollok2 sur 5 km)</p>	X	X	X	3 000 000 000	
	<p>2.1.1. Construction de 06 ponts en béton armé à 01 à Kodjans (piste Mefeufeu), 02 à AKOK MAK (01 sur la rivière Selkougou et sur la rivière Digui), 01 à EBODENKOU (sur la rivière Woguemeguop), 01 à MAYOS (sur la rivière KONO), Atok (Myaboung (CFSO))</p>	X	X	X	150 000 000	Après étude de faisabilité
	<p>2.1.2. Installation des dos d'âne à Nyimbe, Mbama au marché vers le stade, vers l'école publique d'Atok, Bidjigue 1, Bende</p>	X	X	X	6 000 000	Après étude de faisabilité
	<p>2.1.3. Acquisition du matériel d'entretien des routes à Ntoub, Bidjigue 2, Kodjans, Makogou, Ngoemetag 2</p>	X	X	X	50 000 000	Après étude de faisabilité
	<p>TOTAL</p>				8 515 000 000	

4.12.32. Cadre logique du secteur VIH/SIDA

PROBLÈME : Prévalence du VIH/SIDA				
Stratégie sectorielle : Réduire de 50% la prévalence du VIH/SIDA et ramener le taux de décès associé au paludisme à moins de 10%		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Niveaux	Formulations			
Objectif global	Réduire la prévalence du taux de VIH/SIDA	Taux de prévalence	Rapports sectoriels	Implication de la commune
Objectifs spécifiques	1. Intensifier l'éducation des populations sur le VIH/SIDA	-Nombre de campagnes organisées par an -Nombre de campagnes de sensibilisation tenues	-Rapports d'activités sectorielles	Implication des comités de concertation (cas échéant), des autorités communales et administratives
	2. Rapprocher les centres de dépistage et de distribution des antis rétroviraux	-Nombre d'infrastructures sanitaires construites	-Rapport d'activités sectorielles -PV de réception des -Photos	-Décision des autorités sectorielles -Implication des populations et des autorités communales et administratives
	3. Faciliter l'accès au traitement du VIH/SIDA	-Nombre d'anti rétroviraux acquis	-Rapport d'activités sectorielles	-Décision des autorités sectorielles -Implication des populations et des autorités communales et administratives
Résultats	1.1. Les éducateurs de proximité sont mis en place	-Nombre de pairs éducateurs formés	-Rapports d'activités sectorielles	Implication des comités de concertation (cas échéant), des autorités communales et administratives
	1.2. L'accès aux informations sur le VIH/SIDA est facilité	-Nombre de campagne de sensibilisation par an -Nombre de dépistage gratuit par an	-Rapports d'activités sectorielles	-Décision des autorités sectorielles -Implication des populations et des autorités communales et administratives
	2.1. Le plateau technique des infrastructures sanitaires est renforcé	-Nombre d'infrastructures sanitaire construites et équipées -Listes et nombre du matériel médical acquis	-PV de réception -Photos -Rapports sectoriels	-Étude de faisabilité -Disponibilité des ressources financières -Existence d'un espace pour édification de l'infrastructure

Plan Communal de Développement

	3.1. Les structures sanitaires existantes sont approvisionnées en antis rétroviraux	-Nombre de structures sanitaires approvisionnées en ARV selon la fréquence de la demande	--Rapports d'activités sectorielles			-Décision des autorités sectorielles -Implication des populations et des autorités communales et administratives	
Activités			Ressources			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
			H	F	M		
	1.1.1. Mise en place et formation des pairs éducateurs par secteurs ou par village		X	X	X	4 800 000	Disponibilité des formateurs et fonds
	1.1.2. Renforcement des capacités des pairs éducateurs		X	X	X	4 800 000	Disponibilité des formateurs et fonds
	1.1.3. Prise en charge psychosociale des personnes vivant avec le VIH		X	X	X	PM	Disponibilité des formateurs et fonds
	1.2.1. Organisation des campagnes de sensibilisation pour la réduction de la prévalence du VIH/SIDA		X	X	X	3 000 000	- Disponibilité des formateurs et fonds - Implication des autorités sanitaires
	1.2.2. Organisation des campagnes de dépistage gratuit de VIH/SIDA		X	X	X	48 000 000	Disponibilité des formateurs et fonds
	1.2.3. Renforcement du signal Tv/Radio national		X	X	X	5 000 000	Disponibilité des formateurs et fonds
	2.1.1. Construction et équipement d'un hôpital de référence à Atok (morgue + cuisine)		X	X	X	200 000 000	Disponibilité des formateurs et fonds
	3.1.1. Approvisionnement des structures sanitaires en ARV		X	X	X	50 000 000	- Disponibilité des formateurs et fonds - Implication des autorités sanitaires
3.1.2. Distribution des Anti Rétroviraux et suivi médical des enfants vivant avec le VIH		X	X	X	10 000 000	- Disponibilité des formateurs et fonds - Implication des autorités sanitaires	
					325 600 000		

Plan Communal de Développement d'Atok

4.13. Coût estimatif du PCD

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des coûts estimatifs des cadres logiques par secteur.

Tableau 82 : Coût estimatif du PCD.

N°	SECTEUR	Coût du secteur
1	Administration territoriale et maintien de l'ordre	295 000 000
2	Affaires sociales	208 000 000
3	Agriculture et développement rural	3 109 000 000
4	Arts et culture	441 000 000
5	Commerce	565 000 000
6	Communication	80 100 000
7	Développement de l'économie locale	57 185 323 000
8	Domaines, cadastre et affaires foncières	109 000 000
9	Eau	430 000 000
10	Énergie	2 139 000 000
11	Éducation de base	2 229 110 000
12	Élevage, pêches et industries animales	763 500 000
13	Emploi et formation professionnelle	751 000 000
14	Enseignement supérieur	562 500 000
15	Enseignements secondaires	1 741 000 000
16	Environnement, protection de la nature et développement durable	204 877 000
17	Forêt et faune	267 000 000
18	Habitat et développement urbain	1 284 000 000
19	Institution communale	197 500 000
20	Jeunesse et éducation civique	495 500 000
21	Mines, Industrie et développement Technologique	103 500 000
22	Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat	282 100 000
23	Poste et télécommunication	520 000 000
24	Promotion de la femme et de la famille	205 000 000
25	Recherche scientifique et innovations	71 000 000
26	Santé publique	743 800 000
27	Sport et éducation physique	308 000 000
28	Tourisme et loisirs	811 500 000
29	Transports	320 000 000
30	Travail et sécurité sociale	56 000 000
31	Travaux publics	8 515 000 000
32	VIH/SIDA	325 600 000
	COÛT ESTIMATIF DU PCD	85 318 910 000

Le coût estimatif de notre PCD se chiffre à la somme de 85 318 910 000 F CFA (**Quatre-Vingt-Cinq Milliards Trois Cent Dix-Huit Millions Neuf Cent Dix Mille Francs CFA**).

5- PLANIFICATION

5.1. Vision et objectifs du PCD

« À l'horizon 2030, la Commune d'Atok se veut une cité agroéconomique durable et prospère ».

Cette vision s'appuie sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations à la base. Ainsi, elle systématise les aspirations exprimées par les différents acteurs et se résume comme suit :

A- AMÉLIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE

- **Eau** : améliorer de 62,77 % à 72,3 % le taux d'accès à l'eau potable dans la Commune par la **construction de 08 forages** ;
- **Éducation de base** : améliorer de 82,73 % à 88,2 % le taux d'accès à l'éducation de base par la construction des salles de classe et la construction d'un bloc maternel ;
- **Enseignements Secondaires** : améliorer de 75% à 100% le taux d'accès aux infrastructures dans les enseignements de base par la construction des Blocs administratifs ;

B- PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Agriculture** : améliorer de 48,41 % à 50,2 % le taux d'accès aux pistes agricoles dans Commune par la réhabilitation de 32 km de pistes agricoles ;
- **Transport** : améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de transport par la construction d'une gare de transit en deux (02) phases ;
- **Tourisme** : Améliorer de 50% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de tourisme par l'extension d'un hotel municipal ;
- **Mines, Industrie et Développement Technologique** : améliorer de 68% à 72% le taux d'accès à l'exploitation des produits de carrière dans la Commune par l'aménagement d'une carrière de sable ;
- **Postes et Télécommunication** : améliorer de 50% à 100% le taux d'accès à l'aménagement des infrastructures de télécommunication ;
- **Travaux publics** : Améliorer de 24,02% à 36,2% le taux d'accès aux infrastructures routières dans la Commune par l'ouverture des pistes et la réhabilitation de 18,5 km de routes en terre ;
- **Formation Professionnelle** : Améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de la formation professionnelle dans la Commune par la construction d'un centre de formation ;
- **Habitat et développement urbain** : Améliorer de 75% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de promotion de l'habitat dans la Commune ;

- **Environnement et Protection de la Nature** : Améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de transformation dans la Commune par la construction d'une structure de transformation des déchets.

C- PROGRAMME PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE

- **Arts et Culture** : Améliorer de 9,52% à 23,8% le taux d'accès aux infrastructures communautaire dans la Commune par la construction de 03 foyers communautaires ;
- **Jeunesse et Éducation civique** : améliorer de 9,52% à 23,8% le taux d'accès aux infrastructures communautaire dans la Commune par la construction de 01 foyer des jeunes.

5.2. Éléments de cadrage

Le présent cadrage s'articulera autour des projets prioritaires et le cadrage budgétaire.

5.2.1. Tableau consolidé des projets prioritaires

Les microprojets prioritaires en vue de l'élaboration du Plan Communal de Développement se regroupent en six (06) parties allant des projets sociaux aux projets à caractère culturel en passant par les projets économiques, écologiques, de jeunesse et de Sport.

5.2.1.1. Projets prioritaires de l'espace urbain

A l'issu des diagnostics participatifs, les projets prioritaires des espaces urbains se résument dans le tableau ci-dessous.

Plan Communal de Développement d'Atok

Tableau 83 : Projets prioritaires des espaces urbains de la commune d'Atok

Nature du projet	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Priorité des priorités	
				Intitulé	Coûts
Projets sociaux	Construction d'une minicentrale solaire de 25 kVA pour électrification solaire à Atok	100 000 000	H, F, J	Construction d'une minicentrale solaire de 25kVA pour électrification solaire à Atok	100 000 000
	Équipement du bloc opératoire du CMA	50 000 000	H, F, J		
	Réhabilitation de l'adduction d'eau couvrant Atok et Mbama	5 000 000	H, F,		
	Construction de 06 salles de classe à l'école publique bilingue d'Atok	60 000 000	J		
	Réhabilitation de l'ancien Hôtel de ville	20 000 000	H		
	Construction d'une minicentrale solaire de 25kVA pour électrification solaire à Mbama	100 000 000	H, F, J		
	Construction de 06 salles de classe à l'EP de Mbama	60 000 000	H, F, J		
	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique de Djemb	8 000 000	H, F,		
	Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Djemb	18 000 000	J		
	Construction et équipement d'une salle informatique à l'école publique de Mbama	20 000 000	H		
Projets économiques	Construction d'une morgue au CMA	50 000 000	H, F, J		
	Ouverture de la piste agricole EPC – Ndjou de 3 km	15 000 000	H		

Plan Communal de Développement

Nature du projet	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Priorité des priorités	
				Intitulé	Coûts
	Construction d'un hangar de marché à Atok	20 000 000	J		
	Elaboration du Plan sommaire d'urbanisme d'Atok	20 000 000	F		
	Construction d'un hotel municipal	30 000 000	H, F, J		
	Ouverture de la piste agricole Effouas – Mbama carrefour de 5 km	25 000 000	H		
	Ouverture de la piste agricole Akou – Mbama carrefour de 7 km	35 000 000	J		
	Ouverture de la piste agricole Entrée stade – Bede Kang de 7 km	35 000 000	F		
Projets écologiques	Construction d'un pylône pour la radio communautaire	10 000 000	F, J		
	Création d'un centre de formation professionnelle aux petits métiers	20 000 000	H, J		
	Construction d'un centre de divertissement pour jeunes et enfants	20 000 000	F, J		
	Construction d'un centre multimédia à Mbama	20 000 000	H, J		
Projet jeunes	Création d'un centre multimédia	30 000 000	H, F, J		
	Création d'une forêt communale	10 000 000	H, F, J		
	25 000 000	H, F, J	14		
	10 000 000	H, F, J	9		
Projet culturel	Création d'une pépinière de plants agricoles	5 000 000	H, F, J		

Plan Communal de Développement

Nature du projet	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Priorité des priorités	
				Intitulé	Coûts
	Construction d'un foyer culturel à Mbama	10 000 000	H, F, J		
Projet sportif	Construction d'un mini-complexe sportif à Atok	10 000 000	H, F, J		
	Aménagement de l'aire de jeu existant	10 000 000	H, F, J		

Plan Communal de Développement d'Atok

5.2.1.2. Projets prioritaires des villages

Les projets prioritaires identifiés dans les différents villages de la commune d'Atok sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 84 : Projets prioritaires des villages de la commune d'Atok

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
AKOK MAKA	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage à PMH à la chefferie	8 000 000	H, F, J	1 ^{er}	Construction d'un forage à PMH à la chefferie	8 000 000
		2 ^e	Réfection du forage à PMH de l'école publique	8 000 000	H, F, J	7 ^e		
		3 ^e	Acquisition de 20 lits d'hospitalisation au CSI	10 000 000	H, F, J	11 ^e		
		4 ^e	Réfection du puits à PMH du CSI	3 000 000	H, F, J	13 ^e		
		5 ^e	Construction de 06 logements d'astreinte pour l'école publique	20 000 000	H, F	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché équipé de 30 comptoirs	25 000 000	H, F, J	2 ^e		
		2 ^e	Construction d'un pont agricole sur la rivière Selkougou	25 000 000	F, J	8 ^e		
		3 ^e	Construction d'un pont agricole sur la rivière Digui	5 000 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Reprofilage de la piste agricole Akak – Tombo de 07 km	35 000 000	H, F, J	14 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Aménagement d'une pépinière de 10000 plants de cacao	5 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Reboisement de la zone Akiandjen en arbres fruitiers	2 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Acquisition de 7 brouettes	300 000	H, F, J	5 ^e		
		2 ^e	Construction d'un CMPJ	50 000 000	F, J	9 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction et équipement d'un foyer culturel à Abiere	10 000 000	H, F, J	4 ^e		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, J	6 ^e			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
AKOK YEBEKOLO	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un CPC à AKOK-YBEKOLO	20 000 000	H, F, J	2	Reprofilage et cantonage de la piste agricole d'EDJABOUM sur 5 km	20 000 000
		2 ^e	Construction d'un forage à PMH au carrefour	8 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Construction d'un forage à PMH à ABAM	8 000 000	H, F	9		
		4 ^e	Réhabilitation du puit aménagé à AKOK-YEBEKOLO	2 000 000	J	13		
		5 ^e	Acquisition d'un transformateur à ABAM	10 000 000	H	14		
	Projets économiques	1 ^{er}	Reprofilage et cantonage de la piste agricole d'Akok Yebekolo - EDJABOUM sur 5 km	20 000 000	H, F, J	1		
		2 ^e	Acquisition d'une presse à brique	5 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'un magasin de stockage	25 000 000	J	10		
		4 ^e	Reprofilage et cantonnage de la piste agricole de Akok Yebekolo - MEKOUOUB sur 7 km	20 000 000	F	15		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction d'un bloc de 06 toilettes publiques EVEBLA	4 500 000	F, J	3		
		2 ^e	Création d'un espace vert	5 000 000	H, J	11		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'une ferme porcine	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Aménagement d'un étang piscicole	1 000 000	H, F, J	12		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	4		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
BAKA SOUOMBO	Projets sociaux	1 ^{er}	Acquisition de 80 lampes solaires au campement baka	800 000	H, F, J	1	Acquisition de 80 lampes solaires au campement baka	800 000
		2 ^e	Prise en charge total des élèves BAKA	-	H, F, J	7		
		3 ^e	Acquisition du materiel et des intrants agricoles	10 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Equiperment du centre de santé et affectation du personnel de santé	25 000 000	J	13		
		5 ^e	Acquisition de 02 tricycles au campement BAKA	10 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction et équipement d'une mini-porcherie (25 porcs)	5 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Construction et équipement d'une mini-ferme avicole	10 000 000	H	8		
		3 ^e	Aménagement de la carrière de sable	10 000 000	J	12		
		4 ^e	Électrification du campement BAKA sur 02 km	20 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Création d'un espace vert	5 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Construction d'une fosse à compost	1 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Organisation des camapagnes de formation sur la création des AGR	2 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction et équipement d'un foyer communautaire	10 000 000	H, F, J	5		
Projet sportif	1 ^{er}	Acquisition du matériel sportif à l'équipe « FC BARCELONE »	2 000 000	H, F, J	2			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
BENDE	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé de PMH dans le petit hameau	8 000 000	H, F, J	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé de PMH dans le petit hameau	8 000 000
		2 ^e	Aménagement de la source naturelle au petit hameau	2 000 000	H, F, J	9 ^e		
		3 ^e	Acquisition du matériel au comité de vigilance	500 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Acquisition de 10 lampadaires solaires	10 000 000	H, F, J	14 ^e		
		5 ^e	Construction de 30 latrines	30 000 000	H, F	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une aire de séchage	2 000 000	H, F, J	2 ^e		
		2 ^e	Création d'un champs semencier	25 000 000	F, J	7 ^e		
		3 ^e	Aménagement de la piste agricole Bende - Mebankeg de 2 km	2 000 000	H, F, J	11 ^e		
		4 ^e	Construction d'une unité de transformation des produits agricoles multifonctionnelle	2 000 000	H, F, J	13 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement du village en arbre fruitiers	25 000 000	H, F, J	6 ^e		
		2 ^e	Aménagement d'un espace vert	1 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Acquisition d'une tronçonneuse à usage agricole	3 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Construction d'un centre de formation aux petits métiers	25 000 000	F, J	8 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'une case communautaire	10 000 000	H, F, J	4 ^e		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, J	5 ^e			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
BIDJIGUE 1	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un bloc de 02 salles de classe pour l'école maternelle	18 000 000	H, F, J	1 ^{er}	Construction d'un bloc de 02 salles de classe pour l'école maternelle	18 000 000
		2 ^e	Construction d'un bloc de 03 salles de classe pour l'école publique	27 000 000	H, F, J	7 ^e		
		3 ^e	Construction d'un forage à PMH à la zone Ngabitole	8 000 000	H, F, J	11 ^e		
		4 ^e	Equipement de l'école maternelle	2 000 000	H, F, J	13 ^e		
		5 ^e	Construction d'un forage à PMH dans la zone Ntang	8 000 000	H, F	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Acquisition du matériel agricole (machettes, houes, brouettes, tronçonneuse, etc.)	5 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Electrification du village en MT par photovoltaïque	25 000 000	F, J	8 ^e		
		3 ^e	Construction d'un marché	100 000 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Construction d'une ferme porcine de 20 têtes	2 000 000	H, F, J	14 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Acquisition des foyers améliorés	1 000 000	H, F, J	6 ^e		
		2 ^e	Acquisition des arbres fruitiers pour reboisement aux abords de la route principale	3 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	2 ^e		
		2 ^e	Construction d'un CMPJ	50 000 000	F, J	9 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Acquisition du matériel de danse traditionnel	10 000 000	H, F, J	5 ^e		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement et équipement de l'aire de jeu existant	5 000 000	H, J	4 ^e		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
BIDJIGUE 2	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	8 000 000	H, F, J	1	Aménagement de la piste agricole BIUYIEME sur 5 km	25 000 000
		2 ^e	Réhabilitation du puit défectueux	2 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Aménagement d'un champ photovoltaïque	100 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Installation de 20 lampadaires solaires	2 000 000	J	13		
		5 ^e	Aménagement de la source CHOUCOUTAME	2 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Aménagement de la piste agricole Bidjigue 2 - BIUYIEME sur 5 km	25 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction d'une ferme de 120 m3 pour l'élevage (porcs, poulets)	10 000 000	H	8		
		3 ^e	Acquisition des intrants et produit phytosanitaires	5 000 000	J	11		
		4 ^e	Acquisition de 05 presses à brique de terre	2 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction de 12 latrines dans le village	6 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Reboisement du village avec 3000 pieds d'arbres de croissance 'Moabi, Aroko Ayous)	2 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction et équipement d'un centre de formation des jeunes pour la pratique des petits métiers	10 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Construction d'une école d'agriculture	100 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	6		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
BIGOENS	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle de Bigoens	18 000 000	H, F, J	1 ^{er}	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle	18 000 000
		2 ^e	Construction d'un bloc de 03 salles de classe au CES de Bigoens	27 000 000	H, F, J	7 ^e		
		3 ^e	Construction et équipement d'un bloc de 03 salles de classe à l'école publique	27 000 000	H, F,	11 ^e		
		4 ^e	Construction d'un forage équipé de PMH au CES	8 000 000	J	14 ^e		
		5 ^e	Réfection d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Bigoens	4 000 000	H	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une ferme avicole de 500 poulets	2 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Construction d'une aire de séchage surmontée d'une clôture de 1,5 m	25 000 000	H	9 ^e		
		3 ^e	Construction et équipement d'une maison du planteur	5 000 000	J	12 ^e		
		4 ^e	Reprofilage de la piste agricole Chefferie – Mpola de 2 km	2 000 000	F	13 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement de l'axe principale du village en 600 essences à croissance rapide	1 000 000	F, J	6 ^e		
		2 ^e	Aménagement d'un espace vert dans le village de 25 m x 25 m	1 000 000	H, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un centre de formation des jeunes aux petits métiers	5 000 000	H, F, J	2 ^e		
		2 ^e	Construction d'un centre multi media avec 15 machines	15 000 000	H, F, J	8 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4 ^e		

Plan Communal de Développement

	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement et équipement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	5 ^e		
Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
DJOUM	Projets sociaux	1 ^{er}	Réhabilitation de 02 forages en pannes	3 000 000	H, F, J	1	Réhabilitation de 02 forages en pannes	3 000 000
		2 ^e	Construction (création) d'une école maternelle	30 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Construction et équipement d'une maison du planteur	10 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Aménagement de la piste agricole NDJOUR-MOMBONDA sur 5 km	25 000 000	J	13		
		5 ^e	Construction (création) d'un CETIC	3 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction et équipement d'une porcherie communautaire	10 000 000	H	14		
		3 ^e	Construction et équipement d'une pépinière de plants de cacao	5 000 000	J	12		
		4 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole de 1000 poussins	10 000 000	F	8		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction d'une fosse à compost	5 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Dotation d'une poubelle par ménage	5 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Création et construction d'un CMPJ	25 000 000	H, F, J	9		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	6		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	4			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
EBODENKOU	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un centre préscolaire communautaire	10 000 000	H, F, J	2 ^e	Aménagement de l'axe routier Akok Makak – Ebodenkou de 5 km avec pont sur le Nyong	20 000 000
		2 ^e	Aménagement de la source naturelle Mikong	2 000 000	H, F, J	8 ^e		
		3 ^e	Aménagement de la source naturelle Wugueme Guop	25 000 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Construction d'un forage à PMH à Ndamekong	9 000 000	H, F, J	13 ^e		
		5 ^e	Acquisition de 50 filtres à eau au village Ebodenkou	1 000 000	H, F	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Aménagement de l'axe routier Akok Makak – Ebodenkou de 5 km avec pont sur le Nyong	20 000 000	H, F, J	1 ^{er}		
		2 ^e	Aménagement de la piste agricole Ebodenkou – Mfendé de 2 km	25 000 000	F, J	7 ^e		
		3 ^e	Construction d'un pont sur la rivière Wogueme guop	5 000 000	H, F, J	11 ^e		
		4 ^e	Construction d'un hangar de marché	15 000 000	H, F, J	14 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement d'une parcelle communautaire d'une superficie de 5 ha d'arbres fruitiers (avocatier, mandarinier, mangue sauvage)	3 000 000	H, F, J	6 ^e		
		2 ^e	Reboisement d'une parcelle communautaire en essence forestière de moabi	2 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Formation de 30 jeunes du village sur les nouvelles techniques agricoles	5 000 000	H, F, J	5 ^e		
		2 ^e	Construction d'un atelier de couture de 30 machines à coudre	25 000 000	F, J	9 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer communautaire	10 000 000	H, F, J	3 ^e		

Plan Communal de Développement

	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement et de l'aire de jeu	5 000 000	H, J	4 ^e		
--	-----------------------	-----------------	---------------------------------	-----------	------	----------------	--	--

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
KODJANS	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction D'un Centre Préscolaire	30 000 000	H, F, J	1	Construction D'un Centre Préscolaire	30 000 000
		2 ^e	Construction d'un centre de santé intégré	75 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Aménagement d'un champ photovoltaïque	100 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	8 000 000	J	14		
		5 ^e	Aménagement de la source Arouegue	2 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une ferme de 120 m3	10 000 000	H, F, J	4		
		2 ^e	Acquisition de 05 presses à brique de terre	2 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'un pont sur la rivière MEUFEUFEU	10 000 000	J	11		
		4 ^e	Reprofilage de la piste agricole Kodjans Akou sur 7km	35 000 000	F	13		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction de 35 latrines dans le village de Ntoub	10 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Aménagement des espaces verts	2 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction et équipement d'un centre de formation des jeunes pour la pratique des petits métiers	20 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction d'une école d'agriculture	100 000 000	H, F, J	9		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
LANDA	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un CPC à l'école maternelle	30 000 000	H, F, J	1	Construction d'un CPC à l'école maternelle	30 000 000
		2 ^e	Construction d'un foyer communautaire	10 000 000	H, F, J	6		
		3 ^e	Installation de 15 lampadaires à énergie solaire	15 000 000	H, F,	9		
		4 ^e	Construction d'une prise à brique	2 000 000	J	11		
		5 ^e	Construction d'un bloc de 03 toilettes à l'école publique de Landa	1 500 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une case équipée d'un moulin multifonctionnel	5 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Electrification du village (basse tension) sur 10 km	40 000 000	H	7		
		3 ^e	Construction d'un magasin de stockage 25 m ²	25 000 000	J	10		
		4 ^e	Installation d'un transformateur à nkoulemakong	10 000 000	F	12		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement de l'axe principal	2 000 000	F, J	13		
		2 ^e	Création d'un espace vert	1 000 000	H, J	14		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Acquisition de 30 ballots de filets aux pêcheurs	1 000 000	H, F, J	5		
		2 ^e	Construction d'une unité de manioc en amidon	20 000 000	H, F, J	8		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
MAKOUGOU	Projets sociaux	1 ^{er}	Aménagement d'un champ photovoltaïque	100 000 000	H, F, J	1	Aménagement d'un champ photovoltaïque	100 000 000
		2 ^e	Réhabilitation du puit défectueux	2 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Construction d'un bloc de 03 salles de classe à l'école publique primaire de Makogou	30 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	8 000 000	J	14		
		5 ^e	Construction d'un bloc de 06 latrines à l'école publique de Makogou	3 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Acquisition de 05 presses à brique de terre	2 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Reprofilage de la piste agricole chefferie- Makombe- Makogou sur 5 km	25 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'un hangar de marché se 25 comptoirs	25 000 000	J	12		
		4 ^e	Reprofilage de la piste Tindke-Makogou 5km	25 000 000	F	13		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Aménagement des espaces verts	2 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Construction de 12 latrines dans le village de Ntoub	6 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction et équipement d'un centre de formation des jeunes pour la pratique des petits métiers	30 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Construction d'une école d'agriculture		H, F, J	9		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	4		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
MAKOK	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage à PME	8 000 000	H, F, J	2 ^e	Création de la route EPC – Atembang de 7 km Forêt avec digue sur Atembang	20 000 000
		2 ^e	Construction d'un CETIC	9 000 000	H, F	8 ^e		
		3 ^e	Construction d'un CSI		H	11 ^e		
		4 ^e	Construction d'une école maternelle (création d'abord)	50 000 000	H	13 ^e		
		5 ^e	Equipped des accoucheuses traditionnelles en matériels sanitaires	1 000 000	H	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Création de la route EPC – Atembang de 7 km Forêt avec digue sur Atembang	20 000 000	H, F, J	1 ^{er}		
		2 ^e	Aménagement de la route Ndjoua – Meba de 5 km	25 000 000	H, F, J	7 ^e		
		3 ^e	Construction d'une unité de transformation des produits agricoles	2 000 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Acquisition d'une tronçonneuse	2 000 000	H, F, J	14 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Aménagement du marécage d'Atembang	25 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Création d'une pépinière de ...	2 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer de jeune	1 000 000	H, F, J	6 ^e		
		2 ^e	Construction d'un CMPJ	50 000 000	F, J	9 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction et équipement d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4 ^e		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement de l'aire de jeu existant	2 000 000	H, F, J	5 ^e		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
MAYOS	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage à l'école publique de Mayos	8 000 000	H, F, J	1	Construction d'un forage à l'école publique de Mayos	8 000 000
		2 ^e	Construction d'un bloc de 04 salles de classe à l'EM	30 000 000	H, F	7		
		3 ^e	Construction d'une salle informatique	20 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Construction d'un foyer communautaire	10 000 000	J	14		
		5 ^e	Réhabilitation du forage à Ngoa-Kele	2 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un pont sur la rivière KONO	10 000 000	H, F, J	4		
		2 ^e	Construction et équipement d'une case de 30 machines	20 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'une pépinière de 20 000 plants de cacao	2 000 000	J	11		
		4 ^e	Construction d'une case équipée d'un moulin multifonctionnel	5 000 000	F	13		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement de l'axe principal	2 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Acquisition d'une poubelle par ménage	10 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un centre polyvalent	20 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction et équipement d'un centre de formation en couture, coiffure (30 machines à coudre, 30 casques...)	40 000 000	H, F, J	9		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
MIKOAGUE	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage à l'EP de MIKOAGUE	8 000 000	H, F, J	1	Construction d'un forage à l'EP de MIKOAGUE	8 000 000
		2 ^e	Réhabilitation des forages	8 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Aménagement d'une piste agricole de Mikoague sur 5 km	25 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Aménagement d'une source d'eau potable	1 500 000	J	14		
		5 ^e	Construction (création) d'une école maternelle	30 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	H, F, J	4		
		2 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole de 2000 poussins	10 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction et équipement d'une porcherie communautaire	100 000 000	J	11		
		4 ^e	Construction et équipement d'un germoir de plats de piment	5 000 000	F	13		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Création d'un espace vert	2 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Construction d'une fosse à compost	2 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	1 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Acquisition des bourses aux bacheliers et aux étudiants	10 000 000	H, F, J	9		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NDAKUIMB	Projets sociaux	1 ^{er}	Aménagement d'une piste agricole TSOULOLO-MPENG sur 7 km	35 000 000	H, F, J	1	Aménagement d'une piste agricole TSOULOLO-MPENG sur 7 km	35 000 000
		2 ^e	Aménagement d'une source d'eau	2 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Création d'une école maternelle	30 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Création d'un CSI	75 000 000	J	13		
		5 ^e	Réhabilitation des forages en pannes	5 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction et équipement d'une pépinière de plants de cacao-café	2 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole de 2000 poussins	10 000 000	J	12		
		4 ^e	Construction et équipement d'une porcherie communautaire	10 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Organisation des campagnes de formation des jeunes sur la création des AGR	2 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Acquisition d'une poubelle par ménage	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Construction d'une fosse à compost	5 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NDJINDA	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique	8 000 000	H, F, J	4 ^e	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique	8 000 000
		2 ^e	Acquisition de 10 lampadaires solaires pour l'éclairage public	5 000 000	H, F, J	7 ^e		
		3 ^e	Construction de 02 salles de classe à l'école publique	25 000 000	H, F, J	11 ^e		
		4 ^e	Construction d'un télé centre communautaire	50 000 000	H, F, J	13 ^e		
		5 ^e	Construction d'un centre d'accueil des personnes vulnérables à Ndjinda	10 000 000	H, F	15 ^e		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché	25 000 000	H, F, J	3 ^e		
		2 ^e	Construction d'une mini centrale photovoltaïque à Ndjinda	25 000 000	F, J	8 ^e		
		3 ^e	Construction d'une unité de transformation des produits agricoles	5 000 000	H, F, J	12 ^e		
		4 ^e	Acquisition de 10 000 plants de cacao	2 000 000	H, F, J	14 ^e		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Acquisition de bac à ordure à l'école publique	1 000 00	H, F, J	6 ^e		
		2 ^e	Reboisement de l'école publique en arbre fruitier	2 000 000	F, J	10 ^e		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Acquisition de 3 tricycles aux jeunes pour transports des produits agricoles	5 000 000	H, F, J	9 ^e		
		2 ^e	Construction et équipement d'un mini-complexe sportif à Abiere	25 000 000	F, J	9 ^e		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer communautaire	10 000 000	H, F, J	2 ^e		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement et de l'aire de jeu	2 000 000	H, J	5 ^e			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NGOULEMAKONG	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un centre préscolaire	20 000 000	H, F, J	1	Construction d'un centre préscolaire	20 000 000
		2 ^e	Construction d'un forage équipé de PMH à Essok Meyong	8 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Installation de 15 lampadaires à énergie solaire	15 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Construction d'un case communautaire	10 000 000	J	13		
		5 ^e	Construction des logements d'astreintes	20 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une case équipée d'un moulin multifonctionnel	5 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	H	8		
		3 ^e	Ouverture de la piste agricole de Ngoulemakong à XXX sur 7 km	35 000 000	J	12		
		4 ^e	Installation d'un transformateur à Ngoulemakong	5 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Reboisement de la zone dégradée d'essence à croissance rapide	2 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Aménagement d'un espace vert	2 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un centre multifonctionnel	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Construction et équipement d'un centre de formation en couture, coiffure (30 machines à coudre, 30 casques...)	20 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NGOEMETAG 1	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'une pharmacie communautaire	20 000 000	H, F, J	1	Aménagement des carrières de stable et de gravier	1
		2 ^e	Création d'une école maternelle	30 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Construction et équipement d'une maison du planteur	5 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Construction et équipement d'un séchoir moderne communautaire	5 000 000	J	13		
		5 ^e	Aménagement de la piste agricole NGOEMETAG I -AMPEWA sur 10 km	50 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Aménagement des carrières de stable et de gravier	5 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Construction et équipement d'une pépinière de plants de cacao-café	5 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	J	11		
		4 ^e	Construction et équipement d'un étang piscicole	10 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction d'une fosse à compost	2 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Création d'un espace vert	2 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Organisation des campagnes de formation des jeunes sur la création des AGR	2 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	2		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NGOEMETAG 2	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	8 000 000	H, F, J	1	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	8 000 000
		2 ^e	Installation de 20 lampadaires solaires	2 000 000	H, F, J	10		
		3 ^e	Réhabilitation du puit défectueux	2 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Construction d'un centre de formation agricole	20 000 000	J	13		
		5 ^e	Acquisition des outils de communication traditionnels	5 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'une ferme de 120 m3 pour l'élevage (porcs, poulets)	2 000 000	H, F, J	5		
		2 ^e	Aménagement d'un cham semencier (cacao, café)	5 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'un bâtiment équipé de 04 moulins multifonctionnel	10 000 000	J	12		
		4 ^e	Construction d'un magasin de stockage de 25 m ²	2 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction de 12 latrines dans le village	6 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Reboisement du village avec 3000 pieds d'arbres de croissance 'Moabi, iroko ayosse)	3 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction et équipement centre de formation des jeunes des petits métiers	1 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction d'une école d'agriculture	100 000 000	H, F, J	7		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NTOUMB	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à Ntomb	8 000 000	H, F, J	1	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à Ntomb	8 000 000
		2 ^e	Aménagement d'une centrale photovoltaïque	100 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Aménagement de la source « TAMENA »	2 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Installation de 10 lampadaires solaires	1 000 000	J	13		
		5 ^e	Construction d'un bloc de 03 salles de classe à Ntomb	25 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Acquisition de 05 presses à brique de terre	5 000 000	H, F, J	3		
		2 ^e	Aménagement de la piste agricole Ntomb - Akou sur 7km	35 000 000	H	9		
		3 ^e	Construction d'un site de séchage équipé de 10 compartiments entourés d'une hauteur de 1,5m de hauteur à Ntomb	5 000 000	J	12		
		4 ^e	Construction d'un magasin de stockage de 25 m3 à Ntomb	20 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Construction de 35 latrines dans le village de Ntomb	9 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Construction de 10 bacs à ordures	1 000 000	H, J	10		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un télécentre communautaire à Ntomb	3 000 000	H, F, J	4		
		2 ^e	Construction d'une école d'agriculture	100 000 000	H, F, J	8		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	5		
Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	2			

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
NYIMBE	Projets sociaux	1 ^{er}	Création et construction d'une école maternelle	30 000 000	H, F, J	1	Création et construction d'une école maternelle	30 000 000
		2 ^e	Construction d'un forage PMH	8 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Acquisition de 03 tricycles aux coopératives agricoles	15 000 000	H, F,	12		
		4 ^e	Aménagement des pistes agricoles (Nyimbe- Bagochue, Nyimbe-Bagozamb sur 15 km)	100 000 000	J	14		
		5 ^e	Construction et équipement d'une pharmacie	20 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction et équipement d'une pépinière agricole	5 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Aménagement de la carrière de sable	5 000 000	H	9		
		3 ^e	Construction d'un hangar de marché	10 000 000	J	11		
		4 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole communautaire de 1000 poussins	10 000 000	F	13		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Création d'un espace vert	2 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Construction d'une fosse à compost	2 000 000	H, J	8		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Organisation des camapagnes de formation sur la création des AGR	5 000 000	H, F, J	5		
		2 ^e	Création et construction d'un CMPJ	1 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
SOUOMBOU	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction et équipement d'une pharmacie	20 000 000	H, F, J	1	Électrification du village Souombou sur 15 km	20 000 000
		2 ^e	Construction d'une antenne relai MTN- ORANGE- NEXTTEL	5 000 000	H, F, J	7		
		3 ^e	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Reprofilage de la route NYIMBE-DOUME sur 7 km)	10 000 000	J	13		
		5 ^e	Construction de 02 bloc de 04 salles de classe	30 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Électrification du village Souombou sur 15 km (Nyimbé-Sombou sur 9km et NYIMBE-DOUME sur 7 km)	100 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Construction et équipement d'une porcherie	10 000 000	H	9		
		3 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole de 1000 poulets	10 000 000	J	12		
		4 ^e	Aménagement de carrière de sable	5 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Création d'un espace vert	2 000 000	F, J	5		
		2 ^e	Construction d'une fosse à compost	2 000 000	H, J	8		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	6		
		2 ^e	Création et construction d'un CMPJ	20 000 000	H, F, J	10		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction et équipement d'un foyer communautaire	10 000 000	H, F, J	4		
	Projet sportif	1 ^{er}	Acquisition du matériel sportif à l'association sportive MOABI FC	2 000 000	H, F, J	3		

Plan Communal de Développement

Villages	Nature du projet	Rang	Libellés projets	Coûts estimatifs (en FCFA)	Catégories (H, F, J)	Classement général	Priorité des priorités	
							Intitulé	Coûts
ZOGUELA	Projets sociaux	1 ^{er}	Construction (création) d'un CETIC	40 000 000	H, F, J	1	Construction (création) d'un CETIC	40 000 000
		2 ^e	Aménagement d'une piste agricole de Zoguella sur 10 km	50 000 000	H, F, J	10		
		3 ^e	Construction des logements de BAKA	50 000 000	H, F,	11		
		4 ^e	Construction (création) d'une école maternelle	30 000 000	J	13		
		5 ^e	Réaménagement du CSI de ZOGUELA	10 000 000	H	15		
	Projets économiques	1 ^{er}	Construction d'un hangar de marché	20 000 000	H, F, J	5		
		2 ^e	Construction et équipement d'une pépinière de plants de cacao	5 000 000	H	8		
		3 ^e	Construction d'une porcherie	10 000 000	J	12		
		4 ^e	Construction et équipement d'une ferme avicole de 2000 poussins	10 000 000	F	14		
	Projets écologiques	1 ^{er}	Création d'un espace vert	2 000 000	F, J	6		
		2 ^e	Acquisition d'une poubelle par ménage	2 000 000	H, J	9		
	Projet jeunes	1 ^{er}	Construction d'un foyer des jeunes	10 000 000	H, F, J	2		
		2 ^e	Dotation des bourses aux bacheliers non scolarisés et aux étudiants	5 000 000	H, F, J	7		
	Projet culturel	1 ^{er}	Construction d'un foyer culturel	10 000 000	H, F, J	4		
	Projet sportif	1 ^{er}	Aménagement d'une aire de jeu	5 000 000	H, F, J	3		

Plan Communal de Développement d'Atok

5.2.1.3. Projets structurants

Projets	Lieu d'implantation	Coût
Construction d'un port sec à Mbama	Mbama	50 000 000 000
Aménagement d'un site touristique à Atok CFSO	Atok	500 000 000

5.2.1.4. Projets intercommunautaires

Projets	Lieu d'implantation	Coût du micro-projet
Aménagement de la route Nyimbe – Souombou de 9 km		45 000 000
Electrification de tous les villages de l'axe Akok Makak-Nyimbé sur 58 km		1 750 000 000
Construction d'une adduction d'eau pour Atok et Mbama	Atok	40 000 000
Construction du CES d'Akok Maka	Akok Maka	40 000 000

Plan Communal de Développement d'Atok

5.2.2. Cadrage budgétaire

Suivant une technique qui convient à l'élaboration du budget-programme et dans le souci de dégager la véritable capacité réaliste de financement de la Commune, un premier cadrage budgétaire peut être élaboré comme suit, à base des montants globaux des comptes administratifs validés des cinq derniers exercices 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 (Tableau 85).

Un second cadrage plus réaliste, est élaboré à base des ressources propres mobilisables de la Commune, extraites des 4 derniers comptes administratifs (Tableau 86).

Tableau 85 : Cadrage budgétaire à base des montants globaux des comptes administratifs

ANNÉE	MONTANT TOTAL COMPTE ADMINISTRATIF	MONTANT TOTAL DÉPENSE D'INVESTISSEMENT RÉALISÉE	MONTANT DES RESSOURCES PROPRES	MONTANT TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT RÉALISÉS	DIFFÉRENTIEL (MINIMUM DE 40% DES RESSOURCES PROPRES)	CAPACITE PROPRE D'INVESTISSEMENT AU COURS DE L'ANNÉE	OBSERVATIONS
2020	614 852 336	195 176 768	16 314 687	85 173 121	9 788 812	6 525 875	
2019	378 639 080	215 920 988	18 493 270	80 147 078	11 095 962	7 397 308	
2018	138 299 366	137 652 888	10 973 627	73 825 223	6 584 176	4 389 451	
2017	151 130 677	144 794 838	74 779 702	82 785 447	44 867 821	29 911 881	
2016	289 561 234	115 780 988	7 675 385	67 427 829	4 605 231	3 070 154	
TOTAL /5 ans	1 572 482 693	709 326 470	128 236 671	389 358 698	76 942 003	51 294 668	10 258 934

Source : Construit à partir des comptes administratifs de 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020

Plan Communal de Développement

Tableau 86 : Cadrage budgétaire à moyen terme à base des ressources propres mobilisables de la Commune

ANNEE	EXERCICES			2022		2023		2024		TOTAL
	MONTANT RESSOURCES PROPRES DES COMPTES ADMINISTRATIFS (A)	Taux moyen de croissance des recettes sur les 3 dernières années (T) = $\frac{(N - (N-1)) / (N-1)}{x100}$	Croissance financière moyenne annuelle C = (AxT)	Estimation des recettes A1= (C+A)	TAUX	Estimation des recettes A2 = (A1+C)	TAUX	Estimation des recettes A3= (A2+C)	TAUX	Somme des estimations des recettes sur 3 ans
2017	74 779 702									
2018	57 376 969	-23,3%								
2019	92 591 380	61,4%								
2020	79 639 693	-14,0%								
TOTAL /4 ans	304 387 744									
Projection moyenne annuelle des ressources propres	76 096 936	8,04%	6 116 613	82 213 549		88 330 161		94 446 774		264 990 484
Autres recettes ext sûres de fonctionnement (DGD MINSANTE Salaires FOSA)				6 960 000		6 960 000		6 960 000		20 880 000
Autres recettes ext sûres de fonctionnement (DGD MINEDUB Paquet minimum)				6 040 600		6 040 600		6 040 600		18 121 800
Autres recettes ext sûres de fonctionnement (Recettes nouvelles)				94 585 851		95 000 000		95 000 000		284 585 851
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				189 800 000		196 330 761		202 447 374		588 578 135
Autres recettes ext sûres (Dotation MINDDEVEL)				100 000 000		100 000 000		100 000 000		300 000 000
Autres recettes ext sûres (Dotation MINTP)				27 000 000		27 000 000		27 000 000		81 000 000
Autres recettes ext sûres (Dotation MINEDUB)				56 000 000						56 000 000
Autres recettes ext sûres (Dotation MINEE)				110 700 000						110 700 000
Autres recettes ext sûres (Dotation MINSANTE)				35 000 000						35 000 000

Plan Communal de Développement

Autres recettes ext sûres (Dotation MINAS)	1 500 000						1 500 000
Autres recettes ext sûres (convention signée PNDP)							0
Autres recettes ext sûres (convention signée FEICOM)							0
Autres recettes ext sûres (convention signée Autre Partenaire)							0
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	330 200 000		127 000 000		127 000 000		584 200 000
TOTAL BUDGET ANNUEL	520 000 000		323 330 761		329 447 374		1 172 778 135
Part des recettes propres affectée à l'investissement	24 500 000	13%	19 500 000	10%	21 000 000	10%	65 000 000
PLAFONDS DES DEPENSES ET CONTRÔLE DES RATIOS BUDGETAIRES							
Dépenses d'Investissement du Budget (minimum 40%)	354 700 000	68%	146 500 000	45%	148 000 000	45%	649 200 000
Dépenses de Fonctionnement du Budget (maximum 60%)	165 300 000	32%	176 830 761	55%	181 447 374	55%	523 578 135
Charges du personnel (maximum 35% du Budget de fonctionnement)	57 855 000	35%	61 890 766	35%	63 506 581	35%	183 252 347

Source : Construit à partir des comptes administratifs de 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020

En s'inspirant du tableau ci-dessus produit à partir de l'ensemble des ressources sûres mobilisables, il se dégage deux types de ressources pour l'investissement :

- Les ressources stables, en provenance de l'Etat, d'un montant global de 127 000 000 F CFA précisément du MINDDEVEL (100 000 000 F CFA) et du MINTP (27 000 000 F CFA) ;
- Les ressources propres dont la moyenne est autour de 21 000 000 F CFA.

Le cadrage budgétaire moyen sur les 5 prochaines années en investissement est donc le suivant :

Plan Communal de Développement

Tableau 87 : Cadrage budgétaire à long terme

Année	2022	2023	2024	2025	2026	Total sur 05 ans
COMMUNE	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 000 000	105 000 000
MINDDEVEL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000
MINTP	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000	135 000 000
TOTAL	148 000 000	740 000 000				

Les informations recueillies auprès des autorités communales durant cet atelier de planification, indiquent qu'il n'y a pas de convention signée entre la Commune et le FEICOM. En ce qui concerne l'appui de l'État à travers le Budget d'Investissement Public, l'on ne saurait définir un montant pour les exercices à venir en raison de la variabilité de celui-ci excepté l'allocation BIP liée aux travaux publics de 27 000 000 de FCFA.

5.2.3. Ranking des villages

Le ranking général ou sectoriel consiste à un classement des villages en fonction de la priorité d'intervention ou investissement de la Commune. Il se fonde essentiellement sur la volonté de l'exécutif de veiller au respect des principes suivants :

- Équité ;
- Urgence ;
- Pertinence ;
- Faisabilité (disponibilité des ressources nécessaires)

5.2.3.1. Ranking Général des villages

Le ranking général des villages est présenté dans le tableau.

Tableau 88 : Ranking des villages

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION
NTOUMB	1	Ce village, bien que situé entre Mbama et Atok, ne dispose d'aucune infrastructure en dehors de la route nationale N°10 qui traverse ce village
AKOK YEBEKOLO	2	Disposant d'une seule infrastructure hydraulique et d'une population estimée à 267 habitants, c'est un village moins nanti
BAKA SOUOMBOU	3	Ce village ne dispose que d'une infrastructure hydraulique
BENDE	4	Village disposant d'une seule infrastructure hydraulique
MAYOS	5	L'accès à l'eau potable se pose avec acuité notamment pour les enfants scolarisés
MAKOUNGOU	6	Accès difficile à l'énergie électrique
MIKOAGUE	7	Village d'une population estimée à 229 habitants qui souffre de l'accès difficile à l'énergie électrique.
NGOEMETAG 1	8	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité
NGOEMETAG 2	9	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité
BIDJIGUE 1	10	Accès difficile aux soins de santé
LANDA	11	Difficulté d'accès aux soins de santé et à l'énergie électrique
NYIMBE	12	L'accès difficile à l'eau potable se pose dans ce village. Les deux (02) points d'eau sont tous en panne
KODJANS	13	L'éducation de base, la santé publique ainsi que l'électrification sont les contraintes majeures de ce village
SOUOMBOU	14	Avec une population estimée à 775 habitants, l'accès aux soins de santé de qualité et à l'énergie électrique constituent les problèmes principaux
NDANKUIMB	15	Avec une population estimée à 167 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification
BIDJIGUE 2	16	Avec une population estimée à 493 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification
NGOULEMAKONG	17	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
EBODENKOU	18	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
NTSINDA	19	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
DJOURM	20	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité

Plan Communal de Développement

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION
AKOK MAKAKA	21	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
MAKOK	22	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
ZOGUELA	23	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité
BIGOENS	24	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité

5.2.3.2. Ranking sectoriel des villages

Le ranking sectoriel est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 89 : Ranking sectoriel

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION	SECTEURS
NTOUMB	1	Ce village, bien que situé entre Mbama et Atok, ne dispose d'aucune infrastructure en dehors de la route nationale N°10 qui traverse ce village	Eau
BENDE	2	Village disposant d'une seule infrastructure hydraulique	
MAYOS	3	L'accès à l'eau potable se pose avec acuité notamment pour les enfants scolarisés	
MIKOAGUE	4	Village d'une population estimée à 229 habitants qui souffre de l'accès difficile à l'énergie électrique.	
NGOEMETAG 2	5	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité	
NDJINDA	6	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
DJOUM	7	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
AKOK MAKAKA	8	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
BIDJIGUE 1	1	Accès difficile aux soins de santé	Éducation de base
LANDA	2	Difficulté d'accès aux soins de santé et à l'énergie électrique	
NYIMBE	3	L'accès difficile à l'eau potable se pose dans ce village. Les deux (02) points d'eau sont tous en panne	
KODJANS	4	L'éducation de base, la santé publique ainsi que l'électrification sont les contraintes majeures de ce village	
NGOULEMAKONG	5	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
BIGOENS	6	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
BAKA SOUOMBOU	1	Zone éloignée de la potentielle ligne électrique solaire existante	Électricité
MAKOGOUE	1	Accès difficile à l'énergie électrique	Habitat
NGOEMETAG 1	1	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité	Mines

Plan Communal de Développement

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION	SECTEURS
NDANKUIMB	1	Avec une population estimée à 167 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification	Piste agricole
BIDJIGUE 2	2	Avec une population estimée à 493 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification	
AKOK YEBEKOLO	1	Disposant d'une seule infrastructure hydraulique et d'une population estimée à 267 habitants, c'est un village moins nanti	Route
EBODENKOU	2	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
MAKOK	3	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	

5.2.4. Validation des données de base par secteur

Tenue au cours de l'atelier de planification, la validation des données de base a consisté d'une part en la présentation des données sur 28 secteurs en présence des sectoriels d'arrondissement et départementaux ainsi qu'à l'ensemble des conseillers municipaux, autorités traditionnelles et présidents des comités de concertation de chaque village. D'autre part, il s'est agi de former six (06) commissions dans le but de passer au peigne fin lesdites données et de les valider. Au terme des travaux de commission, s'en est suivi des séances de restitutions, d'amendements et de validations desdites données de base. Le tableau ci-dessous à trois (03) entrées présente les données validées :

Tableau 90 : Validation des données de base par secteur

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Nombre actuel présent sur le terrain (a)
Agriculture	Conservation et transformation	Magasin de stockage	3
		Aire de séchage	7
		Bac de trempage	0
		Bâtiment équipé de moulin à écraser	0
	Routes rurales	Pistes agricoles (Km)	144
	Encadrement	Case communautaire	1
Élevage	Production animale	Écloserie	0
		Parc vaccino-gène	0
		Marre à bétail	0
		Ferme communautaire	0
Santé publique	Infrastructure de santé	Bâtiment formation sanitaire	7
		Clôture des formations sanitaires	0
		Logement d'astreinte pour personnel de santé	1
	Aménagement	Électrification par panneaux solaires	4
		Points d'eau potable	4
	Équipement	Kit de laboratoire	4
Éducation de base	Infrastructure scolaire	Salle de classe	91
		Bloc administratif	20
		Clôture	0

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Nombre actuel présent sur le terrain (a)
	Aménagement	Logement d'astreinte	1
		Points d'eau potable	2
		Lave main	0
		Latrine	19
		Électrification par panneau solaire	0
	Équipement	Table banc	1770
		Matériel informatique (Kit)	0
Enseignement secondaire	Infrastructure scolaire	Salle de classe	7
		Bloc administratif	3
		Clôture	0
		Logement d'astreinte	0
		Salle informatique	0
	Aménagement	Points d'eau potable	2
		Bloc latrine	2
		Électrification par panneau solaire	3
		Aire de jeux	3
	Équipement	Table banc	249
Kit Matériel informatique		0	
Enseignement supérieur	Encadrement	Bourse d'étude	0
Recherche scientifique et innovation	Encadrement	Champs semenciers	0
Emploi et formation professionnelle	Infrastructure de formation	Salle de formation	0
		Bloc administratif	0
		Clôture	0
		Logement d'astreinte	0
	Aménagement	Points d'eau potable	0
		Latrine	0
		Électrification avec groupe électrogène	0
Équipement et matériel	Table banc	0	
	Kit machine	0	
Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat	Encadrement nt des PME	Taux d'encadrement	0
Commerce	Infrastructure	Hangar	3
		Comptoirs	25
		Boutiques	3
		Magasin de stockage	1
	Aménagement	Points d'eau potable	0
		Fosse à déchet	0
Transport	Infrastructure	Latrine	1
		Gare routière	0
		Parc à gros porteur	1
Travaux publics	Infrastructure	Aires de repos	1
		Route aménagée (en Km)	58
		Ouvrages de franchissement	11
	Infrastructure	Bâtiment	0

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Nombre actuel présent sur le terrain (a)
Jeunesse et Éducation civique	Encadrement et appui	Organisation des jeunes	0
Sport et Éducation Physique	Infrastructure	Aires de jeux	2
Promotion de la femme et de la famille	Infrastructure	Bâtiment	0
Affaires sociales	Infrastructure	Bâtiment	1
Travail et sécurité sociale	Encadrement et Appui	Organisation syndicale	0
Mines, Industries et Développement technologique	Infrastructure	Points de collecte légale des produits miniers	17
Tourisme et loisir	Infrastructure	Auberge municipale	1
	Aménagement	Site touristique	6
Domaines, Cadastres et Affaires Foncières	Aménagement	Lotissement communal (Ha)	0
Développement Urbain et Habitat	Aménagement	Voirie urbaine (en Km)	
		Logement sociaux	0
		Éclairage public (lampadaires)	10
Eau	Infrastructure	Point d'eau potable	59
Energie	Infrastructure	Centrale solaire	0
		Ligne	0
Assainissement	Aménagement	Latrines	
	Équipement	Matériel roulant	
Environnement, Protection de la nature et Développement Durable	Encadrement	Organisation communautaire	
Communication	Infrastructure	Radio communautaire	1
Poste et Télécommunication	Infrastructure	Télécentre communautaire	0
		Pylône	1
Arts et Culture	Infrastructure	Foyer culturel communautaire	2
Administration territoriale, Sécurité et Maintien de l'ordre	Infrastructure	Centre d'état civil	
		Accès aux actes de naissance	0
		Bâtiment Poste de gendarmerie	12

Plan Communal de Développement d'Atok

5.2.5. Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base

Le niveau d'accès des populations aux services sociaux de base se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 91 : Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base.

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Situation initiale		Situation souhaitée			Taux d'amélioration TAM = $(Np/T) \times 100$	Valeur cible (V=Ta+Tam)
			Nombre actuel présent sur le terrain (a)	Taux d'accès actuel $Ta=(a/T) \times 100$	Besoin exprimé dans le cadre logique (b)	Total (T=a+b) satisfaction totale du besoin à 100%	Nombre prévu dans les programmes sur 5 ans (Np)		
Agriculture	Conservation et transformation	Magasin de stockage	3	13,04%	20	23	0	0,0%	13,0%
		Aire de séchage	7	33,33%	14	21	0	0,0%	33,3%
	Routes rurales	Pistes agricoles (Km)	144	48,81%	151	295	4	1,4%	50,2%
	Encadrement	Case communautaire	1	100,00%	0	1	0	0,0%	100,0%
Élevage	Production animale	Ferme communautaire	0	0,00%	17	17	0	0,0%	0
Santé publique	Infrastructure de santé	Bâtiment formation sanitaire	7	36,84%	12	19	0	0,0%	36,8%
		Clôture des formations sanitaires	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
		Logement d'astreinte pour personnel de santé	1	100,00%	0	1	0	0,0%	100,0%
	Aménagement	Électrification par panneaux solaires	4	0,57%	700	704	0	0,0%	0,6%

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Situation initiale		Situation souhaitée			Taux d'amélioration TAM = (Np/T)x100	Valeur cible (V=Ta+Tam)
			Nombre actuel présent sur le terrain (a)	Taux d'accès actuel Ta=(a/T)*100	Besoin exprimé dans le cadre logique (b)	Total (T=a+b) satisfaction totale du besoin à 100%	Nombre prévu dans les programmes sur 5 ans (Np)		
		Points d'eau potable	4	11,11%	32	36	0	0,0%	11,1%
	Équipement	Kit de laboratoire	4	100,00%	0	4	0	0,0%	100,0%
Éducation de base	Infrastructure scolaire	Salle de classe	91	82,73%	19	110	6	5,5%	88,2%
		Bloc administratif	20	71,43%	8	28	1	3,6%	75,0%
		Clôture	0	0,00%	7	7	0	0,0%	0,0%
		Logement d'astreinte	1	12,50%	7	8	0	0,0%	12,5%
	Aménagement	Points d'eau potable	2	20,00%	8	10	0	0,0%	20,0%
		Latrine	19	33,93%	37	56	0	0,0%	33,9%
		Électrification par panneau solaire	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
	Équipement	Table banc	1770	70,38%	745	2515	0	0,0%	70,4%
Enseignement secondaire	Infrastructure scolaire	Salle de classe	7	46,67%	8	15	0	0,0%	46,7%
		Bloc administratif	3	75,00%	1	4	1	25,0%	100,0%
		Logement d'astreinte	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
		Salle informatique	0	0,00%	3	3	0	0,0%	0,0%
	Aménagement	Points d'eau potable	2	66,67%	1	3	0	0,0%	66,7%
		Bloc latrine	2	25,00%	6	8	0	0,0%	25,0%
		Électrification par panneau solaire	3	100,00%	0	3	0	0,0%	100,0%

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Situation initiale		Situation souhaitée			Taux d'amélioration TAM = (Np/T)x100	Valeur cible (V=Ta+Tam)
			Nombre actuel présent sur le terrain (a)	Taux d'accès actuel Ta=(a/T)*100	Besoin exprimé dans le cadre logique (b)	Total (T=a+b) satisfaction totale du besoin à 100%	Nombre prévu dans les programmes sur 5 ans (Np)		
		Aire de jeux	3	60,00%	2	5	0	0,0%	60,0%
	Équipement	Table banc	249	71,35%	100	349	0	0,0%	71,3%
Enseignement supérieur	Encadrement	Bourse d'étude	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
Emploi et formation professionnelle	Infrastructure de formation	Salle de formation	0	0	0	0	1	0	0
Commerce	Infrastructure	Hangar	3	20,00%	12	15	0	0,0%	20,0%
		Comptoirs	25	9,43%	240	265	0	0,0%	9,4%
		Boutiques	3	27,27%	8	11	0	0,0%	27,3%
		Magasin de stockage	1	100,00%	0	1	0	0,0%	100,0%
	Aménagement	Points d'eau potable	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
		Latrine	1	100,00%	0	1	0	0,0%	100,0%
Transport	Infrastructure	Gare routière	0	0,00%	1	1	1	100,0%	100,0%
		Parc à gros porteur	1	50,00%	1	2	0	0,0%	50,0%
		Aires de repos	1	50,00%	1	2	0	0,0%	50,0%
Travaux publics	Infrastructure	Route aménagée (en Km)	58	24,02%	183,5	241,5	29,5	12,2%	36,2%
		Ouvrages de franchissement	11	64,71%	6	17	0	0,0%	64,7%
Jeunesse et Éducation civique	Infrastructure	Bâtiment	0	0,00%	3	3	1	33,3%	33,3%
	Encadrement et appui	Organisation des jeunes	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
Sport et Éducation Physique	Infrastructure	Aires de jeux	2	10,00%	18	20	0	0,0%	10,0%

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Situation initiale		Situation souhaitée			Taux d'amélioration TAM = (Np/T)x100	Valeur cible (V=Ta+Tam)
			Nombre actuel présent sur le terrain (a)	Taux d'accès actuel Ta=(a/T)*100	Besoin exprimé dans le cadre logique (b)	Total (T=a+b) satisfaction totale du besoin à 100%	Nombre prévu dans les programmes sur 5 ans (Np)		
Promotion de la femme et de la famille	Infrastructure	Bâtiment	0	0,00%	1	1	0	0,0%	0,0%
Affaires sociales	Infrastructure	Bâtiment	1	50,00%	1	2	0	0,0%	50,0%
Mines , Industries et Développement technologique	Infrastructure	Points de collecte légale des produits miniers	17	68,00%	8	25	1	4,0%	72,0%
Tourisme et loisir	Infrastructure	Auberge municipale	1	50,00%	1	2	1	50,0%	100,0%
	Aménagement	Site touristique	6	50,00%	6	12	0	0,0%	50,0%
Habitat et Développement Urbain	Aménagement	Voirie urbaine (en Km)	0	0		0	0	0	0
		Logement sociaux	0	0,00%	50	50	0	0,0%	0,0%
		Bâtiments communaux	3	100,00%		3	1	33,3%	133,3%
		Éclairage public (lampadaires)	10	15,38%	55	65	0	0,0%	15,4%
Eau	Infrastructure	Point d'eau potable	59	62,77%	35	94	9	9,6%	72,3%
Energie	Infrastructure	Centrale solaire	0	0,00%	700	700	0	0,0%	0,0%
		Ligne	0	0,00%	75	75	3	4,0%	4,0%
Environnement, Protection de la nature et Développement Durable	Encadrement	Organisation communautaire	0	0		0	1	0	0

Plan Communal de Développement

Secteur	Sous-secteur	Domaine	Situation initiale		Situation souhaitée			Taux d'amélioration TAM = $(Np/T) \times 100$	Valeur cible (V=Ta+Tam)
			Nombre actuel présent sur le terrain (a)	Taux d'accès actuel $Ta=(a/T) \times 100$	Besoin exprimé dans le cadre logique (b)	Total (T=a+b) satisfaction totale du besoin à 100%	Nombre prévu dans les programmes sur 5 ans (Np)		
Communication	Infrastructure	Radio communautaire	1	50,00%	1	2	0	0,0%	50,0%
		Pylône	1	50,00%	1	2	1	50,0%	100,0%
Arts et Culture	Infrastructure	Foyer culturel communautaire	2	9,52%	19	21	1	4,8%	14,3%
Administration territoriale, Sécurité et Maintien de l'ordre	Infrastructure	Centre d'état civil		0,00%	11	11	0	0,0%	0,0%
		Bâtiment Poste de gendarmerie	12	100,00%	0	12	0	0,0%	100,0%

Plan Communal de Développement

5.2.6. Ressources mobilisables et échéances

Les ressources mobilisables à échéance présentent les fonds disponibles ou fonds sûrs d'être acquis sur des bases tangibles pour une année. Son élaboration passe par l'identification des sources de financement (bailleurs de fonds ou partenaires) ainsi que les montant y afférents.

Tableau 92 : Ressources mobilisables

SOURCES DE FINANCEMENT	MONTANT	DOMAINE/ SECTEUR/ AUTRE	STRATÉGIE DE MOBILISATION	UTILISATION		ÉCHÉANCES
				INTITULÉ	INVESTISSEMENT	
MINDDEVEL	100 000 000	Éducation de base, mines industrie, Habitat et développement urbain	Dotation de l'État	Financement des microprojets	100 000 000	2022
Commune	10 258 934	Énergie électrique, Eau, éducation de base	Recouvrement et Péréquation	Financement des microprojets	10 258 934	2021
CAC	23 885 187			Financement des microprojets	23 885 187	2021
MINTP	27 000 000	Travaux publics	Dotation budgétaire de l'État	Financement des microprojets	27 000 000	2021
TOTAL	161 144 121				161 144 121	

5.3. Planification stratégique

5.3.1. Élaboration des programmes opérationnels

03 programmes opérationnels sont nécessaires à son élaboration à savoir :

- Le programme d'amélioration de l'offre des services sociaux de base,
- Le programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement et ;
- Le programme de promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse.

Tableau 93 : Elaboration des programmes opérationnels

Noms des Villages	PRIORITÉS	COÛT	COÛT CUMULE	PROGRAMME	ACTIONS
2022					
ESPACE URBAIN	Construction d'une auberge municipale	30 000 000	30 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Promotion du tourisme local
NTOUMB	Construction de point d'eau potable	8 000 000	38 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
AKOK YEBEKOLO	Réhabilitation de la route Akok Yebekolo - Mekououb sur 7 km)	20 000 000	58 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation des routes
BAKA SOUOMBOU	Acquisition de 80 lampes solaires au campement Baka	800 000	58 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Éclairage ménager
BENDE	Construction de point d'eau potable	8 000 000	66 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
MAYOS	Construction de point d'eau potable	8 000 000	74 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
MAKOGOUB	Acquisition de 05 presses à brique de terre	2 000 000	76 800 000	Programme de promotion du développement	Promotion de l'habitat

Plan Communal de Développement

Noms des Villages	PRIORITÉS	COÛT	COÛT CUMULE	PROGRAMME	ACTIONS
				économique et protection de l'environnement	
MIKOAGUE	Construction de point d'eau potable	8 000 000	84 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
NGOEMETAG 1	Aménagement d'une carrière de sable	20 000 000	104 800 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Aménagement des sites d'exploitation minière
NGOEMETAG 2	Construction de point d'eau potable	8 000 000	112 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
BIDJIGUE 1	Construction et équipement d'un bloc maternelle	25 000 000	137 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de salle de classe
LANDA	Construction et équipement d'un bloc maternelle	25 000 000	162 800 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction des infrastructures pour maternelle
2023					
ESPACE URBAIN MBAMA	Construction d'une gare de transit à Mbama carrefour (phase 1)	60 000 000	60 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Amélioration de l'offre en transport
NYIMBE	Construction et équipement d'un bloc maternelle	25 000 000	85 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction des infrastructures pour maternelle
KODJANS	Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	25 000 000	110 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction des infrastructures pour maternelle
SOUOMBOU	Construction et équipement d'un foyer communautaire	20 000 000	130 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Promotion des activités de culture
NDANKUIMB	Réhabilitation de piste agricole (Tsoudou-Mpeng sur 7 km)	35 000 000	165 000 000	Programme de promotion du développement	Réhabilitation de piste agricole

Plan Communal de Développement

Noms des Villages	PRIORITÉS	COÛT	COÛT CUMULE	PROGRAMME	ACTIONS
				économique et protection de l'environnement	
2024					
ESPACE URBAIN MBAMA	Construction d'une gare de transit à Mbama carrefour (phase 2)	40 000 000	40 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Amélioration de l'offre en transport
BIDJIGUE 2	Réhabilitation de piste agricole (Bidjigue 2 - BIUYIEME sur 5 km)	25 000 000	65 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation de piste agricole
NGOULEMAKONG	Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	20 000 000	85 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction des infrastructures pour maternelle
EBODENKOU	Aménagement de l'axe routier Après le pont – Ebodenkou de 3,5 km	27 000 000	112 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation des routes
NTSINDA	Construction de point d'eau potable	8 000 000	120 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
DJOUM	Réhabilitation de point d'eau potable	3 000 000	123 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Réhabilitation de point d'eau potable
AKOK MAKAKA	Construction de point d'eau potable	8 000 000	131 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
MAKOK	Création de la route EPC – Atembang de 7 km Forêt avec digue sur Atembang	30 000 000	161 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Ouverture des routes
2025					
ESPACE URBAIN	Construction d'un pylône avec centrale solaire	20 000 000	20 000 000	Programme de promotion du développement	Offre en poste et télécommunication

Plan Communal de Développement

Noms des Villages	PRIORITÉS	COÛT	COÛT CUMULE	PROGRAMME	ACTIONS
				économique et protection de l'environnement	
ZOUELA	Construction d'un foyer communautaire	10 000 000	30 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Promotion des activités de culture
BIGOENS	Construction d'un bloc à l'école maternelle de Bigoens	25 000 000	55 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de salle de classe
NTOUMB	Construction d'un forage	8 000 000	63 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de point d'eau potable
ATOK	Réhabilitation de l'axe CFSSO – Atok – Bidjigue 1 de 08 km	32 000 000	95 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation des routes
BIDJIGUE 1	Ouverture de la piste Nlong à Akwat de 4 km + bretelle à Ngong avec buse d'un km et sortie sur la piste agricole Mikoague - Atok)	20 000 000	115 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Ouverture des routes
MAKOK	Reprofilage de la piste agricole axe Antembang – Ngoulemakong de 15 km	47 000 000	162 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation de piste agricole
2026					
NDJINDA	Reprofilage de la piste agricole Face Meyene à Souombou de 5 km	20 000 000	20 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Réhabilitation de piste agricole
MBAMA	Construction d'un foyer culturel à Mbama	10 000 000	30 000 000	Programme Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Promotion des activités de culture
MBAMA	Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Djemb	18 000 000	48 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction de salle de classe

Plan Communal de Développement

Noms des Villages	PRIORITÉS	COÛT	COÛT CUMULE	PROGRAMME	ACTIONS
MBAMA	Création d'un centre de formation professionnelle aux petits métiers	20 000 000	68 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Promotion de la formation professionnelle
ATOK	Création d'une structure de transformation des déchets	25 000 000	93 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles
ATOK	Réhabilitation de l'ancien Hôtel de ville	20 000 000	113 000 000	Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement	Promotion de l'habitat
BIGOENS	Construction d'un bloc administratif au CES de Bigoens	30 000 000	143 000 000	Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Construction des infrastructures d'enseignements secondaires
NGOEMETAG 1	Construction d'un foyer des jeunes	20 000 000	163 000 000	Programme Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Promotion des activités de jeunesse

Du tableau ci-dessous, découlent les répartitions suivantes sous forme de graphique :

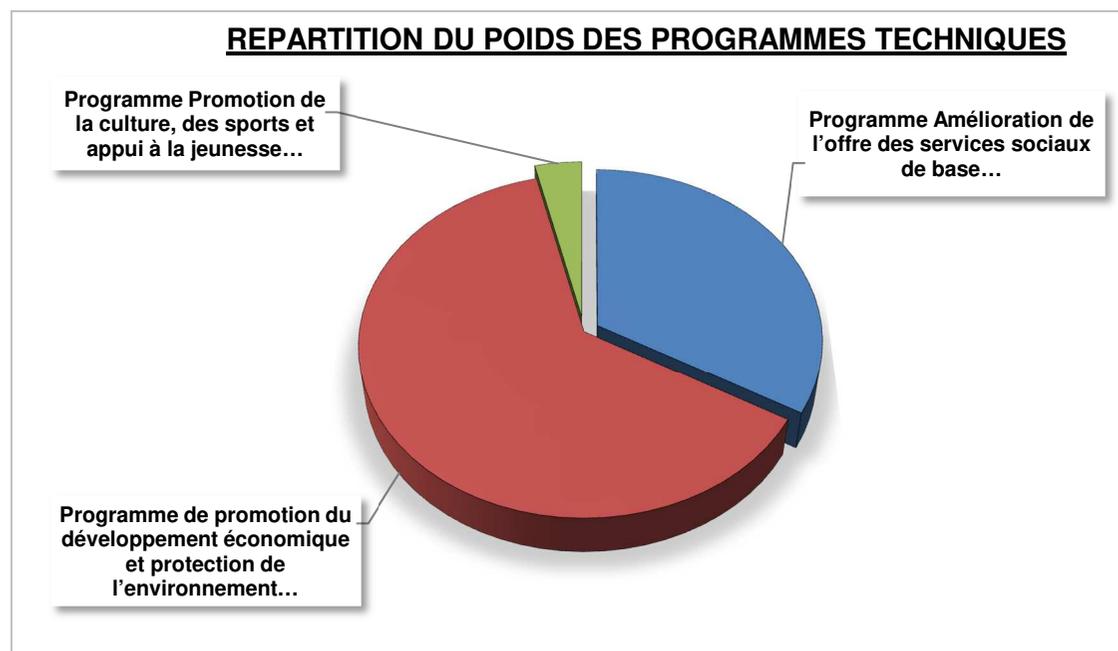


Figure 3 : Répartition des programmes techniques

Il ressort du graphique ci-dessus que le poids du programme « promotion du développement économique et protection de l'environnement » occupe une grande au dépend des deux (02) autres programmes. Ceci montre que le développement économique par le truchement des projets porteurs de croissance constitue l'axe principal et est au cœur de l'action de l'exécutif communal. À partir de la représentation des précédents programmes, trois (03) représentations graphiques du poids des actions relatives à chaque programme sont les suivantes :

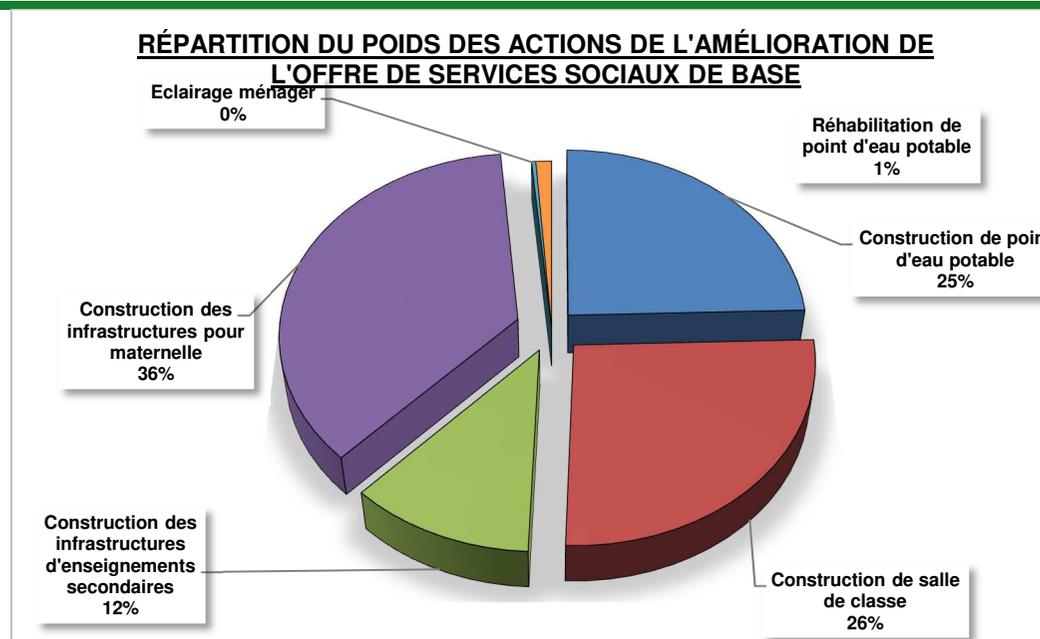


Figure 4 : Poids des actions du programme d'amélioration de l'offre des services sociaux de base

Il ressort de ces diagrammes que les infrastructures scolaires sont d'un poids certain sur le développement de la commune.

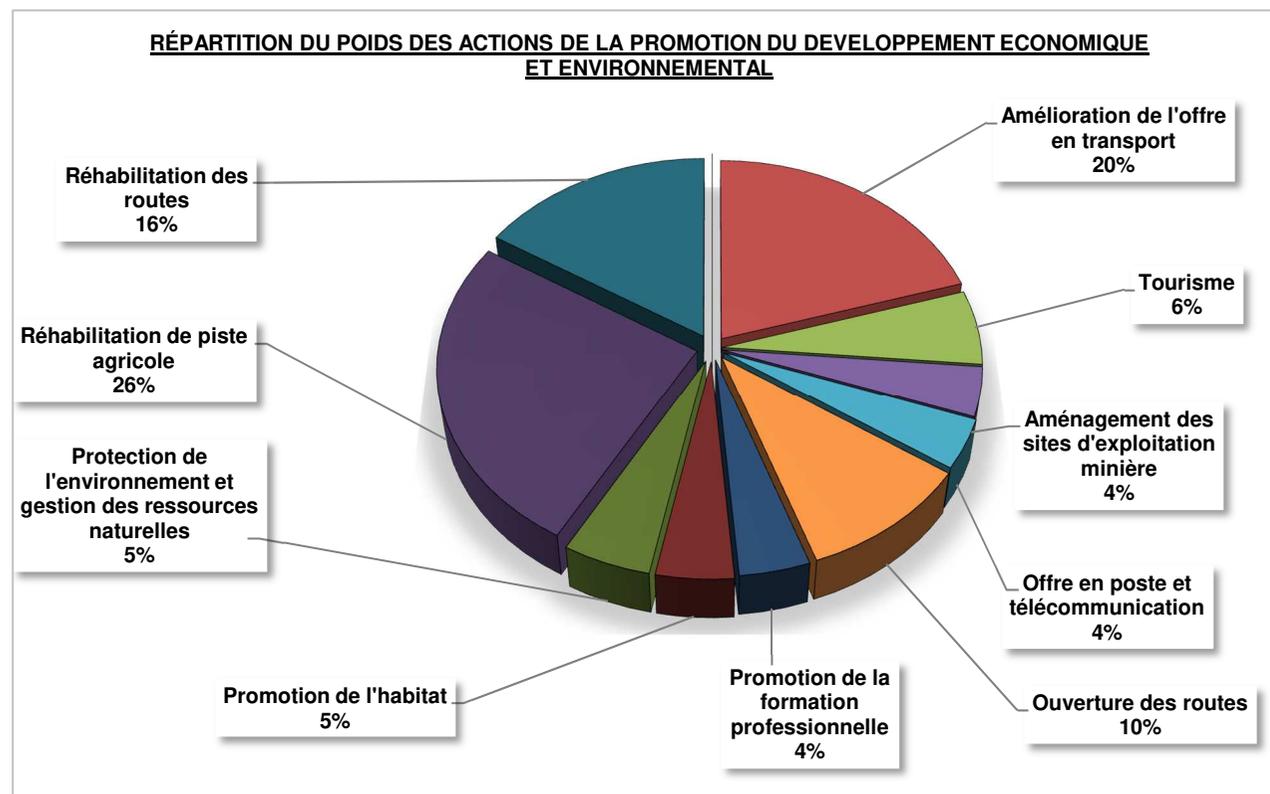


Figure 5 : Répartition du poids des actions du programme promotion du développement Économique

Il ressort de ce diagramme que les projets en rapport avec les routes selon le pilier de développement de ce programme.

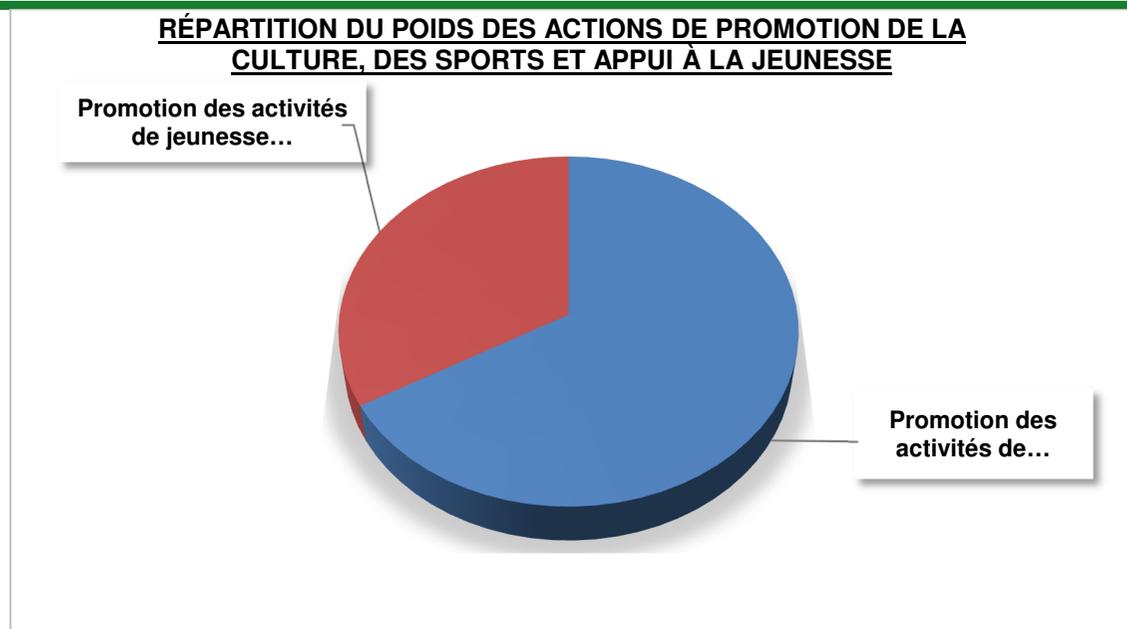


Figure 6 : Répartition du poids des actions du programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse

Plan Communal de Développement d'Atok

5.3.1.1. Programme d'amélioration de l'offre des services sociaux de base

Le Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base se décline à travers plusieurs Actions :

5.3.1.1.1. Action 1 "Construction de points d'eau potable"

Tableau 94 : Action 1 : « Construction de points d'eau potable »

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : EAU														
Action 1 : Améliorer de 62,77 % à 72,3 % le taux d'accès à l'eau potable dans la Commune par la construction de 08 forages														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction de point d'eau potable	NTOUMB	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	BENDE	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	MAYOS	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	MIKOAGUE	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	NGOEMETAG 2	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	NTSINDA	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : EAU														
Action 1 : Améliorer de 62,77 % à 72,3 % le taux d'accès à l'eau potable dans la Commune par la construction de 08 forages														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction de point d'eau potable	AKOK MAKAKA	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	8 000 000	0	0	-	-	0	0
Construction d'un forage	NTOUMB	01 point d'eau construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	8 000 000	0	0

5.3.1.1.2. Action 2 "Réhabilitation des points d'eau"

Tableau 95 : Action 2 : « Réhabilitation des points d'eau »

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : EAU														
Action 2: Améliorer de 62,77 % à 72,3 % le taux d'accès à l'eau potable dans la Commune par la réhabilitation d'un point d'eau														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Réhabilitation de point d'eau potable	DJOUM	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.1.3. Action 1 "Construction de salles de classe"

Tableau 96 : Action 1 « construction de salles de classe »

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : Éducation de base														
Action 1 : Améliorer de 82,73 % à 88,2 % le taux d'accès à l'éducation de base par la construction d'une salle de classe														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût								
Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Djemb	Mbama	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	18 000 000

Plan Communal de Développement

5.3.1.1.4. Action 2 " Construction des infrastructures pour maternelle "

Tableau 97 : Action 2 « Construction des infrastructures pour maternelle »

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : Éducation de base														
Action : Améliorer de 82,73 % à 88,2 % le taux d'accès à l'éducation de base par la construction d'un bloc maternel														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction et équipement d'un bloc maternelle	BIDJIGUE 1	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un bloc maternelle	LANDA	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un bloc maternelle	NYIMBE	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	KODJANS	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	NGOULEMAKONG	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	20 000 000	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : Éducation de base														
Action : Améliorer de 82,73 % à 88,2 % le taux d'accès à l'éducation de base par la construction d'un bloc maternel														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction d'un bloc à l'école maternelle de Bigoens	BIGOENS	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	25 000 000	0	0
Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Djemb	Mbama	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	18 000 000
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	KODJANS	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	NGOULEMAKONG	01 point d'eau réhabilité	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	20 000 000	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.1.5. Action "Construction des infrastructures d'enseignements secondaires "

Tableau 98 : Action « Construction des infrastructures d'enseignements secondaires »

Programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base														
Secteur : Enseignements Secondaires														
Action : Améliorer de 75% à 100% le taux d'accès aux infrastructures dans les enseignements de base par la construction d'un Bloc administratif														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût								
Construction d'un bloc administratif au CES de Bigoens	BIGOENS	01 bloc administratif construit	Photos PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000 000

Plan Communal de Développement

5.3.1.2. Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement

Ce programme comme se décompose en dix (10) actions comme suit :

5.3.1.2.1. Action "Réhabilitation Piste agricole"

Tableau 99 : Action « réhabilitation piste agricole »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Agriculture														
Action : Améliorer de 48,41 % à 50,2 % le taux d'accès aux pistes agricoles dans Commune par la réhabilitation de 32 km de pistes agricoles														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Réhabilitation de piste agricole (Tsoudou-Mpeng sur 7 km)	NDANKUIM B	07 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	7	35 000 000	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation de piste agricole (Bidjigue 2 - BIUYIEME sur 5 km)	BIDJIGUE 2	05 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	5	25 000 000	0	0	0	0
Reprofilage de la piste agricole axe Antembang – Ngoulemakong de 15 km	Makok	15 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	15	47 000 000	0	0
Reprofilage de la piste agricole Face Meyene à Souombou de 5 km	Ndjinda	05 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	5	20 000 000

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.2. Action "Amélioration de l'offre en transport"

Tableau 100 : Action « Amélioration de l'offre en transport »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Transport														
Action : Améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de transport par la construction d'une gare de transit														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction d'une gare de transit à Mbama carrefour (phase 1)	ESPACE - MBAMA)	01 gare de transit construite	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	60 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction d'une gare de transit à Mbama carrefour (phase 2)	ESPACE - MBAMA)	01 gare de transit construite	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	40 000 000	0	0	0	0

5.3.1.2.3. Action "Promotion du tourisme"

Tableau 101 : Action « Promotion du tourisme »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Tourisme														
Action : Améliorer de 50% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de tourisme par l'extension d'une auberge municipale														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction d'une auberge municipale	ESPACE URBAIN	01 auberge municipale construite	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	30 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.4. Action "Aménagement des sites d'exploitation minière"

Tableau 102 : Action « Aménagement des sites d'exploitation minière »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Mines, Industrie et Développement Technologique														
Action : Améliorer de 68% à 72% le taux d'accès à l'exploitation des produits de carrière dans la Commune par l'aménagement d'une carrière de sable														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Aménagement d'une carrière de sable	NGOEMETAG 1	01 carrière de sable aménagée	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.1.2.5. Action "Offre en poste et télécommunication"

Tableau 103 : Action « Offre en poste et télécommunication »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Postes et Télécommunication														
Action : Améliorer de 50% à 100% le taux d'accès à l'aménagement des infrastructures télécom														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction d'un pylône avec centrale solaire	ESPACE URBAIN	01 pylône avec centrale solaire construit	-Photos -PV de réception	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	2	20 000 000	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.6. Action 1 "Ouverture des routes"

Tableau 104 : Action 1 « Ouverture des routes »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Travaux publics														
Action 1 : Améliorer de 24,02% à 36,2% le taux d'accès aux infrastructures routières dans la Commune par l'ouverture des pistes														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Création de la route EPC – Atembang de 7 km Forêt avec digue sur Atembang	MAKOK	07 km de route créée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	30 000 000	0	0	0	0
Ouverture de la piste Nlong à Akwat de 4 km + bretelle à Ngong avec buse d'un km et sortie sur la piste agricole Mikoague - Atok)	Bidjigue 1	04 km de route créée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	4	20 000 000	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.7. Action 2 "Réhabilitation des routes"

Tableau 105 : Action 2 « Réhabilitation des routes »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Travaux publics														
Action 2 : Améliorer de 24,02% à 36,2% le taux d'accès aux infrastructures routières dans la Commune par la réhabilitation de 18,5 km de routes en terre														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût
Réhabilitation de la route Akok Yebekolo - Mekououb sur 7 km)	AKOK YEBEKOLO	07 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	7	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement de l'axe routier Après le pont – Ebodenkou de 3,5 km	EBODENKOU	3,5 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	3,5	27 000 000	0	0	0	0
Réhabilitation de l'axe CFSO – Atok – Bidjigue 1 de 08 km	Atok	08 km de route réhabilitée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	8	32 000 000	0	0

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.8. Action "Promotion de la formation professionnelle"

Tableau 106 : Action « Promotion de la formation professionnelle »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement															
Secteur : Formation Professionnelle															
Action : Améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de la formation professionnelle dans la Commune par la construction d'un centre de formation															
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		
					Qt é	Coût									
Création d'un centre de formation professionnelle aux petits métiers	Mbama	01 centre de formation construit	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000	

5.3.1.2.9. Action " Promotion de l'habitat"

Tableau 107 : Action « Promotion de l'habitat »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement															
Secteur : Habitat et développement urbain															
Action : Améliorer de 75% à 125% le taux d'accès aux infrastructures de promotion de l'habitat dans la Commune															
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
Acquisition de 05 presses à brique de terre	MAKOGO U	05 presses de brique acquises	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Réhabilitation de l'ancien Hôtel de ville	Atok	01 ancien hôtel de ville réhabilité	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000	

Plan Communal de Développement

5.3.1.2.10. Action "Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles"

Tableau 108 : Action « Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles »

Programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement														
Secteur : Environnement et Protection de la Nature														
Action : Améliorer de 0% à 100% le taux d'accès aux infrastructures de transformation dans la Commune par la construction d'une structure de transformation des déchets														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût								
Création d'une structure de transformation des déchets	Atok	01 structure de transformation des déchets créée	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	0	0	1	25 000 000

5.3.1.3. Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse

Trois (03) constituent le présent programme :

5.3.1.3.1. Action "Promotion des activités de culture"

Tableau 109 : Action « Promotion des activités de culture »

Programme Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse															
Secteur : Arts et Culture															
Action : Améliorer de 9,52% à 23,8% le taux d'accès aux infrastructures communautaire dans la Commune par la construction de 03 foyers communautaires															
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Construction et équipement d'un foyer communautaire	SOUOMBOU	01 foyer communautaire construit	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0	
Construction d'un foyer	ZOGUELA	01 foyer communautaire construit	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	1	10 000 000	0	0	

Plan Communal de Développement

communautaire															
Construction d'un foyer culturel à Mbama	Mbama	01 foyer communautaire construit	-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	10 000 000

5.3.1.3.2. Action "Promotion des activités de jeunesse"

Tableau 110 : Action « Promotion des activités de jeunesse »

Programme Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse															
Secteur : Jeunesse															
Action : Améliorer de 9,52% à 23,8% le taux d'accès aux infrastructures communautaire dans la Commune par la construction de 01 foyer des jeunes															
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		
					Qté	Coût									
Construction d'un foyer des jeunes	Ngoemetag 1		-Photos -PV de réception	-Photos -PV de réception	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000	

5.3.1.4. Gouvernance et administration locale

5.3.1.4.1- Action « maturation des projets »

Tableau 111 : Action « maturation des projets »

Programme Gouvernance et Administration locale															
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.															
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025		
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Construction d'une auberge municipale	ESPACE URBAIN	Étude de faisabilité disponible	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	30 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
		ble et validée												
Construction de point d'eau potable	NTOUMB	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation de la route Akok Yebekolo - Mekououb sur 7 km)	AKOK YEBEKOLO	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	7	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	BENDE	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	MAYOS	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction de point d'eau potable	MIKOAGUE	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement d'une carrière de sable	NGOEMET AG 1	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	NGOEMET AG 2	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un bloc maternelle	BIDJIGUE 1	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction et équipement d'un bloc maternelle	LANDA	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'une gare de transit à Mbama carrefour (phase 1)	ESPACE - MBAMA)	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	60 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un bloc maternelle	NYIMBE	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	KODJANS	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction et équipement d'un foyer communautaire	SOUJOMBOU	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation de piste agricole (Tsoudou-Mpeng sur 7 km)	NDANKUIMB	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	7	35 000 000	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation de piste agricole (Bidjigue 2 - BIUYIEME sur 5 km)	BIDJIGUE 2	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	5	25 000 000	0	0	0	0
Construction D'un Centre Préscolaire communautaire	NGOULEM AKONG	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	20 000 000	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Aménagement de l'axe routier Après le pont – Ebodenkou de 3,5 km	EBODENKOU	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	3,5	27 000 000	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	NTSINDA	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	8 000 000	0	0	0	0
Réhabilitation de point d'eau potable	DJOUM	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0
Construction de point d'eau potable	AKOK MAKA	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	1	8 000 000	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Création de la route EPC – Atembang de 7 km Forêt avec digue sur Atembang	MAKOK	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	7	30 000 000	0	0	0	0
Construction d'un pylône avec centrale solaire	ESPACE URBAIN	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000	0	0
Construction d'un foyer communautaire	ZOQUELA	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	10 000 000	0	0
Construction d'un bloc à l'école maternelle de Bigoens	BIGOENS	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	25 000 000	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Construction d'un forage	NTOUMB	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	1	8 000 000	0	0
Réhabilitation de l'axe CFSO – Atok – Bidjigue 1 de 08 km	Atok	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	8	32 000 000	0	0
Ouverture de la piste Nlong à Akwat de 4 km + bretelle à Ngong avec buse d'un km et sortie sur la piste agricole Mikoague - Atok)	Bidjigue 1	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	4	20 000 000	0	0
Reprofilage de la piste agricole axe Antembang – Ngoulemakong de 15 km	Makok	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	15	47 000 000	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût								
Reprofilage de la piste agricole Face Meyene à Souombou de 5 km	Ndjinda	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	5	20 000 000
Construction d'un foyer culturel à Mbama	Mbama	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	10 000 000
Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Djemb	Mbama	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	2	18 000 000
Création d'un centre de formation professionnelle aux petits métiers	Mbama	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action Maturation des projets : Porter à 100% le taux de maturation des projets soumis à l'investissement dans la Commune par la réalisation de 54 études de faisabilité.														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût								
Création d'une structure de transformation des déchets	Atok	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	25 000 000
Réhabilitation de l'ancien Hôtel de ville	Atok	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000
Construction d'un bloc administratif au CES de Bigoens	BIGOENS	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	30 000 000
Construction d'un foyer des jeunes	Ngoemetag 1	Étude de faisabilité disponible et validée	Rapport(s) de l'étude	Chef de service technique/ CCD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20 000 000

Plan Communal de Développement

5.3.1.4.2- Action « Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune »

Tableau 112 : Action « Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune »

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action "Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune" : Améliorer à 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Élaboration et adoption d'un règlement intérieur du personnel régissant le fonctionnement interne du personnel communal ainsi que d'un cahier de charge pour le personnel	Atok	01 règlement intérieur élaboré	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Élaboration d'un statut pour le personnel communal avec définition d'un cahier de charge.	Atok	01 statut élaboré	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Actualisation d'un organigramme de la commune	Atok	01 organigramme actualisé	-Rapport d'activité -Liste de présence des	-Secrétaire Général -CCD	1	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action "Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune" : Améliorer à 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
			participants											
Redéploiement du personnel suivant les compétences	Atok	Nombre de personne redéployée	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	500 000	0	0	0	0	0	0
Mise en place d'un système d'évaluation du personnel tous les 2 ans comme le prescrit la loi et de motivation respectant le droit du travail avec bulletin de note	Atok	Fiches d'évaluation du personnel disponible	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	250000	1	250000	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action "Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune" : Améliorer à 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût								
Renforcement des capacités du personnel communal en secrétariat bureautique avancée, en comptabilité matières, rédaction administrative, en archivage, sur l'utilisation du logiciel SIMBA, sur la tenue des documents administratifs	Atok	Nombre de personne formée	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000
Renforcement des capacités du personnel sur la gestion du patrimoine communal	Atok	Nombre de personne formée	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	1 000 000	1	1 000 000	0	0	0	0	0	0
Acquisition du matériel de travail et des tenues d'identification	Atok	Nombre de matériel de travail acquis	-Rapport d'activité -Liste de présence des	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action "Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune" : Améliorer à 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
			participants											
Acquisition du matériel de locomotion et de ramassage des ordures	Atok	01 moyen de locomotion acquis	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0
Organisation des séances de recyclage des Conseillers municipaux sur la maîtrise de la gestion communale ainsi que les nouveaux textes de décentralisation	Atok	02 séances de recyclage organisées	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	1	500 000	0	0	1	500 000	0	0	0	0

Plan Communal de Développement

Programme Gouvernance et Administration locale														
Action "Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune" : Améliorer à 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune														
Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût
Distribution du livre vert à tous les conseillers	Atok	25 livres distribués à tous les conseillers municipaux	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	25	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.1.4.3- Action « Communication Communale »

Tableau 113 : Action « Communication Communale »

Programme Support															
Action "Communication communale" : Taux de visite du site web de la Commune															
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Création d'un site web	Atok	01 site web créé et fonctionnel	Adresse du site web	-Secrétaire Général	0	-	1	2 000 000	0	-	0	-	0	-	

5.3.1.4.4- Action « Mobilisation et sécurisation des recettes propres communale »

Tableau 114 : Action « Mobilisation et sécurisation des recettes propres communale »

Programme Support :															
Action "Mobilisation et sécurisation des recettes communale" : Améliorer de 100% le taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propres de la Commune															
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2021		2022		2023		2024		2025		
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Mise en réseau du logiciel SIMBA entre les services du	Atok	Nombre de service mis en réseau	Rapport d'activité	-Secrétaire Général	1	2 000 000	1	2 000 000	0	-	0	-	0	-	

Plan Communal de Développement

secrétariat général, de la recette municipale, des affaires financières et du cabinet du maire				-RM -CCD											
Renforcement des capacités du personnel communal sur l'utilisation de SIMBA	Atok	Nombre de personnel formé sur l'utilisation de SimBA	-Rapport de formation des conseillers -Liste de présence	-Secrétaire Général -RM -CCD	1	6 500 000	0	0	1	-	0	0	0	0	0
Organisation semestrielle des campagnes de sensibilisation de paiement des impôts et taxes à l'endroit	Atok	TDR Thématiques et nombre de campagnes organisées	-Rapport	-Secrétaire Général -Comptable matière	2	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.4. Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD

Le présent plan communal de développement d'Atok est dominé par trois (03) programmes opérationnels à savoir les programmes « Amélioration de l'offre des services sociaux de base », « Promotion du développement économique et protection de l'environnement » et « Promotion de la Culture, des Sports et de l'appui à la jeunesse ».

Sur la base de ces programmes, des idées de projets et des projets, il s'est agi de faire une analyse évaluative par rapport à l'atteinte des objectifs des ODD. L'outil de la grille d'analyse du développement durable (GADD) ayant servi d'appui, est un instrument de questionnement systémique axé sur six (06) dimensions (sociale, écologique, économique, culturelle, éthique et de gouvernance) qui permet d'évaluer dans quelle mesure une politique, une stratégie, un programme ou un projet favorise l'amélioration des conditions humaines.

Les tableaux ci-dessous mettent en exergue la façon dont ces programmes contribuent à l'atteinte des objectifs du développement durable dans la commune d'Atok.

Tableau 115 : Dimensions de la GADD et performance sur l'atteinte des ODD

DIMENSION	Pondération moyenne	Performance moyenne
SOCIALE	2,7	64%
ÉCOLOGIQUE	1,9	39%
ÉCONOMIQUE	1,7	58%
CULTURELLE	2,3	61%
ÉTHIQUE	2,0	65%
GOVERNANCE	2,4	54%

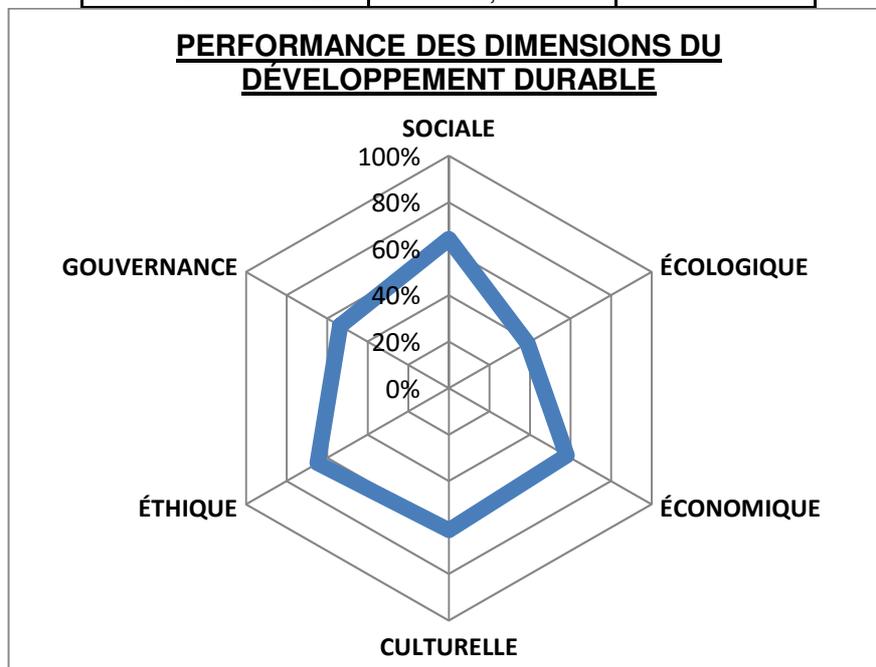


Figure 7 : Performance des dimensions du développement durable

DIMENSION SOCIALE

Au sens de la GADD, la dimension sociale comporte neuf (09) thèmes qui mettent en exergue le niveau de prise en compte des objectifs du développement durable pour leur atteinte. En effet, il ressort en termes d'analyse qu'assurer un approvisionnement en eau potable à tous tout comme assurer l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats constitue une priorité et nécessite une action communale dès cette année. L'accès aux soins de santé ainsi que la réduction des nuisances ne sont pas en reste. Ils exigent une action pressante sur le long terme afin que les populations puissent bénéficier des soins de santé de qualité.

L'alimentation (79%) et l'éducation (84%) démontrent non seulement les efforts de la Commune et mais aussi l'intégration d'assurer l'accès à la nourriture pour tous, une éducation de qualité, une éducation de base pour tous.

DIMENSION ÉCOLOGIQUE

Six thèmes dominent la dimension écologique (39%) dans de la grille d'analyse du développement durable (écosystèmes, biodiversité, Ressources, Extrants, Usages du territoire, Changements climatiques). Pour l'atteinte des ODD, il est important d'agir sur l'ensemble facteurs de cette dimension en raison de sa faible prise en compte. Assurément, certains objectifs constituent des enjeux à long terme (préserver les écosystèmes marins, quantifier les émissions de gaz à effet de serre, Augmenter les puits de carbone, compenser les émissions de gaz à effet de serre) et d'autres nécessitent des actions urgentes notamment dans la réduction des émissions des gaz à effet de serre (30%), la conservation des ressources essentielles au maintien de la vie dans les écosystèmes (40%), la protection des espèces rares, menacées et à statut précaire...

DIMENSION ÉCONOMIQUE

La dimension économique vise à répondre aux besoins matériels des individus et des collectivités, ainsi qu'à leur autonomisation financière. Des huit (08) thèmes que comporte cette dimension, certains objectifs constituent des enjeux à long terme, des « réactions », des « actions » voire « non prioritaire ». Parmi ceux qui constituent des enjeux à long terme, l'on peut relever la « *promotion d'une industrialisation durable* (il s'agit de planifier et développer, à l'échelle des territoires, une industrialisation durable qui profite à tous) » et « *l'application de la responsabilité élargie des producteurs* (Les personnes et les organisations dont les actions génèrent de la pollution, dégradent l'environnement ou affectent négativement les communautés doivent assumer leur part des coûts des mesures de prévention, de réduction et de contrôle des impacts) ».

En ce qui concerne « l'énergie » (67%) thème de la présente dimension économique, dont l'objectif est de *favoriser un approvisionnement suffisant en énergie tout en minimisant les impacts de la production, de la distribution et de la consommation d'énergie*, l'on note que la Commune doit « **agir** » dans l'utilisation de l'énergie dans une perspective d'efficacité, soit une consommation minimale d'énergie primaire pour un service optimal. Quant à la « Richesses et Prospérité », la Commune doit « **agir** » en vue de la limitation des possibilités de fuites de capitaux, tout en mettant en place des mécanismes de surveillance et de suivi au niveau économique. Cependant, dans le

Plan Communal de Développement

même thème, il serait capital pour l'institution communale de « réagir » par l'instauration des pratiques de tourisme durable. En effet, le tourisme est la plus importante activité économique dans le monde et sa croissance est plus rapide que celle de la plupart des domaines de l'économie.

DIMENSION CULTURELLE

Celle-ci vise à répondre aux besoins d'affirmation, d'expression, de protection et de mise en valeur de la diversité des traits culturels. Ainsi, quatre (04) thèmes constituent cette dimension au rang desquels la « transmission du patrimoine culturel », « les pratiques culturelles et artistiques », « la diversité culturelle » et « la contribution de la culture au développement ». De ces quatre (04) thèmes, deux (02) requièrent l'action de la Commune concernant :

TRANSMISSION DU PATRIMOINE CULTUREL

- L'assurance de la conservation, la restauration et la compensation du patrimoine culturel ;
- La reconnaissance des représentations culturelles de l'environnement ;
- Le développement de la connaissance du passé et de l'histoire et ;
- La valorisation et le soutien de la diversité linguistique.

CONTRIBUTION DE LA CULTURE AU DÉVELOPPEMENT

- L'explicitation des liens entre la culture, le développement, l'emploi et la prospérité économique ;
- L'assurance d'un partage équitable des innovations issues d'acquis culturels ou de connaissances traditionnelles et ;
- Favoriser l'émergence d'une industrie culturelle génératrice d'emplois et de richesse

DIMENSION ÉTHIQUE

La dimension éthique vise à répondre aux besoins d'équité, de cohérence et d'identification à des valeurs Communes. Il est souhaitable s'agissant des thèmes « responsabilité » et « partage » que la Commune "agisse" sur l'adoption de modes de vie durables (Transformer la société et l'environnement de manière à faciliter l'adoption de modes de vie durables, qui minimisent l'utilisation de ressources et les pollutions, tout en soutenant un développement équitable). En ce qui concerne la « paix », il est également les actions de la Commune en ce sens sont à encourager car fortement prise en considération à travers la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence, la recherche des solutions pacifiques aux conflits et la réconciliation et à la reconstruction post-conflit. Concernant la <<démarche éthique>>, développer une éthique du dialogue et favoriser l'émergence et le partage de valeurs Communes sont « non prioritaire ».

DIMENSION GOUVERNANCE

Elle a pour objectif de répondre à des besoins de participation, de démocratie et de transparence, ainsi que d'efficacité des institutions. Huit (08) thèmes composent celle-ci parmi lesquels les institutions, les instruments et processus, la participation et la citoyenneté, la subsidiarité⁴,

⁴ Accorder un pouvoir d'action et de décision aux personnes et aux collectivités les plus concernées par un problème ou dans la mise en œuvre de PSPP en articulant les niveaux de décision, en respectant le principe de subsidiarité, en mutualisant les moyens d'action et en favorisant une responsabilisation des acteurs à tous les niveaux. En affectant les ressources nécessaires et en renforçant les capacités institutionnelles et humaines.

Plan Communal de Développement

l'intégration locale, l'information, l'innovation et la gestion du risque et résilience. Il ressort globalement que cette dimension compromettrait également l'atteinte des ODD en l'absence des actions de l'institution en rapport avec les objectifs suivants (qui sont « non prioritaires » ou constituent des « enjeux à long terme » :

Institutions

- Améliorer l'efficacité, la responsabilité et l'inclusivité des institutions
- Assurer l'accès et l'égalité face à la justice
- Limiter les possibilités de corruption
- Encourager la compétence

Participation et citoyenneté

- Favoriser la participation des parties prenantes
- Assurer l'inclusivité des mécanismes participatifs
- Reconnaître la contribution des parties donnantes
- Considérer le niveau d'acceptabilité
- Permettre l'exercice d'une citoyenneté active

Subsidiarité

- Rapprocher la prise de décision des acteurs concernés
- Favoriser la responsabilisation et l'imputabilité des acteurs
- Assurer la cohérence entre les différents échelons de prise de décision

Gestion du risque et résilience

- Identifier les risques
- Appliquer le principe de prévention
- Considérer la perception du risque
- Favoriser une répartition équitable des risques
- Prévoir des mesures d'adaptations aux changements

Tableau 116 : Résultats des performances des dimensions de la GADD

DIMENSION	Pondération moyenne	Performance moyenne
SOCIALE	2,7	64%
ÉCOLOGIQUE	1,9	39%
ÉCONOMIQUE	1,7	58%
CULTURELLE	2,3	61%
ÉTHIQUE	2,0	65%
GOVERNANCE	2,0	47%

Plan Communal de Développement

Tableau 117 : Réponse de la GADD sur l'atteinte des ODD.

ODD	Libellé	Niveau de réponse aux ODD
ODD 1	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	61%
ODD 2	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	57%
ODD 3	Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	59%
ODD 4	Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	63%
ODD 5	Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	62%
ODD 6	Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	55%
ODD 7	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	55%
ODD 8	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	58%
ODD 9	Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	53%
ODD 10	Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	60%
ODD 11	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	58%
ODD 12	Instaurer des modes de consommation et de production durables	52%
ODD 13	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (en tenant compte des accords conclus par la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)	51%
ODD 14	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	49%
ODD 15	Préserver et remettre en état les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	49%
ODD 16	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	59%
ODD 17	Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens d'application de ce partenariat	54%

5.5. Planification opérationnelle

5.5.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Avec pour référentiel les projets prioritaires des villages, l'élaboration du CDMT a pour critère l'urgence entendue Commune une action impérative, la continuité qui renvoie à l'achèvement des projets en cours dans la Commune et les projets dont les études sont disponibles, l'autonomie, la participation et la complexité.

Tableau 118 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

ACTIONS	Intitule du projet	Localisation	Indicateurs de résultat	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Cout Total
				2022	2023	2024	Part commune	Autres contributions		
								Partenaire	Montant	
Promotion du tourisme local	Equipement du campement touristique	ATOK	Campement touristique équipé	25 000 000	0	0	0	MINDEVEL	25 000 000	25 000 000
Construction de bloc maternelle	Construction d'un bloc maternelle	BIGOENS	Un bloc maternel construit	25 000 000	0	0	0	MINEDUB	25 000 000	25 000 000
Promotion du développement de la santé	Construction d'un bâtiment d'astreinte au centre medical d'Arrondissement	ATOK	Un bâtiment d'astreinte au centre medical d'Arrondissement construit	35 000 000	0	0	0	MINSANTE	35 000 000	35 000 000
Promouvoir l'accès au logement	Construction de trois (03) appartements modernes (02 Chambres, 01 salon, 01 cuisine et 02 douches et toilettes)	ATOK	Trois (03) appartements modernes (02 Chambres, 01 salon, 01 cuisine et 02 douches et toilettes) construits	75 000 000	0	0	0	MINDEVEL	75 000 000	75 000 000
Promotion à l'accès des bâtiments scolaires de qualité	Réhabilitation des salles de classe de l'école primaire publique groupe I	ATOK	Des salles de classe de l'école primaire publique	13 000 000	0	0	0	MINEDUB	13 000 000	13 000 000

Plan Communal de Développement

ACTIONS	Intitule du projet	Localisation	Indicateurs de résultat	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Cout Total
				2022	2023	2024	Part commune	Autres contributions		
								Partenaire	Montant	
			groupe I réhabilité							
Promotion à l'accès des équipements scolaires de qualité	Equipement des salles de classe de l'EPP Groupe I	Atok	Les salles de classe de l'EPP groupe I équipés	2 000 000	0	0	0	MINEDUB	2 000 000	2 000 000
Modernisation des routes communales	Réhabilitation des routes Communales (4 km)	ATOK	Routes Communales (4 km) réhabilités	27 000 000	0	0	0	MINTP	27 000 000	27 000 000
Modernisation de l'éclairage publique	Electrification de certaines localités de Bebind par 33 lampadaires solaires	BEBEND	Certaines localités de Bebind électrifiées par 33 lampadaires solaires	50 000 000	0	0	0	MINEE	50 000 000	50 000 000
Promotion à l'accès à l'énergie	Réhabilitation du réseau électrique Akok-Maka : Atok	BEBEND	Réseau électrique Akok-Maka : Atok réhabilité	16 000 000	0	0	0	MINEE	16 000 000	16 000 000
Modernisation du matériel scolaire	Equipement en table bancs du bloc maternel	BIGOENS	Block maternel équipé en table bancs	2 000 000	0	0	0	MINEDUB	2 000 000	2 000 000
Modernisation de l'accès à l'eau potable	Réhabilitation des puits à motricité humaine (PMH) dans certaines localités	BEBEND	Des puits à motricité humaine (PMH) dans certaines localités réhabilités	19 200 000	0	0	0	MINEE	19 200 000	19 200 000
Modernisation de l'accès à l'eau potable	Construction d'un forage à motricité humaine	EBODENKOU	Forage à motricité humaine construit	8 500 000	0	0	0	MINEE	8 500 000	8 500 000

Plan Communal de Développement

ACTIONS	Intitule du projet	Localisation	Indicateurs de résultat	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Cout Total
				2022	2023	2024	Part commune	Autres contributions		
								Partenaire	Montant	
Modernisation de l'accès à l'eau potable	Construction d'un forage à motricité humaine	EFFOULAN	Forage à motricité humaine construit	8 500 000	0	0	0	MINEE	8 500 000	8 500 000
Modernisation de l'accès à l'eau potable	Construction d'un forage à motricité humaine	MAYOS	Forage à motricité humaine construit	8 500 000	0	0	0	MINEE	8 500 000	8 500 000
Modernisation de la qualité de vie en milieu scolaire	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	Ecole Publique de Mbama	Un bloc latrine à six (06) compartiment construit	3 500 000	0	0	0	MINEDUB	3 500 000	3 500 000
Modernisation de la qualité de vie en milieu scolaire	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	Ecole Publique de Bigoens	Un bloc latrine à six (06) compartiment construit	3 500 000	0	0	0	MINEDUB	3 500 000	3 500 000
Modernisation de la qualité de vie en milieu scolaire	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	Ecole Publique d'Effoulan	Un bloc latrine à six (06) compartiment construit	3 500 000	0	0	0	MINEDUB	3 500 000	3 500 000
Modernisation de la qualité de vie en milieu scolaire	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	Ecole Publique de Makogou	Un bloc latrine à six (06) compartiment construit	3 500 000	0	0	0	MINEDUB	3 500 000	3 500 000
Promotion de secours au nécessiteux	Achat d'un trycycle, des Béquilles et cannes pour personnes handicapées	Bebend	Un trycycle, des Béquilles et cannes pour personnes handicapées achetés	1 500 000	0	0	0	MINAS	1 500 000	1 500 000
Modernisation de l'administration municipale	Aquisition du matériel de réparation du véhicule	Mairie d'Atok	Matériel de réparation de véhicule acquis	4 500 000	0	0	4 500 000	0	0	4 500 000

Plan Communal de Développement

ACTIONS	Intitule du projet	Localisation	Indicateurs de résultat	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Cout Total
				2022	2023	2024	Part commune	Autres contributions		
								Partenaire	Montant	
Modernisation de l'administration municipale	Transformation de l'hangar de Mbama en boutique	Mbama	Hangar de Mbama transformé en boutique	4 500 000	0	0	4 500 000	-	0	4 500 000
Modernisation de l'administration municipale	Achat des sabots	Atok	Sabots achetés	1 500 000	0	0	1 500 000	-	0	1 500 000
Modernisation de l'administration municipale	Bacs à ordures	Atok	Bacs à ordures achetés	1 500 000	0	0	1 500 000	-	0	1 500 000
Modernisation de l'administration municipale	Acquisition du tricycle à moteur	Atok	Tricycle à moteur acquis	2 500 000	0	0	2 500 000	-	0	2 500 000
Modernisation de l'administration municipale	Aquisition de terrain du campement touristique	Atok	Terrain campement touristique acquis	1 000 000	0	0	1 000 000	-	0	1 000 000
Modernisation de l'administration municipale	Avenant acquisition minibus	Atok	Plantes pour embellissement acquises	9 000 000	0	0		-	0	9 000 000
Accès aux logements	Logements sociaux	Atok		0	100 000 000	0	0	MINDDEVEL	100 000 000	100 000 000
Réhabilitation de piste agricole	Réhabilitation de piste agricole (Tsoudou-Mpeng sur 7 km)	Ndankuimb	07 km de route réhabilitée	0	27 000 000	0	0	MINTP	27 000 000	27 000 000
Modernisation de l'administration municipale	Acquisition du matériel informatique	Mairie d'Atok	Matériel informatique acquis	0	6 000 000	0	6 000 000	-	0	6 000 000

ACTIONS	Intitule du projet	Localisation	Indicateurs de résultat	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Coût Total
				2022	2023	2024	Part commune	Autres contributions		
								Partenaire	Montant	
Accès aux logements	Logement sociaux carrefour	Atok		0	0	100 000 000	0	MINDDEVEL	0	100 000 000
Réhabilitation des routes	Aménagement de l'axe routier Après le pont – Ebodenkou de 3,5 km	Ebodenkou	3,5 km de route réhabilitée	0	0	27 000 000	0	MINTP	27 000 000	27 000 000
Modernisation de l'administration municipale	Acquisition du matériel informatique	Mairie d'Atok	Matériel informatique acquis	0	0	8 000 000	8 000 000	-	0	8 000 000
Total				370 700 000	133 000 000	135 000 000				

Source : Atelier de planification Communale 2021

5.5.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

Conformément à la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi, il est établi un Programme d'Investissement Annuel (PIA) élaboré conformément aux ressources disponibles et au cadrage budgétaire. Il s'agit d'une programmation annuelle se faisant avec comme référentiel les projets prioritaires.

Tableau 119 : Plan d'Investissement Annuel

N°	Intitulé du projet	Localisation	Indicateur de résultat	Année 2022												Coût estimatif	Source de financement
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
1	Equipement du campement touristique	ATOK	Campement touristique équipé													25 000 000	MINDDEVEL
2	Construction d'un bloc maternel	BIGOENS	Nombre de blocs construits													25 000 000	MINEDUB

Plan Communal de Développement

N°	Intitulé du projet	Localisation	Indicateur de résultat	Année 2022												Coût estimatif	Source de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
3	Construction d'un bâtiment d'astreinte au Centre Médical d'Arrondissement d'ATOK	CMA ATOK	Nombre de bâtiments construits au CMA														35 500 000	MINSANTE
4	Construction de 03 appartements modernes (02 chambres, 01 salon et 02 douches et toilettes)	ATOK	Nombre d'appartements construits														75 000 000	MINDDEVEL
5	Réhabilitation des salles de classe de l'école primaire publique groupe I	ATOK	Nombre de salles de classe réhabilitées														13 000 000	MINEDUB
6	Équipement des salles de classe de l'EPP Groupe I	ATOK	Nombre de salles de classe équipées														2 000 000	MINEDUB
7	Réhabilitation des routes Communales (4 km)	ATOK	Nombre de km de routes réhabilitées														27 000 000	MINTP
8	Électrification de certaines localités de Bebind par 33 lampadaires solaires	BEBEND	Nombre de localités électrifiées														50 000 000	MINEE
9	Réhabilitation du réseau électrique Akok-Maka - Atok	BEBEND	Réseau électrique réhabilité														16 000 000	MINEE
10	Équipement en tables bancs du bloc maternel	BIGOENS	Bloc maternel équipé en tables-bancs														2 000 000	MINEDUB
13	Réhabilitation des puits à motricité humaine (PMH) dans certaines localités	BEBEND	Nombre de puits réhabilités														19 200 000	MINEE
14	Construction d'un forage à motricité humaine	EBODENKOU	Forage construit														8 500 000	MINEE

Plan Communal de Développement

N°	Intitulé du projet	Localisation	Indicateur de résultat	Année 2022												Coût estimatif	Source de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
15	Construction d'un forage à motricité humaine	EFFOULAN	Forage construit														8 500 000	MINEE
	Construction d'un forage à motricité humaine	MAYOS	Forage construit														8 500 000	MINEE
16	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	EPP MBAMA	Nombre de blocs latrines construits														3500 000	MINEDUB
17	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	EPP BIGOENS	Nombre de blocs latrines construits														3 500 000	MINEDUB
18	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	EPP EFFOULAN	Nombre de bloc latrine construits														3 500 000	MINEDUB
19	Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments	EPP MAKOUYOU	Nombre de bloc latrine construit														3 500 000	MINEDUB
20	Achat d'un tricycle, des Béquilles et cannes pour personnes handicapées	ATOK	Achat de l'appareillage pour personnes vulnérables disponibles														1 500 000	MINAS
	Achat matériel de réparation de véhicule	ATOK	Nombre de matériel acquis														4 500 000	COMMUNE
21	Transformation de l'hangar de Mbama en boutique	MBAMA	Hangar de marché transformé														4 500 000	COMMUNE
22	Achat des sabots	ATOK	Sabots achetés														1 500 000	COMMUNE
23	Bacs à ordures	ATOK	Bacs à ordures disponibles														1 500 000	COMMUNE
24	Acquisition du tricycle à moteur	ATOK	Tricycle disponible														2 500 000	COMMUNE
25	Aquisition de terrain du campement touristique	ATOK	Terrain du campement acquis														1 000 000	COMMUNE

Plan Communal de Développement

N°	Intitulé du projet	Localisation	Indicateur de résultat	Année 2022												Coût estimatif	Source de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
26	Avenant acquisition minibus	ATOK	Minibus disponible														9 000 000	COMMUNE
Total																	354 700 000	

5.5.2. Cadre sommaire de gestion de l'environnement

Le Cameroun s'est engagé dans le processus de la décentralisation à travers la révision constitutionnelle n°96/06 du 18 janvier 1996 et la loi d'orientation de la décentralisation n° 2004/017 du 22 janvier 2004. Désormais, les compétences et des moyens y correspondants sont transférés aux collectivités territoriales décentralisées (CTD) afin que celles-ci puissent promouvoir le développement et la gouvernance au niveau local.

En conformité avec cette vision globale de l'Etat, le Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) par décret du Premier Ministre n°2012/0882/PM a transféré aux communes en 2012, les compétences en matière d'élaboration des plans d'action pour l'environnement et de lutte contre l'insalubrité, la pollution et les nuisances dans l'espace communal.

Suivant ce texte, les communes doivent désormais entre autres, veiller à ce que les promoteurs de projets ou d'établissements/installations qui ne sont pas assujettis à une étude d'impact environnemental et social ou à un audit environnemental et dont l'activité a des effets non négligeables sur l'environnement, puissent réaliser une notice d'impact environnemental.

Dans le souci de mettre davantage à la disposition des CTD des outils devant aider à l'exercice efficace de cette compétence transférée, le MINEPDED a signé récemment l'Arrêté n°0002/MINEPDED du 09 février 2016 définissant le canevas type des termes de référence et le contenu de la notice d'impact environnemental, en complément du Décret n°2013/0171/PM du 14 février 2013 qui fixe les modalités de réalisation de l'étude d'impact environnemental et donc celles relatives à la réalisation des Notices d'Impact Environnemental.

A cet effet, le CGES du CDMT est un outil prospectif de gestion préventive et anticipative de l'environnement. C'est une méthode d'évaluation environnementale qui s'applique dans le cas des études stratégiques et des plans, dont le précédent PCD. C'est une approche formelle qui vise à :

- Evaluer les impacts environnementaux de décisions faites au niveau de politiques, plans et programmes (CDMT) et de leurs alternatives ;
- Utiliser ces résultats dans un processus de prise de décision transparente ;

- Examiner les secteurs d'activités au niveau communal (énergie, mine, tourisme, etc...) et les implications environnementales d'un ensemble de projets potentiels.

Synthèse des microprojets du CDMT par secteurs d'activités et type d'évaluation

En se référant à l'arrêté N°0001/MINEPDED du 09 février 2016 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à une évaluation environnementale stratégique ou à une étude d'impact environnemental et social et l'arrêté N°00002/MINEPDED du 09 février 2016 définissant le canevas type des termes de référence et le contenu de la notice d'impact environnemental, le tableau suivant présente les types d'évaluation environnementales dont feront l'objet chacun des microprojets inscrits dans le CDMT de la Commune d'Atok.

Plan Communal de Développement d'Atok

Tableau 120 : Synthèse des types d'évaluation environnemental par microprojets

Secteurs d'activité	Catégories	Activités/projets/infrastructures	Type d'évaluation environnementale	
Infrastructures sociales	Adductions d'eau et assainissement	Réhabilitation des puits à motricité humaine (PMH) dans certaines localités à Bebend	Application du formulaire d'examen social et environnemental	
		Construction d'un forage à motricité humaine à Ebodenkou	Application du formulaire d'examen social et environnemental	
		Construction d'un forage à motricité humaine à Effoulan	Application du formulaire d'examen social et environnemental	
	Etablissements sanitaires hospitaliers	et	Construction d'un bâtiment d'astreinte au CMA d'Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Construction d'un bloc latrine à 04 compartiments au Centre Médical d'Arrondissement d'Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental
	Infrastructures socioculturelles éducatives	et	Construction d'un bloc d'un bloc maternel à Bigoens	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Réhabilitation des salles de classe de l'école primaire publique groupe I à Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'école publique de Mbama	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'école publique de Bigoens	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'école publique d'Effoulan	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'école publique de Makougou	Application du formulaire d'examen social et environnemental
Infrastructures économiques	Tourisme logement	et	Construction de trois (03) appartements modernes (02 Chambres, 01 salon, 01 cuisine et 02 douches et toilettes)	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Logements sociaux à Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental
			Logements sociaux au carefour Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental
	Travaux publics	Réhabilitation des routes Communales (4 km) à la Commune d'Atok	Application du formulaire d'examen social et environnemental	

Plan Communal de Développement

Secteurs d'activité	Catégories	Activités/projets/infrastructures	Type d'évaluation environnementale
		Réhabilitation de piste agricole (Tsoudou-Mpeng sur 7 km) à Ndankuimb	Application du formulaire d'examen social et environnemental
		Aménagement de l'axe routier Après le pont – Ebodenkou de 3,5 km à Ebodenkou	Application du formulaire d'examen social et environnemental
	Energie	Electrification de certaines localités de Bebend par 33 lampadaires solaires à Bebend	Application du formulaire d'examen social et environnemental
		Réhabilitation du réseau électrique Akok-Maka : Atok à Bebend	Application du formulaire d'examen social et environnemental
Production	Commerce	Transformation de l'hangar de Mbama en boutique à Mbama	Application du formulaire d'examen social et environnemental

Il ressort du tableau précédent que, la mise œuvre du CDMT 2022-2024 de la Commune d'Atok nécessitera la production de vingt (20) formulaires d'examen environnemental et social et d'une (01) Notice d'Impact Environnemental.

Le tableau suivant présente les différents impacts socio environnementaux possibles de la mise en œuvre des microprojets du CDMT (2021-2023) de la Commune d'Atok ainsi que les mesures d'atténuation des impacts négatifs.

Plan Communal de Développement

Tableau 121 : Principaux impacts socio-environnementaux et mesures d'atténuation

Catégories d'activités	Activités/projets /infrastructures	Impacts socio-environnementaux		Mesures d'atténuation indicatives
		Positifs possibles	Négatifs possibles	
Approvisionnement en Eau	Construction de puits et forages équipés de PMH ; Réhabilitation des points d'eau ;	Disponibilité des ressources en eau Amélioration de la qualité de l'eau de boisson Réduction des risques de choléra et des maladies liées au péril fécal Réduction de la pénibilité de la corvée d'eau Plus grande productivité des femmes et des enfants, Facilitation de l'accès des hommes et des animaux à l'eau ; Réduction des souffrances des femmes et des jeunes ; Redynamisation des populations à travers la mise en place des COGES ; Diminution du taux de maladies hydriques ; Facilitation de l'accès à l'eau potable Désenclavement et amélioration de l'accès aux zones isolées Amélioration des routes Amélioration de la santé publique, des conditions et de l'espérance de vie par l'adduction d'eau	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; Augmentation des risques de stagnation des eaux autour des forages, des puits et des sources (nids de moustiques) Risques élevés du paludisme, Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore, Risques de mauvaises manipulations des ouvrages Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; Modification des caractéristiques des eaux de surface et souterraines Contamination de la nappe phréatique et des eaux de surface Modification de l'écoulement des eaux de surface et souterraines Erosion et déstabilisation des du sol Modification de la nature du sol ou des sédiments Compaction des sols Modification de la topographie et du drainage Contamination des sols Altération de la qualité de l'air Augmentation des niveaux de bruits ambiants Destruction ou modification du couvert végétal	Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site, Formation des CGPE au dosage de l'eau de javel et du chlore dans les puits le cas échéant, Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages Construction des canalisations avec fosses de récupération Construction des clôtures autour des ouvrages ; Nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages afin d'améliorer la visibilité ; Respecter un périmètre de protection autour des zones suivantes : Rives des plans d'eau Habitats fauniques reconnus Bassins d'alimentation en eau Pentes raides et sensibles à l'érosion Milieux humides Réduire au maximum la durée des travaux dans les zones sensibles Contrôler l'accès aux sites des travaux Utiliser une signalisation routière adéquate

Plan Communal de Développement

Catégories d'activités	Activités/projets /infrastructures	Impacts socio-environnementaux		Mesures d'atténuation indicatives
		Positifs possibles	Négatifs possibles	
		<p>Augmentation de l'achalandage routier</p> <p>Création d'emplois (temporaires et permanents) au niveau local</p> <p>Achats des biens et services lors de la construction et de l'exploitation des ouvrages</p>	<p>Perturbation des coutumes et des traditions</p> <p>Déplacements de la population</p> <p>L'interruption des services publics lors des travaux</p> <p>Dommages causés aux routes, risques d'accidents de la route</p>	<p>Etablir des procédures adéquates de formation du personnel en matière de protection de l'environnement</p> <p>Favoriser la réutilisation des matériaux et équipements démantelés</p> <p>Limiter l'expropriation des emprises et favoriser le partage des utilisations lorsqu'applicable</p> <p>Coordonner les travaux avec les autres utilisateurs du territoire</p>
Infrastructures économiques	<p>Réhabilitation des routes communales ;</p> <p>Réhabilitation de la piste Tsoudou-Mpeng sur 7 km à Ndankuimb ;</p> <p>Aménagement de l'axe routier après le pont Ebodenkou de « ,5 km à Ebodenkou ;</p> <p>Transformation de l'hangar de Mbama en boutique</p>	<p>Création des revenus</p> <p>Intensification des activités économiques et des échanges commerciaux</p> <p>Facilitation des mouvements des personnes et des biens</p> <p>Augmentation des revenus des populations</p>	<p>Conflits sur le tracé de la route ;</p> <p>Destruction des biens pendant les travaux ;</p> <p>Risque de destruction de la faune et de la flore ;</p> <p>Risques de propagation des IST ;</p> <p>Erosion des sols.</p>	<p>Prise en compte des préoccupations des populations affectées sur le tracé du projet</p> <p>Tracé évitant au maximum de détruire les biens</p> <p>Entrevue des actions de reboisement pour compenser les arbres détruits pendant les travaux et stabiliser le sol afin de réduire l'érosion</p> <p>Sensibilisation sur les risques de propagation des IST</p> <p>Installation pendant et après les travaux une pré-signalisation et la signalisation appropriées</p> <p>Prévision infrastructures d'évacuation des eaux usées et pluviales</p> <p>Prescription approche HIMO qui préconise l'emploi local</p>

Plan Communal de Développement

Catégories d'activités	Activités/projets /infrastructures	Impacts socio-environnementaux		Mesures d'atténuation	indicatives
		Positifs possibles	Négatifs possibles		
				pour les travaux d'entretien routier	
Etablissements sanitaires et hospitaliers	Construction d'un bâtiment d'astreinte au CMA d'Atok	Amélioration de l'offre en infrastructure sanitaire Amélioration de l'état de santé des populations ;	Risques de pollution due aux produits périmés rejetés dans la nature (pharmacies, laboratoires d'analyses médicales...) Risques d'intoxication par manque de précaution dans la manipulation des produits	Installation bacs à ordures avec couvercle à plusieurs coins du centre de santé Mise en place d'un système adéquat de gestion des déchets médicaux Prise des mesures et précautions pour la manipulation des produits délicats Port obligatoire des EPI	
Infrastructures éducatives, Sociales, culturelles et sportives	Construction d'un bloc maternel à Bigoens, de salles de classe au groupe I d'Atok, de blocs latrines à l'EPP de Bigoens, à l'EPP Effoulan, à l'EPP de Makougou	Facilitation de l'accès à l'éducation, Amélioration du cadre social des élèves ; Amélioration des conditions d'enseignement des élèves ; Réduction de l'analphabétisme Formation de la jeunesse, Promotion socio-économique des jeunes, Attraction des touristes, Amélioration du paysage de la Commune (tourisme de la vue) ; Détection des talents ;	Destruction du couvert végétal pendant la construction, Augmentation des risques de stagnation des eaux de ruissellement, Risques de nuisances sonores, Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; Risques de conflits sur le choix du site Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables Risques élevés de transmission des IST/VIH/SIDA Risques d'accidents dans les chantiers.	Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; Sollicitation de l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives en cas de conflits Construction des canalisations, Nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages afin d'améliorer la visibilité ; Installation des bacs à ordures, Construction des clôtures autour des ouvrages ; Construction des blocs de toilettes lorsqu'ils ne sont pas prévus, Construction des points d'eau potable là où ils n'existent pas,	

Plan Communal de Développement

Catégories d'activités	Activités/projets /infrastructures	Impacts socio-environnementaux		Mesures d'atténuation	indicatives
		Positifs possibles	Négatifs possibles		
			<p>Pollution de l'air par les particules poussières en suspension suite aux travaux de démolition des bâtiments et autres installations</p> <p>Dégradation du sol suites aux travaux préparatoires sur les sites</p> <p>Risque de contamination des eaux souterraines suite au déversement accidentel des hydrocarbures aux chantiers</p> <p>Accident corporels et chutes libres pour la réalisation des travaux en hauteur</p> <p>Contamination du sol par les déchets solides sur les chantiers</p> <p>Modification du paysage au niveau des sites de sous-projets</p> <p>Risque d'apparition des maladies respiratoire liées à l'aspiration des particules poussières dans les environs des sites de chantiers</p>	<p>Assurer la formation/sensibilisation continues de tout le personnel pour concevoir des comportements ayant le minimum d'impacts sur l'environnement</p> <p>Doter les employer d'équipements de protection individuelle et les sensibiliser sur leur port au chantier</p>	

Plan Communal de Développement

Catégories d'activités	Activités/projets /infrastructures	Impacts socio-environnementaux		Mesures d'atténuation	indicatives
		Positifs possibles	Négatifs possibles		
Production	Transfomation du hangare de marché de Mbama en boutique	Création des revenus Amélioration de la sécurité alimentaire Intensification des activités économiques et des échanges commerciaux Facilitation des mouvements des personnes et des biens	Production des déchets Risques de déstabilisation de certains foyers Risques d'exploitation gratuite des produits de carrière Destruction du couvert végétal	Renforcement des capacités techniques de gestion des infrastructures Dotation du comité de gestion en EPI (Equipement de Protection Individuelle) et veiller à leur port Création des espaces d'échanges commerciaux Protection des chefs traditionnels dans le règlement intérieur de la société exécutant les travaux Promotion des itinéraires techniques favorisant la restauration du sol	

Plan Communal de Développement

Tableau 122 : Coûts des mesures environnementales et sociales

N°	Activités	Indicateurs	Quantité	Coût estimatif	Acteurs mise œuvre de en	Acteurs suivi de	Périodes
1	Responsabilisation d'un agent communal pour la prise en compte des aspects socio-environnementaux (Acte de désignation)	Nombre d'agents de développement recruté	1	PM	Mairie/PNDP	Conseil municipal PNDP	2022-2023
2	Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Nombre de sessions organisées	2	500 000	PNDP	DD/MINEPDED ; DD/MINAS ; PNDP	2022-2023
3	Consultation du Délégué Départemental du MINEPDED/Haut Nyong pour examen et validation des TDR et Notices environnementales	Nombre des opérations	2	50 000	SG ; CCCSE	DD/MINEPDED ; Mairie	2022-2024
4	Renforcement des capacités du responsable chargé de la prise en compte des aspects socio-environnementaux	Nombre de sessions organisées	2	500 000	Mairie	DD/MINEPDED ; DD/MINAS ; PNDP	2022-2024
5	Renforcement des capacités des acteurs de prise en compte des aspects socio-environnementaux	Nombre de session organisée	4	1 000 000	Mairie	DD/MINEPDED ; DD/MINAS ; PNDP	2023-2024
6	Etablissement de la liste des opérations soumises à la notice d'impact environnemental	Nombre des opérations	1	100 000	Agent de développement local	DD/MINEPDED ; DD/MINAS ; PNDP Mairie	2022-2023
7	Sessions d'examen de termes de référence des notices d'impact environnemental	Nombre de NIE	1	50 000	Mairie	DD/MINEPDED ; PNDP	2022-2023
8	Sessions de Validation des rapports de NIE	Nombre de NIE	1	100 000	Mairie	DD/MINEPDED ; PNDP	2022-2024
9	Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Nombre des projets intégrant le formulaire d'examen socio environnemental	20	1 000 000	Agent de développement local	DD/MINEPDED ; DD/MINAS ; PNDP Mairie	2022-2024
10	Equipement logistique en faveur du cadre communal en charge des questions socio environnementales (moto et ordinateurs de bureau)	Nombre d'appui logistique et matériel	FF	4 500 000	Maire	Mairie PNDP	2022-2024

Plan Communal de Développement

N°	Activités	Indicateurs	Quantité	Coût estimatif	Acteurs mise œuvre de en	Acteurs suivi de	Périodes
11	Missions de suivi du plan de gestion environnementale et sociale du CGES, et des entrepreneurs.	Nombre de missions de suivi	5	1 000 000	Agent de développement	DD/MINEPDED ; PNDP ; Conseil municipal	2020-2022
Total				8 800 000			

Le coût total des mesures environnementales et sociales sur trois (03) ans est estimé à 8 800 000 FCFA et est pris en compte dans le budget communal.

Plan Communal de Développement d'Atok

5.5.4. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables.

Le plan en faveur des populations vulnérables met en relief les dispositions fixant les objectifs dans le domaine social et définissant les moyens nécessaires à mettre en œuvre. Les activités inscrites dans le plan opérationnel ci-dessous représentent les activités préconisées par type de vulnérabilité :

Tableau 123 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Type de vulnérabilité	Activités	Indicateurs de résultats	Périodes	Responsable et collaborateurs	Coût estimatif
Personnes du 3^{ème} âge	- Engagement d'une démarche pour l'encadrement technique et le financement des AGR pour 05 personnes du 3ème âge	- 05 personnes du 3ème âge formées, financés et en activité	Octobre – Novembre 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	1 500 000
	- Organisation des personnes du 3e âge en association	- 01 association des personnes du 3ème âge créé	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	400 000
	- Mise en place d'une plateforme d'encadrement des personnes âgées par les responsables des affaires sociales de la Commune	- 01 plateforme d'encadrement disponible	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	800 000
	- Établissement d'un répertoire des personnes des 3èmes âges au niveau du service des affaires sociales d'Atok	- 01 répertoire des personnes du 3ème âge disponible	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	400 000
	- Mise sur pied d'un fonds de soutien sanitaire aux personnes âgées	- 01 fonds de soutien sanitaire disponible	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	8 000 000
	Total				11 100 000
Personnes déplacées internes (PDI)	- Mise en place d'un répertoire actualisé des PDI de la Commune par quartier et village au niveau de la sous- préfecture par sexe, âge...	- Répertoire actualisé	Janvier - Avril 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	500 000

Plan Communal de Développement

Type de vulnérabilité	Activités	Indicateurs de résultats	Périodes	Responsable et collaborateurs	Coût estimatif
	- Intégration des PDI au sein de la communauté villageoise à travers la participation aux activités de la Commune	- 01 plan d'intégration disponible	Janvier – Décembre 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	1 000 000
	- Appui à l'encadrement technique et le financement des AGR d'au moins 10 PDI de	- Type d'AGR mis en place	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	3 000 000
Total					4 500 000
Personnes en situation de handicap (moteurs, visuels, mentaux, auditifs)	- Organisation des campagnes de sensibilisation par le service social de la Commune sur l'importance et modalités d'acquisitions des cartes d'invalidités	- Nombre de personnes en situation de handicap	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	1 000 000
	- Construction des rampes d'accès dans les édifices publics	- Nombre de rampes d'accès construites	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	20 000 000
	- Organisation des handicapés (moteur et visuel) en association	- 01 association des handicapés créés	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	500 000
	- Engagement d'une démarche pour l'encadrement technique et le financement des AGR pour 30 handicapées (moteurs, visuels, etc.)	- 30 personnes handicapés formés, financés et en activité	Avril – Juillet 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	15 000 000
	- Établissement d'un répertoire des handicapés (visuel et moteur) au niveau du service des affaires sociales d'Atok	- 01 répertoire des handicapés par type d'handicap disponible	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	500 000
Total					37 000 000
Orphelins et enfants vulnérables	- Formation des orphelins vulnérables de la Commune à l'apprentissage des petits (métiers	- Nombre d'orphelins formés	Aout-septembre 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	15 000 000

Plan Communal de Développement

Type de vulnérabilité	Activités	Indicateurs de résultats	Périodes	Responsable et collaborateurs	Coût estimatif
	d'agriculture, élevage, artisanat, pêche, menuiserie, maçonnerie...)				
	- Regroupement des orphelins de la Commune d'Atok en association	- 01 association des orphelins est créée	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	500 000
	- Mise en place d'un répertoire des orphelins vulnérables dans la Commune	- 01 répertoire des orphelins disponible	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	500 000
	- Appui scolaire aux jeunes orphelins vulnérables de la Commune	- Nombre d'orphelins bénéficiant d'appui scolaire	Janvier - Mars 2022	- Commune ; -Partenaires ; - OSC	5 000 000
	Total				21 000 000
	TOTAL				73 600 000

5.5.5. Coût estimatif du PIA 2022

Les coûts estimatifs du PIA 2022 récapitulant l'ensemble des activités par action, sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 124 : Coût estimatif du PIA 2022

ACTIONS	SOURCE DE FINANCEMENT	COÛT TOTAL
Promotion du tourisme local	MINDEVEL	25 000 000
Construction d'un bloc maternelle	MINEDUB	25 000 000
Construction maison d'astreinte	MINSANTE	35 000 000
Construction cité municipale	MINDEVEL	75 000 000
Réhabilitation des salles de classe	MINEDUB	13 000 000
Réhabilitation des routes	MINTP	27 000 000
Promotion du developpement de l'éclairage publique par lampadaires solaires	MINEE	50 000 000
Promouvoir l'accès à l'énergie électrique	MINEE	16 000 000
Equiperment en table bancs du bloc maternel	MINEDUB	2 000 000
Equiperment en table bancs de l'EPP groupe I	MINEDUB	2 000 000
Réhabilitation des puits à motricité humaine dans certaines localités	MINEE	19 200 000
Construction d'un forage à motricité humaine à EBODENKOU	MINEE	8 500 000
Construction d'un forage à motricité humaine à EFFOULAN	MINEE	8 500 000
Construction d'un forage à motricité humaine à MAYOS	MINEE	8 500 000
Construction d'un bloc latrine à six compartiments	MINEDUB	3 500 000
Construction d'un bloc latrine à six compartiments	MINEDUB	3 500 000
Construction d'un bloc latrine à six compartiments	MINEDUB	3 500 000
Construction d'un bloc latrine à six compartiments	MINEDUB	3 500 000
Achat du matériel roulant, Bequilles et cannes	MINAS	1 500 000
Achat du materiel de réparation de véhicule	COMMUNE	4 500 000
Transformation de l'hangar de Mbama en boutique	COMMUNE	4 500 000
Achat des sabots	COMMUNE	1 500 000
Bacs à ordures	COMMUNE	1 500 000
Acquisition du tricycle à moteur	COMMUNE	2 500 000
Aquisition de terrain du campement touristique	COMMUNE	1 000 000
Avenant	COMMUNE	9 000 000
Total général		354 700 000

Plan Communal de Développement d'Atok

5.5.6. Plan de Passation des marchés du PIA

Le plan prévisionnel de passation des marchés issu du plan d'investissement annuel 2020 est le suivant :

Tableau 125 : Plan de Passation des marchés du PIA

Désignation du projet et localité de réalisation	TYPE DE PRESTATION	MONTANT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ	AUTORITÉ CONTRACTANTE/ ADMINISTRATION BÉNÉFICIAIRE	MODE D'APPEL D'OFFRE	DATE DE LANCEMENT D'APPEL D'OFFRE	DATE D'ATTRIBUTION MARCHÉ	DATE SIGNATURE DU MARCHÉ	DATE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX	DATE DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS
Equipement du campement touristique à Atok	AI	25 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un bloc maternel à Bigoens	AI	25 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/05/2022
Construction d'un bâtiment d'astreinte au CMA d'Atok	AI	35 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction de 03 appartements modernes (02 chambres, 01 salon, 01 cuisine et 02 douches)	AI	75 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/05/2022
Réhabilitation des salles de classe de l'école primaire publique groupe I à Atok	AI	13 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Equipement des salles de classe de l'EPP Groupe I à Atok	AI	2 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Réhabilitation des routes Communales (4 km)	AI	27 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Electrification de certaines localités de Bebind par 33	AI	50 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022

Plan Communal de Développement

Désignation du projet et localité de réalisation	TYPE DE PRESTATION	MONTANT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ	AUTORITÉ CONTRACTANTE/ ADMINISTRATION BÉNÉFICIAIRE	MODE D'APPEL D'OFFRE	DATE DE LANCEMENT D'APPEL D'OFFRE	DATE D'ATTRIBUTION MARCHÉ	DATE SIGNATURE DU MARCHÉ	DATE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX	DATE DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS
lampadaires solaires									
Réhabilitation du réseau électrique Akok-Maka : Atok	AI	16 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Equipement en table bancs du bloc maternel à Bigoens	AI	2 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Réhabilitation des puits à motricité humaine (PMH) dans certaines localités à Beband	AI	19 200 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un forage à motricité humaine à Ebodenkou	AI	8 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un forage à motricité humaine à Effoulan	AI	8 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un forage à motricité humaine à Mayos	AI	8 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'EPP de Mbama	AI	3 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'EPP de Bigoens	AI	3 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Construction d'un bloc latrine à six	AI	3 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022

Plan Communal de Développement

Désignation du projet et localité de réalisation	TYPE DE PRESTATION	MONTANT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ	AUTORITÉ CONTRACTANTE/ ADMINISTRATION BÉNÉFICIAIRE	MODE D'APPEL D'OFFRE	DATE DE LANCEMENT D'APPEL D'OFFRE	DATE D'ATTRIBUTION MARCHÉ	DATE SIGNATURE DU MARCHÉ	DATE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX	DATE DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS
(06) compartiments à l'EPP d'Effoulan									
Construction d'un bloc latrine à six (06) compartiments à l'EPP de Makougou	AI	3 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Achat d'un trycycle, des Béquilles et cannes pour personnes handicapées à Beband	AI	1 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Aquisition du matériel de réparation du véhicule à la mairie d'Atok	AI	4 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Transformation de l'hangar de Mbama en boutique	AI	4 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Achat des sabots pour la mairie d'Atok	AI	1 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Bacs à ordures à Atok	AI	1 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Acquisition du tricycle à moteur à la mairie d'Atok	AI	2 500 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
Aquisition de terrain du campement touristique	AI	1 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022

Plan Communal de Développement

Désignation du projet et localité de réalisation	TYPE DE PRESTATION	MONTANT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ	AUTORITÉ CONTRACTANTE/ ADMINISTRATION BÉNÉFICIAIRE	MODE D'APPEL D'OFFRE	DATE DE LANCEMENT D'APPEL D'OFFRE	DATE D'ATTRIBUTION MARCHÉ	DATE SIGNATURE DU MARCHÉ	DATE DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX	DATE DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS
Avenant acquisition minibus	AI	9 000 000	COMMUNE	AONO	15/01/2022	17/02/2022	20/02/2022	01/03/2022	01/04/2022
TOTAL		354 700 000							

6- MECANISME DE SUIVI- ÉVALUATION

6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le Comité Communal de suivi et de mise en œuvre du Plan Communal de Développement (PCD) d'Atok comportant plusieurs membres, est mis en place par arrêté municipal N° 00014/AM/C/SG/ATOK du 14 Décembre 2021.

Cet arrêté constate sa création, donne ses attributions et sa composition.

6.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD est composé d'un président, d'un rapporteur et de quatre (04) membres tous désignés par arrêté communal

6.1.2. Attributions des membres du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité auprès de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de :

S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;

- S'approprier du PCD, suivre sa mise en œuvre et veiller à son actualisation ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités ;
- Suivre l'évolution de la mise en œuvre des projets et apprécier les travaux réalisés ;
- Assurer la gestion, la maintenance et le renouvellement des projets ;
- Stimuler la participation de la population aux projets mis en œuvre à travers les séances de sensibilisation ;
- Contribuer à la recherche de solutions en cas de blocage ;
- Appuyer la mise en place des comités de gestion des ouvrages et veiller à leur bon fonctionnement ;
- Faire le lobbying du PCD auprès des partenaires au développement, tant au niveau local, que national et international ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités inscrites dans le PCD ;
- Attirer l'attention de l'exécutif municipal par rapport aux difficultés de mise en œuvre du PCD ;
- Faciliter les études et le contrôle de l'exécution des projets ;
- Contribuer à la réalisation du plan, par la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ;
- Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires

Le Président du Comité Communal de suivi évaluation : En tant que président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. À ce titre, il :

- Convoque et préside les réunions du CCSE,

Plan Communal de Développement

- Assure le suivi de la mise en œuvre des activités du PCD,
- Assure le suivi des activités liées à la mise en œuvre du PCD et rend compte au Maire ;
- Met à la disposition du Maire les rapports de mise en œuvre des activités avant que celui-ci (Maire) ne procède à l'ordonnancement des dépenses y afférentes ;
- Adresse des correspondances à des tiers sur l'évolution des travaux ou des manquements liés à l'exécution de ceux-ci,
- Signe les PV de réunions de suivi et d'évaluation à adresser au Maire ;
- Est responsable avec ses membres de l'évaluation des activités de mise en œuvre du PCD.

Le rapporteur : assure le secrétariat du Comité. À ce titre il :

- Prépare pour soumettre à la signature du président les convocations, invitations et toutes les correspondances ;
- Rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- Conserve les archives du comité.

6.1.3. Noms et attributs des membres du CCSE du PCD

Tableau 126 : Composition du comité de suivi-évaluation

QUALITE	NOMS	FONCTION
Président :	CHIEME Jean Claude	Conseiller municipal, Président de la commission des grands travaux
Rapporteur	BISSIE BOGAM Ronny	Cadre communal chargé des communautés
Membre :	BENA ZANGA Michel	Secrétaire Général
Membre :	EFFOUDOU III Bertrand	Chef traditionnel de 1 ^{er} degré, Conseiller régional
Membre :	MOAMISSOAL Samuel	Elite locale, personnalité ressource
Membre :	MELLITE Floribert	Cadre communal de développement

Plan Communal de Développement

6.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

ACTION	ACTIVITÉS	INDICATEURS DE RÉSULTAT
Promotion du tourisme local	Construction d'une auberge municipale	01 auberge municipale construite
Construction de point d'eau potable	Construction de point d'eau potable	01 point d'eau potable
Réhabilitation des routes	Réhabilitation de la route Akok Yebekolo - Mekououb sur 7 km)	07 km de route réhabilitée
Éclairage ménager	Acquisition de 80 lampes solaires au campement Baka	80 lampes acquises
Construction de point d'eau potable	Construction de point d'eau potable	01 point d'eau potable construit
Construction de point d'eau potable	Construction de point d'eau potable	01 point d'eau potable construit
Promotion de l'habitat	Acquisition de 05 presses à brique de terre	05 presses à brique de terre acquises
Construction de point d'eau potable	Construction de point d'eau potable	01 point d'eau potable construit
Aménagement des sites d'exploitation minière	Aménagement d'une carrière de sable	01 carrière de sable aménagée
Construction de point d'eau potable	Construction de point d'eau potable	01 point d'eau potable construit
Construction de salle de classe	Construction et équipement d'un bloc maternelle	01 bloc maternelle construction et équipé
Construction des infrastructures pour maternelle	Construction et équipement d'un bloc maternelle	01 bloc maternelle construction et équipé

Plan Communal de Développement

6.3 Dispositifs, outils et fréquences du reporting

Le comité de suivi et de mise en œuvre est le principal organe en charge du suivi des activités du PCD. Des outils comme le PIA, les fiches de collecte des données, les rapports périodiques de l'agent communal de développement, les rapports des visites de terrains, les rapports mensuels/trimestriels d'activités seront utilisés, la matrice du suivi de la mise en œuvre des activités du PCD, devront être utilisés et remplis, et le compte rendu à l'édile. Avant la tenue de chaque session du conseil municipal, un rapport global devra être dressé pour que le conseil municipal ait toute la mesure de la mise en œuvre du plan. Pour les projets qui s'étendent sur le moyen terme, le reporting devra être fait en utilisant le tableau d'indicateur de suivi de la performance, à mi-parcours, et une fois le chantier achevé.

Tableau 127 : Dispositif, outils et fréquence du reporting.

NIVEAU	RESPONSABILITÉS	OUTILS	ACTEURS	CONTENU DU RAPPORT
Villages	–Collecte des données –Programmation des séances de concertation et de sensibilisation –Suivi de l'exécution des activités locales –Évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-Cartographie village -Fiches de suivi du processus de planification -Tableau de suivi des actions planifiées -Calendrier des réunions -Tableau de perception du bien être	-Comité de Concertation (CC) -Cadre Communal de Développement (CCD) -OAL	Rend compte des activités programmées
				Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Bilan des activités annuelles
Communal	–Collecte des données –Programmation des séances de concertation et de sensibilisation –Suivi de l'exécution des activités locales –Évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-Cartographie village -Fiches de suivi du processus de planification -Tableau de suivi des actions planifiées -Calendrier des réunions -Tableau de perception du bien être	-Maire de l'Exécutif -CCD -Comité de suivi du PCD -OAL et prestataires impliqués dans la mise en œuvre du PCD -Conseil Municipal	Rend compte des activités programmées
				Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Bilan des activités annuelles

Source : données de l'atelier de formation

Le tableau de suivi des actions planifiées qui sera tenu par le comité de suivi et chaque comité spécifique de suivi et de gestion de chaque projet au niveau du village se présentera comme suit.

Tableau 128 : Tableau de suivi des actions planifiées

ACTIVITÉS PRÉVUES	DATE PRÉVUE	ACTIVITÉS RÉALISÉES	DATE DE RÉALISATION	MOYEN DE VÉRIFICATION	ÉCARTS	EXPLICATION DES ÉCARTS	ACTIONS À ENTREPRENDRE

6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

6.4.1. Mécanisme de préparation du PIA

Pour préparer le PIA, la Commune devrait conduire les activités suivantes :

- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées
- Évaluation des activités de l'année précédente : ici, il s'agira d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de mieux faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées.
- Évaluation des sources disponibles au niveau de la Commune par la présentation des ressources financières disponibles pour l'année en cours afin de mieux engager la prochaine étape.
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification.
- Élaboration du nouveau PIA.

6 4.2 Mécanisme de révision du PCD

Pour assurer la pérennisation des activités planifiées de la Commune dans le temps et l'espace, dans une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après cinq ans. La révision du dit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un organisme d'appui local pour l'accompagnement de la réactualisation du PCD. Les agents de développements communaux auront la charge de monter le dossier d'appel d'offre (DAO).

7- PLAN DE COMMUNICATION

7.1 Stratégie et esquisse de plan de communication

L'objectif global du plan de communication conçu par la Commune d'Atok autour de la mise en œuvre du PCD est de vulgariser le document auprès de toutes les parties prenantes.

De façon spécifique, il s'agira pour les autorités municipales de :

- Informer la population sur la mise en œuvre des activités du PCD, notamment les habitants, les chefs traditionnels et les élites des villages concernés par la réalisation des projets de développement contenus dans le PIA et le CDMT ;
- Mobiliser les partenaires techniques et financiers, locaux, nationaux et internationaux, privés, publics ou parapublics autour de la mise en œuvre des actions contenues dans le PCD ;

De manière générale, nous pouvons résumer ce plan dans le tableau ci-après :

Plan Communal de Développement d'Atok

Tableau 129 : Plan de communication

OBJECTIFS	CANAL	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	COUTS (CFA)
Promouvoir le PCD auprès de la diaspora et organismes internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet • Médias nationaux et/ou internationaux Journal communal 	<ul style="list-style-type: none"> -Diaspora -Organismes internationaux Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Négociation des tranches d'antenne dans les médias internationaux -Créer un site web de la Commune -Insérer les points forts du PCD dans le site -Recruter un expert en communication chargé de mettre à jour le site de la Commune 	La diaspora ainsi que les investisseurs étrangers sont intéressés par les potentialités de la Commune	05 ans	Conception et programmation site Web : 500 000 Hébergement + nom du domaine : 15 000 X 5 ans= 75 000 Contenu : 100 000 X 5ans= 500 000 Formation personnel communal : 100 000X 7 jours= 700 000 Confection journal communal (1publication par semestre): (3 000/journalX100exemplaire) X2/an X5ans= 3 000 000 Total dépenses : 4 775 000
Promouvoir le PCD auprès de toutes les forces vives de la Commune	Radio communautaire Colloques	Communauté urbaine Communauté rurale Forces vives Commune	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation d'une journée de présentation du PCD à la Mairie -Organisation des journées explicatives dans tous les villages de la Commune -Confection des affiches, tracts, banderoles - Campagne d'explication du PCD dans les lieux culturels des villages de la Commune 	Les populations se sont appropriées le PCD	05 mois	Descente sur le terrain exécutif et conseillers : 500 000X7 jours= 3 500 000 Affiches : 5000 X 100= 500 000 Banderoles : 20 000 X 10= 200 000 Com. Radio : 15 000 Total dépenses : 4 215 000

Plan Communal de Développement

OBJECTIFS	CANAL	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	COUTS (CFA)
Vulgariser le PCD auprès de tous les partenaires au développement installés au Cameroun	Internet Foires/colloques Communiqué radio Tract	Associations/ONG au niveau régional Associations/ONG internationaux Programmes et projets de développement Commune	-Élaboration de la liste des différents partenaires -Confection des plaquettes de présentation du PCD (500 exemplaires) -Impression du PCD sur papier glacé (100 exemplaires) -Organisation des journées explicatives dans les grandes métropoles du Cameroun avec présence des partenaires au développement -Confection des affiches, banderoles - Négociation des tranches d'antenne dans les médias nationaux (publics et privés)	Les élites extérieures ainsi que des potentiels investisseurs sont intéressés par les potentialités de la Commune	05 ans	Invitations partenaires au développement +chefs de villages + autorités diverses : 1000 X 200 invités= 200 000 Distribution invitation : 200 000 Impressions PCD : 5 000 X 100 exemplaires= 500 000 Stand : (100 000 x 3 salons) X 5ans= 1 500 000 Banderoles : (15 000 X 3 salons) X5= 265 000 Com. Télé Nat. et internat: 20000X 15 = 300 000 Confection tract sur papier glacé : 300X5 000= 1 500 000 Com. Radio : 15000X100= 1 500 000 Presse (article + photos): 15000X100 1 500 000 Transport divers : 585 000 Total dépenses : 8 050 000
LE COÛT TOTAL DU PLAN DE COMMUNICATION S'ÉLÈVE À :						18 235 000 F CFA

CONCLUSION

Plan Communal de Développement

Le processus d'actualisation du PCD enclenché dans la Commune d'Atok, s'inscrit dans le contexte de décentralisation et de la troisième phase du PNDP caractérisée par la prise en compte des innovations telles que la petite enfance, les changements climatiques, les Objectifs de Développement Durable, l'arrimage au budget-programme.

Il s'est agi au cours de ce processus, de recenser les problèmes-contraintes et besoins des populations à la base en passant par une succession de diagnostics tant au niveau de l'institution communale et de l'espace urbain qu'au niveau de l'espace rural.

L'économie locale est principalement dominée l'agriculture et le commerce.

Elle connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents sont relatifs à l'accès aux services socio-économiques au rang desquels, l'accès difficile à l'eau potable, l'accès difficiles aux soins de santé de qualité, les coupures intempestives, la dégradation du réseau routier (les routes rurales et la nationale N°10) et le coût élevé du transport. L'analyse des problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquelles la Commune agira pendant les prochaines années. C'est ainsi qu'à partir des ressources mobilisables pour l'année 2022 se chiffrant à **370 700 000 FCFA** avec l'appui de des fonds propres et impôts communaux soumis à la péréquation, un Programme d'Investissement Annuel a été conçu sur la base des ranking général et sectoriel des villages ainsi que du cadrage budgétaire. Pour ce qui est des années 2023 et 2024, un Plan D'investissement Triennal a été élaboré pour un coût total de **638 700 000 FCFA**. Ceci impose que tous les acteurs de développement et bénéficiaires du processus, la diaspora nationale ou internationale se mobilisent activement afin de rassembler cette très importante somme pour réaliser la nouvelle vision de leur Commune.

Des programmes opérationnels parmi lesquels le programme amélioration de l'offre des services sociaux de base (Construction de salle de classe, construction des infrastructures d'enseignements secondaires, construction des infrastructures pour maternelle, éclairage ménager et réhabilitation de point d'eau potable), Promotion du développement économique et protection de l'environnement (promotion de la formation professionnelle, promotion de l'habitat, protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles, réhabilitation de piste agricole, réhabilitation des routes...) et ont été élaborés pour un montant respectif de **196 800 000 FCFA** et **493 000 000 FCFA**.

À l'issue de ce processus et après une concertation élargie, un Comité Communal de Suivi-Évaluation de la mise en œuvre du PCD et un plan de communication ont été définis pour assurer le pilotage du PCD, d'où les recommandations suivantes :

- ☞ Que tous les ressortissants Atok (diaspora y compris) soient sensibilisés par diverses méthodes de communication modernes pour leur contribution à la mise en œuvre du

Plan Communal de Développement

PCD : Un site web pour la commune sera construit à cet effet dès le début de sa mise en œuvre ;

Qu'un accent spécial soit mis sur le marketing de ce PCD en vue de la recherche des financements pour les actions vitales qui ont été identifiées.

BIBLIOGRAPHIE

Plan Communal de Développement

- République du Cameroun. «Loi N°2019/024 du 24 dec 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées.» Assemblée Nationale, 2019, 133 Pages.
- (MINFOF), Ministère des forêts et de la faune, et Last Great Ape Organisation (LAGA). *La législation faunique camerounaise comme un outil de protection des espèces animales menacées d'extinction au Cameroun.* 2012.
- AIDEDCameroun, PNDP. *Plan Communal de Développement d'Atok.* Atok, 2011.
- BUCREP. «Recensement Général de la Population et de l'Habitat .» 2005.
- BUCREP. «Répertoire actualisé des villages du Cameroun: 3ème RGPH.» 2005, 77 P.
- Cameroun, République du. «Loi n° 94/01 du 20 Janvier 1994 portant régime des forêt, de la faune et de pêche.» 1994.
- Cameroun, République du. «Ordonnance N° 74/01du 1974 regime foncier du Cameroun.» Yaoundé, 1974.
- INS. *Annuaire Statistique du Cameroun.* 2013.
- INS. «Annuaire Statistique du Cameroun: Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013.» Institut National de la Statistique, 2013, 536 P.
- «Loi n° 96/12 du 5 aout 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.» 1996.
- MINEPAT. «Cameroun Vision 2035.» 2009, 76 Pages.
- MINEPAT. «Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.» 2008.
- MINEPAT. «Stratégie de développement du secteur rural: Le secteur rural, un important moteur de l'économie nationale.» 2016, 160 P.
- MINEPAT. «Stratégie Nationale de Développement: Pour la transformation structurelle et le développement inclusif.» Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Yaoundé, 2020, 243 Pages.
- MINEPAT, INC, et DATFZ. «Atlas National de Développement Physique du Cameroun.» Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, 2012, 71 Pages.
- PNDP, ONG LUDEPRENA. «Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).» Atok, 2019, 220.
- PNDP, ONG LUDEPRENA. «Rapport du Diagnostic de l'Institution Communale.» Atok, 2019, 89.

ANNEXES

Annexe 1 : Rapports consolidés du DIC, DEUC ET DPNV d'Atok

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX –TRAVAIL– PATRIE

RÉGION DE L'EST

DÉPARTEMENT DU HAUT NYONG

COMMUNE D'ATOK

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE –WORK – FATHERLAND

EAST REGION

HAUT NYONG DIVISION

ATOK COUNCIL

**RAPPORT CONSOLIDE DES
DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS DIC,
DEUC ET DPNV D'ATOK**

NOVEMBRE 2020



L'appui **TECHNIQUE** DE L'ONG LUDEPRENA
(LUTTE POUR DÉVELOPPEMENT ET LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT ET LA NATURE)
Yaoundé



l'appui **Financier** du PNDP

Annexe 2 : Rapport du DIC

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX –TRAVAIL– PATRIE

RÉGION DE L'EST

DÉPARTEMENT DU HAUT NYONG

COMMUNE D'ATOK



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE –WORK – FATHERLAND

EAST REGION

HUPPER NYONG DIVISION

ATOK COUNCIL

DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL D'ATOK (DIC)



L'appui **TECHNIQUE** DE L'ONG **LUDEPRENA**
(LUTTE POUR DÉVELOPPEMENT ET LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT ET LA NATURE)

BP : 6798 Yaoundé
Tel : 699 59 17 12/ 674 03 71 83
ludeprena@yahoo.fr



l'appui **Financier** du **PNDP**
B.P 660 Yaoundé
TEL 222 20 13 90 / 222 20 13 83
Mail : pndp_crc_es@yahoo.fr

Juillet 2019

Annexe 3 : Rapport du DEUC

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX –TRAVAIL– PATRIE

RÉGION DE L'EST

DÉPARTEMENT DU HAUT NYONG

COMMUNE D'ATOK



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE –WORK – FATHERLAND

EAST REGION

HUPPER NYONG DIVISION

ATOK COUNCIL

DIAGNOSTIC DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL D'ATOK (DEUC)



l'appui Financier du PNDP
B.P 660 Yaoundé
TEL 222 20 13 90 / 222 20 13 83
Mail : pndp_crc_es@yahoo.fr

Annexe 4 : Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COFIL)

Annexe 5 : Arrêté constatant la composition du Comité de suivi

Plan Communal de Développement

Annexe 6 : Délibération municipale adoptant le PCD

Plan Communal de Développement d'Atok

Annexe 7 : Ranking général des villages

Village	Lycée	CES / CETIC	École primaire	École maternelle	Autres établissements scolaires	Hôpital	CMA	Centre de santé	Forage	Puits	Foyer	Centre de promotion de la femme	Centre multi fonctionnel	Centres sociaux	Autres infrastructures d'encadrement psychosociales	Magasin	Marché	Gare routière	Abattoir	Parc à bétail	Pépinière	INFRASTRUCTURES	RANG
NTOUMB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
AKOK YEBEKOLO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
BAKA SOUOMBOU	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3
BENDE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4
MAYOS	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	5
MAKOUGOU	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	6
MIKOAGUE	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	7
NGOEMETAG 1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	8
NGOEMETAG 2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	9
BIDJIGUE 1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	10
LANDA	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	11
NYIMBE	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	12
KODJANS	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	13
SOUOMBOU	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	14
NDANKUIMB	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	15
BIDJIGUE 2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	16
NGOULEMAKONG	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	17
EBODENKOU	0	0	1	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	18
NTSINDA	0	0	1	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	5	19
DJOUM	0	0	1	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	20
AKOK MAKAKA	0	0	1	1	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	6	21
MAKOK	0	0	1	0	1	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	22
ZOGUELA	0	0	1	0	0	0	0	1	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	23
BIGOENS	0	1	1	1	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	24

Plan Communal de Développement d'Atok

Annexe 8 : Ranking sectoriel des villages

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION	SECTEURS
SOUOMBOU	1	Avec une population estimée à 775 habitants, l'accès aux soins de santé de qualité et à l'énergie électrique constituent les problèmes principaux	Culture
ZOQUELA	2	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
NTOUMB	1	Ce village, bien que situé entre Mbama et Atok, ne dispose d'aucune infrastructure en dehors de la route nationale N°10 qui traverse ce village	Eau
BENDE	2	Village disposant d'une seule infrastructure hydraulique	
MAYOS	3	L'accès à l'eau potable se pose avec acuité notamment pour les enfants scolarisés	
MIKOAGUE	4	Village d'une population estimée à 229 habitants qui souffre de l'accès difficile à l'énergie électrique.	
NGOEMETAG 2	5	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité	
NTSINDA	6	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
DJOUM	7	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
AKOK MAKAKA	8	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
BIDJIGUE 1	1	Accès difficile aux soins de santé	Éducation de base
LANDA	2	Difficulté d'accès aux soins de santé et à l'énergie électrique	
NYIMBE	3	L'accès difficile à l'eau potable se pose dans ce village. Les deux (02) points d'eau sont tous en panne	
KODJANS	4	L'éducation de base, la santé publique ainsi que l'électrification sont les contraintes majeures de ce village	
NGOULEMAKONG	5	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
BIGOENS	6	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	

Plan Communal de Développement

VILLAGE	RANG	JUSTIFICATION	SECTEURS
BAKA SOUOMBOU	1	Ce village ne dispose que d'une infrastructure hydraulique	Électricité
MAKOGOU	1	Accès difficile à l'énergie électrique	Habitat
NGOEMETAG 1	1	Accès difficile à l'éducation de base, aux enseignements secondaires et aux soins de santé de qualité	Mines
NDANKUIMB	1	Avec une population estimée à 167 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification	Piste agricole
BIDJIGUE 2	2	Avec une population estimée à 493 habitants, ce village ne dispose pas d'infrastructures sanitaire ou d'électrification	
AKOK YEBEKOLO	1	Disposant d'une seule infrastructure hydraulique et d'une population estimée à 267 habitants, c'est un village moins nanti	Route
EBODENKOU	2	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	
MAKOK	3	Accès difficile aux enseignements secondaires, aux soins de santé de qualité	